

La campagne pour l'élection présidentielle des 24 avril et 8 mai

M. François Mitterrand annonce sa candidature

Otages : le silence

Constatant que la campagne électorale nous laisse sur notre faim : un euphémisme. Crocs-en-jambe, tours de passe-passe, embrassades meurtrières, banalités à tout va et double langage - sont devenus notre pain quotidien ; le tout, bien sûr, au détriment du véritable débat que méritent les problèmes qui se posent à un vieux pays européen à la veille du troisième millénaire.

Il est un sujet, cependant, qu'il faut se réjouir de ne pas (encore ?) avoir entendu évoquer par nos candidats à la télévision : c'est celui des otages français détenus au Liban. Non que chacun ait oublié ces trois hommes dans leur enfer, mais parce que tous paraissent enfin avoir compris que le refus de négocier avec François Mitterrand constitue la seule réponse digne qu'on puisse faire aux preneurs d'otages et à tous ceux qui les protègent. C'est aussi la seule attitude intelligente : même si elle peut paraître cruelle aux familles des prisonniers ; faire de ces trois hommes un enjeu électoral reviendrait à persuader les ravisseurs et leurs mandataires qu'ils détiennent entre leurs mains le moyen d'influencer non seulement la diplomatie française, mais aussi le choix d'un président de la République. Les otages ne gagneraient rien, ainsi transformés en « traités de guerre ».

La campagne électorale n'est, cependant, pas finie, et le silence actuel recouvre sans aucun doute, ici et là, pas mal d'arrière-pensées. La tentation sera toujours forte - sinon chez certains candidats, du moins dans leur entourage - de jouer un « coup » à la veille du scrutin. Qu'on se souvienne des semaines frénétiques qui ont précédé les législatives de 1986 : la multiplication des démarches en tout genre, l'envoi d'émisaires de toutes espèces n'ont guère aidé les socialistes. M. Chirac et les siens pourraient être plus heureux aujourd'hui, même s'ils ne font pas l'objet de la même haine à Téhéran que M. Mitterrand ? C'est peu probable. On ne peut que conseiller aux uns et aux autres de se souvenir du « saivra » électoral imposé jusqu'à l'extrême limite à Jimmy Carter par le régime des ayatollahs qui avaient fait main basse sur les membres de l'ambassade américaine à Téhéran.

En ce jour où deux des trois otages français entament leur quatrième année de captivité - il s'agit des deux diplomates Marcel Carcon et Marcel Fontaine, Jean-Paul Keuffmann fut kidnappé deux mois après eux - il faut aussi leur conseiller la lecture du livre que vient de publier Marie Sourat.

Au-delà de ses outrances, au-delà du cri de douleur et de rage d'une femme d'otage assassiné, ils y apprendront quelques vérités premières sur un Orient pas si proche qu'on le croit généralement, extrêmement compliqué et dont certaines communautés n'en reviennent pas encore d'avoir fait danser, comme pantins au bout d'une ficelle, tant de chefs d'Etat et de gouvernements occidentaux.

(Lire page 7 le compte rendu du livre de Marie Sourat par Françoise Chippaux.)



M. François Mitterrand devait annoncer, le mardi 22 mars, sa candidature à l'élection présidentielle des 24 avril et 8 mai. Le chef de l'Etat a fait savoir, en fin de matinée à Antenne 2, qu'il acceptait l'invitation de cette chaîne publique à s'exprimer, pendant le journal de 20 heures.

Lundi après-midi, alors que le chef de l'Etat s'entretenait, dans son bureau, avec M. Lionel Jospin,

M. Mitterrand doit tenir, le vendredi 8 avril, à Rennes, le premier meeting de sa campagne. Trois semaines après son retour des vacances, M. Mitterrand fit part de ses intentions, le 23 janvier, à M. Michel Rocard.

La réflexion de M. Mitterrand s'était organisée selon la juxtaposition de facteurs « subjectifs » et de facteurs « objectifs ». Les premiers l'incitaient à la non-candidature : il s'agissait de l'âge, de l'avis d'une autre vie. « Le moment arrive, dans toute vie, on le sait bien, qu'une fois disperser les apparences, les lampions éteints, tout ce qui compte n'est pas là. » Les seconds l'encourageaient à se représenter. Il affirmait ainsi sa volonté de ne pas laisser la droite disposer sans contreparties de tout le pouvoir, puisque nul, à part lui, ne lui

paraissait en situation de l'emporter le 8 mai. M. Rocard ne « décollait pas ». M. Mauroy restait impopulaire. M. Fabius était trop jeune et M. Jospin pas assez sûr pour cette épreuve.

M. Mitterrand, au fur et à mesure qu'avancait sa cohabitation avec M. Chirac à Matignon, se sentait investi d'une mission conservatoire. Il s'agissait, dans son esprit, d'empêcher la main mise éventuelle d'une faction sur l'Etat. A l'automne 1987, au plus fort de l'affaire Luchaire, le chef de l'Etat s'était indigné que l'on pût utiliser ainsi, contre lui, des « affaires » dont il avait subi, de Greenpeace à Carrefour du développement, l'exploitation. Il avait fait part de cette indignation au premier ministre et lui avait dit, en substance : « Si vous conti-

nuez, vous me trouverez en face de vous. »

Retardant autant que possible l'annonce de sa candidature (un mois et deux jours avant le premier tour, alors que le général de Gaulle s'était prononcé, en 1965, un mois et un jour avant le scrutin), M. Mitterrand souhaitait que la primaire entre MM. Barre et Chirac provoque le maximum de dégâts dans la majorité.

Sa décision intervient au moment où le premier ministre paraît prendre le meilleur sur M. Barre, alors même que, handicapé dans les sondages, ce dernier hausse le ton et considère que le pacte de bonne conduite majoritaire ne tient plus qu'à un fil.

M. Mitterrand a donc, aujourd'hui, une idée plus précise

du nom de son principal challenger.

La majorité, qui présentait l'imminence de l'entrée en campagne du président sortant, avait accentué le week-end dernier ses charges contre une attente jugée ambiguë, M. Chirac allant jusqu'à parler de « farce ».

du nom de son principal challenger.

La majorité, qui présentait l'imminence de l'entrée en campagne du président sortant, avait accentué le week-end dernier ses charges contre une attente jugée ambiguë, M. Chirac allant jusqu'à parler de « farce ».

du nom de son principal challenger.

du nom de son principal challenger.

LIRE ÉGALEMENT

● La majorité suicidaire, un point de vue de Marie-France Garaud ; Page 8

● Les deux électors de François Mitterrand, par Jérôme Jaffré. Page 9

Sanglantes représailles irakiennes

Des milliers de Kurdes victimes de bombardements chimiques.

PAGE 2

Spectaculaire redressement de Renault

3,7 milliards de francs de bénéfices en 1987.

PAGE 40

Le pape et la Russie

Jean-Paul II tend la main au patriarche de Moscou.

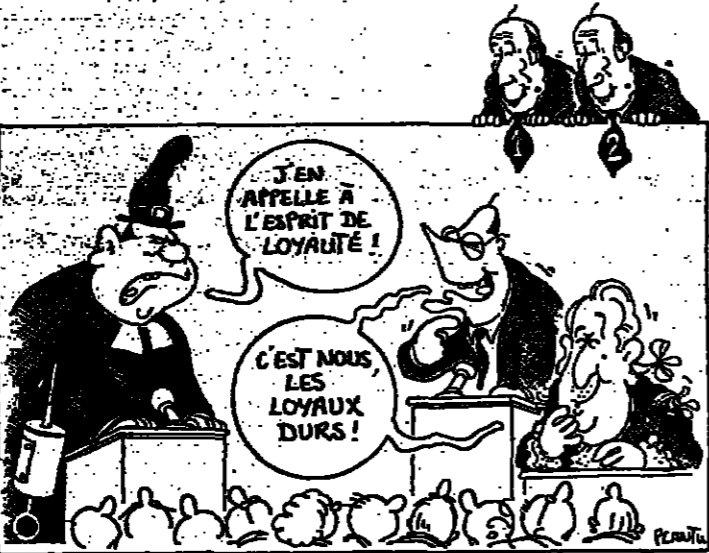
PAGE 13

Les entretiens de M. Chevvardnadze à Washington

Le désarmement et l'Afghanistan.

PAGE 3

Le sommaire complet se trouve en page 44



Une ville-test

Les colonnes de Digne

A partir d'une étude de l'IFOP, le Monde a choisi Digne, chef-lieu des Alpes-de-Haute-Provence, dix-huit mille habitants, comme ville-test pendant la campagne électorale. Notre envoyé spécial brosse un portrait de cette cité dont le conseil municipal est dirigé, depuis 1977, par un maire RPR dans un environnement rural de tradition socialiste.

DIGNE de notre envoyé spécial

Les Dignois sont gens malins. Pour préserver leur tranquillité ils ont fait courir le bruit pendant

des siècles que leur antique cité, blottie dans les contreforts des Alpes, au confluent des vallées de la Bléone, du Mardarie et du torrent des Eaux-Chaudes, ne valait guère le déplacement.

Ils ont même trouvé des historiens de complaisance pour soutenir qu'elle n'était qu'un grand village déguisé en petite préfecture un peu serrée dans son corset », qu'un lieu dépourvu de tout caractère de grandeur, qui ne fut pas le théâtre de grands exploits, qui n'a joué qu'un petit rôle dans l'histoire... On la surnomma, autrefois, « Digne l'endormie » !

ALAIN ROLLAT. (Lire la suite page 12.)

Un entretien avec M. Carlo De Benedetti

« J'aimerais me tromper plus souvent... »

La vente de Buitoni à Nestlé par le groupe De Benedetti a provoqué des remous en France. Le groupe Saint-Louis a indiqué, lundi 21 mars, qu'il avait proposé, une semaine auparavant, de racheter la filiale française Buitoni SA pour 3 milliards de francs. Offre trop tardive, rétorque M. Carlo De Benedetti dans l'entretien qu'il nous a accordé et à l'occasion duquel il explique sa stratégie industrielle, qu'il oppose à celle des « raiders ».

MILAN de notre envoyée spéciale

« Vous affirmiez jusqu'à maintenant n'avoir jamais revendu de société que vous aviez acquise. Vous venez de prouver le contraire en cédant Buitoni à Nestlé. »

« Je suis capable, et j'en suis fier, de changer de stratégie si les circonstances m'empêchent de réaliser mon programme. »

« Quand j'ai acheté Buitoni, en février 1985, je savais qu'il ne pouvait être autosuffisant en raison de sa taille. J'avais prévu d'acquérir la Società meridionale finanziaria, le secteur agro-alimentaire du holding d'Etat IRI. »

« Des interférences politiques ont empêché jusqu'à maintenant

que l'accord signé en mai 1985 avec l'IRI soit mis en œuvre. »

« A cause de ce retard, Buitoni n'a pu devenir un groupe de 4 à 6 milliards de dollars, la taille minimale pour une société alimentaire internationale non spécialisée. »

« Considérez-vous cela comme un échec ? »

« D'un point de vue industriel, c'est un des plus grands succès de ma vie. Avoir doublé le chiffre d'affaires en trois ans, être passé de 50 milliards de francs de pertes à 50 milliards de francs de bénéfices dans le même temps, et avoir vendu 1 600 milliards de francs à Nestlé les actifs d'une société qui était « finie » en 1985 et que l'on s'appretait à vendre 25 milliards de francs à BSN, cela ne se fait pas si on est un financier ou un raider. Cela se fait si on est un industriel. Si c'est se tromper que de tirer dix fois l'investissement que j'ai fait il y a trois ans, j'aimerais me tromper plus souvent. »

« Pourquoi alors avoir changé de stratégie ? »

« Nous avons fait un point sur l'agro-alimentaire à mi-1987. Un processus de concentration internationale engagé depuis 1985 rendait des sociétés de la taille de Buitoni (qui atteignait 2 milliards de dollars) absolument incompatibles avec une dimension européenne. Nous avons considéré que nous n'étions plus en mesure d'assurer la croissance de Buitoni

à un niveau international, et au bénéfice de ses actionnaires. Vous savez que le marché a toujours été mon ami et que je ne pouvais pas le trahir. J'ai décidé de vendre Buitoni. »

« A quelle date ? »

« A mi-1987, notre banquier, la First Boston, a pris contact avec M. Antoine Riboud, le patron de BSN, dans les premiers jours de septembre. Celui-ci n'était pas intéressé par Buitoni. En France il ne pouvait pas acquérir Buitoni en raison de la législation anti-monopole. »

« Nous avons décidé de ne pas faire d'enchères, d'assurer les mêmes conditions financières aux actionnaires majoritaires et aux minoritaires, de choisir une société capable de garantir la croissance, l'emploi et l'avenir de Buitoni. Nous avons retenu Nestlé parce que c'était la première firme mondiale uniquement dans l'alimentaire, la plus multinationale, et qu'elle avait un intérêt majeur à se renforcer dans le sud de l'Europe. »

« Saint-Louis vous a fait une offre pour Buitoni, vous ne l'avez pas acceptée. »

« La proposition est venue trop tard. Ce n'est pas quand un appartement est vendu que vous pouvez accepter les offres d'un acheteur. »

Propos recueillis par CLAIRE BLANDIN.

(Lire la suite page 38.)

PAUL GUIMARD

Giraudoux ? Tiens ! ...

"Se promener au plus près de l'éblouissement ressenti naguère... Guimard ne pouvait mieux faire que de retrouver le ravissement enthousiaste de sa propre jeunesse".
Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde

— Paul Guimard —
— Giraudoux ? —
— Tiens ! —
— Giraudoux —

GRASSET

Le Monde

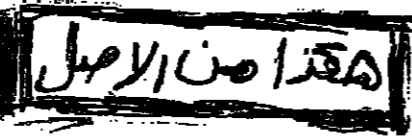
SCIENCES ET MÉDECINE

Les étudiants et le SIDA

La crainte de l'épidémie ne modifie que lentement le comportement des étudiants. Mais la maladie les préoccupe.

■ Vins : la chaptalisation sur mesure. ■ Superphénix : on réarme.

Pages 21 à 23



Etranger

هتدا من الامم

ISRAËL : le rejet du plan de paix américain

La droite félicite M. Shamir d'avoir tenu tête aux Etats-Unis

JÉRUSALEM
de notre correspondant

« Nous ne sommes pas déçus. Shamir, continue tranquillement. Tu es fort, on te respecte. » Visiblement, la droite respire. Et l'affiche signée par toutes les formations se réclamant de ce courant appelle à une manifestation de bienvenue, mardi 22 mars, à Jérusalem pour saluer le retour des Etats-Unis du premier ministre.

Aux yeux de ses partisans, le chef du Likoud a bien mérité du pays : obéissant, il a résisté, à Washington, aux pressions conjuguées du président Reagan et de son secrétaire d'Etat, M. George Shultz, désireux de l'entraîner dans un processus de négociations que le premier ministre rejette, à l'instar de toute la droite israélienne. Et dans ce camp, comme le dit le *Jerusalem Post*, on paraît maintenant M. Shamir de l'auréole « du fier patriote qui n'a pas fléchi ».

A la Conférence islamique d'Amman
Le roi Hussein exhorte ses « frères d'Afghanistan » à « entamer leur réconciliation »

AMMAN
de notre envoyée spéciale

« Il faut espérer que nos frères d'Afghanistan entameront leur réconciliation nationale sans hésitation et tout particulièrement après l'annonce par l'URSS de sa volonté et de son plan de retrait d'Afghanistan. Nous espérons que nos frères ne manqueront pas cette occasion. » Le roi Hussein de Jordanie, qui devait partir mardi 22 mars pour Islamabad, ne pouvait être plus clair dans son discours d'ouverture des travaux de la dix-septième session ministérielle de l'Organisation de la conférence islamique (OCI). Il a encouragé la résistance afghane et le Pakistan à collaborer avec le régime de Kaboul et, donc, avec Moscou pour aboutir à une solution dans ce conflit.

Le souverain hachémite a manifesté le souci de la Jordanie de voir cette affaire progresser. Car on est persuadé, à Amman, que toute solution aux conflits régionaux et au premier d'entre eux, le conflit israélo-arabe, passe par une entente entre les Deux Grands.

En tentant d'aider Moscou sur ce point, le roi Hussein peut espérer en retour un engagement de l'URSS à amener ses alliés, l'OLP et la Syrie en particulier, à plus de souplesse dans la recherche du processus de paix au Proche-Orient. Reste à savoir toutefois quelles seront les réactions des principaux intéressés.

F. C.

d'un pouce face à la puissance américaine. Si paradoxal que cela puisse paraître dans un pays qui dépend aussi étroitement des Etats-Unis, c'est un thème, une image de marque qui ne sont pas impopulaires, et que M. Shamir pourrait exploiter à l'encontre de ses partenaires adversaires travaillistes (qui, eux, acceptent le plan américain) au sein du gouvernement d'union nationale.

Car, même si le mot n'a pas été prononcé, c'est bien par un « non » que le premier ministre a répondu à l'offre américaine. Il s'agit, selon Washington, d'organiser dès cette année, sous les auspices d'une conférence internationale, des négociations israélo-arabes sur l'avenir de la Cisjordanie et de Gaza et fondées sur le principe de « la paix en échange de territoires ».

L'adresse du premier ministre

Pour la presse israélienne, M. Shamir a pratiqué l'obstruction avec adresse. Il a eu le courage de son enlèvement et l'intelligence de faire porter tous ses efforts sur son refus de la conférence internationale (une procédure qui ne dit pas grand-chose de bon aux Israéliens), en évitant de débattre publiquement de l'avenir des territoires ; il a aussi été aidé par l'actualité en Amérique centrale qui a quelque peu détourné l'attention des médias américains.

Il achève ainsi un voyage de neuf jours en ayant maintenu ses positions et sans donner l'impression d'avoir ouvert une crise grave avec Washington. Il réalise son objectif : gagner du temps sans s'opposer trop ouvertement aux Etats-Unis, dans l'espoir

que la Jordanie, où vient de se rendre l'envoyé américain Philip Habib, et l'URSS, peut-être à l'occasion des conversations de M. Chevardnadze à Washington, le feront à sa place en rejetant le plan Shultz.

Le répit pourrait cependant n'être que de courte durée. D'abord parce que M. Shultz entend apparemment poursuivre son initiative, donc continuer à exercer une pression. Ensuite parce que les travaillistes vont sans doute s'efforcer d'obtenir de M. Shamir qu'il soumette la question du plan Shultz à un vote au sein du cabinet (qui rassemble à parité les deux partis, cinq contre cinq). Ils veulent empêcher que le premier ministre jouvoie encore, retardant le plus longtemps possible des débats sur ces éventuelles concessions territoriales dont le Likoud ne veut pas entendre parler.

Mais M. Shamir doit aussi compter avec la poursuite d'une révolte palestinienne qui, de jour en jour, fait apparaître comme de plus en plus surréaliste la position des partisans du statu quo dans les territoires. Lundi, un jeune homme de dix-sept ans a été tué par balles dans la bande de Gaza (nos dernières éditions du 22 mars), lors de l'affrontement avec l'armée. Un autre a été tué près de Jenin, en Cisjordanie, selon le bureau de presse palestinien PPS.

Au moins une demi-douzaine d'autres Palestiniens ont été blessés. La Direction unifiée du soulèvement, dans son communiqué numéro 11, a appelé la population à « attaquer l'armée et les colonies », à entamer de nouvelles journées de grève générale et à forcer les maires et le personnel des municipalités à démissionner.

ALAIN FRACHON.

LA GUERRE DU GOLFE : sanglantes représailles irakiennes

Des milliers de Kurdes victimes de bombardements chimiques

La guerre du Golfe prend un caractère de plus en plus sanglant. Les Irakiens ont bombardé à l'arme chimique la région de Halabja, dans le nord de l'Irak, empoisonnant des milliers de victimes. D'autre part, quatre seulement des cinquante-huit membres d'équipage des deux pétroliers irakiens, attaqués samedi 19 mars, près de Kharq, ont été retrouvés vivants.

Selon Téhéran, les bombardements sur la région d'Halabja, dans

le Kurdistan irakien, ont fait cinq mille morts et autant de blessés dans la seule journée de vendredi dernier.

Un groupe de journalistes occidentaux emmenés sur les lieux a vu dans les rues et abris de Halabja et des localités avoisinantes des dizaines de cadavres d'hommes, de femmes, d'enfants et d'animaux qui avaient été indiscutablement victimes de produits chimiques.

Au cours d'une conférence de presse au siège des Nations unies à New-York, le représentant de l'Irak, M. Mahallati, a demandé une aide internationale pour soigner les blessés, dont un certain nombre, a-t-

il dit, ont été victimes de gaz innervants. Selon lui, les avions irakiens ont utilisé des bombes à fragmentation contenant aussi du gaz moutarde et du cyanide.

Le porte-parole de l'ONU a déclaré que M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'organisation, était « extrêmement préoccupé » par les informations qui lui avaient été transmises. Aux Nations unies, on rappelle que l'Irak a déjà été condamné à deux reprises par le Conseil de sécurité pour utilisation d'armes chimiques, la dernière fois il y a tout juste deux ans, le 21 mars 1986.

L'Irak, en intensifiant les hostilités, poursuit des objectifs à la fois stratégiques et diplomatiques

BAGDAD
correspondance

L'utilisation intensive de missiles dans la « guerre des villes » entre l'Irak et l'Iran marque une grave escalade : entre le 29 février, début de la reprise des tirs, et le 10 mars, date du cessez-le-feu proposé par Bagdad, soixante-huit SCUD-B avaient atteint Téhéran et d'autres cités irakiennes et vingt et un la capitale iranienne. Depuis, les hostilités ont repris, et les belligérants ont échangé, au total, plus de deux cents missiles.

Cette intensification voulue par le commandement du parti Bass irakien s'explique par l'évolution de la situation depuis quinze mois. Sur le

plan militaire, en effet, les offensives Karbela lancées par l'Iran fin 1986-début 1987 visaient à faire tomber Bassora, couper la route de Koweït et empêcher la tenue du sommet islamique dans l'émirat; elles ont échoué, aucun de ces trois objectifs n'ayant été atteint.

Puis, aucune des grandes offensives annoncées par Téhéran n'a été décollée. Les Irakiens s'étaient plus spécialement mobilisés pour faire face à celle qui devait habituellement l'anniversaire de la chute de la dynastie Pahlavi le 10-12 février 1979; elle n'a pas eu lieu en 1988. Redoutant alors une « démolition » de leurs troupes et de la population civile, les dirigeants irakiens ont ravivé les hostilités.

D'autant que le Conseil de sécurité de l'ONU adopta, entre-temps, le 20 juillet, la résolution 598 recommandant un cessez-le-feu.

Bagdad ne tarda cependant pas à éprouver des déceptions : la résolution 598 n'est toujours pas appliquée; le sommet du conseil de coopération du Golfe réuni récemment s'est montré moins ferme que celui d'Amman à l'égard de Téhéran; les événements de Cisjordanie et de Gaza ont échauffés dans l'opinion internationale, la guerre du Golfe qui retombait quasiment dans l'oubli.

C'est sur cette toile de fond que l'aviation irakienne effectua, le 27 février, un raid contre une raffinerie de pétrole, à 10 kilomètres de Téhéran. C'est le piège : l'Irak, le premier, envoya un missile auquel l'Irak riposta par des tirs massifs sur le centre de Téhéran, faisant de nombreux morts et d'importants dégâts. En revanche, les missiles irakiens qui visaient dans le passé le centre de Bagdad sont, cette fois, dirigés sur l'est de la périphérie, plus résidentiel - l'un d'eux est tombé non loin de la résidence de l'ambassadeur de France, M. Maurice Courage - et moins peuplé.

PAUL BALTA.

BIBLIOGRAPHIE

« Les Corbeaux d'Alep », de Marie Seurat

La colère, comme thérapie du deuil

« Michel Seurat est mort. Certains jours, je trouve un semblant de paix à penser que sa mort s'apparente à un destin. » Marie Seurat, la femme du chercheur français enlevé à Beyrouth le 22 mai 1985 et dont la mort a été annoncée par ses ravisseurs du Djihad islamique le 8 mars 1986, revendique et proclame cette brutale affirmation pour mettre un terme à tous les faux-semblants, les dérobades, les lâchetés de ceux qui préfèrent, à usage de l'opinion, « un décès en pointillé au cercueil d'un otage ».

Le destin évoqué par Marie Seurat, c'est celui de sa famille, qu'elle décrie dans son livre *Les Corbeaux d'Alep*. Alep, cette capitale de la chrétienté de Syrie, refuge de sa famille après les massacres des

syriens en Turquie, au début du siècle.

Puis qu'un témoignage accusateur — mais il y a de quoi — plus qu'un épique livre sur le Liban et la guerre, la violence, les otages, *Les Corbeaux d'Alep* sont avant tout l'histoire d'une femme que la tragédie a rejointe un après-midi de printemps à Beyrouth après avoir marqué toute l'épopée de sa famille.

Ce retour aux sources, cette thérapie du deuil, Marie Seurat le conduit avec brio, mêlant tout au long de ces pages les périodes heureuses de l'enfance protégée, style comtesse de Ségur, à Alep, la rencontre avec Michel Seurat et son travail de bénédictin dans une soupage à Damas, la pêche sous-marine dans toutes les eaux de la Méditerranée, la guerre au quotidien à Beyrouth avec la grisaille du risque, alors partagé, et le drame.

Avec le même acharnement sans doute que Michel Seurat mettait pour tenter d'expliquer les démarches de l'islam intégriste, qui l'a finalement tué, Marie Seurat remonte les fils de cette chrétienté d'Orient, syriaque en l'occurrence, sans laquelle le monde arabe ne serait pas aussi riche de diversité.

L'enlèvement et la mort de Michel Seurat, jamais officiellement reconnue par les autorités, constituent, bien sûr, la trame de cet ouvrage, comme l'incertitude trop longtemps entretenue, la quête éperdue de nouvelles, la révolte et la démission parfois font la vie quotidienne de Marie Seurat depuis près de trois ans.

« Trahi par sa mort »

Accusatrice Marie Seurat ? Certes. Contre tout le monde ? Non. Mais contre tous ceux qui, par lâcheté, incompréhension, dérobade, forfanterie, ont fait du sort des otages un enjeu de politique intérieure. Contre tous ceux, journalistes en particulier, qui, sous prétexte d'amitié, d'assistance, étaient prêts à tout pour arracher pas même des informations, mais des « souvenirs » financièrement rentables pour leurs publications.

« J'ai beaucoup exhibé mes plaies. D'autres souffrent plus discrètement », confesse aujourd'hui Marie Seurat. Mais était-ce une raison pour exploiter cette souffrance, ce désarroi ? Sûrement pas. Accusés aussi ceux qui, sous prétexte de ne pas oublier — mais oublier qui ? —

ont donné aux otages un prix que leurs ravisseurs ont su exploiter au maximum.

Avec beaucoup de sensibilité en demi-teinte, Marie Seurat restitue cette « musique douce et triste » d'Alep et des moments heureux. Les cris, la révolte et la dureté de ton marquent, en revanche, les pages consacrées à la tragédie d'aujourd'hui.

Retour sur soi de la « folle dans le miroir » en quête d'identité et de racines pour reprendre l'expression même de Marie Seurat, *Les Corbeaux d'Alep* est un livre attachant et salutaire. Au-delà d'un drame personnel, vécu jusqu'à la folie, c'est aussi l'histoire d'un homme, mort d'avoir voulu, par fidélité à son enfance tunisienne, se trouver toujours aux côtés des opprimés. « L'arabisme a été assassiné par les Arabes ; le spécialiste retourné au Coran a été mis à mort par les intégristes ; l'orientaliste a été tué par son Orient... Même sa mort l'a trahi », écrit Marie Seurat, qui signe avec ce livre un émouvant témoignage d'amour.

FRANÇOISE CHIPAUX.

* *Les Corbeaux d'Alep*, Gallimard, Lieu commun, 191 p., 69 F.

LE MONDE diplomatique

LA FRANCE DANS LE MONDE

par CLAUDE JULIEN

NUMERO MARS EN VENTE PARTOUT

6

PANORAMA
"SPECIAL PRESIDENTIELLE 88"
MERCREDI 23 MARS
DE 12H30 A 13H30

ALEXANDRE BALOUD
AVEC SERGE JULY, LIBERATION
PHILIPPE TESSON, LE QUOTIDIEN DE PARIS
JEAN-LUC PARODI, IFOP

FACE A
JEAN-MARIE
LE PEN

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Directeur : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, président, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wout, Rédacteur en chef : Daniel Verzet, Correspondant en chef : Claude Salas.

ABONNEMENTS

NP 507 09
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-96-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 964 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
607 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par message)

I - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 300 F

II - SUISSE/TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse officiels uniquement : les abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire dans les lettres l'ancien et le nouveau domicile.

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 - Tapes LEMONDE, code d'accès ABO
365 jours par an, 24 heures sur 24.

Impression de « Le Monde » à Paris

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 97 457
ISSN 0395-2037

Le Monde

TELEMATIQUE
Comptes 36-15 - Tapes LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE
5, rue de Valenciennes, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-35-91-92 ou 45-35-91-71
Télécopieur : 45 236 136 F

Diplomatie

Les entretiens Shultz-Chevardnadze à Washington

Scepticisme sur le désarmement et durcissement sur l'Afghanistan du côté américain

Optimisme général du côté soviétique

WASHINGTON de notre correspondant

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, a eu, lundi 21 mars, un premier contact avec le secrétaire d'Etat George Shultz, essentiellement pour mettre au point le programme de leurs deux longues journées de discussion, mardi et mercredi. Mais M. Chevardnadze est devenu un hôte si fréquent à Washington, qu'il est venu quatre fois en sept mois, que cette nouvelle rencontre avec M. Shultz, la sixième depuis septembre dernier, ne suscite cette fois qu'un intérêt médiatique très limité.

On en attend pourtant au moins une indication concrète : la date précise du prochain sommet Reagan-Gorbatchev, à Moscou, vraisemblablement dans la deuxième quinzaine de mai.

A l'issue des conversations de M. Chevardnadze à Washington, on devrait par ailleurs percevoir un peu plus clairement si le traité START sur la limitation des armes stratégiques a une quelconque chance d'être signé lors du sommet. Contrairement aux Soviétiques, les Améri-

cains affichent un assez grand scepticisme. C'est mardi que devaient être débattues les questions de désarmement, la journée de mercredi étant, en principe, consacrée aux problèmes régionaux et aux droits de l'homme (que les Américains tiennent à faire figurer au programme de toutes les rencontres avec les Soviétiques).

Les conflits régionaux

Les conversations pakistano-afghanes de Genève paraissent bloquées, on attend des entretiens de Washington un coup de pouce pour remettre en marche le processus qui devrait aboutir au retrait des troupes soviétiques. Mais là aussi, les positions semblent bien établies, surtout du côté américain, où M. Shultz et Reagan paraissent moins décidés que jamais à accepter la demande formulée par Moscou : que les Etats-Unis cessent d'aider la résistance afghane, sans que l'URSS renonce pour autant à fournir en armes et en assistance le régime de Kaboul.

Au cours des derniers mois, les Américains, et M. Shultz en parti-

culier, avaient paru disposés à faire des concessions aux Soviétiques sur ce point (avec d'autant moins de remords qu'ils ont la conviction qu'une part substantielle du matériel livré par Moscou à ses protégés afghans aboutit en fait à la résistance, grâce à des complicités au sein même de l'administration de Kaboul). Mais certains congressistes se sont émus de ce qui pouvait apparaître comme un lâchage de la résistance, et l'administration prend désormais grand soin de répéter qu'elle exige une parfaite symétrie entre la fin des aides soviétique et américaine. Lundi encore, à l'occasion de la Journée de l'Afghanistan, le président Reagan l'a rappelé et a ajouté : « Nous continuerons à soutenir les moudjahidines aussi longtemps que nécessaire. En tant que peuple libre, nous ne pouvons pas faire moins. »

Les armes pour l'Iran

La partie américaine ne désespère pas non plus de convaincre Moscou de cesser de bloquer l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU d'un embargo sur les armes à destination de l'Iran. Mais les respon-

sables du département d'Etat sont conscients de la difficulté de l'entreprise : dans leur esprit, l'URSS veut éviter de trop mécontenter l'Iran, en particulier parce qu'elle craint que Téhéran ne lui rende la monnaie de sa pièce à propos de l'Afghanistan.

Naturellement, les Américains ont aussi l'intention d'évoquer leur plan de paix pour le Proche-Orient, qui suppose la participation soviétique à une conférence devant donner le coup d'envoi à des négociations directes israélo-jordanaises. Mais, le plan Shultz a encore délégué depuis la visite à Washington de M. Shamir.

Enfin, il sera aussi, en principe, question de l'Angola et de l'Amérique centrale (M. Chevardnadze est venu à Washington entouré de tous ses principaux collaborateurs du ministère des affaires étrangères). Le ministre soviétique a déjà condamné, mais sans vigueur excessive, l'envoi de troupes américaines au Honduras, et les Américains ont déjà dénoncé, mais apparemment sans trop d'illusions, l'envoi massif d'armes soviétiques au Nicaragua.

JAN KRAUZE.

MOSCOU de notre correspondant

En privé au moins, les milieux officiels soviétiques expriment une profonde confiance en l'évolution des relations soviéto-américaines. Lundi 21 mars un haut responsable déclarait, à Moscou, au Monde que « les impulsions données par le sommet Reagan-Gorbatchev de novembre dernier » étaient « largement suffisantes pour parvenir à temps au traité START ».

« A temps », c'est-à-dire pour que MM. Reagan et Gorbatchev puissent signer, lors de leur prochain sommet du mois de mai à Moscou, ce traité sur la réduction de moitié des armements stratégiques. Quant à l'autre dossier dominant les consultations de Washington - l'actuel blocage des négociations de Genève sur l'Afghanistan - il ne semble pas non plus exagérément préoccuper Moscou, ce qui est d'autant plus significatif qu'une prolongation durable de ce blocage compromettrait sérieusement le développement du dialogue soviéto-américain.

« Une marge de manœuvre »

Ce haut responsable s'est ainsi contenté d'exprimer un agacement devant les conditions mises par les Etats-Unis et le Pakistan à la signature de l'accord sur le retrait des troupes soviétiques, tout en réaffirmant avec force la volonté politique de Moscou de tourner la page afghane.

« L'Afghanistan est pour nous une question prioritaire et quelles que soient les difficultés rencontrées dans la négociation, nous sommes décidés à résoudre ce problème de manière qu'il ne constitue plus ce boulet qui nous a empêchés d'aller de l'avant [dans notre politique étrangère] », a-t-il notamment déclaré après avoir ironisé sur la façon dont les Etats-Unis et le Pakistan se passeraient, selon lui, le relais pour faire traîner les choses en longueur. « On pouvait, a-t-il estimé, s'attendre à mieux de la part des Américains qu'à ces jeux de dernière minute rappelant les négociations européennes de Bruxelles. »

Comme chacun sait, les négociations de Bruxelles se terminent (presque) toujours sur des compromis de dernière minute. Cet optimisme est d'autant plus frappant qu'il rejoint celui des milieux diplomatiques occidentaux de Moscou, qui considèrent qu'il y a « une marge de manœuvre » pour un compromis sur chacun des points restant

en suspens - notamment la question de l'arrêt simultané des aides militaires. On envisagerait en particulier une déclaration commune des deux super-puissances précisant la signification concrète de la fin des ingérences étrangères. La formulation en serait, dit-on, facilitée par le fait que les Soviétiques souligneraient dans leurs entretiens diplomatiques que le problème n'est pas tant pour eux militaire que politique, car il faudrait « rassurer Kaboul ».

La préoccupation de Moscou, ajoute ce haut-fonctionnaire soviétique, est que, quel que soit le futur gouvernement de Kaboul, l'Afghanistan ne soit « pas anti-américain, mais pas anti-soviétique non plus » et que l'URSS conserve avec ce pays « des relations de bon voisinage ».

Quant au traité START, il a jugé que les pourparlers en étaient aujourd'hui au même point que, début novembre, les discussions sur les missiles de moyenne portée. En d'autres termes, il reste, comme alors, « beaucoup de travail à faire » mais cela ne conduit obligatoirement au « pessimisme » que si l'on oublie « l'énorme travail » qui s'était fait « en trois semaines » avant le dernier sommet.

Techniquement, a ajouté ce haut-responsable, les problèmes pendents sont plus complexes mais ne sont nullement insolubles si se manifeste une volonté politique de les résoudre.

Le moins qu'on puisse dire est qu'il ne semblait pas vraiment douter de cette volonté et l'agence Tass soulignait, lundi, que le « rêve » américain de bouclier antimissiles était en train de s'évanouir devant les difficultés techniques et financières qu'il comporte. La volonté américaine de développer un système de défense spatiale antimissiles est le principal des obstacles sur lesquels bute la conclusion de l'accord START.

BERNARD GUETTA.

● AFGHANISTAN : le rétro de l'ancien roi. - L'ancien roi Zahir Shah a apporté, dans un entretien publié mardi 22 mars par le quotidien britannique The Independent, son soutien aux éléments modérés de la résistance, qualifiant d'« inacceptable » le régime de Kaboul.

● URSS : le président uruguayen à Moscou. - Le président uruguayen, M. Julio Sanguinetti, a entamé lundi 21 mars à Moscou une visite officielle de trois jours qui sera axée sur la situation en Amérique centrale et les relations bilatérales, rapporte l'agence Tass. - (Reuters).

Asie

INDONÉSIE

Le président Suharto a profondément remanié son gouvernement

Dix jours après avoir inauguré son cinquième mandat présidentiel, M. Suharto a profondément remanié son gouvernement, se séparant notamment de plusieurs collaborateurs de longue date.

La nomination de M. Benny Murdani, ancien chef d'état-major général au ministère de la défense, semble mettre un terme, au sein de l'armée, aux réserves suscitées par l'élection à la vice-présidence de la République de M. Sudharmono (Le Monde du 11 mars). Ce dernier, un ancien secrétaire d'Etat (l'équivalent d'un influent secrétaire général de gouvernement) et président du parti dominant (le Golkar), reçoit toutefois pour mission d'aider le chef de l'Etat à coordonner la gestion du pays. Le président Suharto, âgé de soixante-six ans, semble ainsi confirmer qu'il entend, au cours de ce qui devrait être son dernier mandat de cinq ans, consacrer moins de temps aux affaires courantes.

M. Suharto se sépare de MM. Ali Wardhana et du professeur Subroto, membres du gouvernement depuis vingt ans. Le premier, qui gérait un super-ministère de l'économie, est remplacé par M. Radius Prawiro, ancien ministre des finances. Le second, influent ministre de l'énergie, en charge de la gestion de la manne pétrolière et ancien président de l'POPEP, est remplacé par M. Ginjar Kartasmita, ancien directeur du Bureau des investissements, qui a la réputation d'un redoutable négociateur.

Ministre des affaires étrangères pendant dix ans, M. Mochtar Kusumaatmadja, connu pour son rôle d'intermédiaire, dans le conflit du Cambodge, entre Hanoi et les Etats non communistes de la région, cède son portefeuille à M. Ali Alatas, ancien éditeur, qui occupait les fonctions de représentant permanent à l'ONU.

M. Suharto semble avoir voulu mettre en place l'équipe d'un der-

nier quinquennat. Les anciens militaires occupent les postes-clés de la défense et de l'intérieur. Le secrétariat d'Etat est confié à l'un de leurs favoris, M. Moerdiono. Le gouvernement compte dix-neuf nouveaux membres. Les tâches les plus dures - restructuration d'une économie fortement dépendante du pétrole et redressement d'une dette extérieure évaluée à 45 milliards de dollars - échoient à un groupe d'économistes formés par leurs prédécesseurs.

J.-C. POMONTI.

Trois nouveaux ambassadeurs

Le ministre des affaires étrangères a annoncé, jeudi 17 mars, la nomination de trois nouveaux ambassadeurs : M. Michel Luven, au Niger, en remplacement de M. Claude Soebeste ; M. Paul Dijoud, en Colombie, en remplacement de M. Pierre Nérard Le Mouton de Boisdeffre, et M. Marcel Maître, en Finlande, en remplacement de M. Henri Ourvet.

M. Michel Luven au Niger

[Né en 1933, administrateur civil hors classe, M. Luven a été détaché auprès des missions d'aide et de coopération en Côte-d'Ivoire, en Haute-Volta, au Gabon et au Tchad de 1961 à 1973, puis chargé de mission au ministère de la coopération (1973-1976). Il a été chef de la mission française de coopération à Niamey (1977-1978), à N'Djamena (1984-1985). Depuis avril 1986,

il était chargé de mission au cabinet du premier ministre.]

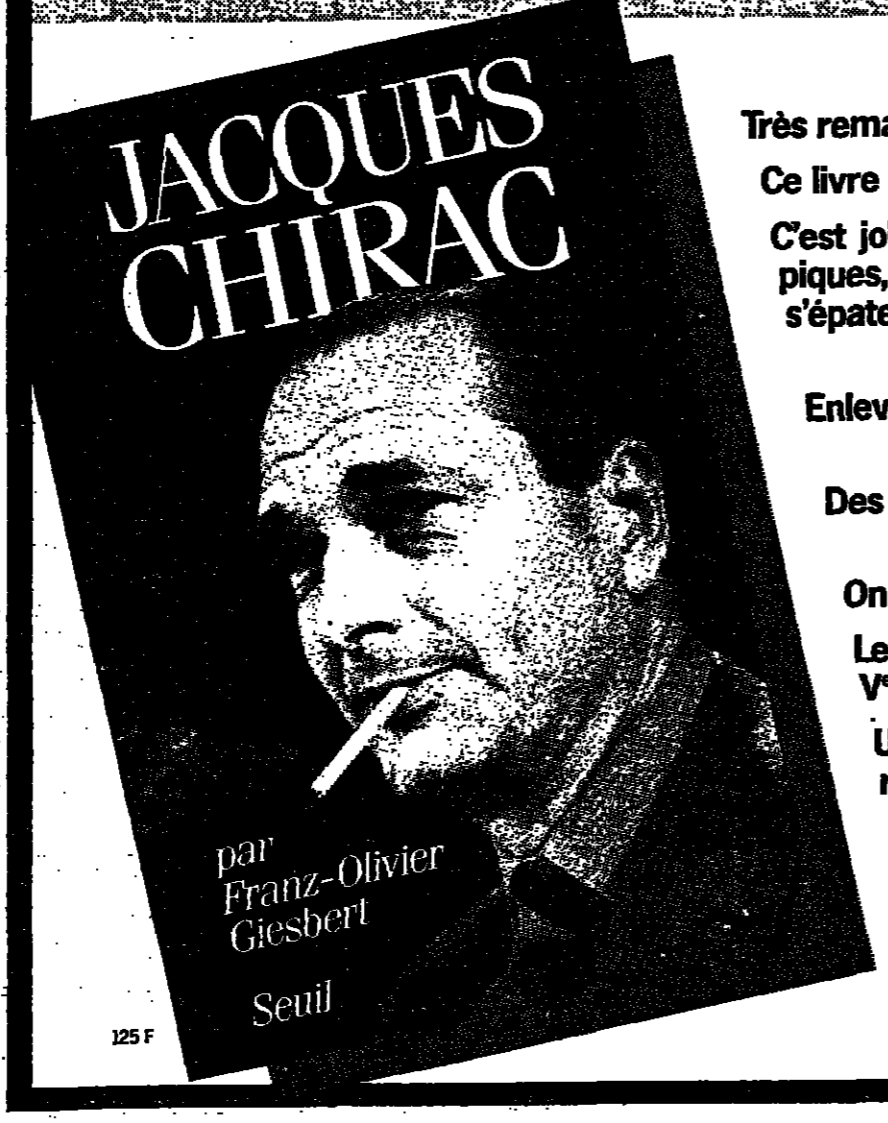
M. Paul Dijoud en Colombie

[Né en 1938, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, maire de Briançon depuis 1971 et député des Hautes-Alpes de 1967 à 1979, M. Paul Dijoud a occupé à plusieurs reprises entre 1973 et 1981 les fonctions de secrétaire d'Etat, en particulier aux sports, à l'environnement, aux travailleurs immigrés, aux départements et territoires d'outre-mer. Il était, depuis 1981, conseiller commercial à l'administration centrale du ministère de l'économie et des finances.]

M. Marcel Maître en Finlande

[Né en 1927, ancien élève de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, M. Maître a été en poste à Cotacachi (1960-1962) et à Caracas (1965-1969). Il a été ambassadeur à Quito (1976-1980), à Bogota (1980-1981) et à Caracas (1981-1986).]

FRANZ-OLIVIER GIESBERT



Très remarquable. Bernard Pivot / Lire

Ce livre est un régal. Jean-Marie Colombani / Le Monde

C'est joliment torché, avec des vacheries, des mots, des piques, coups de pied au cul et paire de baffes: on s'épate du ton guilleret, de l'insolence jubilatoire... Jean Clémentin / Le Canard Enchaîné

Enlevé comme un polar. Nicolas Domenach / L'Evénement du jeudi

Des pages fascinées mais sans complaisance. Alain-Gérard Slama / Le Figaro

On s'amuse. On apprend. Marie Guichoux / Libération

Le "Chirac" de Giesbert fera date dans l'histoire de la V^e République. Guy Sorman / Le Figaro Magazine

Une histoire à l'américaine, pleine d'anecdotes, de révélations... Pierre Joly / Ouest-France

C'est une page de notre histoire contemporaine qui nous est racontée. Avec brio et souci de vérité. Hervé Guéron / Paris-Normandie

Editions du Seuil

قنا من الامل

هكذا من اجل

REGARDONS
LES CHOSES EN FACE.



QUAND
UNE INFORMATIQUE
EST LE PREMIER GAGNANT
DES APPELS D'OFFRE
EN COLLECTIVITES LOCALES,
C'EST QUE SON PROGRAMME
EST CONVAINCANT.

Quand une collectivité locale confronte IN2 à d'autres constructeurs, dans 40% des cas, c'est la solution IN2 qui remporte l'appel d'offre.

Le deuxième arrive loin derrière, avec seulement 16% de résultats positifs.

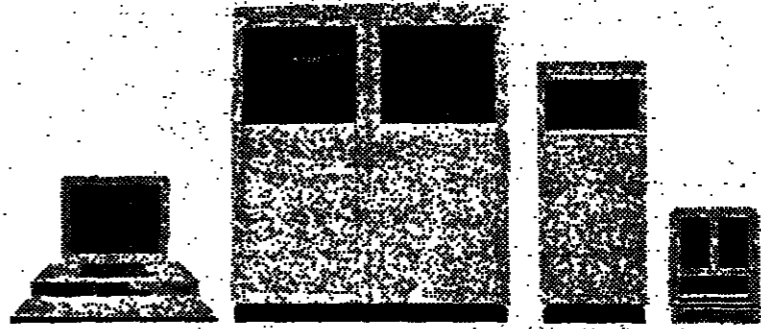
Vous pouvez considérer cela comme une simple statistique. Mais avouez qu'elle est assez révélatrice.

Elle révèle une gamme d'ordinateurs de haute sécurité, où toutes les municipalités, de 5 000 à plus de 100 000 habitants trouvent forcément un système à leur dimension.

Elle révèle un logiciel unique au monde, IN-PICK, fondé sur la facilité d'utilisation et l'intégration des télécommunications comme de la bureautique.

Elle révèle la richesse des applications disponibles qui dépassent la seule gestion des municipalités, dans ses moindres détails, pour s'étendre à tous les organismes publics, CCAS en tête.

Le succès aime le succès. Marianne aime IN2.



IN2

GROUPE INTERTECHNIQUE

57, rue Pierre Curie - B.P. 63 - 78373 Plaisir Cédex
Tél. (1) 34.81.93.00 - Télax : 699302

L'INFORMATIQUE DES REALITES.

Londres
des disposi

LIBRA
SOCIALISTES
la résistance

CHATEL

Europe

URSS : campagne d'intimidation

L'agence Tass dénonce les « extrémistes » arméniens

MOSCOU
de notre correspondant

La campagne d'intimidation lancée par les autorités soviétiques pour empêcher la tenue du rassemblement auquel sont convoqués les Arméniens, le 26 mars, sur la grande place d'Erevan, se développe et se durcit.

Après l'article empreint de fermeté qu'avait publié, lundi matin 21 mars, la Pravda (le Monde du 22 mars), l'agence Tass a en effet diffusé, le soir même, une dépêche pour dénoncer, en termes virulents, les « extrémistes » qui imposaient, à l'en croire, leur volonté à l'ensemble du mouvement arménien.

Fin février déjà, l'emploi de ce qualificatif d'« extrémiste » dans un communiqué du comité central diffusé par cette même agence avait sérieusement contribué à la montée des tensions dans le Caucase et avait ensuite été désavoué par M. Gorbatchev au cours d'un entretien avec deux écrivains arméniens connus. Il ne peut donc s'agir là d'une simple maladresse et force est de conclure que les autorités cherchent en fait à faire monter les enchères afin de scinder le mouvement arménien entre modérés et radicaux.

Parlant d'un meeting tenu samedi dernier à Erevan et auquel la presse officielle n'avait encore jamais fait allusion, l'agence souligne ainsi que ceux qui appellent « au calme et à la raison » en auraient été expulsés au profit d'hommes comme M. Igor Mouradian, l'un des principaux chefs de file de mouvement, et qui est notamment pris à partie.

Généralement considéré comme pondéré, M. Mouradian aurait, selon Tass, déclaré que les habitants du Nagorny-Karabakh « n'avaient

confiance ni en Moscou, ni dans le comité central, ni dans la justice, ni dans les Russes » et proposé de former « des détachements de protection ».

L'agence s'indigne également qu'ait été évoquée, au cours de ce meeting, l'idée de lancer un « ultimatum » aux autorités en les menaçant de demander une aide de l'étranger et qu'on ait aussi proposé d'organiser des réunions pour élire de nouveaux responsables du parti et des syndicats.

Tout cela ressemble fort à une justification préalable d'un éventuel usage de la main forte. La dépêche affirme qu'« on ne peut arrêter la perestroïka » et que « les travailleurs » (c'est-à-dire les autorités) espèrent que l'Arménie « ne suivra pas ces éléments irresponsables ».

Bref, le ton monte et le parquet vient, simultanément, de publier un nouveau bilan des affrontements du 28 février à Sumgait, en Azerbaïdjan. Outre les trente-deux morts « de différentes nationalités » déjà annoncés, cent quatre-vingt-dix-sept personnes dont une centaine de policiers auraient été blessées, douze violés commis, une centaine d'appareils pilés, vingt-six bâtiments publics et une vingtaine de voitures endommagées.

B. G.

Des responsables de Sumgait exclus du parti. — Le chef du PC de Sumgait et le chef de la police par intérim ont été exclus du parti, a annoncé lundi 21 mars la Pravda. Le responsable du PC local, M. Djanquir Musfir-Zade, et le maire de Sumgait, M. Djafarov, avaient déjà été démis de leurs fonctions la semaine dernière. — (AFP, Reuters.)

Meeting de solidarité à Paris

Entre onze mille et douze mille personnes se sont rassemblées dans la soirée du lundi 21 mars au palais de la Mutualité à Paris pour manifester leur solidarité avec les Arméniens du Karabakh et à leurs revendications. Le rassemblement, organisé par le Comité représentatif de la communauté arménienne et l'Eglise apostolique arménienne de Paris, était présidé par le cinéaste Henri Verneuil, qui est d'origine arménienne. Faisant référence aux massacres de Sumgait, ce dernier a qualifié d'« inadmissible et révoltant pour l'humanité (le fait) qu'au vingtième siècle on tue, on torture des hommes et des enfants ».

Tout comme les autres orateurs, M. Verneuil a souligné le « droit ineffaçable et légitime » des Arméniens du Nagorny-Karabakh de demander leur rattachement à la RSS d'Arménie, droit qui, selon lui, « devra nécessairement aboutir ». Les orateurs ont souvent été interrompus par les applaudissements de la foule, si nombreuse qu'elle débordait rue Saint-Victor, où se détachaient plusieurs drapeaux soviétiques ornés du mot « Karabakh ».

BIBLIOGRAPHIE

« Le Système militaire soviétique » de Jacques Sapir

Voici un livre qui pourrait lire utilement tous ceux qui s'intéressent au démantèlement des missiles intermédiaires et ses lendemains. Sous le titre Le Système militaire soviétique, Jacques Sapir présente un ouvrage de portée en réalité plus vaste puisqu'il offre une analyse de l'équilibre des forces entre l'Est et l'Ouest, aussi bien qu'une étude très documentée de la manière dont fonctionne, en URSS, le système militaire-industriel.

Les spéculations, par ailleurs, trouveront ici pour l'essentiel ce qu'ils connaissent déjà. D'autres y découvriront quelques faits précis et surtout une méthode d'approche qui, dans l'appréciation de la puissance militaire de l'URSS face à celle des Etats-Unis, privilégie le qualitatif par rapport au quantitatif. Approche historique aussi qui décèle en l'Union soviétique l'influence d'un « militarisme paradoxal », bien antérieur à la révolution bolchevique, à l'origine de rapports très particuliers entre le domaine militaire, celui de l'Etat et la force de l'économie.

White, premier ministre de Nicolas II, observait déjà que, « hors sa puissance militaire, la Russie ne serait pas une grande puissance ».

Avec une salubre sobriété, qui devrait donner à réfléchir à M^{me} Thatcher, Jacques Sapir évoque quelques-uns des aspects les plus réalistes du fait nucléaire dans la confrontation Est-Ouest qui rend hautement impraticable — et politiquement incertain — le recours aux armes atomiques sur le théâtre européen, fût-ce pour des frappes qui se voudraient « chirurgicales ».

Toute aussi intéressante enfin est la manière dont est décrit l'effet de miroir qui se manifeste d'un camp à l'autre tant dans les programmes d'armement — l'URSS s'alignant dans la mesure du possible sur les Etats-Unis — que dans celui de l'« art de la guerre », où les Occi-

dentaux font preuve d'un étrange « mimétisme » par rapport aux conceptions soviétiques.

Un livre tout aussi documenté, en somme, qu'anticommuniste et qui peut fort utilement servir de référence entre bons et mauvais arguments dans le débat sur le désarmement et la sécurité en Europe.

ALAIN JACOB.

Le Système militaire soviétique, de Jacques Sapir, éditions La Découverte, 344 p., 150 F.

Les émeutes de la semaine dernière à Rangoun (le Monde du 18 mars) ont fait jusqu'à vingt-huit morts, selon des récits concordants recueillis à Bangkok. D'après ces informations non confirmées, l'armée a pris d'assaut le 17 mars plusieurs campus universitaires de la capitale birmane pour disperser des milliers d'étudiants protestataires.

Les émeutes ont incendié des bâtiments gouvernementaux, mais sans s'en prendre à des biens privés, ont indiqué des voyageurs arrivant samedi en Thaïlande. Des centaines de manifestants ont été emprisonnés et une cinquantaine blessés lors des troubles provoqués par la mort d'un étudiant, ont rapporté des diplomates à Bangkok. La rixe a dégénéré mercredi en émeutes antigouvernementales, les plus graves en Birmanie depuis 1974.

Le chef de l'Etat a toutefois exprimé l'intention d'élargir certaines personnalités arrêtées et incarcérées son lendemain du coup d'Etat du 15 octobre 1987.

Le capitaine Compaoré a également confirmé que les anciens membres du Conseil national de la révolution (CNR), instance politique suprême sous le régime du capitaine Thomas Sankara, seront traduits devant les tribunaux populaires révolutionnaires, a annoncé le capitaine Blaise Compaoré au cours d'une conférence de presse à Ouagadougou, le vendredi 18 mars.

Le chef de l'Etat a toutefois exprimé l'intention d'élargir certaines personnalités arrêtées et incarcérées son lendemain du coup d'Etat du 15 octobre 1987.

Le capitaine Compaoré a également confirmé que les anciens membres du Conseil national de la révolution (CNR), instance politique suprême sous le régime du capitaine Thomas Sankara, seront traduits devant les tribunaux populaires révolutionnaires, a annoncé le capitaine Blaise Compaoré au cours d'une conférence de presse à Ouagadougou, le vendredi 18 mars.

Le chef de l'Etat a toutefois exprimé l'intention d'élargir certaines personnalités arrêtées et incarcérées son lendemain du coup d'Etat du 15 octobre 1987.

Le capitaine Compaoré a également confirmé que les anciens membres du Conseil national de la révolution (CNR), instance politique suprême sous le régime du capitaine Thomas Sankara, seront traduits devant les tribunaux populaires révolutionnaires, a annoncé le capitaine Blaise Compaoré au cours d'une conférence de presse à Ouagadougou, le vendredi 18 mars.

Le chef de l'Etat a toutefois exprimé l'intention d'élargir certaines personnalités arrêtées et incarcérées son lendemain du coup d'Etat du 15 octobre 1987.

Le capitaine Compaoré a également confirmé que les anciens membres du Conseil national de la révolution (CNR), instance politique suprême sous le régime du capitaine Thomas Sankara, seront traduits devant les tribunaux populaires révolutionnaires, a annoncé le capitaine Blaise Compaoré au cours d'une conférence de presse à Ouagadougou, le vendredi 18 mars.

Le chef de l'Etat a toutefois exprimé l'intention d'élargir certaines personnalités arrêtées et incarcérées son lendemain du coup d'Etat du 15 octobre 1987.

POLOGNE

Le général Jaruzelski souhaite des « pouvoirs extraordinaires » pour appliquer la réforme économique

Varsovie. — Le chef de l'Etat polonais, le général Wojciech Jaruzelski, a déclaré, lundi 21 mars, que des « pouvoirs extraordinaires » devraient être attribués très prochainement au gouvernement pour « défendre et accélérer » le processus de réformes économiques en Pologne.

Le général Jaruzelski a souligné devant quelque mille délégués du Parti paysan polonais réunis en congrès à Varsovie que ces mesures spéciales seraient nécessaires si « les phénomènes d'inflation continuent de se manifester » dans le pays. Le numéro un polonais a indiqué que, en accord avec le premier ministre Zbigniew Messner, le bureau politique du POUF (Parti ouvrier unifié polonais) demanderait au Parlement de voter ces « pouvoirs extraordinaires » au gouvernement « jusqu'à la fin de l'année ».

En vertu de ces pouvoirs, le vice-premier ministre Zdzislaw Sadowski, chargé de l'application des réformes économiques, sera en mesure de prendre des décisions draconiennes, notamment en ce qui concerne la nomination... ou l'exclusion... de cadres de l'économie et de l'administration.

Très applaudi, le chef de l'Etat s'est livré à une virulente attaque contre les « gens passifs, conservateurs et sans intelligence » qui freinent l'application des réformes ébauchées par le pouvoir.

Par ailleurs, les forces de l'ordre ont brutalement dispersé lundi plusieurs manifestations à Wrocław, à Sopot et à Cracovie.

Dans le centre de Wrocław, quelque trois mille personnes réclamaient la libération de Waldemar Maria Fydrych, le chef du mouvement Alternative orange, condamné récemment à deux mois de prison ferme pour « désordre sur la voie publique ». Un groupe de manifestants avaient porté trois panthons dans les yeux étaient couverts par des lunettes noires, allusion au général Jaruzelski. Les forces de police ont soudainement matraqué les manifestants et lancé des gaz lacrymogènes.

A Sopot, station balnéaire proche de Gdansk, environ cent cinquante jeunes gens ont lancé un panthon — également couvert de lunettes noires — dans la Baltique. Les zomoz (unités anti-émeutes), déployés en grand nombre, ont alors matraqué les manifestants. Trois jeunes gens, selon des témoins, ont été évacués dans les ambulances. Il y a eu plusieurs interpellations.

Enfin, dix-huit militants se réclamant du mouvement école-pacifique Liberté et Paix (WIF, interdit) ont été également interpellés dimanche matin à Gdansk. Seuls cinq d'entre eux avaient été relâchés lundi. — (AFP.)

Le général Jaruzelski a souligné devant quelque mille délégués du Parti paysan polonais réunis en congrès à Varsovie que ces mesures spéciales seraient nécessaires si « les phénomènes d'inflation continuent de se manifester » dans le pays. Le numéro un polonais a indiqué que, en accord avec le premier ministre Zbigniew Messner, le bureau politique du POUF (Parti ouvrier unifié polonais) demanderait au Parlement de voter ces « pouvoirs extraordinaires » au gouvernement « jusqu'à la fin de l'année ».

En vertu de ces pouvoirs, le vice-premier ministre Zdzislaw Sadowski, chargé de l'application des réformes économiques, sera en mesure de prendre des décisions draconiennes, notamment en ce qui concerne la nomination... ou l'exclusion... de cadres de l'économie et de l'administration.

Très applaudi, le chef de l'Etat s'est livré à une virulente attaque contre les « gens passifs, conservateurs et sans intelligence » qui freinent l'application des réformes ébauchées par le pouvoir.

Par ailleurs, les forces de l'ordre ont brutalement dispersé lundi plusieurs manifestations à Wrocław, à Sopot et à Cracovie.

Dans le centre de Wrocław, quelque trois mille personnes réclamaient la libération de Waldemar Maria Fydrych, le chef du mouvement Alternative orange, condamné récemment à deux mois de prison ferme pour « désordre sur la voie publique ». Un groupe de manifestants avaient porté trois panthons dans les yeux étaient couverts par des lunettes noires, allusion au général Jaruzelski. Les forces de police ont soudainement matraqué les manifestants et lancé des gaz lacrymogènes.

A Sopot, station balnéaire proche de Gdansk, environ cent cinquante jeunes gens ont lancé un panthon — également couvert de lunettes noires — dans la Baltique. Les zomoz (unités anti-émeutes), déployés en grand nombre, ont alors matraqué les manifestants. Trois jeunes gens, selon des témoins, ont été évacués dans les ambulances. Il y a eu plusieurs interpellations.

Enfin, dix-huit militants se réclamant du mouvement école-pacifique Liberté et Paix (WIF, interdit) ont été également interpellés dimanche matin à Gdansk. Seuls cinq d'entre eux avaient été relâchés lundi. — (AFP.)

Amériques

PANAMA

L'opposition et Washington rejettent les conditions mises par le général Noriega pour démissionner

Le général Manuel Antonio Noriega, commandant en chef des forces armées et véritable détenteur du pouvoir au Panama, a fait savoir, mardi 22 mars, qu'il était prêt à remettre sa démission sous conditions. Il exige notamment que soit conclu « un accord national, sans ingérences extérieures ».

Cette offre a été immédiatement repoussée par l'opposition panaméenne et qualifiée de « ruse » par le département d'Etat à Washington.

Le président Manuel Solís Palma a expliqué dans un « message à la nation » que le général Noriega était prêt à donner « sa parole d'homme et de militaire » pour abandonner ses fonctions avant les élections de mai 1989, mais il a ajouté que cette décision serait conditionnée par les résultats d'un « dialogue national » auquel devront participer toutes les forces politiques du pays, sans aucune pression étrangère.

M. Solís a dénoncé les Etats-Unis pour l'« agression économique » dont ils font preuve contre son gouvernement, et les a accusés d'être à l'origine de la grave crise économique et politique que connaît le pays. Le président Solís est à la tête du pays depuis la destitution du président Eric Delvalle, le 25 février der-

nier. Washington, pour sa part, continue à reconnaître M. Delvalle comme président légitime du Panama. Les Etats-Unis ont proposé au général Noriega de quitter le pouvoir et son pays contre leur renonciation à son extradition pour répondre des accusations de trafic de drogue devant la justice américaine.

M. Aurelio Barria, chef de l'opposition panaméenne, regroupée au sein de la Croisade civique, a déclaré : « Nous n'avons pas à dialoguer sur quoi que ce soit, nous voulons simplement être avisés du jour du départ [du général Noriega], et du moment où nous ne reconnaissons pas l'autorité de l'actuel président Solís ».

La Croisade civique avait annoncé son départ pour le Panama lundi pour réclamer le départ du général Noriega avant été un « succès total », paralysant 95 à 100 % de l'activité du pays dans les secteurs-clés (industrie, commerce, finances). L'opposition attendait mardi une paralysie « totale et absolue ».

« Nous maintenons notre position, selon laquelle le général Noriega doit s'en aller, et le plus tôt sera le mieux pour le Panama », a réaffirmé, à Washington, M^{me} Anita Stockman, porte-parole du département d'Etat. — (AFP, Reuters.)

EL SALVADOR

Forte poussée de la droite aux élections législatives et municipales

Organisées sur fond de guerre civile, les élections législatives et municipales se sont tenues, dimanche 20 mars, au Salvador, enregistrant une forte poussée de la droite. L'Alliance républicaine nationaliste (ARENA), malgré l'absence de résultats définitifs, a remporté la majorité des soixante sièges de députés à pourvoir. Elle s'adjuge également la mairie de San Salvador, que détenait la démocratie chrétienne depuis vingt-quatre ans. M. Calderon Sol, un des principaux dirigeants de l'ARENA, battant le propre fils du président Duarte, M. Alejandro Duarte.

Résultat aussi-tôt salué lundi par la Maison Blanche, qui a exprimé sa satisfaction : « Nous ne savons pas vraiment quelles seront les conséquences à long terme sur le gouvernement, a déclaré un porte-parole. Cependant, il s'agit d'une démocratie en formation qui est en train de lutter pour assurer les droits d'accès de tous les citoyens au processus politique ».

Ces élections, les quatrième depuis l'instauration, en 1982, d'un pouvoir civil dans un pays souillé pendant près d'un siècle à la dictature militaire, reflètent d'une certaine manière la déflation de la population devant l'impuissance du gouvernement pro-américain de M. José Napoleón Duarte à ramener la paix et la prospérité. A la veille du scrutin, San Salvador s'était transformé en camp militaire, l'armée restait en état d'alerte, tandis que des patrouilles armées quadrillaient les rues. De son côté, la guérilla de gauche, persuadée que la solution, après huit années de guerre civile, réside non dans des élections, mais dans des négociations en force, a rappelé son pouvoir en paralysant le trafic dans tout le pays, après avoir fait exploser deux bombes dans la soirée de samedi, qui ont fait qu'un blessé.

Dans pareil contexte, la poussée de la droite, si elle se confirme, va obliger le président Duarte — qui est dans la dernière année de son mandat — à tenter de trouver un équilibre au prix de plus de compromis. Et certains observateurs s'attendent à voir l'extrême droite de Roberto d'Ambrósio tenter de se frayer un chemin en première ligne pour l'élection présidentielle de 1989. — (AFP, Reuters.)

Afrique

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Arrêts de travail pour l'anniversaire du massacre de Sharpeville

JOHANNESBURG
de notre correspondant

La communauté noire a commémoré, lundi 21 mars, la journée « des héros » en refusant d'aller au travail et en célébrant des offices à la mémoire de ceux qui sont tombés à cette date devenue un symbole. C'était un double anniversaire : il y a vingt-huit ans, le 21 mars 1960, soixante-neuf Noirs furent mortellement blessés par les balles de la police à Sharpeville alors qu'ils manifestaient pacifiquement contre le port obligatoire du pass « vingt-cinq » plus tard, le même jour, vingt et un autres furent tués à Langa, près de Port-Elizabeth, en se rendant à un enterrement.

Deux tueries pour lesquelles l'opposition avait appelé à « manifester » sans autre précision, puisqu'il lui est impossible d'organiser quelque type d'action que ce soit. Des tracts ont néanmoins été distribués par milliers dans les townships pour inviter la population à se souvenir. Une commémoration que beaucoup ont marquée en restant chez eux. Le mouvement a été diversement suivi à travers le pays. Les chiffres varient entre 40 % et 70 % de participation dans la région de Johannesburg, tandis que le taux était proche de 90 % dans le secteur de Port-Elizabeth. Ailleurs, le « stay-away », comme on l'appelle ici, a été peu affecté l'activité économique.

Les rues de Johannesburg n'avaient pas leur aspect habituel.

Les gares de Soweto étaient désertes, les bus vides et les grands axes sans trafic important. C'était presque un jour férié pour les Noirs, y compris les enfants, qui avaient défilé les bancs des écoles. Même chose dans les cités du triangle du Vaal, au sud de Johannesburg, où la presque totalité des magasins étaient fermés. Sharpeville a commémoré ses « héros » en se rendant, comme chaque année, au cimetière et en édicant des offices où les militants de la Conscience noire ont rappelé aux fidèles le sens de leur combat.

La présence policière était visible surtout aux abords des églises, mais dans l'ensemble cette journée s'est déroulée dans le calme. Plusieurs incidents ont été signalés, notamment à Durban et dans la région, mais sans véritable gravité. Il y eut aussi quelques manifestations d'intimidation de la part des « camarades » qui, à Soweto, se servaient du fouet contre ceux qui voulaient aller travailler.

Certes, cette commémoration, qui survient moins d'un mois après l'interdiction de toute activité à dix-huit mouvements anti-apartheid, n'a pas eu le succès d'autres mois d'ordre précédents. Cependant, en dépit des interdits, de l'état d'urgence, de l'impossibilité de se réunir ailleurs que dans les églises, la communauté noire a démontré que le 21 mars n'était pas et ne pouvait jamais être un jour comme les autres.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Sommet régional à Djibouti

A l'occasion du deuxième sommet de l'Autorité intergouvernementale sur la sécheresse et pour le développement (IGADD), qui s'est ouvert lundi 21 mars, Djibouti est le centre d'importants contacts diplomatiques pour tenter de régler les contentieux somalo-éthiopiens, d'une part, et soudano-éthiopiens, de l'autre, nés du conflit de l'Ogaden en 1978, de la guérilla en Erythrée et du mouvement de rébellion déclenché au sud du Soudan.

Un entretien en tête à tête a eu lieu lundi, au Palais du peuple, entre les présidents Mohamed Siad Barre, de Somalie, et Mengistu Haile Mariam, d'Éthiopie, mais aucune information n'a filtré sur le déroulement de ces conversations. Un premier tabou a cependant été aboli, puisque les premières négociations, qui s'étaient tenues en janvier 1986 à Djibouti, avaient été secrètes.

Le président Hassan Gouled Aptidon, hôte de ce sommet, a reçu tour à tour, lundi, le président Mengistu, le président ougandais Yoweri Museveni, puis le premier ministre soudanais. Les entretiens ont porté sur les relations bilatérales, la situation régionale et les étapes à franchir par l'IGADD. Déjà considéré comme le « sage de la corne de l'Afrique », le président djiboutien voit son prestige régional renforcé par ces rencontres, dont il est l'initiateur. Il devra cependant abandonner sa présidence de l'IGADD, conformément au statut de cette jeune organisation régionale. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Birmanie

Les émeutes de Rangoun auraient fait vingt-huit morts

Les émeutes de la semaine dernière à Rangoun (le Monde du 18 mars) ont fait jusqu'à vingt-huit morts, selon des récits concordants recueillis à Bangkok. D'après ces informations non confirmées, l'armée a pris d'assaut le 17 mars plusieurs campus universitaires de la capitale birmane pour disperser des milliers d'étudiants protestataires.

Les émeutes ont incendié des bâtiments gouvernementaux, mais sans s'en prendre à des biens privés, ont indiqué des voyageurs arrivant samedi en Thaïlande. Des centaines de manifestants ont été emprisonnés et une cinquantaine blessés lors des troubles provoqués par la mort d'un étudiant, ont rapporté des diplomates à Bangkok. La rixe a dégénéré mercredi en émeutes antigouvernementales, les plus graves en Birmanie depuis 1974.

De sources concordantes, on indique que l'atmosphère était toujours très tendue dimanche à Rangoun. — (Reuters.)

Burkina

Prochains procès devant les tribunaux révolutionnaires

Ouagadougou. — Les anciens membres du Conseil national de la révolution (CNR), instance politique suprême sous le régime du capitaine Thomas Sankara, seront traduits devant les tribunaux populaires révolutionnaires, a annoncé le capitaine Blaise Compaoré au cours d'une conférence de presse à Ouagadougou, le vendredi 18 mars.

Le chef de l'Etat a toutefois exprimé l'intention d'élargir certaines personnalités arrêtées et incarcérées son lendemain du coup d'Etat du 15 octobre 1987.

Le capitaine Compaoré a également confirmé que les anciens membres du Conseil national de la révolution (CNR), instance politique suprême sous le régime du capitaine Thomas Sankara, seront traduits devant les tribunaux populaires révolutionnaires, a annoncé le capitaine Blaise Compaoré au cours d'une conférence de presse à Ouagadougou, le vendredi 18 mars.

Le chef de l'Etat a toutefois exprimé l'intention d'élargir certaines personnalités arrêtées et incarcérées son lendemain du coup d'Etat du 15 octobre 1987.

Le capitaine Compaoré a également confirmé que les anciens membres du Conseil national de la révolution (CNR), instance politique suprême sous le régime du capitaine Thomas Sankara, seront traduits devant les tribunaux populaires révolutionnaires, a annoncé le capitaine Blaise Compaoré au cours d'une conférence de presse à Ouagadougou, le vendredi 18 mars.

Turquie

Des mesures en faveur des libertés individuelles

Les citoyens turcs qui ne briguent aucun poste de responsabilité dans la fonction publique ne seront plus, en principe, mis en fiche : c'est la plus importante d'une série de mesures annoncées lundi 21 mars par le premier ministre, M. Turgut Ozal, et qui visent à mettre la législation turque, dans le domaine des libertés individuelles, en harmonie avec celles de la

Communauté européenne, après de laquelle la Turquie a déposé une demande d'adhésion.

Un million sept cent mille personnes, soit un citoyen sur trente, seraient actuellement fichés pour leurs opinions politiques, selon le quotidien Cumhuriyet (gauche), et victimes d'interdits professionnels. M. Ozal a assuré que ces fiches ont été détruites en décembre et que des mesures seraient prises pour que les fonctionnaires écartés après le coup d'Etat de 1980 retrouvent leur poste.

Le rôle des services secrets aurait été également réduit : ils ne pourront plus participer en propre aux interrogatoires de sécurité. Cette première limitation de leurs pouvoirs a été interprétée comme le résultat de la campagne de presse qui, depuis deux mois, dénonce l'immixtion de ces services dans la vie privée des hommes politiques et des militaires ainsi que l'utilisation de rapports anonymes par des groupes rivaux.

M. Ozal, dont le gouvernement a adhéré en janvier à la convention européenne contre la torture, s'est engagé à améliorer, au cours des prochains mois, les conditions des interrogatoires. — (Corresp.)

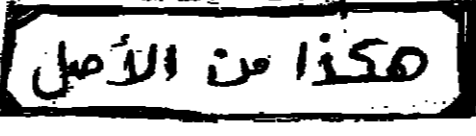
LIVRES

POLONAIS

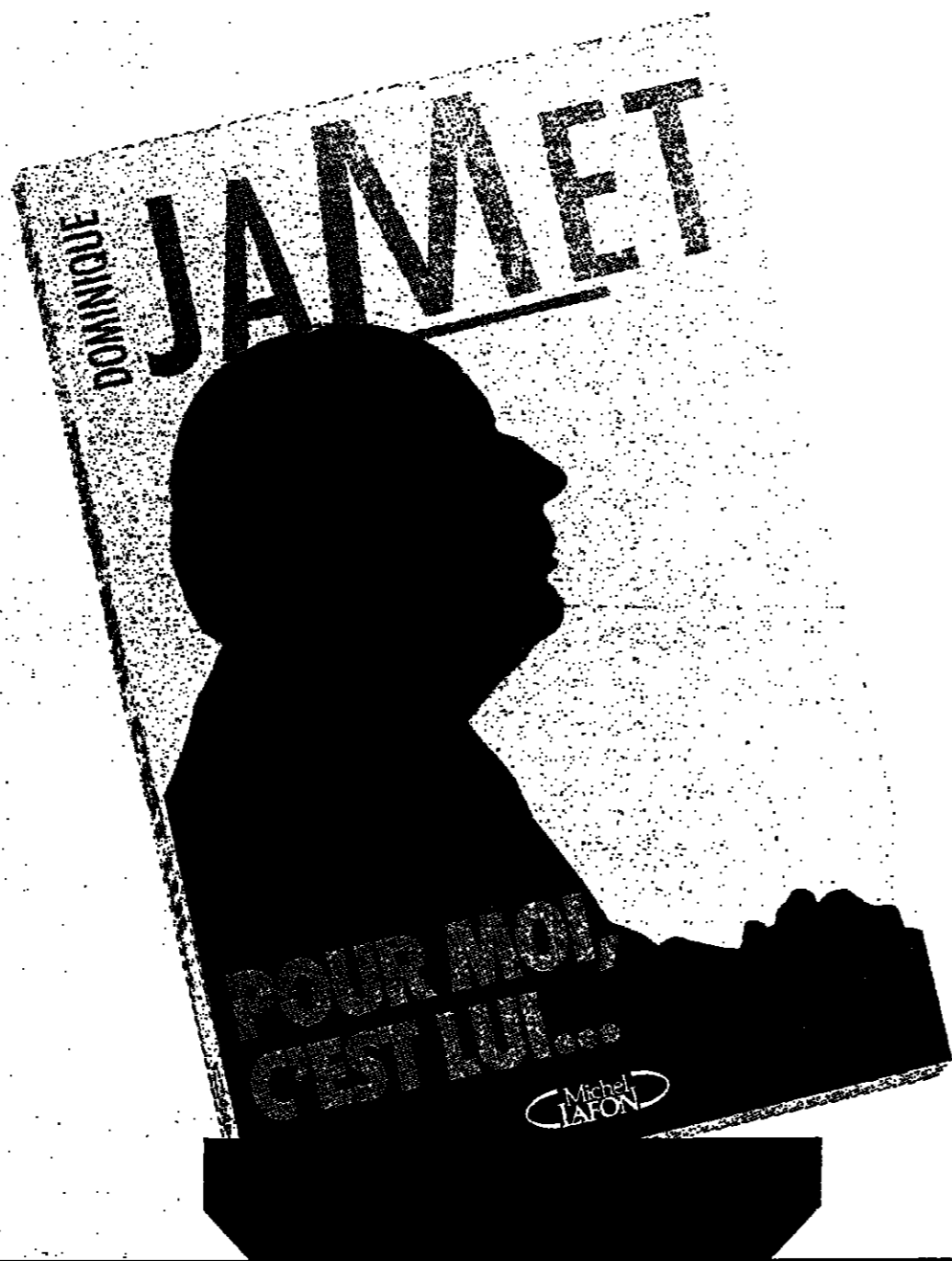
et livres français sur la Pologne et l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4^e Tél. : 43-26-81-09



Faut-il encore être de gauche pour voter Mitterrand?



"Longtemps, comme beaucoup de gens de droite, je me suis fait de François Mitterrand une caricature. A mieux considérer le modèle, j'ai fini par trouver qu'elle ne lui ressemblait pas."

*"Pour moi, c'est lui..." de Dominique Jamet.
58 francs. Editions Michel Lafon.*

مقداد من الاصل

Politique

La tension dans les relations entre barristes et RPR

Les relations entre les barristes et les chiraquistes s'enveniment alors que l'annonce de la candidature de M. François Mitterrand à un second mandat présidentiel est attendue pour le mardi 22 mars. Après que M. Pierre-André Wiltzer eut déclaré au *Monde* que « le code de bonne conduite ne tient plus qu'à un fil » au sein de la majorité, M. François d'Aubert, député (UDF-PR) de la Mayenne, a évoqué, au sujet de la proposition de création d'un grand parti conservateur formulée par M. Edouard Balladur, l'œuvre d'un « tacticien pathologique ».

M. Barre lui-même, en visite à la Martinique, a mis en garde ses auditeurs contre les « esprits tortueux », aux « préoccupations particulières », toujours prompts à déformer ses propos.

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, ministre de l'équipement, a opposé, lui, les « paillettes » de la campagne de M. Jacques Chirac à la sobriété de celle de M. Barre. Manifestement, les barristes supportent de moins en moins bien la pression exercée sur leur candidat et sur leurs partis par les rivaux du RPR.

Cette situation comble les socialistes, prodigés en commentaires sur la situation au sein de la droite. Comment celle-ci, a observé M. Laurent Fabius, peut-elle prétendre être « majoritaire » alors que les sondages prédisent sa défaite, et « unie » alors que les dagues y sont sorties des fourreaux ? MM. Lionel Jospin et Louis Mermaz accablent M. Chirac et ses amis,

« spadassins » décidément incapables de mener une campagne « positive ».

Une connivence s'installe entre barristes et socialistes, les uns et les autres ayant conjointement pour intérêt commun d'attaquer M. Chirac. Les socialistes disent tout haut ce que le « fil » du code de bonne conduite interdit encore aux barristes d'exprimer. La mauvaise humeur du député du Rhône et de ses amis témoigne, en retour, de la démission de la droite, incapable, en l'état actuel des choses, de porter un candidat à la présidence de la République, et met en relief, s'il en est besoin, la stature institutionnelle de M. Mitterrand, confirmée par les sondages.

M^{me} Marie-France Garaud ne laisse à personne le privilège de prononcer la première oraison funèbre des candidats de droite. Dans une lettre ouverte, l'ancienne conseillère de Georges Pompidou accuse les partisans de la cohabitation d'avoir fait eux-mêmes la campagne de M. Mitterrand, dont elle prédit la victoire.

Les barristes comptent toujours sur l'effet de l'entrée en lice du président de la République pour donner à leur champion un terrain de combat à sa mesure et lui permettre de faire la différence avec le premier ministre. Ils espèrent aussi que la campagne de ce dernier produise, par son « efficacité » même, une lassitude et une inquiétude qui, par contre-coup, profiteront au candidat centriste.

P. J.

M. Barre dénonce « les intrigues, les manœuvres, les pressions » de ses adversaires

CAYENNE de notre envoyé spécial

A un mois du premier tour de l'élection présidentielle, M. Raymond Barre n'a pas perdu l'envie de se battre. L'adversité, incarnée tant par les socialistes que par le RPR, paraît avoir redoublé ses forces, et l'ancien premier ministre rentre de son déplacement de quatre jours outre-mer quelque peu requinqué.

Tant en Guadeloupe, à la Martinique que, le lundi 21 mars, en Guyane, il a reçu un accueil chaleureux, attestant que, dans ces trois départements, l'UDF a, pour une grande part, réussi à combler son handicap vis-à-vis du RPR. M. Barre peut espérer, sous les tropiques, se ménager une place appréciable au soleil. Son message est partout bien passé. Il était triple.

Reconnaître les bienfaits de la décentralisation pour exhorter les habitants de ces départements à prendre véritablement et totalement leur destin en main. Prendre l'engagement d'en finir avec les intérêts de clans pour faire prévaloir l'intérêt général. Ce thème de « l'Etat impartial » a été particulièrement bien reçu dans ces départements où l'on sait de longue date ce que le contraire peut signifier. Enfin, définir quelques objectifs simples pour que ces départements d'outre-mer puissent aborder sans trop de dommages le rendez-vous européen de 1992 et garantir leurs intérêts dans l'ensemble Caraïbes.

Au cours de ces quatre journées, M. Barre n'a, en réalité, fait aucune

promesse. C'était déjà suffisant pour surprendre des auditeurs accoutumés à d'autres pratiques. A Cayenne, lundi, il a rodé un nouveau style de comportement, plus direct, plus incisif, plus personnel, qu'il pourrait adopter dès son prochain meeting à Marseille, jeudi. S'exprimant sans notes et sur le mode plaisant de la conversation, l'ancien premier ministre a essentiellement parlé de lui, de sa candidature, afin de persuader tous ceux qui voudraient croire le contraire qu'il a la volonté de mener son combat jusqu'à son terme.

« La raison pour laquelle je me présente, a-t-il expliqué, c'est simplement qu'à tous moments, venant de tous les horizons, de toutes les tendances, les Français m'ont manifesté un sentiment de confiance. Eh bien, on verra ! Je me suis présenté et je me serais présenté en tout état de cause, parce que je ne pouvais pas ne pas répondre à ce sentiment de confiance ».

« Queues de cerises »

M. Barre a donc répété que, jusqu'au 24 avril, il continuerait, sans se lasser et sans se laisser divertir, de traiter devant les Français de leur intérêt supérieur et des grands enjeux de demain. N'en déplaise aux journalistes, a-t-il dit, plus intéressés par les « queues de cerises que par les choses sérieuses ». N'en déplaise encore à ceux qui attendent des candidats promesses par milliers. « Si vous me donnez votre voix, a-t-il dit, uniquement parce que je fais quelque chose pour vous,

comment voulez-vous que je puisse avoir une vue d'ensemble objective de la situation du pays ? L'avenir de la France n'est pas l'avenir individuel de 55 millions de Français. En revanche, si on a quelques grands objectifs et si tout le monde est d'accord, si tout le monde comprend que nous sommes engagés dans une concurrence implacable, je crois que le moment est venu de mobiliser nos énergies. Que chacun conserve l'opinion qu'il a. Moi, cela ne me gêne pas. Que l'un soit de droite, l'autre de gauche, l'autre du centre, les problèmes resteront les mêmes et nous ne les résoudrons pas. Il faut tous payer la note ».

« Je n'ai pas de machine, a-t-il dit, je n'ai pas d'appareil, je n'ai pas de moyens considérables pour faire campagne. Ce n'est pas facile de soutenir un candidat comme moi. Mes amis en savent quelque chose. Les intrigues, les manœuvres, les pressions, il y a beaucoup de choses qu'ils pourraient raconter ».

Interrogé quelques instants plus tôt par RFO sur les accusations portées contre le RPR par son directeur de cabinet, M. Wiltzer (*Le Monde* du mardi 22 mars), M. Barre a souligné que la majorité « puisse affronter cette élection présidentielle sans division inutile, sans manœuvre, sans pression, sans rien qui puisse faire douter d'une bonne volonté réciproque ». Sur ce chapitre au moins, M. Barre s'impose encore quelques précautions oratoires qui pourraient n'être que prophétiques.

DANIEL CARTON.

POINT DE VUE

La majorité suicidaire

M^{me} Marie-France Garaud, ancien conseiller de Georges Pompidou et de Jacques Chirac et qui fut candidate à l'élection présidentielle de 1981, a adressé il y a quelques jours aux responsables de la majorité une lettre dont nous donnons ci-dessous le texte.

par Marie-France Garaud

J'ai attendu longtemps pour vous écrire, mais j'espérais toujours que le bon sens ou, à tout le moins, l'instinct de conservation mettrait un terme à l'effrayant spectacle que donne la majorité.

Hélas, il n'en est rien, et les appels à l'union rassemblent de plus en plus à des cris de chasse. Il serait grand temps de faire cesser ce hurlement et c'est à vous de le faire puisque vous en êtes responsables.

En 1985, à la veille des élections législatives, redoutant la confusion qui précéderait les rapports des partis de l'opposition d'alors, j'avais écrit à certains d'entre vous pour leur suggérer d'adopter une charte en six points fixant des objectifs essentiels pour notre pays.

Dans ma pensée, un accord de cette nature devait être le ciment de votre entente, le sens de votre action commune et le passage obligé des ralliements à votre cause. Naturellement, la logique d'une telle entreprise reposait sur un refus clair et tranché de la cohabitation, qui n'était évidemment — à des yeux lucides — qu'un piège habilement tendu par les socialistes pour conserver la main

jusqu'à la nouvelle donne présidentielle.

Vous avez fait tout le contraire et, aujourd'hui, telles que vont les choses, la gauche gagnera l'élection présidentielle sans même avoir à combattre ; vous avez de vos mains assuré la victoire.

Les raisons de votre comportement suicidaire sont probablement à chercher dans une sorte de préférence psychologique pour un pouvoir partagé aux moindres risques et dans une inclination naturelle vers un régime où l'influence des partis se substitue à l'autorité de l'Etat. Mais vous avez, ce faisant, gravement atteint au fonctionnement d'institutions qui avaient valu à la France une période de prospérité et un visage respecté.

Tout bascule autour de nous

Et le drame, c'est que vous tentiez vos expériences dans des temps particulièrement difficiles où tout bascule autour de nous :

— Les accords de Washington, en amenant le processus de dénucléarisation de l'Europe, sapent notre stratégie de défense — cela devrait nous inciter à repenser d'urgence toute notre conception en ce domaine. Mais vous préférez minimiser l'importance de cet événement capital ou feindre à son égard la désinvolture de l'indifférence.

— Découverte militairement, l'Europe occidentale engage une profonde mutation et bascule, sous nos yeux, d'un système atlantique ou atlantiste vers un système continental. Cette évolution est d'autant plus nette que, pour la première fois, elle se trouve accentuée par des circonstances économiques : le protectionnisme américain, direct ou indirect, la concurrence asiatique et le délabrement des pays en voie de développement orientent inéluctablement nos échanges vers des marchés européens les plus larges possibles, y compris à l'Est. L'Ostpolitik devient européenne.

— L'intensification des relations politiques, économiques et financières entre l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est, et plus largement entre l'Europe de l'Ouest et celle de l'Est, s'accroît sous nos yeux, et l'Europe occidentale va se trouver soumise à des rapports de forces nouveaux, dans un ensemble géographique aux dimensions de son continent. Le grand marché de 1992 doit être replacé dans cette perspective, au-delà des couples incantatoires qu'il serait honnête d'évacuer de notre langage.

Quelles sont la ou les échéances qui vont dominer l'évolution européenne ?

La France ? De Gaulle l'avait souhaité et préparé, mais nous man-

quons de forces et d'attirance, de moyens et, pour tout dire, de volonté.

L'Allemagne ? Dans l'immédiat, probablement. Tout y conduit. L'Allemagne a une économie florissante, une monnaie recherchée, une efficacité de travail et de commerce remarquable et, enfin, dans son cœur, une volonté de puissance que nous connaissons. La seule faille est qu'elle est déséquilibrée politiquement par sa partie est, et les Soviétiques comptent bien se servir à plein de cet otage pour amener progressivement les nations de l'Ouest européen à résipiscence.

« La justice n'entre en ligne de compte dans le raisonnement des hommes que si les forces sont égales de part et d'autre ; dans le cas contraire, les forts exercent leur pouvoir et les faibles doivent céder », disait déjà Thucydide.

Dans le jour nouveau qui se lève sur l'Europe, la France devra, pour exister, se tailler une place avec les cartes qui lui restent.

On pourrait concevoir avec un peu d'imagination et beaucoup de volonté de se tenir fermement dans le camp des nations libres et de payer le prix pour cela.

On peut juger aussi que le courant est trop fort et qu'il vaut mieux tâcher de tirer le meilleur parti de ce renoncement à être une grande puissance maîtresse de son destin.

La campagne présidentielle aura dû être l'occasion d'une confrontation des idées, des objectifs et des moyens d'une politique française sur ces points essentiels. Mais, contrairement à ce que veut l'esprit de notre Constitution selon la volonté maintes fois affirmée par son fondateur, ce sont les partis qui contrôlent aujourd'hui cette élection. Une telle mainmise la dénature et la ridiculise. Il est donc logique que celui qui a été, sa vie durant, le plus constant et le plus déterminé adversaire du général de Gaulle et de la V^e République soit le mieux placé pour l'emporter.

Et c'est vous — hommes de parti — qui l'aurez voulu. Ne venez pas après coup clamer votre innocence ou pleurer sur votre aveuglement.

Il ne fallait pas fabriquer un gouvernement à votre image et à votre service.

Il ne fallait pas briser la clé de vote de la légitimité présidentielle en espérant que la volonté maintiendrait l'édifice.

Tout s'écroule parce que vous avez accepté la cohabitation et la compromission.

Les guides qui se trompent ou trompent ceux qu'ils ont la charge de conduire et se perdent n'inspirent plus grande confiance.

Mais on ne sait jamais... Bonne chance quand même !

PROPOS DE CAMPAGNE

M. d'Aubert

Mélanger

M. François d'Aubert (barriste) a estimé, le lundi 21 mars, que « le mélange politique-show-biz, ce ne passe pas très bien malgré toute l'estime que j'ai pour Johnny Hallyday et Madonna. Les gens en ont ras-le-bol de la débauche d'argent, du mélange du music-hall et de la politique. Une minorité de gens vient pour les politiques et une majorité pour les chanteurs ». M. d'Aubert a, par ailleurs, qualifié M. Edouard Balladur de « tacticien pathologique ». En outre, il a affirmé que, avec la candidature du président de la République, « on va retrouver François Mitterrand comédien, à la fois Tartuffe pour l'hypocrisie et Scapin pour les fourberies ».

M. Bérégovoy

Illégitime

M. Pierre Bérégovoy, ancien ministre socialiste, a qualifié, le lundi 21 mars, M. Jacques Chirac de « petit-fils illégitime » du général de Gaulle. Le maire de Nevers estime que « le ton adopté par M. Chirac à l'égard du président de la République le disqualifie pour exercer cette fonction ». M. Bérégovoy, qui réagissait, sur RTL, aux déclarations du premier ministre sur la « farce » socialiste, a nié toute valeur à l'hypothèse d'une démission symbolique de M. François Mitterrand, avancée, quelques heures auparavant, par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur.

M. Chirac

La Lorraine

M. Jacques Chirac, le lundi 21 mars, à Metz, devant plus de dix mille personnes, a invité les Lorrains à se souvenir des promesses qui leur avaient été faites, en 1981, par M. François Mitterrand, tandis que, selon lui, les engagements pris par le gouvernement au printemps 1987 ont été tenus : « Faire jouer la solidarité nationale au profit des hommes et des femmes touchés par les restructurations industrielles, réduire les handicaps de votre région, valoriser ses atouts ».

M. Jospin

Spadassins

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qui participait, le lundi 21 mars, à une réunion publique à Rouen, a affirmé que M. Jacques Chirac ne peut pas rassembler, car il porte la division dans son propre camp. Selon lui, le premier ministre n'a jamais su « conclure jusqu'au bout une campagne positive ». Les chiraquistes ne peuvent s'empêcher d'assassiner à nouveau dans leur propre camp [...] de jouer les spadassins, de monter des manœuvres, de traîner », a-t-il ajouté.

M. Méhaignerie

Non

M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement et président du CDS, a

estimé que « l'idée d'une fusion RPR-UDF au sein d'un parti unique n'est pas opportune ». Invité, le lundi 21 mars, de l'émission « Face au public » sur France-Inter, il a affirmé que « l'axe de réussite est au centre droit et c'est l'axe sur lequel le gouvernement est venu depuis quelques mois tant sur les orientations européennes qu'économiques ». Interrogé sur le fait de savoir s'il pourrait être le premier ministre de M. Mitterrand, M. Méhaignerie a répondu « non » catégoriquement. Dans l'hypothèse d'une victoire de M. Jacques Chirac, il a estimé « qu'un premier ministre barriste serait meilleur pour la démocratie ». M. Raymond Barre « a moins de paillettes, moins de moyens, mais mène une campagne sérieuse et solide », a souligné le dirigeant du CDS.

M. Pasqua

Non-événement

« M. Mitterrand aura réussi à faire de l'annonce de sa candidature un non-événement », a affirmé M. Pasqua, le lundi 21 mars, sur Europe 1. Estimant que le chef de l'Etat est « malin et intelligent », le ministre de l'intérieur « imagine mal qu'il se contente d'annoncer sa candidature sans l'accompagner d'un petit coup médiatique ou constitutionnel ». Il pourrait, estime M. Pasqua, décider de démissionner, dire : « Je m'en vais, pour être totalement libre d'expliquer ma candidature ».

M. Toubon

Côte à côte

« Ce n'est pas au moment où le candidat socialiste va entrer dans la bataille que la majorité doit se diviser », a déclaré M. Jacques Toubon, le lundi 21 mars, sur FR 3. Le secrétaire général du RPR souhaite que l'on ne « se livre pas à un combat à l'intérieur de la majorité, ne serait-ce que par petites phrases litigieuses, alors que, depuis deux mois, et de façon incessante, contrairement à ce que souhaitent les socialistes et à ce que certains craignent à l'intérieur de la majorité, Raymond Barre et Jacques Chirac mènent campagne côte à côte contre le même adversaire ».

NOUVEAUTES

- A FLEURETS MOUCHETES VINGT-CINQ ANS DE DEBATS TELEVISES
- LA REGULATION DE LA TELEVISION

INSERANCES DE REGULATION ET COMMUNICATION

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

31, quai Voltaire Paris 7^e Tél. (1) 40.15.70.00.

LES FEMMES, LA VIOLENCE ET L'ARMÉE

EMMANUEL REYNAUD

20 000 Femmes sous les drapeaux

une situation nouvelle révélatrice

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

31, quai Voltaire Paris 7^e Tél. (1) 40.15.70.00.

Politique

La campagne pour l'élection présidentielle

Les deux électorats de François Mitterrand

Par Jérôme Jaffré

An moment d'annoncer sa candidature, François Mitterrand a commandé l'occupation de la position de grand favori de l'élection présidentielle. Sa popularité comme président demeure au zénith. Selon l'IFOP, il recueille à un mois du premier tour 55 % de satisfaisants, soit un point de mieux que le général de Gaulle en novembre 1965 et vingt points de plus que Valéry Giscard d'Estaing en mars 1981. Sur la dimension présidentielle, il continue de bénéficier d'une forte avance. Selon le baromètre *Nouvel Observateur/SOFRES*, 63 % des Français pensent qu'il ferait un bon président dans les sept prochaines années, alors que Raymond Barre et Jacques Chirac recueillent respectivement 49 % et 48 % de réponses favorables.

Le rejet à l'idée de sa réélection demeure faible : 50 % des Français seraient satisfaits de la victoire de M. Mitterrand, 21 % mécontents et 23 % indifférents (1). Moins de la moitié des électeurs de droite — 48 % exactement — se déclarent mécontents dans cette hypothèse. Enfin, en intention de vote, le président sortant demeure largement en tête au premier tour — entre 36 % et 38 %, selon les instituts — et facile vainqueur au second, recueillant, selon les différents cas de figure, entre 54 % et 56 % des voix.

Cependant, le maintien d'une gauche minoritaire le 24 avril — avec 46 % à 47 % des suffrages — mais nettement majoritaire le 8 mai constitue l'originalité du prochain scrutin et l'un de ses éléments d'incertitude. En d'autres termes, M. Mitterrand réussit au second tour à compenser sur son nom le recul subi par la gauche au cours de ces dernières années. Pour examiner cette situation, il est intéressant de comparer l'électorat de François Mitterrand le jour de son élection le 10 mai 1981 avec les intentions de vote de second tour telles qu'elles s'expriment aujourd'hui dans les

sondages. L'hypothèse retenue ici est celle, actuellement la plus plausible, d'un duel avec Jacques Chirac (voir tableaux).

M. Mitterrand conserve les positions traditionnelles du candidat de la gauche. Il est largement majoritaire chez les moins de trente-cinq

ans, rallie la grande majorité du vote ouvrier et la plus large partie des classes moyennes salariées. Enfin, bien sûr, il fait le plein des voix parmi les électeurs qui, sur la traditionnelle échelle gauche/droite de la SOFRES, se classent à l'extrême gauche ou à gauche.

Mais, au maintien de ces atouts traditionnels, M. Mitterrand ajoute depuis 1981 des gains importants dans d'autres catégories : les femmes, qui, un récent sondage du *Parisien* le montrait, ont pour la première fois de l'histoire électorale française l'intention de voter plus à gauche que les hommes, les plus de trente-cinq ans, où il enregistre un gain de 3 points, et les cadres, où il progresse de 13 points. Sur le plan politique, ces mouvements correspondent à un véritable élargissement parmi les électeurs qui se classent au centre M. Mitterrand passe de 34 % des voix en 1981 à 52 % en mars 1988, soit un gain considérable de 18 points. Cette avancée traduit effectivement un choix en faveur du président sortant et non une faiblesse particulière de M. Chirac au centre, puisqu'on retrouve une évolution très semblable en cas de duel contre Raymond Barre.

Cet élargissement signifie que le président possède désormais deux électorats, celui, traditionnel, de la gauche et un autre, composé en partie de femmes, de personnes d'âge mûr, de cadres et qui n'appartient pas à la gauche. Certes, ce phénomène a toujours existé, mais il prend en 1988 une ampleur nouvelle que les sondages permettent de chiffrer avec précision.

Le 10 mai 1981, 80 % des électeurs qui ont élu François Mitterrand se classaient à gauche ou à l'extrême gauche. En 1988, dans les intentions de vote du second tour, cette proportion n'est plus que de 70 %. En sept ans, la gauche a perdu du terrain, mais son champion compense son recul et même au-delà en attirant sur son nom un électoral complémentaire. En 1981, où M. Mitterrand recueillait 52,2 % des suffrages, 11 % ne se classaient pas à gauche. En 1988, où il obtient actuellement 55 % des intentions de vote, 16,5 % ne se classent pas à gauche. Traduits en chiffres absolus, ces pourcentages indiquent que 3,3 millions des électeurs Mitterrand du 10 mai 1981 ne se classaient pas à gauche alors que, en 1988, ils sont 5,2 millions.

	1981 (2 ^e tour)	1988 (Intentions de vote 2 ^e tour)
- Se classent à l'extrême-gauche ou à gauche sur l'axe gauche-droite	41,2	38,5
- Ne se classent pas à gauche	11	16,5
	52,2 %	55 %

Toute la difficulté pour M. Mitterrand consiste à maintenir d'ici au 8 mai le rassemblement sur son nom de ces deux composantes. Pour l'emporter, il lui faut conserver les trois quarts de ce deuxième électoral. Un dernier élément montre combien cette tâche est délicate.

L'analyse du vote selon l'intérêt pour la politique (voir tableau) montre que les scores obtenus par M. Mitterrand sont inversement proportionnels au degré de politisation des électeurs, ce qui est à l'opposé du vote de 1981 et des choix traditionnels en faveur de la gauche.

En sept ans, M. Mitterrand recule de onze points parmi les électeurs qui s'intéressent beaucoup à la politique, mais il en gagne deux parmi ceux qui ne s'y intéressent pas du tout. C'est là pour le président sortant un élément d'instabilité et de fragilité de son électoral. Car les électeurs les moins politisés, favorables au départ au tenant du titre, sont traditionnellement ceux qui modifient le plus leur comportement au cours des campagnes électorales.

C'est dans cette fraction de l'électorat que le général de Gaulle, en 1965, et Valéry Giscard d'Estaing, en 1981, subirent leur recul le plus important.

Tout se passe comme si, malgré son instinct et son expérience, M. Mitterrand avait enregistré depuis des mois ces éléments dans sa stratégie et se fixait pour objectif d'éviter les erreurs de ses prédécesseurs en campagne. Erreur de

M. Giscard d'Estaing, qui abandonna le statut prestigieux de président sortant pour le sort incertain d'un « citoyen-candidat ». Erreur du général de Gaulle, qui, trop sûr de lui, renonça avant le premier tour à faire campagne et même à paraître à la télévision.

Rien de tel avec M. Mitterrand. L'annonce tardive de sa candidature, devenue pourtant certaine, vise à la fois à permettre la « drôle de campagne » de ces dernières semaines et à limiter la durée des affrontements classiques. Mieux déclaré, il sera davantage président que candidat et le montrera aux électeurs par tous les signes possibles. Même « candidat soutenu par le PS », il sera plus rassembleur que socialiste, répétant sans cesse, comme il l'a fait dans son message aux élus réunis au Bourget, qu'il se tient au-dessus des querelles partisans.

Les dirigeants de la droite attaquent beaucoup M. Mitterrand sur les incertitudes de l'après-8 mai — disons-t-1 ? avec qui gouvernera-t-1 ? — mais en réalité ce second électoral peu politisé est éloigné de ces préoccupations qu'il juge « microcosmiques » ou à trop long terme. En revanche, il est sensible à la vigueur des campagnes électorales et pourrait se déléguer *in fine* vers le candidat le plus dynamique.

Un élément qui devrait obliger M. Mitterrand à faire une campagne active et qui, malgré l'écart actuel du second tour, introduit une part d'incertitude sur le nom du cinquième président de la V^e République.

Les votes du second tour en faveur de François Mitterrand

	Le vote du 10 mai 1981 (contre V. Giscard d'Estaing)	Intentions de vote février-mars 1988 (contre J. Chirac)	Evolution
ENSEMBLE	52	55	+ 3
SEXE			
Homme	56	54	- 2
Femme	49	56	+ 7
AGE			
18 à 24 ans	63	61	- 2
25 à 34 ans	63	64	+ 1
35 à 49 ans	57	57	+ 0
50 à 64 ans	47	49	+ 2
65 ans et plus	40	44	+ 4
PROFESSION DU CHEF DE MENAGE			
Agriculteur	33	23	- 10
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	40	30	- 10
Cadre, profession intellectuelle	38	51	+ 13
Profession libérale, employé	58	62	+ 4
Ouvrier, inactif, retraité	67	72	+ 5
45	49	+ 4	
CLASSEMENT SUR L'AXE GAUCHE-DROITE			
Extrême gauche	98	97	- 1
Gauche	95	96	+ 1
Centre	34	52	+ 18
Droite	6	5	- 1
Extrême droite	5	9	+ 4
INTÉRÊT POUR LA POLITIQUE			
Beaucoup	64	53	- 11
Un peu	51	53	+ 2
Tra peu	50	58	+ 8
Pas du tout	41	65	+ 24

Source : pour le vote du 10 mai 1981, sondage post-électoral de la SOFRES pour le *Nouvel Observateur*, auprès d'un échantillon national de 2 000 personnes. Pour les intentions de vote en 1988, cumul de sondages préélectoraux de la SOFRES réalisés entre le 16 février et le 3 mars 1988 auprès d'un échantillon total de 3 000 personnes.

(1) Enquête préélectorale de la SOFRES réalisée du 1^{er} au 3 mars 1988 pour les *Dernières nouvelles d'Alsace*, la *Dépêche du Midi*, le *Provençal* et la *Nouvelle République*.

A l'extrême droite

Un entretien avec M. Bruno Megret

« Le RPR et l'UDF ne sont plus que des syndicats d'intérêts électoralistes »

Dans cet entretien, M. Bruno Megret, directeur de campagne de M. Jean-Marie Le Pen, réfute l'idée de M. Balladur, selon laquelle une confédération UDF-RPR affaiblirait le Front national. Il précise la position de son parti pour le second tour de l'élection présidentielle.

« M. Balladur, dans son article publié dans le *Monde*, estime qu'une confédération UDF-RPR réduirait l'espace de l'extrême droite. Qu'en pensez-vous ? »

« M. Balladur a raison sur un point : il y aura, après l'élection présidentielle, une recombinaison du paysage politique français. Mais le ministre se trompe lorsqu'il évoque une confédération RPR-UDF. Cette idée n'est rien d'autre qu'une opération lancée par M. Chirac contre M. Barre. Une telle confédération n'aurait aucun sens. Le RPR et l'UDF sont déjà l'un et l'autre des regroupements hétéroclites qui ne correspondent à aucune réalité politique. Quel de commun entre M. Gitteray et M. Stasi à l'UDF ? Quel rapport entre M. Hamon et M. Debré au RPR ? Ces partis ne sont plus que des syndicats d'intérêts électoralistes. L'avenir n'est donc pas à leur regroupement, mais à leur écartement. L'avenir est à la reconstitution d'entités ancrées sur des idées politiques claires : l'un autour des mouvements centristes pour les idées social-démocrates ; l'autre autour du Front national pour les convictions de droite. Voilà pourquoi notre mouvement est voué à une forte expansion. »

« Le RPR refuse toute idée d'alliance nationale avec votre parti. Comment vous situez-vous dans ce contexte ? »

« Nous ne nous préoccupons pas de combinaisons politiciennes, et les états d'âme de M. Balladur nous laissent indifférents. Nous allons à l'essentiel : l'objectif de Jean-Marie Le Pen est de gagner l'élection présidentielle, et donc d'arriver en tête du premier tour le 24 avril prochain. Pour cela, il suffit que les Français comprennent quel est l'enjeu du pro-

jet : choisir entre une France européenne et une France triomphante. M. Mitterrand est le champion de la babelisation de notre pays. Quant à MM. Barre et Chirac, ils y sont résignés. Seul Jean-Marie Le Pen défend sans réserve la France française. Il est donc normal que le second tour permette aux Français de choisir clairement entre ces deux options. »

« Pouvez-vous dire aujourd'hui si vous excluez absolument d'appeler à voter pour le candidat de la gauche au deuxième tour de l'élection présidentielle ? »

« Jean-Marie Le Pen est le seul candidat à incarner une véritable solution de rechange au socialisme. Il est le seul à le combattre puisqu'il est le seul à droite à lui prendre des voix. Comment pourrait-il dans ces conditions chercher à favoriser l'élection de M. Mitterrand ? »

« Envisageriez-vous d'appeler à l'« abstention positive » comme vous l'avez fait pour de récentes élections cantonales partielles ? »

« Si Jean-Marie Le Pen n'est pas présent au second tour, il donnera sa position le 1^{er} mai, pour le défilé de Jeanne d'Arc. C'est lui qui décidera, mais je ne pense pas qu'il envisage cette attitude. »

« Des enquêtes de la SOFRES montrent que la personne et les idées du président du Front national suscitent dans l'opinion publique un mouvement de rejet de plus en plus marqué, notamment depuis l'affaire du « détail ». N'est-ce pas la traduction de l'échec de la tentative de respectabilisation de Front national ? »

« Je conteste votre analyse. Jean-Marie Le Pen et le Front national avec lui enregistrent au contraire une montée dans les sondages et une crédibilisation croissante ; Jean-Marie Le Pen est reconnu comme l'un des grands candidats, il est l'outsider de la course. »

« Dans les enquêtes que vous citez, ce qui est important, c'est le nombre d'opinions favorables qui se situent toujours à hauteur de 30 %. Ce chiffre constitue notre électoral

potentiel, que nous sommes progressivement en train de conquérir. Il y a en effet, sur le plan des idées et des valeurs, un nombre croissant de Français qui ont nos convictions. Notre démarche est de transformer cette réalité sociologique en réalité politique. Le fait que la campagne lancée contre Jean-Marie Le Pen sous le prétexte d'un mot n'ait finalement entamé ni le Front national ni son électoral montre bien que nous incarnons un puissant courant d'opinion. Nous ne sommes pas la poussée de fièvre de l'extrême droite, mais la rapide maturation d'une force politique nouvelle. Et, dans le processus d'expansion, l'élection présidentielle n'est qu'une étape : décisive si Jean-Marie Le Pen est élu, positive de toute façon dans les autres cas de figure. »

Propos recueillis par PIERRE SERVENT.

M. Le Pen devant les catholiques intégristes

« Le comportement de l'élite doit déterminer celui de la nation »

« Le contraire du communisme : Dieu, famille, patrie » : c'est sous cette oriflamme frappée d'une croix rouge que se sont rassemblés les 19 et 20 mars, pavillon Baltard, les catholiques intégristes pour leur huitième « journée d'amitié française ».

Ils ont été plusieurs milliers à répondre présent à l'appel de M. Bernard Antony, député européen du FN, président de Chrétienté-solidaire et du centre Charlier. Prêtres en soutane, scouts d'Europe, maurassiens et pétainistes, « défenseurs » de l'église Saint-Jouis de Port-Marly (Yvelines), joints à la nuque dégauchée de l'Action nationaliste (« Travail, honneur, famille, patrie »), lecteurs de *Présent* — « contre la charcuterie Anne Sinaclair », clame le vendeur — et de *Rivarol*, dévôts jeunes et vieux de Mgr Lefebvre, ont vibré d'un même cœur pour cette fête de « la

France baptisée, fille aînée de l'Eglise ».

Après quelques emplettes — une bouteille de vin d'Afrique du Sud, une pipe numérotée à l'effigie de M. Le Pen, un insigne de phalangistes espagnols de 1939, ou un exemplaire de *La France juive* de Drumont avec sa dédicace : « Le judaïsme, voilà l'ennemi » —, ces sympathisants lepénistes, noyau dur de l'électorat FN, ont écouté avec recueillement des chants contre-révolutionnaires chantés par de multiples voix. Un montage audiovisuel avait auparavant vanté les qualités de la France monarchique avant que la Révolution ne vienne semer le désordre dans « l'ordre naturel des choses » que les rois avaient su jusqu'alors préserver.

En ce temps-là, la lutte des classes n'existait pas et, comme le soulignait le commentateur : « Les rois ont couru étaient les lieux privilégiés de rencontre entre maîtres et serviteurs » (sic). Cette affirmation n'avait sans doute rien pour choquer le président du Front national qui, s'exprimant dimanche en fin d'après-midi, a expliqué : « La vie est manichéenne. Une société harmonieuse, c'est celle qui reconnaît cet état de fait. »

Le culte de la mère

M. Bernard Antony (Romain Marie) était aux anges. « A la trinité de mort (Barre, Chirac et Mitterrand), nous préférons le candidat de la Trinité-sur-Mer », a-t-il lancé en soulevant dans la salle des vagues déferlantes de « *Le Pen président ! Le Pen président !* ». Le député européen FN, qui connaît bien son public, a également dénoncé les rapports à l'ordre de Mgr Doocouray et de Mgr Gaillot à propos de l'Action du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) : « Ils veulent obliger les catholiques à devenir quéteurs du CCFD [...]. Nous disons non au CCFD, non aux réseaux d'aide au terrorisme de la honte ». Ovation.

« Il faut que les familles de chrétiens défendent le vrai, le bien et le beau », affirmera pour sa part M^{me} Judith Cabaud, mère de neuf enfants, « écrivain catholique ». Prônant la « résistance culturelle »,

elle célébrera le culte de la mère de famille opposée aux « bataillons de chanteuses de rock, droguées ou bestiales ». Son hymne à « la famille, la chrétienne protestante de l'identité française » sera salué vigilement par une foule debout.

« Dieu premier servi ! » entend-on. « A bas l'Islam ! ».

« Il faut bien l'admettre, notre pays et sa civilisation sont en affaiblissement classique. Le Pen s'élève à plusieurs reprises contre « la décadence de notre système de valeurs ». « Le temps d'aujourd'hui refuse la différence entre le bien et le mal (...). Pourtant, il n'y a pas de société neutre, la vie n'est pas neutre. Gouverner, c'est choisir », clamera-t-il en affichant la couleur : « c'est le comportement de l'élite qui doit déterminer celui de la nation (...). La classe dirigeante de notre pays est décadente. Notre pays est frappé de décadence. Le remède ? Un gouvernement dont l'inspiration puterait dans la morale du décalogue ». Ainsi se dresseront sur la route du pouvoir autant de « bornes infranchissables », tandis que M. Le Pen se tournera avec respect et reconnaissance vers l'héritage du passé. »

« Nous ne sommes pas le parti de Dieu », avait cru bon de préciser M. Bernard Antony en ouvrant la journée de dimanche. Mais pour ces croisés du XX^e siècle M. Le Pen est bien celui qui doit créer dans la prochaine compétition électorale « la divine surprise ».

P. S.

LA POLITIQUE AUDIOVISUELLE EXTERIEURE DE LA FRANCE

COLLECTION DES RAPPORTS OFFICIELS

LA POLITIQUE AUDIOVISUELLE EXTERIEURE DE LA FRANCE

MOBILITE AU PREMIER RANG

L'HOMME EST L'ESPERANCE DE L'HOMME

LUTTER CONTRE LE TABAGISME

LA DOCUMENTATION FRANCAISE

31, quai Voltaire Paris 7^e Tél. (0) 40.15.70.00.

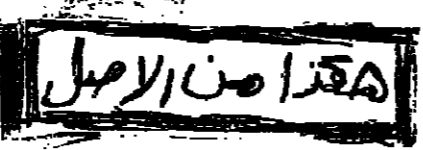
CULTURE GENERALE

CLÉ DE LA RÉUSSITE

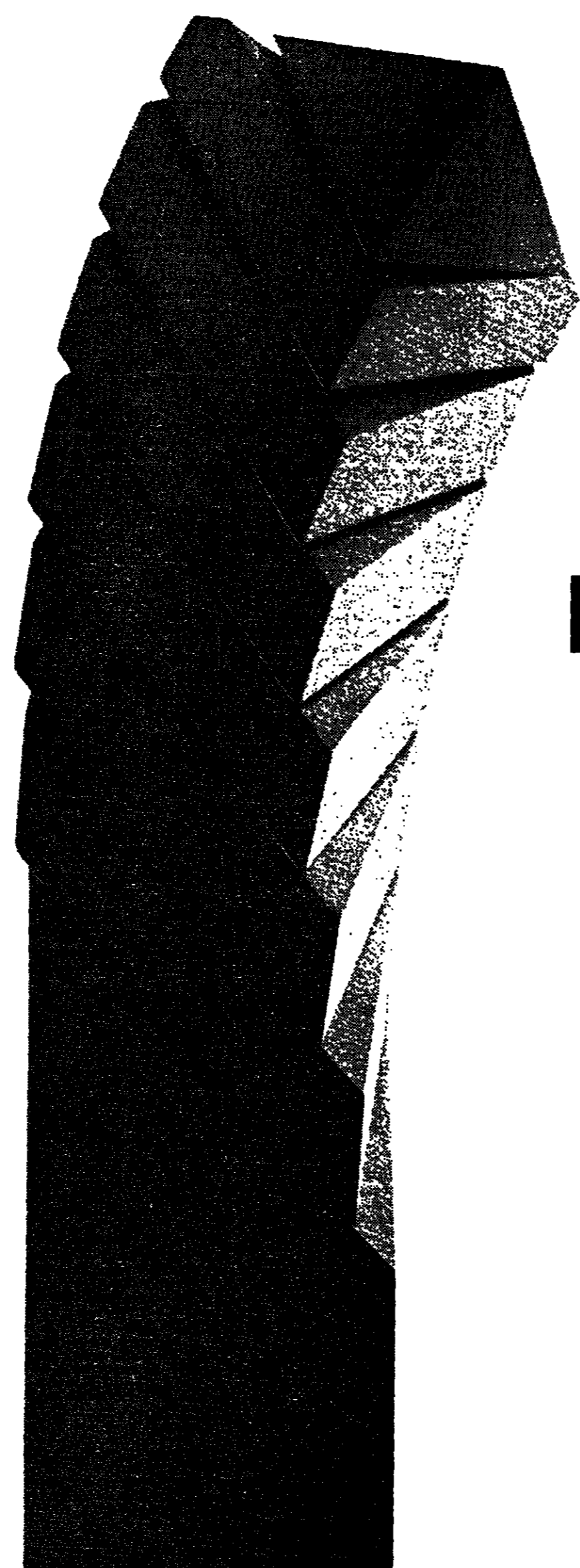
Une méthode qui présente les vingt principaux domaines de la culture générale sous une forme simple, dans la chronologie des événements, des mouvements de pensée et des hommes, des civilisations.

Littératures, arts, histoire, sciences, politique, économie, religions, etc.

Documentation gratuite à l'Institut culturel français, service 3368, 35, rue Collange, 92803 Paris-Levallois. Tél. (0) 42-70-73-63.



مقدّمون الإعلال

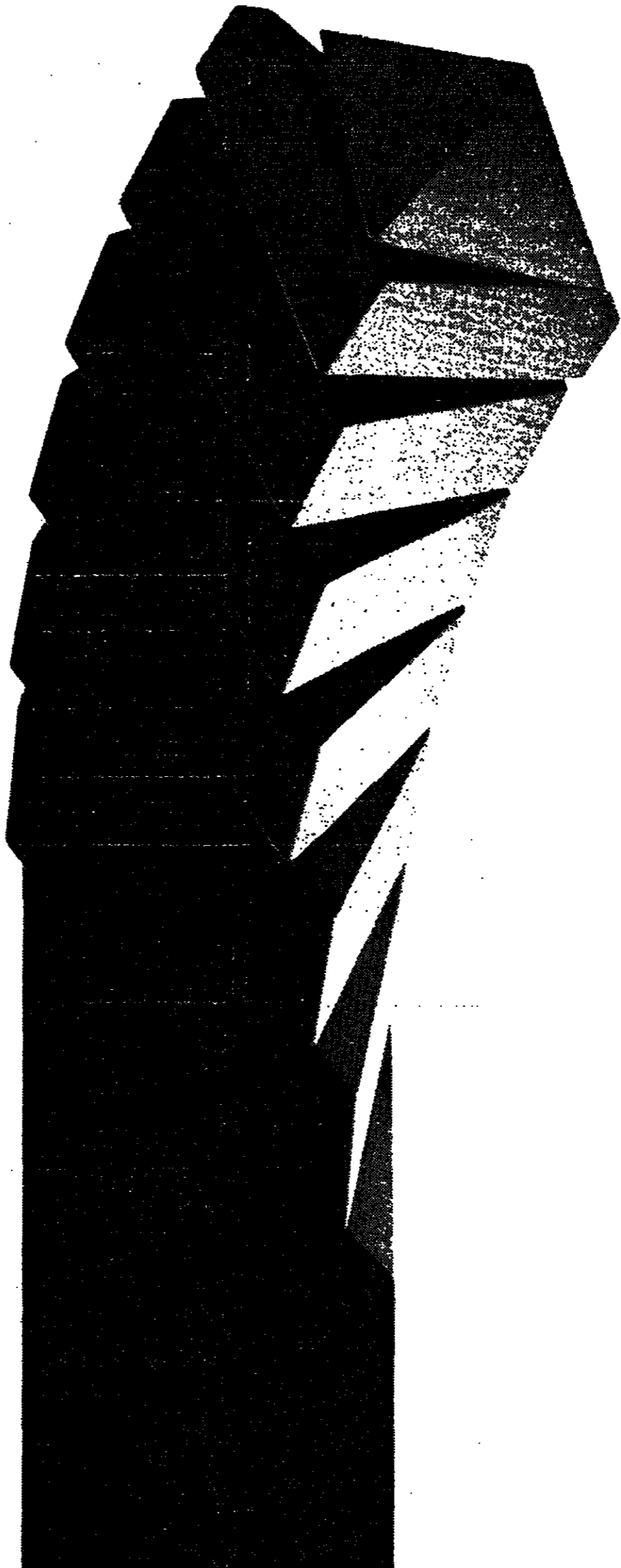


**COMPAQ
DESKPRO 386
MICRO D'OR 88
DES ORDINATEURS
PROFESSIONNELS**

MICRO D'OR 1988
5e PC FORM EUROPEEN
micro ordinateur
professionnel haut de gamme

Opdy & Miller

**COMPAQ
PORTABLE 386
MICRO D'OR 88
DES ORDINATEURS
PORTABLES**



MICRO D'OR 1988
5^e PC FORUM EUROPEEN
micro-ordinateur
portable ou portatif

LES ORDINATEURS DE L'ANNÉE **COMPAQ**[®]

مفتاح من الاميل



Politique

La campagne pour l'élection présidentielle

Les colonnes de Digne

(Suite de la première page.)
 Bel exemple d'autoprotection collective de la part d'une population qui n'a pas, oublié les tourments de son passé. Ni les épidémies de peste et de choléra, ni les atrocités des guerres de religion, commises à l'époque maudite où « papistes » et « parpaillots » s'étrépaient pour cause de RPR (« religion prétendue réformée », comme on disait...).

Si Digne s'endormit, ce ne fut jamais que d'un œil. Et sa sagesse trouva vite sa récompense avec la naissance, en ses murs, de l'illustre philosophe Pierre Gassendi, rival de Descartes.

Mais les Dignois ont si bien réussi leur opération de camouflage à travers les âges qu'aujourd'hui encore ils échappent souvent aux turbulences nationales. La preuve ? Ici, la campagne électorale n'a pas encore commencé.

Il y a bien quelques affiches, sagement apposées sur les emplacements réservés à cet effet, mais les électeurs n'ont pas eu, jusqu'à présent, la moindre réunion électorale à se mettre sous la dent, si l'on ose dire, dans leur propre commune. Le secrétaire général du RPR, M. Jacques Toubon, n'est pas allé plus loin que Forcalquier; le candidat du Parti communiste, M. André Lajoine, s'est arrêté à Châteauneuf; l'ambassadeur des baristes, M. Charles Millon, a stoppé à Sisteron... A Digne, la campagne ne débutera vraiment que le vendredi 25 mars avec la visite de...

M. Charles Pasqua.
 Personne, à vrai dire, ne se plaint de cette léthargie politique. Le cocon dignois a déjà presque tout pour vivre heureux depuis qu'il a commencé à entrer dans le vingtième siècle sans y perdre son âme. Digne est restée une ville à l'échelle humaine, contrastant, par son équilibre, avec la mégapole - au sud de l'agglomération marseillaise. Les chômeurs y sont, en proportion, nettement moins nombreux qu'ailleurs. La xénophobie et le racisme y sont des germes inconnus, de même que la psychose sécuritaire. Ce ne sont pourtant pas les boucs émissaires en puissance qui manquent à Digne. On y rencontre non seulement des Maghrébins, mais des Albanais et des Gitans. Tous parfaitement intégrés, de l'avis général. D'où la dislocation des partisans du Front national, dont le score local (10,06 % aux dernières législatives) demeure très en deçà des records atteints par l'extrême droite dans la plupart des départements de la façade méditerranéenne.

Le nouveau préfet, M. Bernard Lurquin, fait volontiers preuve de lyrisme quand il parle de « Digne la

paissible » : « Comme la Belle au bois dormant, elle attendait un peu d'amour, un supplément d'âme ! s'exclamait-il lors de la cérémonie des vœux de Nouvel An. Digne s'est réveillée, s'épanouit dans le consensus et l'admiration de ses habitants. »

Le maire RPR de la ville, M. Pierre Rinaldi - un ancien mutualiste, âgé de cinquante-huit ans - mérite-t-il dans le sceptre de « prince charmant » ? C'est dans la réponse à cette question que réside la principale inconnue du test électoral de Digne. Et il faut bien dire que, si cette incertitude ne pesait

appellation qu'il désire pour sa ville - « Digne-les-Bains », - mais peu lui importe, au fond, puisque la renommée de ses thermes est désormais établie.

Il convient également de créditer la municipalité de sa politique de rénovation entreprise autour de la cathédrale Saint-Jérôme, dans les quartiers médiévaux de la cité, qui présentent aujourd'hui l'aspect d'un cœur urbain coloré où le piéton est roi.

Pourtant, en ce début de printemps, certains Dignois affichent quelque morosité à l'encontre de leur maire. M. Rinaldi est en effet

municipale des beaux-arts, brocardé à ce sujet M. Rinaldi, comparé à un Ubu roi.
 A petites causes grands effets : les commerçants de la principale artère de Digne se plaignent, pour leur part, que le chantier du parking souterrain ouvert sur la place de l'Hôtel-de-Ville exile jusque devant leurs boutiques, les jours de marchés hebdomadaires, les marchands ambulants, autrement dit leurs concurrents directs.

Un occanéisme... mitterrandien

Alors règne un mécontentement diffus même si tout laisse à penser que les protestataires d'aujourd'hui seront les premiers ravés demain, lorsque le centre de Digne présentera un visage harmonieux. « Toute la question est de savoir si le réflexe anti-Rinaldi primaire qui se manifeste ces temps-ci s'opposera ou non au réflexe pro-Rinaldi secondaire qui prévaut aux municipales », estime un observateur averti, proche de la municipalité.

M. Chirac fera-t-il donc les frais, à Digne, des humeurs suscitées au sein de son électoral naturel, par le dynamisme de son porte-drapeau local ? M. Rinaldi s'interroge sur le degré d'usage de ce pouvoir municipal qu'il exerce sans discontinuer depuis onze ans. Il n'exclut pas que le candidat socialiste, surtout s'il s'agit de M. Mitterrand, l'emporte dans sa commune sur le maire de Paris. Il paraît assuré des votes chiraquiens des minorités maghrébines et albanaises, un peu moins des Gitans, qui semblent attirés par les sirènes baristes.

Mais ce sont les commerçants du centre-ville qui préoccupent le plus M. le maire, d'autant que les embarras créés par les opérations de rénovation sont venus s'ajouter aux agacements sectoriels provoqués par l'ouverture d'un hypermarché aux portes de la ville.

Le secret électoral de Digne, viletest, est-il là ? Réside-t-il dans ces interférences subtiles entre les motivations politiques nationales et les contingences locales ? La pondération des suffrages fait-elle partie, ici, des vertus naturelles ?

Four tamer de conjurer le sort, M. Rinaldi manifeste un occanéisme... mitterrandien : il entretient les meilleures relations avec les baristes tout en confiant aux visiteurs qu'il a « fait du socialisme » dans la mise en œuvre de sa politique communale de développement. Signe des temps « tonnonnaisques » ?

ALAIN ROLLAT.

Télévision : premières observations de la CNCL

Comme elle s'y était engagée, la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) surveille étroitement les chaînes de télévision à la veille de l'échéance électorale.

Elle comptabilise le temps de parole accordé aux candidats déclarés ou présumés et à leurs partisans dans les journaux télévisés, les magazines d'information et, éventuellement, les autres émissions. Austère arithmétique destinée à délimiter un terrain fertile en controverses.

Pour la période précédant l'ouverture de la campagne officielle, la Commission avait demandé aux chaînes de garantir « un accès équitable à l'antenne pour tous les candidats » et un « traitement équilibré » de leurs prestations publiques. Les premiers chiffres (du 22 février au 13 mars) montrent que télévisions publiques et privées ont su maintenir un équilibre satisfaisant entre MM. Jacques Chirac, Raymond Barre et le camp socialiste, où cohabitent encore - faute de candidat officiel - MM. François Mitterrand et Michel Rocard.

Les choses se gâtent dès qu'il s'agit des autres candidats. Ainsi, M^{me} Arlette Laguiller, M^{me} Jean-Marie Le Pen, André Lajoine ou Pierre Juquin doivent se contenter de quelques minutes d'apparition dans les journaux télévisés, alors que leurs grands rivaux obtiennent jusqu'à une heure et demie de présence par chaîne en trois semaines.

Cette « seconde catégorie » de candidats connaît d'ailleurs d'importantes inégalités de traitement. Antenne 2, par exemple, a accordé trente minutes à M. Lajoine, onze minutes à M. Le Pen, trois minutes à M. Juquin et un peu plus de six minutes à M^{me} Laguiller.

La CNCL va demander aux chaînes de rectifier le tir d'ici à l'ouverture de la campagne officielle, date à laquelle tous les candidats devront impérativement être traités sur un pied d'égalité.

La 5 mérite une mention spéciale dans ce palmarès du pluralisme télévisé. La chaîne de M. Robert Hersant a mis un point d'honneur à donner une place à tous les « petits

candidats » déclarés, jusqu'au célèbre Mouna Agnoui, figure historique du quartier Latin, qui s'est vu crédité d'une minute vingt ! Plus surprenant : l'examen de ces émissions d'actualité, hors campagne présidentielle, fait apparaître un net déséquilibre depuis janvier en faveur de... l'opposition : 51,3 % des temps de parole contre 26,8 % pour le gouvernement et 21,9 % à la majorité.

RFO, sur la sellette depuis le coup de colère du président de la République et les réprimandes de la CNCL, est absente de ce premier bilan. La CNCL examine encore les cassettes qui lui sont envoyées depuis les départements et territoires d'outre-mer et devrait bientôt rendre publics les résultats.

J.-F. L.

Selon CSA

M. Mitterrand est le candidat des jeunes

Parmi des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans, 40 % ont l'intention de voter en faveur du chef de l'Etat au premier tour de l'élection présidentielle, selon le sondage réalisé par CSA (1) et publié le mardi 22 mars, dans le *Parisien* et par NRJ. M. Jacques Chirac est crédité pour sa part de 23 % de leurs suffrages et M^{me} Arlette Laguiller et Jean-Marie Le Pen de 12 %.

Au second tour, le président de la République est réélu avec 60 % des voix lorsqu'il est opposé au candidat de l'UDF et avec 59 % lorsqu'il s'agit du premier ministre, toujours dans cette catégorie d'âge. Si une plus grande capacité est reconnue à M. Mitterrand pour lutter contre le racisme (37 %), pour sauvegarder la protection sociale (37 %) et faire reculer la pauvreté (26 %), M. Chirac peut se prévaloir d'une plus grande aptitude pour assurer la compétitivité de la France (35 %).

(1) Sondage réalisé du 8 au 15 mars auprès d'un échantillon représentatif de cinq cent quatre-vingt-quinze personnes âgées de dix-huit à vingt-cinq ans inscrits sur les listes électorales.



pas sur les résultats locaux du scrutin présidentiel, l'analyse de la situation dignoise serait fort ennuyeuse, puisque son originalité politique consiste à refléter, en général, la moyenne nationale.

La « mégalomanie » d'Ubu roi

Chacun s'accorde à reconnaître à M. Rinaldi le mérite d'avoir poussé Digne depuis dix ans, après avoir enlevé la mairie à la gauche, dans la voie de la modernité. Sous son impulsion, la ville, renouant avec sa tradition, est devenue l'un des principaux centres français du thermalisme.

L'établissement de soins reçoit désormais près de dix mille curistes par an. Digne a ainsi surmonté le handicap de son ancienne mono activité administrative et son maire, qui voit grand, envisage maintenant de créer un parcours de golf de dix-huit trous ainsi qu'un centre de vol à voile, afin de compléter la palette touristique de la commune. Il n'a pas encore obtenu de l'administration l'homologation de la nouvelle

plus ou moins taxé de « mégalomanie » depuis qu'il a chamboulé la place centrale de Digne pour y aménager le nouvel hôtel de ville, creuser un parking souterrain et tracer une nouvelle voie de circulation bordée de fausses colonnes corinthiennes que ses détracteurs jugent beaucoup plus incongrues, dans le paysage bas-alpin, que les colonnes de Buren au Palais-Royal.

Voilà donc les Dignois engagés dans un débat qui occulte la campagne pour l'élection présidentielle. L'implantation de ces colonnes était-elle opportune ? Fallait-il pousser le défi à l'immobilisme ambiant jusqu'à peindre de fausses colonnes sur la façade iconoclaste de la nouvelle mairie, parée de couleurs chatoyantes et installée dans un bâtiment qui abrite également... un casino et une boîte de nuit ? Surtout - question capitale - cette opération d'aménagement valait-elle de déplacer à coups de grues, comme de vulgaires bornes, quelques-uns des platanes centenaires de la place centrale ?

Sous le titre « Les aventures de Riquet » une bande dessinée, due à l'ironie d'un professeur de l'école

Réponses à un questionnaire du MRAP

Les candidats et l'immigration

L'immigration occupe jusqu'à présent une place relativement discrète dans la campagne électorale. Les candidats donnent l'impression de se surveiller du coin de l'œil, préférant réagir à des déclarations plutôt que de prendre les devants.

Plusieurs associations leur ont écrit pour les interroger sur leurs intentions. Les premières réponses de MM. Barre, Chirac, Juquin, Lajoine et du Parti socialiste ont été publiées, lundi 21 mars, par le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP). Nous en donnons un résumé dans le tableau ci-dessous, en

ajoutant la position de M. Jean-Marie Le Pen, qui n'avait pas été sollicité par ce mouvement.

Le questionnaire portait sur la réforme du code de la nationalité, le droit de vote des étrangers et l'abrogation de la loi du 9 septembre 1986 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France, mais aussi sur le logement, l'école, la délinquance, la lutte contre le racisme. La Nouvelle-Calédonie, le Proche-Orient et l'apartheid.

Les positions les plus nettes sont exprimées par MM. Juquin et Le Pen, qui préconisent, l'un et l'autre, des

réformes radicales, dans un sens diamétralement opposé. C'est une nouvelle conception de la citoyenneté que défend le premier en ne faisant quasiment plus de différences entre Français et étrangers. Le second, au contraire, veut les distinguer nettement en appliquant dans tous les domaines, ou presque, le principe de la « préférence nationale ».

Pas de surprise de la part de M. Jacques Chirac : le premier ministre confirme son intention de réformer le code de la nationalité en soumettant le projet à référendum. On notera, en revanche, la manière un peu vague dont

M. Barre s'exprime sur ce point, comme d'ailleurs sur la « loi Pasqua ».

Le Parti socialiste est à peine plus clair quand il parle de « remise en cause » - et non d'abrogation - de cette loi. De même reste-t-il dans le flou à propos du vote des étrangers aux élections locales, qui nécessiterait, selon lui, des « expériences » préalables dans des municipalités socialistes.

Comment combattre le racisme ? demandait le MRAP aux candidats. Pour répondre, ils avaient l'embaras du choix, le rapport Hamoun, publié en novembre dernier, n'avancant pas moins de cinquante-trois propositions.

Si les socialistes et les communistes s'engagent à réviser la loi de 1972, la plupart des candidats insistent sur les mesures sociales. M. Chirac se garde bien, cette fois, de dire qu'il « comprend » des réactions racistes, même s'il ne les approuve pas, mais, fidèle à son image de fermeté, il souligne que rien ne sert autant le racisme que le « climat d'insécurité » ou le « sentiment de laxisme » donné par les « gouvernants ».

R. S.

	ANDRÉ LAJOINE	PIERRE JUQUIN	PARTI SOCIALISTE	JACQUES CHIRAC	RAYMOND BARRE	JEAN-MARIE LE PEN
Code de la nationalité	Pas de réforme Tout jeune né en France et qui réside dans le pays devient français, à moins qu'il n'émette un autre choix.	Naturalisation automatique à ceux qui la demandent et remplissent les conditions de séjour. Possibilité d'avoir une double nationalité dès la naissance en France.	C'est un bon instrument qu'il faut conserver. Aucune réforme n'est aujourd'hui nécessaire.	Une réforme prendra en compte les conclusions de la commission des « sages » et fera l'objet d'un référendum.	Une remise en forme est nécessaire. Les orientations des « sages » sont bonnes mais méritent d'être approfondies.	Une réforme selon les principes suivants : Naît français tout enfant de père ou de mère français ; devient français tout étranger qui en exprime la demande, le mérite (pas de condamnation), renonce à son autre nationalité et est accepté par la communauté française.
Droit de vote des étrangers	Droit de vote et éligibilité aux élections municipales et prud'hommes.	Droit de vote et d'éligibilité des immigrés à toutes les élections sous condition d'une résidence de trois à cinq ans en France. Droit d'éligibilité aux tribunaux des prud'hommes.	Favorable à la participation des étrangers aux élections locales. Des expériences seront entreprises dans les municipalités socialistes pour préparer la mise en œuvre de cette réforme.	Le droit de vote doit être réservé aux Français.	Le droit de vote doit être réservé aux Français.	Aucun droit de vote politique. D'autre part, les étrangers ne doivent participer ni comme électeurs ni comme élus aux élections pour les prud'hommes, la Sécurité sociale et les comités d'entreprise.
Loi du 9 septembre 1986 sur l'entrée et le séjour	Abrogation Il faut, d'autre part, assurer le caractère imprescriptible du droit d'asile et du statut de réfugié et interdire l'extradition pour motif politique.	Abrogation de cette loi et retour des expulsés en sursis péni. Régularisation des travailleurs immigrés clandestins et attribution à tous de la carte unique de dix ans renouvelable automatiquement. Remise d'un titre de séjour aux femmes immigrées indépendamment de celui de leur mari.	Remise en cause.	Maintien telle quelle.	Maintien de la loi mais surveillance de son application pour éviter des abus.	Expulser tous les étrangers clandestins et ceux qui ont été « condamnés » par la justice. Priorité aux Français pour l'accès aux emplois, aux avantages sociaux et aux logements HLM. Plus de prestations familiales aux familles étrangères. Organiser le retour des immigrés n'appartenant pas à la Communauté européenne en commençant par les chômeurs et les fin de droits.

RELIGIONS

Dans une lettre apostolique consacrée au millénaire du christianisme russe

Jean-Paul II souligne la portée politique d'un rapprochement avec l'orthodoxie

Le pape a rendu public, le mardi 22 mars, une lettre apostolique, Summe in mundum (Allez dans le monde entier), consacrée au millénaire du christianisme russe.

La conversion au christianisme, il y a mille ans, des territoires de la Russie, connus aujourd'hui sous les noms d'Ukraine, de Russie et de Biélorussie, est une date-clé non seulement de l'histoire des Eglises chrétiennes d'Orient (Constantinople) et d'Occident (Rome) - séparées depuis le onzième siècle par le schisme orthodoxe - mais aussi de la culture européenne.

« Le baptême de la Russie de Kiev, écrit Jean-Paul II, a été le point de départ d'une vague nouvelle de sainteté. Il est devenu un moment fondateur, une étape nouvelle et importante dans le développement du christianisme : l'Eglise catholique entière tourne son regard vers cet événement et participe spirituellement à la joie des héritiers de ce baptême. Autrement dit, si la commémoration du millénaire est, d'une manière spéciale, la fête de l'Eglise orthodoxe russe, le pape entend souligner que l'Eglise catholique (universelle) est concernée et doit y être associée. »

Il développe trois raisons, qui sont les trois axes principaux de ce document : l'évangélisation de la Russie, par sa double source byzantine et slave, est un exemple unique d'« inculturation » (enracinement dans une culture) de la foi chrétienne. Elle a eu lieu à une époque où l'Eglise n'était pas encore divisée, et sa commémoration doit aider orthodoxes et catholiques d'aujourd'hui à surmonter des malentendus séculaires. Le millénaire permet enfin l'Europe de l'Est et de l'Ouest de prendre une meilleure conscience de leurs racines chrétiennes communes.

Le pape prend soin d'abord de souligner que l'Evangile a été diffusé, à partir de Kiev et du prince Vladimir, dans « les populations et les terres qui aujourd'hui en partagent le territoire ». Il évoque le long processus historique dans lequel se développe et s'étend la figure originale, byzantino-slave, du christianisme dans la vie de l'Eglise comme dans la vie de la société et des nations qui y trouvent, au cours des siècles et aujourd'hui encore, le fondement de leur identité spirituelle. Et il ajoute cette réflexion qui n'est pas dénuée d'arrière-pensées politiques : « Dans la suite de l'histoire, quand des tempêtes ébranlèrent cette identité à maintes reprises, ce sont justement le baptême et aussi la culture chrétienne puisée aux

vives à l'étranger (4 millions environ). A l'intérieur du pays, ils n'ont aucune existence reconnue. Jean-Paul II souligne la double filiation byzantine (Eglise d'Orient) et slave de ce christianisme ukrainien, russe et biélorusse. Si Rome n'y est pas étrangère, le mérite de l'évangélisation de cette région, dit-il, revient d'abord aux missionnaires issus de l'Eglise de Constantinople.

sources de l'Eglise universelle et développée à partir de richesses spirituelles innées qui devinrent les forces décisives pour sa survie. »

Cette identité chrétienne est au cœur de la culture russe, dit le pape : « Les éléments du patrimoine chrétien ont pénétré la vie et la culture de ces nations. Ils ont apporté une inspiration pour la créativité littéraire, philosophique, théologique et artis-

catholiques du baptême de Kiev, émus par une nouvelle prise de conscience de la communion initiale, savaient en relever le défi et redire aux chrétiens de notre temps le message œcuménique qui en émane ! »

Et il ajoute cette allusion à la « perestroïka » : « En outre, cela exercerait une influence bénéfique également sur le processus de détente dans le domaine civil, qui suscite tant d'espérance parmi ceux qui travaillent pour la convivialité pacifique dans le monde. Il ne pose aucun préalable au progrès du dialogue avec les orthodoxes, rappelant même - ce qui fera plaisir à ses partisans - que « l'autonomie disciplinaire caractéristique dont jouissent les Eglises orientales n'est pas la conséquence de privilèges concédés par l'Eglise de Rome, mais des lois propres que ces Eglises possèdent depuis les temps apostoliques ». »

Le pape saisit enfin l'événement du millénaire pour reprendre un thème chez lui classique. Le christianisme fait partie du patrimoine commun à tous les Européens. La mémoire de ces « racines » est un facteur d'unité. « L'Europe est chrétienne dans ses racines mêmes, dit Jean-Paul II. Les deux formes de la grande tradition de l'Eglise, occidentale et orientale, les deux formes de culture s'intègrent mutuellement comme les deux poutres d'un seul organisme [...]. Cet héritage devient en cette fin de vingtième siècle un défi particulièrement pressant à l'adresse des chrétiens. »

Se conclut la conclusion souligne la portée universelle de ce millénaire : « Dans la joie de cette fête, nous nous unissons à tous ceux qui reconnaissent dans le baptême la source de leur identité religieuse, culturelle et nationale. Nous nous unissons à tous les héritiers de ce baptême, sans tenir compte de leur confession religieuse ou de leur nationalité, de leur lieu où ils habitent ; à tous nos frères orthodoxes et catholiques. En particulier, nous nous unissons à tous les fils et filles bien-aimés des nations russe, ukrainienne, biélorusse ; à ceux qui vivent dans leur patrie comme à ceux qui résident en Amérique, en Europe occidentale et dans d'autres parties du monde. »

H. T. (1) Jean-Paul II avait déjà consacré, le 2 juillet 1985, une encyclique aux deux frères Cyrille et Méthode qui, au neuvième siècle, grâce à un alphabet propre (dit cyrillique) et à la liturgie slave, avaient évangélisé les Balkans et la Moravie (Tchécoslovaquie).

988

L'introduction du christianisme en Russie est symbolisée par le baptême de Vladimir, prince et grand duc de la « Russie », l'ancienne Russie de Kiev, en 988. La « Russie » - mot d'origine scandinave puisque le pays, qui s'étendait de la mer Baltique à la mer Noire s'il était peuplé de Slaves, était dirigé par des chefs varègues, originaires de Scandinavie - devient depuis plus tard la Russie moderne, l'Ukraine et la Biélorussie.

Le prince Vladimir, dont la grand-mère, sainte Olga, avait elle-même été baptisée en 957 à Constantinople, décida de devenir chrétien pour pouvoir épouser Anna de Byzance, sœur de l'empereur de Byzance, qui refusait d'accorder sa main à un païen. Il ramena même de Constantinople, dans l'empire byzantin, où il venait de faire une campagne, des chrétiens et des pasteurs pour aider à faire baptiser tout son peuple. Au début, la christianisation se heurta,

Elle a été favorisée par le contact des Slaves d'Occident, déjà convertis par Cyrille et Méthode grâce, notamment, aux liturgies célébrées en langue slave (1).

« Le baptême de la Russie de Kiev, écrit le pape, marque donc le commencement d'un long processus historique dans lequel se développe et s'étend la figure originale, byzantino-slave, du christianisme dans la vie de la société et des nations qui y trouvent, au cours des siècles et aujourd'hui encore, le fondement de leur identité spirituelle. »

Et il ajoute cette réflexion qui n'est pas dénuée d'arrière-pensées politiques : « Dans la suite de l'histoire, quand des tempêtes ébranlèrent cette identité à maintes reprises, ce sont justement le baptême et aussi la culture chrétienne puisée aux

semble-t-il, à une grande résistance.

En 1240, les Tartares prirent Kiev et, en 1325 Moscou remplaça Kiev comme centre culturel religieux. Constantinople tomba en 1453. La Russie se libéra de la domination mongole en 1480, Moscou devenant la « troisième Rome ».

Toute estimation du nombre de chrétiens en Union soviétique aujourd'hui, après de multiples vicissitudes, ne peut être qu'approximative. L'Eglise orthodoxe russe estime le nombre de ses fidèles de 30 millions à 60 millions. Les autorités considèrent qu'il y a en URSS 10 % à 20 % de croyants, selon les régions. D'après un récent ouvrage, l'Etat des religions dans le monde (1), 95,1 % des Soviétiques sont chrétiens, dont 22,5 % orthodoxes.

S. K.

(1) Ed. La Découverte/Le Cerf 1987.

rique, dormant naissance à une forme tout à fait originale de la culture européenne, et même de la culture humaine en général. »

Il souligne notamment la richesse de la liturgie, l'importance donnée par le christianisme russe à la vie monastique et à l'art religieux (icônes), sa spiritualité fortement teintée de mysticisme et marquée par la passion du Christ, par l'exemple de ses martyrs, par « le témoignage de souffrances supportées avec courage, maintes fois jusqu'à l'épreuve suprême du sang. »

Jean-Paul II évoque « l'Eglise-sœur millénaire le baiser de paix, comme un symbole de l'ancien désir de la communion parfaite ». Il exprime sa « grande nostalgie » de l'« Eglise indivise » (avant le schisme de 1054, et ajoute : « Quel bienfait ce serait pour tout le Peuple de Dieu si les héritiers orthodoxes et

DÉFENSE

Devant le mécontentement de son client grec M. Dassault accuse les Américains de « mettre de l'huile sur le feu »

BORDEAUX-MÉRIGNAC de notre envoyé spécial

« Ce n'est pas la peine d'en faire tout un plat. Cette réplique de M. Serge Dassault se veut une réponse aux critiques que les Grecs ont adressées à sa société aéronautique et selon lesquelles la France n'a pas tenu ses engagements en matière de compensations après l'achat, en 1985, de quarante avions de combat Mirage-2000. M. Dassault s'y lance, lundi 21 mars, à Bordeaux-Mérignac (Gironde), à l'occasion de la remise à l'armée de l'air hellénique de ses quatre premiers appareils. A cette cérémonie, le vice-premier ministre et ministre grec de la Défense était absent en signe de protestation et, seuls, l'ambassadeur grec en France et l'adjoint du chef d'état-major de l'armée de l'air hellénique avaient fait le déplacement (le Monde du 19 mars).

« On a de bons petits camarades américains », explique M. Dassault, pour pousser à la rose et mettre de l'huile sur le feu afin de nous embêter. Cette allusion aux Etats-Unis visait plus particulièrement la société américaine General Dynamics à laquelle les Grecs ont commandité huit avions de combat Mirage F-16 et qui semble, elle, si l'on en croit des sources helléniques, mieux respecter ses engagements en matière de compensations industrielles avec Athènes.

Un « M. Compensations »

Le contrat franco-grec stipule que les industriels français doivent, par des commandes commerciales à des entreprises helléniques, industrielles, agricoles ou touristiques, représenter l'équivalent de 60 % de l'achat des Mirage-2000 en quinze ans. Les Grecs estiment que les sociétés aéronautiques françaises n'ont pas tenu parole à ce jour. Débat difficile et technique qu'il est impossible de trancher mais que la mauvaise humeur des Grecs, en refusant d'assister à la cérémonie de Bordeaux-Mérignac, a mis sur la place publique au grand déplaisir de Dassault.

A sa façon, M. Serge Dassault a reconnu l'existence d'un tel conten-

tenu, en expliquant : « Ces opérations de compensations sont longues à mettre en place. Il faut que l'industrie de l'acheteur puisse s'adapter à de nouvelles méthodes de fabrication, en acquiescer les moyens et former le personnel nécessaire. Il faut que le potentiel de fabrication du vendeur soit suffisamment important pour ne pas avoir à dégarnir ses propres chaînes de fabrication au profit de l'acheteur. Nous faisons le maximum avec nos coopérateurs, et j'espère que bientôt nous pourrions faire mieux. »

En privé, M. Dassault a admis que ses concurrents américains ont la chance de pouvoir sous-traiter sur les quatre mille avions qu'ils fabriquent, contre quatre cents pour les Français. « On ne peut pas fabriquer, dit-il, des moteurs d'avion qui ne serviraient rien. Favoriser des compensations économiques et commerciales avec un client, cela ne se fait pas en cinq minutes. On a quinze ans pour le faire. Laissez-nous souffler. Cela va s'accélérer. Une façon comme une autre de reconnaître que les griefs des autorités grecques à l'encontre de Dassault ne sont pas exagérés. »

« Nous pouvons dire, a conclu M. Dassault, que nous avons atteint de 40 à 50 % de nos engagements dans la première période. Nous ferons certainement mieux par la suite. »

Pour y parvenir, la société Dassault vient de désigner un « M. Compensations économiques » en la personne d'un nouveau collaborateur, M. Jean-Pierre Lorrain. Cette nomination fait, du reste, partie d'une série de décisions qui cherchent à dynamiser le management du groupe aéronautique. C'est ainsi qu'il a été créé un contrôle de la gestion et des coûts, depuis la conception, au niveau des bureaux d'études, jusqu'à la production, dans les ateliers. M. Dassault avait, en effet, souligné récemment que sa société veuille à réduire davantage ses coûts, tout élevés par rapport à la compétition. De même, les usines disposeront désormais de budgets propres de fonctionnement, dans l'espoir de décentraliser une gestion restée trop parisienne.

JACQUES ISNARD.

FRANCOPHONIE

Le « déjeuner » de M. Chirac

Entouré d'élus de différentes nationalités et de personnalités gouvernementales dont « la dynamique et intelligente Lucette » (Mme Michaux-Chevry, secrétaire d'Etat à la francophonie), M. Chirac a présidé, le lundi 21 mars, un déjeuner francophone à l'hôtel Matignon.

Si cette date a été choisie pour que les écoles publiques célèbrent la Journée de la francophonie c'est parce que c'est le premier jour du printemps et aussi parce que le 21 mars 1970 se termina à Niamey la conférence fondatrice de l'Agence de coopération culturelle et technique.

Il faudrait donc avoir mauvais esprit pour remarquer que le 21 mars tombe cette année durant la campagne présidentielle. Comme la profession de foi francophone prononcée début 1981 devant le Haut Comité de la langue française par M. Giscard d'Estaing ; le président-candidat d'alors annonça, pour après son éventuelle réélection, « quatorze mesures gouvernementales en faveur de la langue française ». Comme le premier sommet francophone que M. Mitterrand réunira à Versailles et Paris en février 1986, mais dont les principales décisions, restées lettre morte, ont dû être relancées au sommet de Québec en septembre 1987.

Lundi, M. Chirac s'est assigné la francophonie comme « devoir et ambition ». Concrètement, cela signifie que le Commissariat général de la langue française (nouvelle appellation du Haut Comité) devra voir « ses moyens immobiliers s'accroître très sensiblement » pour loger « les asso-

ciations qui ont un rôle essentiel à jouer dans la francophonie ». La quatorzième mesure présentée par M. Giscard d'Estaing, il y a sept ans, et qui visait précisément à augmenter les moyens d'action du Haut Comité a été, si l'on peut dire, appliquée négativement puisque les crédits d'intervention de cet organisme sont passés, en un lustre, de 15 millions de francs à 12 millions de francs par an.

Puis spectaculaire, la seconde décision annoncée par M. Chirac concerne le lancement de Canal-France, chaîne de télévision destinée à l'Afrique et à la Méditerranée (le Monde du 22 mars). Il y avait urgence : un récent rapport signalait que sur une télévision francophonie comme celle de la Côte-d'Ivoire, la part des programmes français était tombée à 20 %, tandis que celle des programmes américains dépassait 50 %.

Même si c'est par pure coïncidence que le déjeuner de M. Chirac se déroulait en période électorale, l'esprit militant qui y régnait contrastait en tout cas avec la récente initiative du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne, dépendant de Matignon, de diffuser directement en anglais aux administrations françaises les notes, reçues également uniquement en anglais de Bruxelles, sur les règlements communautaires, douaniers ou autres. L'anglais n'est à Bruxelles ni le seul idiome officiel ni même la principale langue de travail, qui reste le français. Un seul département a jusqu'à présent protesté contre la « pratique regrettable » du comité : le ministère de l'Intérieur.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

SPORTS

● TENNIS : Tournoi de Key-Biscayne (2 100 000 dollars). - Huitèmes de finale, simple messieurs : Connors (E-U) b. Mansdorf (It.), 6-3, 6-4. (Su.) b. Forget (Fr.), 6-2, 1-6, 6-4, 7-6 (7-4); Meir (Tch.) b. Pernfors

(Su.), 7-5, 6-0, 6-1. Simple dames : C. Evert (E-U) b. P. Paradis (Fr.), 6-4, 6-2 ; S. Rehe (E-U) b. P. Tarabini (Arg.), 6-4, 6-2 ; H. Sukova (Tch.) b. R. Reggi (Ita.), 6-3, 6-0.

Main tendue au patriarche

LES amateurs de sensations politiques seront sans doute déçus par le document que le pape vient de consacrer - fait sans précédent - à la Russie. A la veille des cérémonies qui, en Union soviétique et dans les pays d'émigration, vont commémorer l'établissement du christianisme il y a mille ans à Kiev, certains espéraient de Rome une dénonciation forte du sort réservé aux chrétiens en URSS.

La « perestroïka » en effet n'a guère bouleversé, jusqu'à présent, la situation des croyants dans cette région du monde. Des prêtres et des laïcs dissidents ont bien été relâchés, des églises et des monastères rouverts mais, malgré les promesses, aucune des lois régissant la place et l'expression des chrétiens n'a été amendée. L'enseignement religieux est toujours considéré comme un acte de propagande. Le rôle du christianisme dans l'histoire et la culture russes est souligné à l'occasion du Millénaire, mais la philosophie matérialiste et athée du régime n'a pas cessé un pouce de terrain.

Dans sa lettre apostolique, Jean-Paul II ne fait pas mention de cette situation. Il ne souffle mot de sa mise à l'écart des cérémonies du Millénaire à Moscou. Il ne dit presque rien de la question des catholiques d'Ukraine - véritable épine dans le pied du patriarche russe orthodoxe - qui, à l'inté-

rieur et à l'extérieur du pays, réclament la légalisation de leur Eglise, incorporée de force par Staline à l'orthodoxie.

Dans le combat qui l'oppose à Moscou, le pape a choisi son terrain et ses armes. Son dernier texte s'inscrit dans l'histoire récente de l'œcuménisme, c'est-à-dire de l'effort de réconciliation entre les Eglises divisées. Si le dialogue avec le patriarchat de Constantinople a pu être engagé par Paul VI et Athénagoras, et récemment relancé par Jean-Paul II et Dimitrios, la glace n'a jamais été brisée entre Rome et le patriarchat de Moscou. Un contact a bien eu lieu l'autre jour à Venise entre l'orthodoxe russe et le secrétaire romain pour l'unité : c'était le premier depuis huit ans.

Une Europe chrétienne

Tout en rappelant que l'évangélisation de la Russie est antérieure au schisme d'Orient du onzième siècle et donc que l'Eglise russe orthodoxe n'a pas le monopole de l'actuelle commémoration, Jean-Paul II ne dit rien qui puisse blesser ses partenaires. Il souligne, au contraire, l'originalité et la puissance de la tradition chrétienne russe, la richesse de sa spiritualité

mystique, de son art religieux, le témoignage de ses martyrs et surtout sa contribution à l'histoire et à la culture russes.

C'est par ce biais que Jean-Paul II rejoint la politique. Pour le moment, dit-il, aucun compromis n'est envisageable, sans l'accord de l'Eglise russe, avec M. Gorbatchev. Mais il espère qu'en sortant le patriarchat de Moscou de son isolement, il favorisera le processus de détente politique et religieuse en Union soviétique.

L'URSS n'est pas seule concernée. Le pape élargit à l'Europe cette vision d'une unité religieuse anticipant une unité politique plus large. Son Europe est celle de l'Atlantique à l'Oural. Elle est « chrétienne dans ses racines », répète-t-il, au risque, une fois de plus, d'irriter notamment la partie juive. En tant que révéler la mémoire chrétienne de la Russie et de l'Europe (« seconde évangélisation »), il estime jouer contre les divisions du Vieux Continent. Ce thème, le plus « wojtylien » de tous, Jean-Paul II l'avait déjà utilisé à Saint-Jacques-de-Compostelle en 1982, à Vienne en 1983, dans son encyclique *Adpotes des Slaves* en 1985, à Spire en 1987. Il le reprendra en octobre prochain à Strasbourg.

HENRI TINCO.

Le programme des cérémonies

Les cérémonies du Millénaire de l'évangélisation de la Russie se déroulent du 4 au 16 juin à Moscou et dans plusieurs grandes villes d'URSS (Leningrad, Minsk, Kiev, etc.). Les représentants des autres confessions chrétiennes, à travers le Conseil œcuménique des Eglises de Genève et les conférences épiscopales catholiques, ont été invités. On ne sait toujours pas quel sera le niveau de la représentation du Saint-Siège.

La France compte 60 000 à 80 000 Russes orthodoxes environ. Une dizaine de paroisses (dont huit à Paris et en banlieue) sont rattachées au patriarchat de Moscou. Le millénaire a été célébré le 12 février à Moscou, en présence du métropolitain Vladimir, exarque du patriarche Pimène. D'autres Russes orthodoxes, sont rattachés à la juridiction de l'époque de l'immigration (« Eglise russe hors frontières »). Les plus nombreux (une quarantaine de paroisses en France) sont rattachés au patriarchat œcuménique de Constantinople. Leur cathédrale, Saint-Alexandre-Neviski, est située rue Daru (8^e arrondissement). Un Te Deum y sera célébré le 12 juin, suivi d'une séance solennelle salle Gaveau. D'autres manifestations culturelles et religieuses sont prévues pendant toute l'année, la plus importante étant l'exposition, qui aura lieu à la fin de l'année au Musée Czernuschi.

REPÈRES

Fusion nucléaire la « voie laser » est ouverte

Des progrès importants auraient été accomplis, selon le New-York Times du mardi 22 mars, dans le domaine de la fusion nucléaire par voie laser. Des scientifiques américains seraient en effet parvenus à faire fusionner des isotopes de l'hydrogène contenus dans de petites sphères creuses soumises aux rayonnements de lasers géants produisant de puissantes bouffées d'énergie. Cette technique, connue de longue date, a été développée dans de nombreux pays sans qu'il ait été possible de démontrer qu'elle pouvait

conduire rapidement à la construction d'un réacteur à fusion producteur d'énergie.

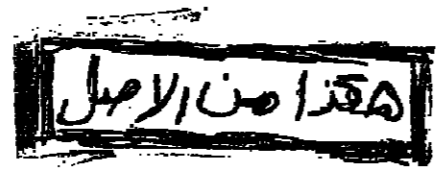
C'est pourquoi elle avait été provisoirement abandonnée au profit de recherches plus prometteuses sur des machines à fusion faisant appel, comme le JET européen, au confinement magnétique. Seules furent poursuivies les recherches conduites par les militaires sur les armes. Recherches qui auraient permis aux Américains de tourner une page importante de l'histoire de la fusion par laser : grâce au programme Centurion-Helios permettant de penser qu'il est désormais possible de construire une installation de fusion par laser pour un coût de 500 à 1 000 millions de dollars.

Environnement

Blocages à Bruxelles

Les ministres de l'environnement des Douze, réunis le 21 mars à Bruxelles, ont échoué sur les deux sujets ordés au cours du dernier conseil des ministres de l'Année européenne de l'environnement. La France, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne ont refusé les normes de pollution proposées par la Commission pour les voitures de petite cylindrée, tandis que la RFA, les Pays-Bas, la Grèce et le Portugal ont réclamé des normes plus contraignantes.

Quant aux émissions de dioxyde de soufre et d'oxyde d'azote produites par les centrales thermiques, c'est la Grande-Bretagne seule qui a bloqué l'accord. Elle refuse que les normes proposées par la Commission s'appliquent aux centrales dépassant 50 mégawatts, ce qui obligerait à de coûteux aménagements sur un parc de centrales vieillissantes, fonctionnant avec un charbon très soufre. La Grande-Bretagne souhaite un seuil de 100 mégawatts. Les ministres se sont séparés en se félicitant des résultats de l'Année européenne de l'environnement, tandis que Greenpeace déployait une banderole pour protester contre l'inertie des Européens.



Société

Après le rapt et la mort du jeune homme en Haute-Savoie

Les enquêteurs recherchent l'assassin d'Hervé Tondu dans l'entourage de la victime

LYON
de notre bureau régional

« Séquestration en vue de préparer ou de faciliter la commission d'un crime, extorsion de fonds et assassinat », c'est sous cette triple qualification que M. Jacques Lacombe, procureur au tribunal de grande instance de Thonon-les-Bains (Haute-Savoie), a ouvert, lundi 21 mars vers 18 heures, une information judiciaire sur l'enlèvement et le meurtre d'Hervé Tondu, dix-neuf ans, enlevé près d'Annemasse, dimanche matin, et dont le corps a été retrouvé lundi matin (le Monde du 21 mars). Le dossier a été confié à M. Didier Paris, juge d'instruction, qui a chargé le SRPJ de Lyon et ses antennes d'Amey, Chambéry et Grenoble de continuer l'enquête engagée dès la veille sous l'autorité de M. Jean-Claude Clément, substitut.

Jusqu'à la découverte du corps du jeune homme, lundi vers 8 h 30, dans un chemin de terre du hameau des Traheux, sur la commune de Ruy, à 10 kilomètres de Bourgoin-Jallieu (Isère), les policiers et les parents du disparu s'imaginaient pas une issue aussi tragique pour un rapt aux circonstances déconcertantes.

Il était près de 13 heures, dimanche, lorsque M. Guy Tondu, gérant de la grande surface Intermarché située dans la zone industrielle de Gaillard (Haute-Savoie), entre Annemasse et Genève, reçut une communication téléphonique menaçante à son domicile de Vétraz-Monthoux : « Nous venons d'enlever votre fils Hervé, vous retrouverez sa voiture garée près de chez vous. Ne dites rien à la police, allez à votre magasin prendre la recette de la matinée - on connaît à peu près le montant - et nous vous rappellerons. »

Très inquiet, M. Tondu s'exécute, mais en ouvrant le coffre-fort du supermarché pour y retirer les 350 000 francs en espèces qui s'y trouvent il déclenche par inadvertance un système de télalarme. Au responsable de la société de surveillance qui l'appelle aussitôt, le gérant est contraint d'expliquer le motif de

sa démarche. Dans les instants qui suivent, le vigile alerte le commissariat de police d'Annemasse. Mais il est trop tard pour mettre en place une filature avec une souricière. M. Tondu, qui a reçu de nouvelles « instructions » téléphoniques, est parti déposer l'argent près d'une cabine de téléphone sur la commune de Bonne, distante de huit kilomètres, avec l'espoir de retrouver son fils vivant « dans l'heure qui suit », comme l'ont promis le ou les ravisseurs, qui se sont emparés de la rançon. Cette attente sera vaine, et malgré les efforts déployés aucune piste sérieuse ne pourra être remontée jusqu'au lendemain matin.

Une piste ténue

C'est un octogénaire circulant en 2 CV qui aperçut, lundi matin, un homme vêtu d'un pull jaune et d'un jean, allongé face contre terre en travers d'un chemin creux à dix mètres d'une petite route desservant quelques fermes isolées. Le villaquois, pensant qu'il pouvait s'agir d'un promeneur pris d'un malaise, alla chercher l'adjoint au maire, qui lui-même alerta les gendarmes de la compagnie de Bourgoin-Jallieu. Des papiers retrouvés dans une poche permirent l'identification immédiate. Hervé Tondu avait été tué d'une ou deux balles de petit calibre (vraisemblablement de 22 long rifle) dans la nuque, tirées à bout touchant.

Certains indices permirent aux enquêteurs, qui utilisèrent un détecteur de métal pour rechercher - en vain - des douilles, d'estimer que le jeune homme avait été « exécuté » sur place sans que ses tueurs aient pris la précaution de dissimuler son corps dans le profond fossé voisin.

Malgré les quelque 150 kilomètres qui séparent le lieu de l'enlèvement de celui, présumé, de l'assassinat, ce qui peut laisser supposer que les ravisseurs meurtriers avaient une base de repli dans l'Isère ou dans l'agglomération lyonnaise, les circonstances de la demande de rançon et de l'enlèvement en plein jour et en zone suburbaine - Hervé Tondu, qui était étudiant et occasionnelle-

ment employé à Intermarché, était venu le matin même travailler sur le système informatique du magasin - font penser que le crime a été commis par des familiers de la victime.

C'est vers les salariés (une vingtaine) ou les anciens salariés du supermarché ainsi que vers l'entourage du jeune homme (décrit comme sérieux et travailleur) que se sont orientés les premiers recherches des quarante enquêteurs mobilisés. Ils disposent déjà d'une piste ténue mais intéressante, grâce aux témoignages de voisins de la famille Tondu qui, dimanche matin, avaient remarqué une R5 de couleur blanche immatriculée dans le Rhône qui avait stationné longuement à proximité des lieux du rapt avec, à son volant, un jeune homme brun et mince mesurant, semble-t-il, moins de 1,70 mètre.

Le corps de la victime, qui a été transporté à l'Institut médico-légal de Lyon, devait être autopsié mardi matin.

et ROBERT BELLERET
et JEAN-CLAUDE ORCEL

M. Pandraud : « Il ne faut jamais céder au chantage »

Un cours d'une conférence de presse réunie, lundi 21 mars, à Blois pour la pose de la première pierre du nouveau commissariat de la ville, M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité, a évoqué l'enlèvement et l'assassinat d'Hervé Tondu. Dans une « affaire crapuleuse », a estimé le ministre, « il ne faut jamais céder au chantage ».

« Ma première préoccupation est de compter avec la douleur des parents », a ajouté M. Pandraud, en précisant : « Nous mettrons tous les moyens en œuvre pour trouver les coupables », et en demandant aux proches de victimes d'enlèvement de « la signaler aussitôt à la police ». « On ne discute pas avec les criminels », a-t-il conclu.

Trois membres du GAL devant les assises

L'un des accusés met en cause la DGSE...

PAU

de notre envoyé spécial

Trois hommes, Jean Labade, Patrick de Carvalho et Roland Sampietro, comparaissent depuis lundi 21 mars devant la cour d'assises des Pyrénées-Atlantiques composée de sept magistrats siégeant sans jurés. Ils ont à répondre d'attentats revendiqués par le GAL (Groupe antiterroriste de libération) et perpétrés au printemps de 1984 contre des réfugiés basques.

Les deux premiers sont accusés du meurtre de Javier Perez de Arana, tué par un motard le 23 mars, alors qu'il prenait de l'essence dans une station-service de Biarritz. Le deuxième attentat, plus spectaculaire, avait eu lieu dans une rue de la même ville, trois mois plus tard. Une bombe placée sur une moto avait explosé le 15 juin au passage de deux Basques espagnols. Un seul devait en réchapper ; l'autre, Tomas Perez Revilla, décédait quelques semaines plus tard. De nombreux passants avaient été blessés.

La police judiciaire appréhendait, quelques heures après, les trois hommes qui sont aujourd'hui au banc des accusés. Avertie par un correspondant anonyme de leur possible appartenance au GAL, elle les suivait depuis plusieurs semaines, si bien que trois policiers se trouvaient à quelques mètres de la moto piégée.

Fuite en Espagne

Si aura fallu cependant quatre ans pour que ces affaires viennent enfin devant la justice. Les dossiers étaient clos depuis longtemps. Mais il manquait le personnage essentiel : Jean Labade, trente-huit ans, agent immobilier, recruteur de mouvement et présenté comme une sorte de « parrain » français du GAL. Selon l'accusation, c'est lui qui était en relation avec les commanditaires espagnols. Filé par des policiers, il avait été vu, au mois de mai, à la frontière non loin d'Hendaye, en compagnie de personnes venues à bord d'une voiture qui, après une longue enquête, s'avérait appartenir au commissariat de Bilbao (le Monde du 9 mai 1985).

A l'audience, Labade a reconnu, pour la première fois, qu'il avait rendez-vous ce jour-là avec des policiers espagnols. Mais c'était, selon lui, pour négocier l'achat d'un appartement. Pourtant, sa maîtresse le charge. Elle dit l'avoir accompagné à plusieurs reprises à Iru, où il rencontrait ces mêmes « correspondants ». Labade lui aurait même

confié, le 23 mars 1984, qu'il devait aller « récupérer l'homme de l'attentat », celui qui venait de tuer Perez de Arana.

Remis en liberté par la chambre d'accusation de Pau - arrêt que devait annuler la Cour de cassation, - Labade s'enfuyait en Espagne, puis au Portugal, où il recrute un commando de tueurs. Le « contrat » est même « authentifié » par la présence à ses côtés à Lisbonne de deux Espagnols. Celui qui paie la note du restaurant et de l'hôtel Ritz le fait avec une carte bancaire qui appartient au commissaire Amedeo Fouca de Bilbao (le Monde du 20 avril 1985). En janvier 1986, un Portugais est arrêté à Saint-Jean-de-Luz à la suite de deux attentats revendiqués par le GAL : Paolo Signorelli avoue et donne suffisamment de détails pour faire arrêter au Portugal quatre hommes, dont Labade. Ils seront condamnés dans ce pays en novembre 1987 à trois ans de prison pour complicité dans une entreprise terroriste. Il aura donc fallu que les autorités portugaises acceptent de remettre Labade à la justice française pour que le procès de Pau puisse avoir lieu.

Mais si Jean Labade nie farouchement les faits, son co-accusé, Patrick de Carvalho explique, lui, qu'il a agi dans un « but humanitaire ». Cet ancien membre de la FINUL déclare avoir fait le serment, devant la déposition d'un ami tué dans un attentat à Beyrouth, de vouer sa vie à la lutte contre le terrorisme. Et il raconte ceci : « J'ai été contacté par un certain Hans se disant membre de la DGSE sur lequel j'ai recueilli des renseignements sur les membres de l'ETA réfugiés en France. Un jour, il m'a demandé de passer à l'action. Cet attentat avait pour but de préparer l'opinion française à de futures expulsions ; j'avais donc la bombe pour obtenir un effet spectaculaire mais pas pour tuer. Je regrette qu'il y ait eu mort d'homme ».

Patrick de Carvalho est accusé également du meurtre de Javier Perez de Arana : la fausse carte d'identité qui a servi pour louer le cyclomoteur utilisé par le tueur a été retrouvée en sa possession. Il avait également chez lui une lunette de visée et une carte d'état-major sur laquelle figure un petit village du Pays basque intérieur, où un réfugié basque avait été abattu par un tireur muni d'un fusil à lunette.

Le procès, qui devrait durer jusqu'au 25 mars, verra défiler à la barre une trentaine de témoins. Après quoi on pourra peut-être mieux mesurer si les trois accusés n'ont été que des « informateurs musclés ».

PHILIPPE ETCHEVERRY.

An tribunal de commerce d'Amiens

Pompes funèbres et concurrence

AMIENS

de notre correspondant

Le tribunal de commerce d'Amiens vient de se prononcer sur un litige opposant les Pompes funèbres régionales, concessionnaires du monopole municipal dans cette profession, et les Pompes funèbres de la liberté (ex-Lacière), dont le gérant est M. Devauchelle.

Une annonce passée par cette dernière société dans un hebdomadaire d'annonces gratuites, Contact week-end, appelait à « poursuivre la lutte contre le monopole », ajoutant : « Il est indispensable de recueillir vos témoignages (factures abusives, mauvaises qualités des services, abus de position dominante du monopole, services publics plus ou moins bien rendus, etc.), ceci afin de constituer un dossier pour la commission de la concurrence. »

En raison de ce texte, les Pompes funèbres régionales avaient saisi le tribunal de commerce d'une action contre M. Devauchelle pour « concurrence déloyale et inducement fautif ». Pour les avocats des plaignants, M^{rs} Bernard Duminy, du barreau de Paris, et Francis Lecul, de celui d'Amiens, « la critique d'un concurrent doit rester modérée dans son expression [...] L'exercice d'un droit de critique devient dénigrant lorsque l'est utilisé abusivement, c'est-à-dire avec exagération ou dans le seul but de nuire à des tiers et servir ses seuls intérêts ». A quoi M^{rs} Jean Bouly, du barreau d'Amiens, répondait que les Pompes funèbres de la liberté n'avaient pas agi « déloyalement » mais entendaient seulement « s'attaquer à un monopole ».

Le tribunal de commerce a jugé que l'annonce était un acte de publicité déloyale. Il a donc condamné M. Devauchelle à verser 1000 francs aux Pompes funèbres régionales pour le préjudice subi. Le jugement devra être publié dans Contact week-end ainsi que dans un journal à choix des plaignants. M. Devauchelle a fait appel.

Cette affaire se situe dans le cadre de l'harmonisation encore à venir entre la législation française en vigueur et la législation européenne.

MICHEL CURIE.

Un an après l'assassinat de l'avocat

Le comité pour la vérité et la justice dans l'affaire Mécili s'adresse au garde des sceaux

Veuve de l'avocat français d'origine algérienne assassiné le 7 avril 1987 à Paris, M^{me} Annie Mécili a été reçue, mercredi 16 mars, par M. Paul-André Sadon, directeur de cabinet de M. Albin Chalandon, garde des sceaux. Elle était accompagnée de M^{lle} Yves Dechezelles et René Galliot, représentant le « Comité Mécili pour la vérité et la justice dans l'affaire Mécili ». Tous trois sont signataires d'une lettre ouverte au ministre de la justice, dont on lira ci-dessous les principaux passages.

« M^{me} Mécili a été assassinée à Paris, le 7 avril 1987. Immédiatement créé, le Comité Mécili s'est donné pour but de faire éclater la vérité sur cet attentat et d'obtenir justice. C'est non seulement de sécurité qu'il s'agit, mais de l'exercice du droit en France.

« D'avril à septembre 1987, un silence pénible entoure l'action de la justice. Alors que le ministre délégué chargé de la sécurité fait disparaître le principal suspect (Abdelmalek Amelou) et qu'une enquête sur son complice, en Corse, est interrompue. Fin septembre, des informations publiées par la presse recourent l'enquête de police : Ali Mécili aurait été exécuté à la suite d'un « contrat » passé entre des hommes de la sécurité militaire algérienne et le « milieu ». Peut-on douter du crime politique ?

« La vigilance de la justice ayant été surprise, le Comité Mécili appelle au garde des sceaux : pourquoi la partie civile a-t-elle été laissée à l'écart et l'entourage de la victime si peu entendu ? Pourquoi la

partie civile a-t-elle été laissée dans l'ignorance de la mesure d'expulsion (NDR : du principal suspect) et de la motivation de l'urgence absolue ? Pourquoi l'arrêt d'expulsion ne figure-t-il toujours pas au dossier d'instruction ? Pourquoi ce retour en deux temps - et sélectif - de la commission rogatoire ? Pourquoi une commission rogatoire internationale n'est-elle toujours pas décidée pour entendre en Algérie le principal suspect expulsé, ainsi que les membres de la sécurité militaire algérienne mis en cause par l'enquête policière ?

« Nous voulons croire, monsieur le ministre de la justice, que dans la haute fonction qui est la vôtre, vous prendrez toutes les initiatives nécessaires pour que les investigations possibles soient enfin diligentées en France et en Algérie. En particulier : que l'arrêt d'expulsion soit immédiatement porté à la connaissance de la justice, afin que la validité de cette mesure soit examinée et cette dernière annulée si elle entretient la légalité ; qu'une commission rogatoire internationale soit enfin requise et mise à exécution, d'autant que les autorités algériennes s'engagent que la France accorde si peu de crédit à leur volonté de contribuer à ce que la lumière soit faite.

« Il est arrivé, dans le passé, de voir que, dans des affaires graves, le raison d'Etat ait tenté d'entraver le cours de la justice.

« Dans une telle affaire, nous voulons croire [...] que, finalement, il sera fait en sorte que la justice soit servie d'une façon propre à inspirer le respect. »

« Comité Mécili, pour la vérité et la justice dans l'affaire Mécili, 14, rue de Naussoul, 75015, Paris.

Pour trafic d'armes avec l'Iran

Un responsable d'une filiale italienne de la société Luchaire arrêté à Venise

M. Luigi Corsi, administrateur de la société italienne Consar, filiale de la société française Luchaire, a été arrêté et écroué, lundi 21 mars, à Venise (Italie), sur mandat du juge vénitien Felice Casson. M. Corsi a été inculpé de trafic international d'armements. Des documents saisis par la police dans les locaux d'un groupe d'étudiants khmériens résidant en Italie, le « groupe Abedi », ainsi que dans les bureaux d'une société de navigation irannienne, l'Islamic Republic of Iran Shipping Line, mettraient en cause la filiale du groupe Luchaire. Plusieurs mandats d'arrêt auraient été délivrés.

L'arrestation de M. Corsi intervient après la visite en France, la semaine dernière, du juge Casson venant comparer son dossier à celui du juge Michel Legrand, chargé à Paris des poursuites liées à l'affaire Luchaire. Plusieurs informations faisant état des ventes d'armes à destination de l'Iran, après 1986, via l'Italie et d'autres pays européens, avaient été récemment publiées, notamment dans le Nouvel Observateur et dans l'Express. Après un article paru, le 19 mars, dans ce dernier hebdomadaire, la société Luchaire avait rendu public un communiqué démentant de « très graves contrevenances », relevant d'une « intention de malveillance ». Luchaire y annonçait son intention de porter plainte contre l'Express et d'agir de même contre « tous les organes de presse écrits ou parlés diffusant des informations erronées ou à caractère malveillant ».

LE BILAN DU SEPTENNAT



7 ANNÉES QUI ONT MARQUÉ LA FRANCE

ÉDITÉ PAR **Le Monde**

156 PAGES CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ARTS

Une exposition et un « Catalogue raisonné » Rouault, le misanthrope peintre

On redécouvre Rouault, dessinateur de premier ordre et peintre puissant. Il était temps.

Ambroise Vollard, le marchand de tableaux, avait d'autres ambitions et de plus élevées. Il se voulait écrivain, et le continuateur de Jarry. Il écrivit donc ses « Réincarnations du père Ubu », dont on aurait oublié jusqu'à l'existence si Vollard le galeur n'avait suggéré à Vollard l'éditeur d'illustrer les œuvres de Vollard le littérateur et de s'adresser pour cela à Georges Rouault.

Rouault se mit au travail à partir de 1918, commença par des esquisses à l'encre et à la gouache, en tira eaux-fortes et gravures sur bois et fit si bien qu'il se vit le livre — qui ne parut cependant qu'en 1932. Ce sont les esquisses, à peu près inconnues jusqu'à ce jour, que révèle une exposition (1) qui démontre si bien que Rouault mérite d'apparaître comme l'un des novateurs les plus singuliers de son

temps et comme l'un des pères de l'expressionnisme.

Ses dessins pour Ubu décrivent une humanité affligée et tourmentée de pères et de martyrs, de filles plus publiques qu'il ne convient, et d'hommes disloqués aux faces sinistres. Mais, plus que sa misanthropie définitive, peut-être surprenante de la part d'un proche de Léon Bloy, la technique picturale qui l'exalte a de quoi passionner. C'est que l'on trouve, employés avec une maîtrise d'autant plus sensible qu'elle s'allie à la rapidité d'exécution, tous les procédés qu'ont popularisés depuis les expressionnistes, et même l'expressionnisme abstrait. Des anatomies réduites à d'épais traits d'encre noire, de la chorégraphie du pictogramme allusif et des dissonances de couleurs, Rouault a fait son vocabulaire personnel. Sans croire nécessaire d'écrire le format, sur des papiers quelquefois de la taille d'une enveloppe ou d'un petit carnet, il trace d'un geste sa forme.

Rouault serait-il, mieux que quelques-uns de ses contemporains,

l'un des vrais précurseurs de la peinture moderne, et l'un des seuls à pouvoir souffrir la comparaison avec la peinture renaissante ? Cet héritier de Daumier et de Moreau a renouvelé son art par l'archaïsme, et d'une manière plus radicale que les expressionnistes allemands. Il serait peut-être temps de replacer Rouault dans l'histoire de l'art contemporain et de reconnaître en lui un dessinateur hors du commun.

Peintre à l'huile moins séduisant

Rouault peintre à l'huile sur toile est parfois moins séduisant. Il empâte si vigoureusement que la peinture tourne au bas-relief. On peut préférer les toiles où Rouault a su ne pas reprendre sans cesse son œuvre et la laisser dans un inachèvement qui le sert plus qu'il ne lui nuit. On le vérifie dans le Catalogue raisonné de l'œuvre peint, de Georges Rouault, qui vient de paraître (2). Ce grand travail à quatre mains, celles d'Isabelle Rouault, fille de l'artiste, et celles de Bernard Dorival, apporte absolument tout ce que

l'on attend d'un ouvrage de ce genre : le classement chronologique, périlleux à établir dans bien des cas, le classement thématique, les reproductions des œuvres naturellement, et un commentaire historique très complet qui précise dates, événements et influences, ce dernier point étant le plus instructif comme le plus difficile.

Ainsi dotées de l'instrument nécessaire à leur développement, les études rouaultiennes — comment dire ? — ne peuvent manquer de prendre de l'ampleur. On pourrait pour commencer organiser une exposition rétrospective en hommage à un artiste qui mérite assurément de figurer parmi les « classiques » du vingtième siècle.

PHILIPPE DAGEN.

- (1) Galerie Gobbi, 79, rue du Faubourg-Saint-Honoré, jusqu'au 31 mars.
(2) J. Rouault et B. Dorival, Catalogue raisonné de l'œuvre peint de Georges Rouault, deux volumes, 360 et 310 pages, texte français et anglais, 2.568 illustrations, éditions André Sauret.

Léon Zack à Orléans

La large rétrospective Léon Zack (1892-1980) présentée au Musée des beaux-arts rompt le silence (officiel, s'entend) qui semblait s'épaissir depuis la disparition du peintre. L'attitude de ce dernier, sa modestie et sa discrétion, son refus de se plier aux caprices de la mode, y sont sans doute pour quelque chose.

Or, et l'exposition actuelle le démontre une fois de plus, réparée sur près de trois quarts de siècle, toute cette œuvre lutte contre l'oubli, et pas seulement celle que revivifie la vogue dérisoire des années 50 — une décennie, il est vrai, magnifiquement représentée sur les cimaises orléanaises, lorsque l'artiste, s'étant lentement dégagé de la figuration, s'attarde sur des formes géométriques qui contiennent son lyrisme, et les quitte comme à regret pour trouver une jouissance gourmande à s'ébrouer dans la matière. Ainsi, telles compositions de 1952, de 1954-1955, font surgir des ombres de clairs accords chromatiques ; telle, de 1957, plaque sur les ocres des harmonies mineures ; telle autre, ardente, de 1958, rougeole. Mais toute la palette contribue à la féerie de l'ensemble.

Enfin libéré des ressemblances, des vents de Drouot va vivre est-il alors au sommet de sa trajectoire ? Disons un des sommets et passons à l'étape suivante... après un retour au point de départ.

Car, respectueux d'un parcours chronologique, David Ojalvo, conservateur des musées d'Orléans, a tenu à faire la part belle à la période figurative, peut-être pour rassurer et apprivoiser un public réticent. A commencer par cet éton-

nant autoportrait de 1908-1909, exécuté à Moscou à l'âge de seize ans. Sa maîtrise, Léon Zack l'a tôt acquise : l'attestent entre autres le portrait de M^{me} Zack (1917), puis, une fois installé à Paris après une errante éducation européenne, maintes œuvres abouties. Exemples : la fantomatique Charrette (1926), de la période des « perspectives exagérées » ; Le Repos des moissonneurs (1931), de la période « néo-humaniste ». Déjà l'expressionnisme prend le dessus, doté d'une tête démesurée la Vierge de l'Annonciation (1939). Les Personnages au bord de la mer (1942-1943), d'une vie angossante, sont-ils les derniers témoins d'un génie qui, orienté malgré lui vers la déformation, laissait de quoi assoier une réputation solide, lorsque, peut-être l'épreuve de la guerre aidant, une nécessité intérieure l'a forcé à tout remettre en question ?

Avec Vierge et Enfant (1946), décomposés en losanges et en triangles, visages compris, on le surprend en train de se forger un nouveau langage. Qui s'affirmera, s'affinera, s'allégera, s'abimera dans des gouffres de lumière et de transparence. Pendant les vingt dernières années de sa vie, les plus glorieuses, Léon Zack multipliera, soumettra à des variations infinies les volutes, les torsades, les taches, les nébuleuses en des teintes de plus en plus fascinantes, subtiles, diaphanes dans leurs mouvements ascensionnels. En plein ciel.

JEAN-MARIE DUNOYER.

* Musée des beaux-arts, place Sainte-Croix, Orléans. Jusqu'au 2 mai.

COULISSES

Une commande contestée

En réponse à une question, François Léotard a confirmé au cours d'une conférence de presse, le 15 mars, qu'un projet de monument commémorant la Déclaration des droits de l'homme avait été confié à l'artiste britannique Ian Hamilton Finlay. Or cette commande, déjà annoncée le 9 mars (voir l'article de F. Edelmann dans le Monde du 11 mars) soulève quelques difficultés. Finlay a été en effet rendu célèbre par des œuvres qui trahissent un goût très prononcé pour le III Reich, ainsi que par une correspondance suivie avec Albert Speer, qui fut l'architecte favori d'Adolf Hitler. Rien de tout cela ne semble le prédisposer à célébrer les droits de l'homme. Une commission, réunie à l'initiative de Dominique Bozo, a récemment jugé peu désirable la mise en œuvre de ce projet, qui devrait être réalisé à Versailles, dans les jardins de l'hôtel des Menus Plaisirs, lieu même de la déclaration. En dépit de cet avis, consultant il est vrai, et de l'émotion que cette affaire suscite, le ministre a cependant choisi de maintenir sa décision initiale.

Déjà 7 millions pour le La Tour

En annonçant officiellement l'ouverture de la souscription pour l'acquisition de Saint Thomas de Georges de La Tour (le Monde du 19 mars), M. Olivier Chevrillon, directeur des musées de France, a précisé que 7 millions étaient déjà réunis. En effet, 2 millions de francs ont été offerts par l'association des Amis du Louvre, somme à laquelle il faut ajouter 5 millions de francs légués par une donatrice. Ce qui porte à 26 millions la somme qu'il faudra rassembler jusqu'au 30 avril, date de clôture de la souscription pour l'achat du tableau, dont les propriétaires demandent à la France 32 millions de francs.

La collection Thyssen à Madrid

Les aventures de la glorieuse collection Thyssen continuent. On a appris, vendredi 18 mars, que le baron avait accepté qu'une partie des toiles qui étaient jusqu'ici exposées à Lugano (Suisse) soient prêtées à l'Espagne et présentées à Madrid. Mais de manière temporaire : pour dix ans, selon Javier Solana, ministre espagnol de la culture, qui a précisé que la collection serait installée dans

le palais de Villahermosa. Ces déclarations mettent un terme, peut-être provisoire, à ce qui était devenu depuis près d'un an une véritable intrigue à rebondissements.

Le baron Thyssen étant entré en conflit avec les autorités helvétiques, qui refusaient de participer à l'agrandissement des galeries de la villa Favarita, son épouse, elle-même de nationalité espagnole, a su rallier le célèbre collectionneur à une solution machinée qui avait paru d'abord hautement singulière. Il semble que l'Office fédéral suisse de la culture ait été pris au dépourvu par la soudaine résolution du baron.

LIVRES

Le post-impressionnisme

Depuis 1956, date de sa première édition à New-York, le Post-Impressionnisme, de John Rewald, n'a cessé d'être un ouvrage de référence, et même presque le seul sur une période si foisonnante et contradictoire qu'elle effraie les historiens. John Rewald, dont on connaît les biographies de Cézanne et de Seurat, composait à un panorama amples des années 1885-1895 qui n'a pas été égalé depuis, quand même textes et œuvres ont fait l'objet de nouvelles analyses. Cette chronique très complète de la peinture fin de siècle d'Angrand (Charles) à Vuillard (Edouard) avait été traduite en français en 1961. C'est dire que l'acquiescement du miracle ou de l'entreprise de longue haleine. La nouvelle édition, en deux volumes de format « poche », avec notes, cahiers d'illustrations, remise à jour et bibliographie qui ne date que de 1978 — un moindre mal — vient enfin combler ce vide. Fort bien. On espère seulement qu'il ne faudra pas attendre un quart de siècle de plus pour une troisième édition. Car son style, oh l'actuelle serait promptement épuisée.

Ph. D. * John Rewald, Le Post-Impressionnisme, Échelle, collection « Fariel », deux volumes, 306 et 466 pages, 54 F et 62 F.

RECTIFICATIF. — Le récit du pianiste Georges Piudermacher a lieu le mardi 22 mars à la salle Gaveau et non au Théâtre des Champs-Élysées, comme nous l'avons annoncé par erreur dans le Monde d'hier.

Débat avec Arrabal. — Arrabal mène des débats avec le public de son spectacle la Traversée de l'empire au Théâtre de la Colline, les 23, 24 et 25 mars, après la représentation.

MODE

Collection automne-hiver

Traditionnellement, ce sont les couturiers qui font les derniers jours à la semaine du prêt-à-porter : Lacroix a présenté le luxe et Chanel ses classiques.

Chanel, Agnès B Christian Lacroix

« On ne peut pas être sweet et drôle à chaque fois », confiait humblement Karl Lagerfeld à la sortie du défilé Chanel prêt-à-porter hiver 1988-1989. Pas de décor ni de mise en scène, juste 163 modèles pour « redéfinir » le style de la rue Cambon. Bel exercice de style. Les pigs se sont envolés avec les minijupes et les colifichets présent moins lourd. On revient à la ceinture-chaîne dorée, au triple ras-du-cou en perle. Les folats de rire se sont fondus en hommage au sport-chic (le caban de cuir chocolat), aux matières parisiennes (les tailleurs de tweed coupés main, les jupes de « belle grille »), aux soirs de rendez-vous. Madame ne s'exhibe plus dans les lieux bruyants et reçoit chez elle, en pantalon fluide noir et blouse de satin à colletterie d'organza brodée de picot blanc... A minuit sans doute, elle réchauffe son tee-gown ou sa longue robe de crêpe ivoire toute drapée (environ 15 mètres de tissu...), d'un chandail à torsades repérées... Emouvant comme le parfum d'un sac de dame, mais assez fort pour résister aux modes. Quel de plus contre qu'une bottine garbée dans le même lainage que son tailleur ?

Dans le temps et hors du temps, il y a aussi Agnès B, chez qui l'on voit des femmes en Chanel venir faire des emplettes avec leur fille habillée d'un parfait, d'un tee-shirt rayé et d'un caleçon noir. « Je n'ai pas envie de m'obliger à faire des vêtements spectaculaires pour en faire un spectacle », dit la styliste qui, cette année, a renoncé à organiser un défilé. Elle présente l'hiver 1988-1989 dans sa galerie de la rue du Jour. Les photos ressemblent déjà à des photos de famille. Car son style, c'est d'abord un style de vie. Un basique aimable parcouru par les carvas du moment : une capuche de enka à doubleur métallisée, un veston rose, un tailleur en ottoman de laine noire... Et puis, surtout, des tenues dont l'about principal est de se faire oublier. Loin du théâtre des tendances, avec ses blousons-fifre et ses cardigans-pressions, Agnès B marque la rue, l'époque : 155 millions de francs de chiffre d'affaires réalisé en France en 1987, une trentaine de boutiques ouvertes en douze ans (dont quinze au Japon). « La mode, dit-elle, c'est comme un caillou dans l'eau... »

Après sa première collection « diffusion », Christian Lacroix présente son prêt-à-porter « luxe ». Le vrai luxe des soies chamarrées, des velours, du cuir mordoré, des fourrures-vision pour de grandes marches et de petits parlements au col des tailleurs stricts. Le luxe, c'est le raffinement des couleurs en trompe l'œil qui se jouent l'une de l'autre, se fondent ou s'affrontent.



Baba 88 - Lacroix diffusion

Le luxe, c'est l'harmonie des proportions entre le buste grêle et les jupes tournoyantes.

Points communs avec la diffusion, cette silhouette coquette, l'éclat des couleurs, le goût du jeu.

Et même, on a l'impression que Christian Lacroix s'est vraiment amusé avec la diffusion. La collection est juste presque sage : lignes princesse, fourreaux fluides, manteaux trapèzes, faciles à porter en somme — si on a les moyens. Mais même si on n'a pas vingt ans et les jambes de Marilène. Elle serait sage la collection, sans la joie d'habiller les corps, le clin d'œil aux fausses hippies couvertes de bijoux dorés sur des assemblages psychédéliques, à côté de tapisseries dix-huitième siècle, aux teintes passées.

Point commun entre diffusion et luxe : la vitalité.

VENTES

Les modernes à Drouot

Pendant encore quelques jours, l'hôtel de Drouot va vivre au rythme de la peinture moderne, de 1840 à nos jours. A mi-parcours, certaines tendances présentes au lendemain du krach boursier se confirment. Les œuvres de grande qualité contiennent à trouver acquiescent, alors que d'autres plus médiocres, sont de plus en plus souvent délaissées. Le marché des post-impressionnistes — Lebourg, Le Sidaner, Guillaumin, Martin, Lebasque ou Loiseau, — qui avait connu un essor remarquable ces deux dernières années, semble aujourd'hui se tasser. Seuls quelques tableaux ont échappé à la règle. Gustave Loiseau est sans doute celui qui s'en sort le mieux : la Rivière, Le Vaudreuil a été adjugée 500 000 francs sous le marteau de M^{re} Briest. Un tableau d'Henri Lebasque, Femme lisant au jardin, a été vendu 450 000 francs, et le Jardin de la maison à Gennevilliers, une huile d'Henri Le Sidaner, 650 000 francs.

En revanche, l'école de Paris d'avant-guerre — Dufy, Van Dongen, Vlaminck, Utrillo et Oguiss — a franchi une nouvelle étape dans son ascension. Un puissant tableau fauve : Paysage, de Vlaminck, a été acquis par un Japonais à 3 200 000 francs. Peintres fauves également, mais aussi de la vie mondaine et insouciance de l'entre-deux-guerres, Dufy et Van Dongen ont connu leur heure de gloire. Un Dufy, les Mannequins de Poiret aux courses, est parti pour 2 400 000 francs à un étranger, alors que le Plongeon (1906), adjugé 2 200 000 francs par M^{re} Loudmer, restera en France. Un Van Dongen,

Deauville, a été vendu près de 3 millions de francs, soit trois fois son estimation.

Les cotes des peintres abstraits de l'après-guerre — l'école de Paris toujours — montent régulièrement depuis deux ans. Celles de Poliakoff et de Harung, notamment, mais aussi celles de Lansky et de Charbonne, qui, moins connus, restent à des prix encore abordables. Les rares œuvres de Charbonne présentées au cours des « temps forts » n'auront pas dépassé les 100 000 francs. Jean-Michel Atlan sera sans doute la révélation du lot après avoir, dans certains cas, quadruplé son estimation et atteint 620 000 francs.

Période bleue, cubisme et les années Jacquelin auront été évoqués à travers sept tableaux de Picasso. Le Couple, une huile exécutée à Barcelone à la fin du siècle dernier et vendue 3 100 000 francs, ira peut-être rejoindre son pays d'origine. Les surréalistes, enfin, avec deux tableaux de Dalí, Bataille au-dessus d'un paysage et le Triomphe du tourbillon, qui ont été respectivement adjugés à 6 millions de francs et 1 155 000 francs. Le premier s'envolera vers le Japon, l'autre vers la Suisse.

« Le marché de l'art est un long fleuve tranquille », dira maître Loudmer à l'issue d'une vente réussie. La stabilité du marché devrait confirmer pour cette année les bons résultats obtenus en 1987.

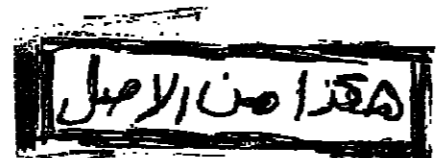
ALICE SEDAR.

* Le 18 mars dernier, à Drouot, un sac Daumier, les Sédiments, a été vendu à un acheteur étranger pour la somme record de 5 millions de francs.

A l'Académie des sciences morales et politiques. — L'Académie des sciences morales et politiques a élu, lundi 21 mars, deux correspondants dans la section générale : M. Giovanni Agnelli en remplacement de M. Daniel de Rougemont, décédé le 6 décembre 1985. Né le 12 mars 1921, M. Agnelli est entre autres président du groupe industriel Fiat, de la Juventus, de la fondation Fiat France-Institut de France.

Recherchons pour film et long métrage un garçon de 12 - 13 ans et une jeune fille de 13 - 14 ans. Envoyer photos et coordonnées à P.C.C., B.P. 218 75264 PARIS CEDEX 06 Région parisienne uniquement

Pendant que Londres brûle... SAMMY ET ROSIE s'envoient en l'air. UN FILM DE STEPHEN FREARS



مقداد من الاصل

Culture

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

THEATRE NATIONAL de l'OPERA Salle FAVART Jeudi 24 Jeudi 31 20 h (p.a. Valmalié)	LE 24 : QUINTETTA A VENT DE PRAGUE REUHA, FOERSTER KREJCI, JANACEK le 31 : JOSEF PALENIČEK avec Neuf Solistes de l'Orch. Nat. Opéra JANACEK
EGLISE LA MADELEINE Lundi 28 mars 20 h 30 Loc. Agence PÉRISSIER 6, pl. Madeleine (p.a. Valmalié)	J.-S. BACH PASSION selon SAINT JEAN Chœur et orchestre BACH de FURSTENBERG Dir. : HORST STEGEMANN
BASILIQUE Ste-CLOTILDE 28 bis, r. Les Carmes, 7 ^e Lundi 28 mars 20 heures Loc. Inst. Nouri 121, r. de Lille 47-05-85-99 FRICATEL 43-98-48-48 3 FRAC (p.a. Valmalié)	Coproduction 7^e festival Instruments anciens néerlandais BACH PASSION SELON SAINT MATHIEU Ch. et orch. baroque solistes Néert, Bach Dir. : Jos Veen
THEATRE ATHÉNES L-JUVET Lundi 28 mars 20 h 30 (p.a. Valmalié Opéra et concert)	VELDHOVEN ROSALIND PLOWRIGHT Geoffrey PARSONS Piano SCHUBERT - STRAUSS VERDI - RACHMANINOV

PRINTEMPS DES ARTS DE MONTE-CARLO

PRINCIPALITE DE MONACO Du 1 ^{er} au 24 avril 1988	OPERA « IL PITTOR PARIGINO » de Cimarra (16-17/4) réalisation mondiale RÉGATALES Alfred Bruniel (16/4) Renata Scotto (23/4) MUSIQUE DE CHAMBRE L'Asa Florissanta dir. W. Christie (11/4) J.P. Bouvier - H. Barthe (18/4) Danzon Orlandi (13/4) J.-P. Walker - P. Barbant (18/4) ORCHESTRE F. LISZT de BUDAPEST (24/4) MUSIQUE SYMPHONIQUE ORCH. PHILHARMONIQUE DE MONTE-CARLO dir. L. Foster Kobal et S. Labega (11/4) ORCH. RADIO-SYMPHONIQUE DE BERLIN Dir. E. Chilly (20/4) DANSE Ballets de Monte-Carlo (2-4/4) THEATRE « Voyage au bout de la nuit » de Céline, par F. Lucchial (11/4) JEU DES SOLISTES M. Di Giacomo, soprano (19/4) M. Seligmann, piano (16/4) J. Pevora, violon (23/4) CINEMA Films d'Opéra (1-24/4)
--	--

CINÉMA

« Bienvenue au paradis », d'Alan Rudolph

Difficile bonheur

Quitté par sa fiancée, un gentil garçon, Mike Shea (Timothy Hutton), se noie en tentant le sauvetage d'une automobiliste accidentée. Il y gagne le paradis et l'amour d'Annie l'angélique (Kelly McGillis), qui est envoyée en mission sur terre. Désespoir de Mike. Un haut fonctionnaire du paradis, touché par ses plaintes, accepte de le laisser lui aussi retourner chez les mortels. Il lui donne même trente ans pour retrouver Annie et vivre avec elle le bonheur éternel. Trente ans, c'est beaucoup. Pas tellement. Car d'urgence en urgence, Mike devient Elmo s'égaré, tandis qu'Annie, devenue Ally, se trompe d'amour.

Le scénario rappelle la légende d'Orphée et Eurydice, et toutes les comédies américaines où les couples se cherchent entre ciel et terre. Le paradis évoque Walt Disney, le sentimentalisme rose et sucré des contes pour enfants. Mais le personnage d'Emmett, le fonctionnaire transgressant les règles, est ambigu. Il se fait le destin d'une histoire mélancolique, légèrement amère. Bien sûr, il faut entretenir le suspense : à plusieurs reprises, Elmo et Ally sont sur le point de se rencontrer et passent l'un à côté de l'autre. Mais Alan Rudolph s'intéresse à leurs vies parallèles, dans une Amérique qui, elle, ne ressemble pas au paradis, où l'on s'essouffle, où l'on risque de se perdre dans la quête du bonheur. Moment bouleversant : Mike-Elmo, est pris en stop par ses vieux parents, et la ressemblance avec le fils noyé le pousse à offrir au garçon une trompette. Grâce à la musique, le film bascule. Le temps aussi. Bien qu'il ait dû satisfaire à une commande (en particulier pour les effets spéciaux des scènes paradisiaques), Alan Rudolph confirme par le rythme urbain, les éclairages étranges, les atmosphères nocturnes et les symboles, le fantastique social dont il a fait un style très personnel dans *Choose Me* et *Wanda's Café*.

JACQUES SICLER.

● Festival du film pour enfants. — Pour la troisième fois, Alençon accueille depuis le lundi 21 le Festival international du film pour enfants sous l'égide de la ville d'Alençon, de la Fédération des œuvres laïques de l'Orne, du Centre national du cinéma et du Centre de développement culturel d'Alençon. Au programme, vingt-six longs métrages et vingt courts métrages, parmi lesquels des œuvres danoises et chinoises. La compétition porte sur onze films inédits.

MUSIQUES

« Mort du jazzman Gil Evans, dont le nom est lié à Miles Davis, est mort le 20 mars à Mexico. Il était âgé de soixante-quinze ans.

« Svelte, souple, un sourire d'enfant et le visage d'un sage sans âge, un bandeau pour tenir ses longs cheveux blancs, cet air malicieux et réveur à mi-chemin entre Laurent Figou et Andy Warhol, Gil Evans n'arrivait pas à faire ses soixante-quinze ans. Sa musique non plus, d'ailleurs, bien qu'elle en eût la tendresse tranquille. On ne se fait pas à sa mort.

Les musiciens de jazz, sans exception, on les reconnaît à leur son et à leur phrasé, cette diction de l'âme. Gil Evans, de son vrai nom Ian Ernest Gilmore Green, on le reconnaît aux autres : à la façon dont il les faisait jouer. Il avait une manière inimitable de les sortir d'eux-mêmes, de les mettre hors d'eux sans colère. Il ignorait l'auto-rité, l'amour seulement.

Seul dans la communauté des musiciens, où il faisait l'unanimité, il était, il faut bien le dire, peu célébré aux États-Unis. Éternellement fauché d'un bout à l'autre d'une vie à la petite semaine, fils de mineur d'origine australienne qui commença sa tournée des villes minières par Toronto, où il est né le 13 mai 1912, Gil Evans vint d'achever une carrière ininterrompue d'adolescent musical par un disque superbe avec

Mort du jazzman Gil Evans La liberté en actes

Helen Merrill, trente ans après leur première rencontre : par des virées en France avec le big band de Laurent Cugny ; par un enregistrement avec l'Orchestre national de jazz ; par un duo avec Steve Lacy dont la sortie est imminente ; et par quelques concerts, lété dernier en Italie, avec Sting. Ce mélange résume assez bien sa carrière : une attitude sans précipitation, juste dictée par le plaisir et l'amitié.

Ses rendez-vous avec Charlie Parker, dont il a partagé un moment de vie, avec Armstrong à cause de son imprésario, avec Lester Young ou Jimi Hendrix, ne sont simplement pas enregistrés : c'est tout et c'est rien.

Ce qu'on ne saura jamais, c'est à quel moment de son premier orchestre (1933-1938) et qu'il l'entre compta « arranger », l'étrange mot, chez Claude Thornhill. A la parenthèse près de son séjour à l'armée (1943-1946), il reste auprès de lui de 1941 à 1948. C'est là qu'il affirme son sens de l'écriture et qu'il le porte à une étrange audace feutrée. Personne n'aura su à ce point, après Duke Ellington, qui le tenait pour son orchestrateur préféré, écrire pour les autres : « Le seul arrangeur aux États-Unis, qui sache noter une phrase exactement comme le soliste devrait le jouer ».

A New-York, à la fin des années 40, son appartement devient, pour les musiciens, un lieu de réunion où les inconnus qui l'y retrouvent réinventent le jazz. En quelques séances expédites pour la

marque Capitol, en 1949, il signe avec Miles Davis, Gerri Mulligan, Johnny Carisi, Lee Konitz, John Lewis, J.J. Johnson et quelques autres *Birth of the Cool*. Renaissance essentielle sans nul bruit ni fureur. La plus douce des révolutions. Un modèle pour le monde des hommes sans musique... Ce fut donc un flasco.

Gil Evans a alors attendu Miles Davis, qu'il venait en somme d'inventer, pendant huit ans. Il joue dans les mariages et les bars. Quand ils se retrouvent en 1957, c'est pour célébrer sans histoire des notes de génie. *Miles ahead, Fory and Jess, Sketches of Spain*, ces disques historiques ont également confondu les puristes et les réveurs aux mains nues. Miles et Gil ont inventé ensemble le jazz pour ceux qui savent et le jazz pour ceux qui pensent ne pas l'aimer.

Avec des hauts et des bas, des déceptions ou des manifestations éclatantes, Gil Evans a fini alors par venir à un orchestre à organisation variable. De Cannonball Adderley à David Sanborn, de Wayne Shorter à Mike Stern, tout un chacun a fini par s'y succéder. Comme en un collage ouvert et en un workshop interrompu. De toute façon, il n'y avait qu'à y gagner, pour les solistes comme pour les autres. Gil Evans obtenait, sans même l'exiger un mélange inédit de rigueur et de spontanéité, pour laisser finalement son écriture se détendre au point de devenir une simple suggestion modale. Sur scène, l'orchestre sem-

blait comme on studio et la musique venait à l'improviste. Dès la première mesure : la liberté en actes, le jeu, l'amour et le hasard.

Il ne trouvait pas la vie ingrate ni le jazz essouffé. Il y a des gens ainsi faits qu'ils aiment aimer. Ce qu'il savait, c'est que le public préfère aux changements de son (Parker, Lester Young, Miles ou Coltrane) le confort : « C'est vrai, disait-il récemment à *Jazz-Magazine*, nous sommes tous victimes du terrible confort de l'habitude. Le confort, c'est la principale drogue du monde. Nous souffrons tous d'un excès de confort au détriment de la passion ». Quand est venu le temps de l'électroacoustique, au début des années 70, c'est sans surprise qu'il a fait siens les synthétiseurs et les attitudes claviers : comme s'il les attendait.

Absolute Beginners et la Couleur de l'argent : il venait de composer la musique de ces films dont les titres ne lui ressemblent guère. À sa façon, lui qui aura commencé vers la quarantaine, ce qui en jazz n'est pas la règle, ou tout au plus tardif précoce. Il lui reste donc tout le temps pour être découvert par le public. L'éternité ne sera pas trop lointaine.

FRANCIS MARFANDE.

● Discographie. Gil Evans et Helen Merrill, Collaboration C. D. Emarcy, 834.205-2.

● France-Culture diffuse jusqu'au 25 mars, de 20 heures à 20 h 50, « Gil Evans, toutes les couleurs d'un big band », dans la série « Le rythme et la raison ».

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

Diseurs de riens

1 Née coiffée !

Il ne restait plus grand-chose dans nos pauvres mémoires de la Fontanges, cette jeune maîtresse de Louis XIV, morte à vingt ans d'un cancer, dans l'abbaye de Port-Royal où elle exploitait ses brèves amours. Peut-être, pour les amateurs de chevalerie féminine, une façon de se coiffer qui n'est plus tellement dans le vent même si c'est le vent qui l'a soulevée. C'est en effet lors d'une partie de chasse à Marly où elle avait galopé à corps perdu au côté de son roi que la future duchesse de Fontanges inventa la fontange sans le faire exprès comme elle fit toute chose dans sa brève existence.

« Sa capeline finit par s'envoler avec le souffle du vent. Elle releva ses cheveux bouclés dans une sorte de chignon et les attacha haut sur la tête avec un ruban dont elle laissa pendre les bouts », nous raconte Claude Grimmer dans son roman-documentaire *Mon Tout, mon roi : la Fontanges (1661-1681)*. Mercure de France, 95 F. Louis XIV, dit-on, fut charmé de retrouver chez Marie-Angélique — oui, elle avait même un prénom de feuilleton télévisé ! — sa tête de lit : comme si elle venait de se lever, de sortir de ses bras. Les gentilshommes de la suite s'exaltèrent. Et le lendemain, à la promenade, toutes les dames de la cour étaient coiffées comme elle. « Nous portons des fontanges et la mode nous vient d'un bel ange. »

Cette mode dura plus de vingt ans et fit le tour de l'Europe. Les dictionnaires consultés compliquent un peu les choses si l'on n'a pas devant les yeux une gravure, un tableau de l'héroïne. Dès qu'ils se mettent à parler de la morture de lait qui supporte des ornements de toile et de dentelle qui se tiennent bien droits sur la tête, le tout étant séparé par des rubans et des boucles de cheveux des poches, on a tendance à ne plus rien voir du tout, c'est l'un des charmes de la précision ! Les plus lettrés ont retenu de cette Marie-Angélique d'Escorailles le mot de François Timoléon, abbé de Choisy dans ses *Mémoires pour servir à l'histoire de Louis XIV* : « Belle comme un ange, sorte comme un panier ! »

Plus que Marie-Angélique, l'abbé de Choisy mériterait le détour. D'abord, il est mort vieux pour l'époque : à quatre-vingts ans (1644-1724) ce qui est une façon de voir du pays. Ensuite, il a eu une existence assez cocasse. Débauché, joueur dans la première moitié de sa vie, il manqua mourir au bord de la quarantaine. D'abbé pour rire, il devint sérieusement chrétien et publia des *Dialogues* où l'immortalité de l'âme ne faisait plus de doute. Son « génie du christianisme » avant la lettre n'est pas la meilleure partie de son œuvre, mais quelle abondance ! Une traduction de l'*Imitation de Christ*, des *Pensées chrétiennes*, une *Histoire de l'Eglise* en onze volumes lui valurent, avant le ciel et ses anges, le paradis sur terre : l'Académie quarante-trois ans. Pendant la querelle, qui divisa une fois de plus la France en deux, des Anciens et des Modernes, il fut du côté des Modernes avec Fontenelle et Perrault. Dès son enfance le futur abbé s'habillait en fille. On peut dire que sa vocation religieuse commença par l'habit.

Cette façon de paraître de la robe au pourpoint ne le quitta jamais tout à fait. Pour de plus amples détails, on peut lire les *Aventures de l'abbé de Choisy habillé en femme*. Ce livre

ainsi que les *Mémoires* ont été réédités, il y a quelques années, par G. Mongrédi, au Neveu de France. C'est la partie la plus connue de son œuvre. Avec son *Journal du voyage au Siam*, Timoléon, remis de sa maladie pour remercier le Dieu des chrétiens de l'avoir sauvé s'était embarqué pour le Siam avec l'intention de convertir le roi thaï dont la capitale était alors Ayuthia au nord de Bangkok. Le royaume, du temps de Choisy, était prospère. Le sac d'Ayuthia par les Birmans, ennemis héréditaires des thaïs, n'aura lieu qu'un siècle plus tard, en 1767.

D'Alembert (je pique ce détail à Niderst, qui s'est occupé de l'abbé dans le dictionnaire *Bordas des littératures*), fera la remarque que Choisy dans son *Journal du voyage au Siam* a l'air de faire la conversation avec son lecteur. En ce sens, il préfigure les romanciers anglais du XVIII^e siècle. C'est le modernité de Choisy. Il passe sur ce qui est connu et ne s'attache qu'aux détails. La Bruyère le détestait. Il l'a décrit avec férocité dans ses *Caractères* au chapitre De la cour sous les traits de Théodote. « ... Il est fin, cauteux, doucereux, mystérieux, il s'approche de vous et il vous dit à l'oreille : « Voilà un beau temps ; voilà un grand dégel. » « Si n'a pas les grandes manières, il a du moins les toutes petites, et celles même qui ne conviennent guère qu'à une jeune précieuse. Imaginez-vous l'application d'un jeune enfant à élever un châteaude cartes ou à se saisir d'un papillon : c'est celle de Théodote pour une affaire de rien, et qui ne mérite pas qu'on s'en remue ; il la traite sérieusement, et comme quelque chose qui est capital ; il agit, il s'empresse, il se fait résister... ». « *Diseurs de riens* ! », disait déjà à Mauriac, la mère de François !

D'Alembert (je pique ce détail à Niderst, qui s'est occupé de l'abbé dans le dictionnaire *Bordas des littératures*), fera la remarque que Choisy dans son *Journal du voyage au Siam* a l'air de faire la conversation avec son lecteur. En ce sens, il préfigure les romanciers anglais du XVIII^e siècle. C'est le modernité de Choisy. Il passe sur ce qui est connu et ne s'attache qu'aux détails. La Bruyère le détestait. Il l'a décrit avec férocité dans ses *Caractères* au chapitre De la cour sous les traits de Théodote. « ... Il est fin, cauteux, doucereux, mystérieux, il s'approche de vous et il vous dit à l'oreille : « Voilà un beau temps ; voilà un grand dégel. » « Si n'a pas les grandes manières, il a du moins les toutes petites, et celles même qui ne conviennent guère qu'à une jeune précieuse. Imaginez-vous l'application d'un jeune enfant à élever un châteaude cartes ou à se saisir d'un papillon : c'est celle de Théodote pour une affaire de rien, et qui ne mérite pas qu'on s'en remue ; il la traite sérieusement, et comme quelque chose qui est capital ; il agit, il s'empresse, il se fait résister... ». « *Diseurs de riens* ! », disait déjà à Mauriac, la mère de François !

2 Visites aux paysans du Centre

Ce qui m'a le plus séduit dans cette histoire de Claude Grimmer qui est Fontanges par sa mère et donc — pourquoi pas ? — lointaine descendante de Marie-Angélique, c'est le documentaire, autrement dit le Cantal, puis-que Marie-Angélique d'Escorailles est née en 1661 au château de Cropières, près de Raulhac et de Vic-sur-Cère. C'est une région que Claude Grimmer connaît bien puisqu'elle y est née et que son premier livre d'historienne a pour titre « *Vie au Aurillac au XVIII^e siècle* (PUF). C'est sans doute elle qui a été à l'origine de ce colloque d'histoire, du juin 1985, qui tourna autour du Migrant et où Emmanuel Le Roy Ladurie, André Burguière, Edgar Morin, Roger Girard, parmi d'autres, sont intervenus.

La communication de Claude Grimmer, qui portait sur les Juifs et Italiens dans l'Auvergne du XVIII^e siècle était pleine de saveur. Les Italiens « passent » assez bien. On a une certaine considération pour leur côté artiste. Dans le bâtiment, on a besoin d'eux. « A Aurillac, les Italiens sont peints, ils font les portraits, décorent les salons, donnent des leçons aux écoliers pour apprendre à dessiner. » Ils sont également chirurgiens et ils ont le main. Et puis, ils sont catholiques, ce qui est déjà une façon de s'intégrer. Les juifs, on s'en doute, ne font pas l'unanimité ! Ils viennent d'Avignon. Et par la force des choses ce sont des marchands. « Ils vendent de la soie, de la

dure (petits bijoux), du drap. » Des pétitions circulent et sont envoyées à l'intendant.

Que leur reproche-t-on ? De vendre leurs marchandises sur-démesurément du prix courant. De casser les prix. De négocier d'une façon déloyale. Ce qu'ils vendent, ce sont des objets volés. Enfin, ils sont juifs, ce qui en dit assez. L'intendant, lui, qui est pour la liberté des prix venait d'un assez bon œil ces juifs qui favoriseraient la concurrence... Ayant passé mon enfance, c'est-à-dire les meilleures années de ma vie, dans le Cantal, et cela d'autant plus que ces années-là étaient des années-ouest, puisque c'était les années d'Occupation où il aurait fallu être vraiment mauvais coucheur pour s'ennuier, je ne me suis pas fait pour quand je fus invité par la ville d'Aurillac, son député et maire, M. René Souchoin et l'éditeur de *Mon Tout, mon roi*, à poser mes pas dans ceux de la Fontanges.

L'avion seul aurait déjà valu le déplacement. Un Nord-207 ou je ne sais plus quoi qui, parti d'Orly-Ouest à 19 h 30, vous dépose, une heure trente-cinq après à Aurillac-Tronquières. C'est presque aussi dépressant que de prendre l'Orient-Express. C'est vraiment un avion à la Mermoz ou celui de Malaise dans le Temps du mépris. Pas d'alcool pour vous réconforter. De l'eau, un jus d'orange ou de thé. J'ai pris du thé. En six ans de Cantal, je n'aurais pas trouvé moyen, tant les zones étaient épuisées, d'aller jeter un coup d'œil sur le château d'Anjony à l'extrémité du promontoire de Tourmeire. Avec ses quatre tours de 40 mètres de hauteur, ce châteaudeau, qui date du XV^e siècle, est superbe. On est reçu par un charmant et malicieux marquis, toujours d'Anjony, et sa famille.

Comme ils ont su conserver leur maison et comme on souhaite que cela dure ! A quelques kilomètres de là, comme il n'y a pas de culture en France sans récompense, mes compagnons d'aventure et moi nous nous sommes arrêtés dans une ferme-restauration où nous avons dévoré une omelette aux champignons et tous les produits cultivés ou élevés sur place. Façon savoureuse chez ces jeunes paysans de transformer les difficultés de l'heure (l'écoulement du lait) en réussite.

3 Père et fils suite

Vous lirez, je crois, avec plaisir la suite que Gérard Guégan a donnée à son *Père et fils* (Grasset) qui date de 1977, sous le titre le plus bonhomme du monde, *Père et fils suite* (Ramsay, 89 F.). Dans ce roman, *Ulysse*, le plus jeune fils de Nicolas va avoir sept ans, l'âge de raison, dans trente-six jours exactement. C'est ce qui se passe pendant ce laps de temps dans la maison de campagne où il se trouve que Nicolas est dévotement « soborné » par son fils. Gérard Guégan tire la forme et c'est toujours amusant de lire un bon roman qui va vite. A ce propos Patrick Besson, est idiot de faire un procès à Guégan, de lui à réclamer de l'argent pour un article qui ne lui a pas plu. Je me demande où Besson va chercher ses manières. Quand on a du talent et que l'on écrit beaucoup, ce qui est, en général, le cas de Besson et de Guégan, ce n'est pas les moyens qui manquent de s'expliquer sans autre forme de procès. Sur mon dos, par exemple.

CHATELET

THEATRE MUSICAL DE PARIS

15 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES
DU 31 MARS AU 20 AVRIL

Aniouta

BALLET DE L'OPERA DE RIGA
EKATERINA MAXIMOVA
VLADIMIR VASSILIEV

INFORMATIONS 22 23 30 00
LOC. PAR CORRESPONDANCE : 2, RUE EDGAR DOLLMÈRE 75001 PARIS
PAR TÉLÉPHONE : 22 23 30 21 - 200 21
AUX CARRES 12 JOURS A L'AVANCE - PLACE DU CHATELET DE 11 H A 19 H
PAR TELEPHONE : 22 21 00 85 DE 11 H A 19 H SAUF DIMANCHE

AUDITION DE CHŒURS SUPPLÉMENTAIRES TOUTES CATÉGORIES

27, 28, 29 AVRIL 1988 À 9H30 ET 14H A L'OPÉRA-COMIQUE
DATE LIMITE D'INSCRIPTIONS : 25 AVRIL

RENSEIGNEMENTS UNIQUEMENT PAR COURRIER :
REGIE DES CHŒURS
THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA DE PARIS
8, RUE SCRIBE 75009 PARIS

Communication

Face à la concurrence des chaînes privées

Antenne 2 mise sur la fiction française

Il n'y a pas de justice ! Les responsables d'Antenne 2 le ressentent aujourd'hui douloureusement. L'audience ? Volage et frivole. Les critiques ? Artificielles, suivistes, pleines de contradictions. « C'est simple, remarque Jean Rouilly, directeur général adjoint d'Antenne 2, on reproche à la chaîne le tout et son contraire : Phédye à 20 h 30 et les Jeux à 12 heures ; le départ d'une poignée de vedettes et notre fidélité à l'égard de nos vraies stars ; nos innovations... et l'absence d'innovations... »

On objectera qu'une attention exagérée vaut mieux qu'indifférence ; que la sévérité du jugement est à la mesure des responsabilités d'une chaîne de service public. Et que la discrétion du PDG, le flou de la politique des programmes et l'absence d'orientation précise ont donné d'Antenne 2 l'image d'un radiateur au milieu des rapides du Colorado. Or, voici qu'Antenne 2 plaidait l'indulgence... et le temps et qu'un discours se forme qui revendique un pari et explique des choix.

« Ne nous jugez pas sur le court terme, implore Jean Rouilly. Le vrai rendez-vous est septembre ; dans un paysage audiovisuel assés clarifié, notre politique de fiction portera ses premiers fruits et la qualité, vous le verrez, finira par triompher. » Car Antenne 2 a choisi. Aux variétés de la Une, aux séries américaines de la Cinq et de M6 elle préfère la fiction nationale, investit dans la création et fonde sa politique sur la production lourde : 195 heures de téléfilms et de séries en 1987, 215 en 1988, soit 40 % d'augmentation du budget fiction (dus à une dotation exceptionnelle) ayant permis d'opter pour du « haut de gamme ».

« Cela ne peut se faire sans risque, explique Jean Rouilly, car, contrairement aux chaînes qui achètent des produits en conserve, nous commandons des projets sur papier en pariant sur la qualité de nos partenaires, le talent d'un scénariste, la renommée d'un acteur. » Une politique coûteuse, risquée et qui exige du temps. « Mais tous les indices concordent, commente Jean

Rouilly : quelle que soit l'offre concurrente, la fiction française est le produit le plus à même de remporter les suffrages du public. »

Des indices ? D'abord la bonne tenue du policier français du dimanche soir programmé pour faire face à quatre films de cinéma ; le succès de la série romanesque du lundi soir, mise en compétition avec cinq longs métrages ; enfin, la résistance honorable de la série française du vendredi soir placée avant « Apostrophes » et surtout face à Jean-Luc Lahaye sur TF 1.

« Voyez, sourit M. Rouilly, le risque est calculé. A 2 devrait se tailler un tiers de part de marché, et TF 1, qui a fait de la gonflette et mené une politique de rendement immédiat, ne peut que baisser. Les stocks s'épuisent vite, elle devra à son tour commander... »

En attendant son rendez-vous avec le grand public, A2 parvient, fière d'être la seule chaîne à offrir trois fois par semaine une fiction française originale à 20 h 30. Et d'annoncer pêle-mêle ses grands projets en cours : de grandes séries littéraires ou historiques (Jeanne d'Arc, le Grand Secret, Camille

Claudiel, Mère Teresa, les Grandes Familles, Chouans...), des œuvres romanesques (La Belle Anglaise, la Vierge en carton, la Vie en coulisses...), des collections de policiers (Maigret, le Gorille, Super Polar, Coplan), des comédies et feuilletons légers (Maguy, bien sûr, et une poignée de séries du même genre jusqu'à présent peu pratiqué en France) et une série de programmes divers coproduits avec les six partenaires d'Antenne 2 dans le Groupe européen de production.

« Un téléfilm américain coûte 400 000 francs ; une fiction française haut de gamme peut atteindre 4 à 6 millions de francs, souligne encore M. Rouilly. Il faut donc trouver des partenaires, jeter des ponts avec le cinéma et faire appel aux plus grands talents. » Un partenariat également avec FR 3 ? « La synergie est naturelle et la coopération se fait spontanément, souligne le directeur adjoint de la Deux. Mais, de grâce, qu'on n'essaie pas d'institutionnaliser ces liens ! Le projet de holding est le type même de la fausse bonne idée. Pour moi, ce serait signer l'arrêt de mort du service public. »

ANNICK COJEAN.

La SEPT, partenaire de TV 5

La SEPT, chaîne culturelle à vocation européenne, va faire son entrée dans le GIE - groupement d'intérêt économique - Satellimages, qui regroupe les partenaires français de l'unique télévision francophone par satellite, TV 5. Cet accord permettra à TV 5 d'élargir sa programmation en puisant dans le stock d'émissions produites par la SEPT, comme elle le fait déjà avec TF 1, Antenne 2 et FR 3.

Ce rapprochement, préparé par deux réunions interministérielles (le Monde daté 28-29 février), a été, pour l'instant, jusqu'à la fin, comme le suggère M. Michel Péricart dans son rapport sur « La politique audiovisuelle extérieure de la France ». Les deux partenaires ont, en effet, manifesté leur opposition à cette idée. Le conseil d'administration de la SEPT a souhaité, vendredi

18 mars, que ce « rapprochement ne puisse en aucun cas remettre en cause la vocation fondamentale de la SEPT, qui est de réaliser, avec le concours de partenaires européens, une chaîne culturelle dont la diffusion s'étende, grâce au satellite TDF 1, à la plus grande partie du continent européen ».

Les responsables de TV 5, de leur côté, soulignent que « cette collaboration ne remet nullement en cause les missions de leur chaîne, vitrine de la francophonie en Europe et bientôt au Canada », puisqu'une version nord-américaine de cette télévision sera lancée en juin prochain. Le conseil d'administration de Satellimages a, par ailleurs, porté, mardi 21 mars, à sa présidence, M. Jean-Jacques Célière, qui était déjà directeur général du GIE et secrétaire général de TV 5.

Premier éditeur européen de la vente par correspondance

Hachette acquiert les éditions Rombaldi

Dans l'attente de la décision du conseil d'administration de la maison d'édition américaine Grolier, sur laquelle il a lancé une offre publique d'achat la semaine dernière, le groupe Hachette poursuit ses acquisitions. Il a racheté, le 18 mars, les éditions Rombaldi à La Redoute, qui les contrôlait depuis 1977. Rombaldi, dont le chiffre d'affaires est de l'ordre de 140 millions de francs, existe depuis 1920 et diffuse par correspondance des albums et des fiches, principalement axés sur la bande dessinée, en accord avec des éditeurs comme Dargaud, Dupuis ou Casterman. Le déficit de Rombaldi, estimé à 60 millions de francs (le Monde du 12 février), a été assaini par La Redoute avant la vente.

Le rachat de Rombaldi va permettre au Livre de Paris, filiale d'Hachette, de détenir la première place européenne dans le domaine de la vente par correspondance de livres, d'albums et de fiches, et dans celui de la vente directe, hors du système des clubs de livres. Le Livre de Paris regroupe les marques Hachette, Quillet, Rombaldi, ainsi que la licence d'exploitation des albums de Walt Disney. Pour le groupe de M. Jean-Luc Lagardère, ce rachat correspond « au souci d'affronter avec la meilleure position possible le marché unique de 1992 » et permet « de nouvelles possibilités de développement avec La Redoute ».

(Publicité)

CABLES ET SATELLITES EN EUROPE : ENJEUX ET STRATEGIES

L'I.N.A. organise un nouveau voyage d'étude européen de 19 jours, d'avril à juin 1988 (1 semaine par mois), en Grande-Bretagne, Belgique, Hollande et R.F.A.

Il s'adresse aux professionnels de l'audiovisuel, collectivités locales, prestataires de services, techniciens, etc., concernés par le développement des réseaux câblés en France et souhaitant faire le point sur ces médias en Europe à l'horizon 1992.

(Renseignements au 48-75-80-18 ou 48-75-80-77).

Ancien président du directoire du « Matin »

M. Didier Tourancheau directeur du personnel de « Libération »

M. Didier Tourancheau, ancien président du directoire et directeur de la publication du Matin de Paris jusqu'à la mise en liquidation du titre en janvier, entrera au quotidien Libération, le 28 mars, au poste de directeur du personnel. Agé de trente-quatre ans, M. Tourancheau a débuté au service commercial d'EDF-GDF en 1975 avant de devenir responsable du service juridique de la CFDT Paris en 1980. Expert juridique du comité d'entreprise du Matin de Paris jusqu'en juin dernier, il a fait partie du groupe des « Dix », ces salariés qui avaient racheté le titre en août dernier et l'ont dirigé jusqu'à son dépôt de

bilan en janvier. L'entrée à Libération de M. Tourancheau s'inscrit, selon la direction de ce quotidien, « dans le cadre de l'amélioration de tous les outils et structures de gestion du journal ».

Le service étranger de Libération accueillera pour sa part son nouveau chef, Dominique Garraud, en avril. Agé de trente-sept ans, Dominique Garraud est chef-adjoint du service juridique de l'Agence France Presse (AFP) après avoir été en poste en Mauritanie, à Téhéran et à Varsovie. Il remplace Marc Kravetz, nommé grand reporter auprès de la rédaction en chef.

Le cinéma a perdu 30 millions de spectateurs en 1987

Les chiffres publiés par le Centre national de la cinématographie (CNC) le confirment : 1987 restera une « année noire » pour le septième art en France. La fréquentation (132,5 millions d'entrées) a chuté l'an dernier de 18,2 % et les recettes des salles (3,25 milliards de francs) ont baissé de 14,7 %. La désaffection du public a touché tout particulièrement les films français qui n'attirent plus aujourd'hui que 35,5 % des spectateurs (contre 43,8 % pour les longs métrages américains). La chute de la fréquen-

tation a, en effet, été plus sévère en 1987 pour les films français (-33,1 %) que pour ceux d'outre-Atlantique (-18,3 %).

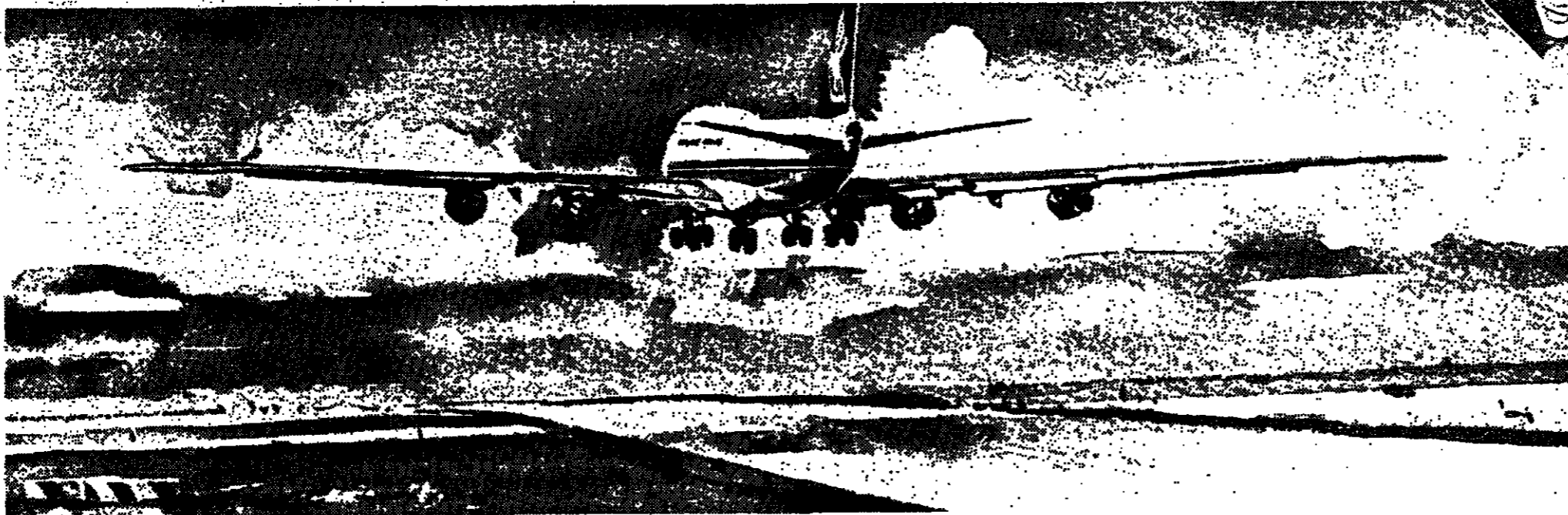
Toutes les régions françaises ont été touchées par cet effondrement. C'est à Paris que la baisse est la plus faible (-12,8 % pour la fréquentation et -8,3 % pour les recettes) et à Bordeaux et dans la « grande région parisienne » qu'elle est la plus forte (-23,5 % à -23 %).

La mort de Sammy Simon

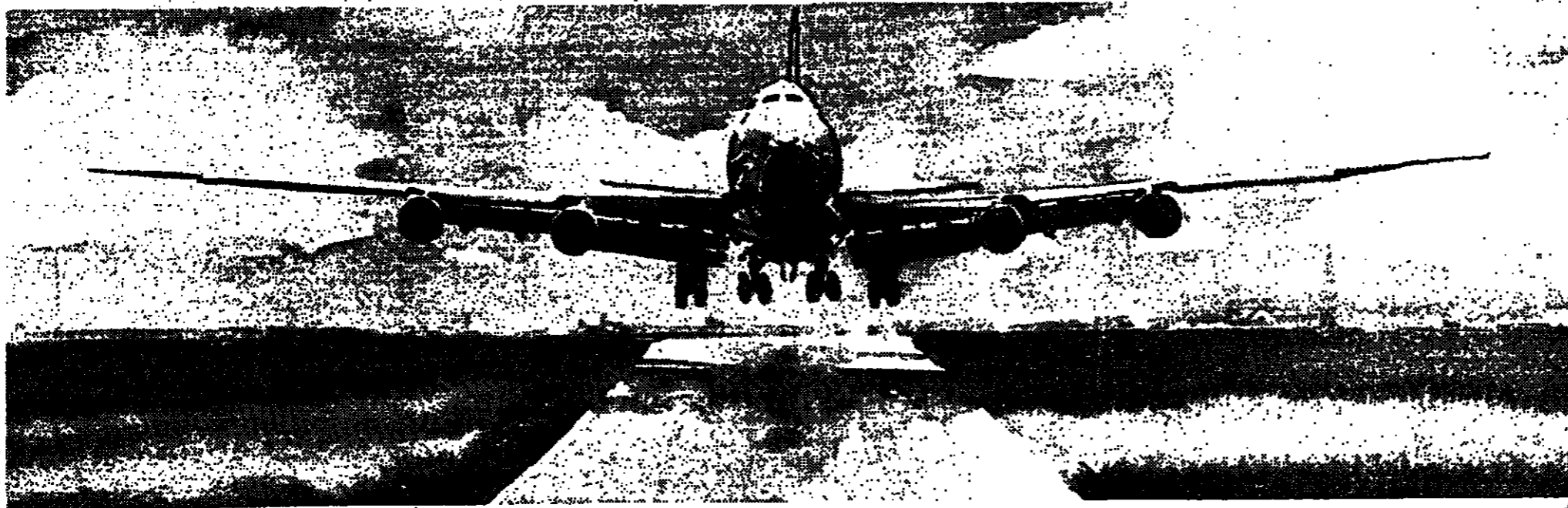
Samy Simon, dont le Monde du 18 mars a annoncé le décès à l'âge de quatre-vingt-deux ans, avait choisi le journalisme après avoir fréquenté les poètes de Montparnasse. Chroniqueur et reporter, durant l'entre-deux-guerres, dans diverses stations privées de radio (Poste-parisien, Radio-Luxembourg, Radio-37), il était entré à la Radiodiffusion d'Etat où il assura notamment, pendant l'exode de 1940, des reportages sur le repli du gouvernement de Paris à Bordeaux.

Après la libération, il a effectué pour la RTF de grands reportages radiophoniques (enquêtes à travers le monde, cérémonies officielles, rencontres diplomatiques) où s'exprimait sa culture servie par son talent d'improvisateur.

SINGAPORE AIRLINES ANNONCE SON DEPART D'ORLY



ET SON ARRIVEE A CHARLES DE GAULLE.



A partir du 27 mars 1988, Roissy-Charles de Gaulle devient le nouvel aéroport de Singapore Airlines.

SINGAPORE AIRLINES
Les Merveilleux Voyages.

مكتبة من الاصل

مقداد الزامل

Le Carnet du Monde

Naissances

Chantal MEYER-PLANTUREUX,
Jean FLANTU,
Cécile et Julien,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Clement,

né le 20 mars 1988.

— Sybille BETHEMONT
et Bénédicte VILLEDEU

ont la joie d'annoncer la naissance de

Anna,

Limoges, le 15 mars 1988.

Décès

— Nancy Atger, née Falloir,
son épouse,
Dominique et Agnès Atger,
Gabrielle, Alexis, Marc,
Philippe et Florence Atger-
Rochfort,
Fasciel et Marie-Aude Atger-Sallé,
ses enfants
et petits-enfants,
Les familles Atger, Baccoust, Foulain,
Gueffou, Falloir, Betz,
La paroisse réformée de l'Annoncia-
tion,
ont la grande tristesse de faire part du
rappel à Dieu de

Daniel ATGER,
pasteur de l'Eglise réformée de France,
le dimanche 20 mars 1988, dans sa
soixante-cinquième année.

Le service religieux sera célébré en
l'Eglise réformée, 19, rue Cortambert,
le mercredi 23 mars, à 10 heures.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité
familiale à Druelle (Drôme), le 24 mars.

« Je sais que mon Rédempteur est
vivant... »
Job. XIX, 25.

Les dons en fleurs peuvent être trans-
formés en dons pour le Centre d'action
sociale protestant, CCF 4995-24 S.

5, rue Lokain,
75016 Paris.

(Né le 20 mai 1922, à Ivry, dans l'Arche,
où son père était lui-même pasteur, Daniel Atger
a été successivement pasteur dans la Vierge, en Al-
sace, en Indochine, à l'Institut Pasteur de Paris
et à Lyon, avant d'être nommé à Paris à la paroisse
d'Annoncia-tion (1967). Le pasteur Atger
avait été élu à la présidence de la Conférence
des pasteurs de France, et avait été élu à la
présidence de la Conférence des pasteurs de France,
de la Fédération protestante de France, membre
du groupe des Dombes, à deux occasions.
C'est à lui qu'est attribué l'ouvrage de prédication
de son père, « Je sais que mon Rédempteur est
vivant... ».)

— Après une lutte courageuse de
quatre années contre le cancer,

Marie-Antoinette BERGER,
née Vadot,

a été rappelée à Dieu, le mardi 15 mars
1988, dans sa soixante-quatrième
année, à l'Hôpital américain de Neuilly,
après avoir reçu les sacrements de
l'Eglise.

Son mari :
Pierre Berger, 6, rue de Bagatelle,
92200 Neuilly-sur-Seine.
Ses enfants et petits-enfants :
Bruno et Bernadette Berger-Carton,
Nicolas, Adeline, Cyrille,
2174 les Poissons, 92400 Courbevoie,
Marine et Marc Vidard, Cécile,
Marine,
24, avenue Pasteur, 63400 Chamalières,
Marie-Brigitte Berger,
6, rue de Bagatelle, 92200 Neuilly-sur-
Seine,
Vincent et Ross Berger-Lina de Albu-
querque,
Maria-Ignaz, Pierre-Estévo,
3, rue du Regard, 75006 Paris.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi
18 mars, à Cheilly-lès-Maranges
(Saône-et-Loire), dans l'intimité du vil-
lage qu'elle aimait.

Une messe sera célébrée à son inten-
tion, le vendredi 22 avril, à 18 h 30, en
l'église Saint-Louis-Sainte-Isabelle,
place de Bagatelle, à Neuilly-sur-Seine.

Les personnes qui auraient souhaité
envoyer des fleurs pourront adresser des
dons à la Ligue nationale française
contre le cancer.

— Nous apprenons le décès,
survenu à l'âge de soixante-cinq ans, de

M. Bertrand DAUVERGNE,
conseiller honoraire
à la Cour de cassation.

(Né le 23 juin 1912 à Lavel (Mayenne),
M. Bertrand Dauvergne était entré dans la
magistrature en 1937 après avoir été avocat
à Rennes. Juge d'instruction à Saint-Brieuc
(1941), procureur de la République à Lan-
cres (1947), c'est cependant à Paris que ce

STERN
GRAVEUR
depuis 1840

Réalisations de prestige
Cartes de luxe

le prestige de la gravure
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 42.36.94.48 - 45.08.86.45

magistère affirmé une personnalité dans les
différents postes qu'il occupa et la conduite
des affaires dont il eut à connaître. Magis-
trats instructeur en 1957, il fut le chef de
l'administration judiciaire départementale qui fut
par la suite intégrée au ministère de la Justice.
Il fut nommé à l'École Nationale de la
Magistrature en 1962, il était normal l'année sui-
vante conseiller à la Cour d'appel de Paris,
grade qui l'amena à présider la Cour
d'appel. Les turbulences qui accompagnèrent
la fin de la guerre d'Algérie, y compris
dans l'organisation judiciaire, le conduisirent
aux fonctions de procureur général près la
Cour de cassation de l'Est de 1965 à 1970.
Nommé conseiller à la Cour de cassation, il
siégea tout naturellement à la chambre ori-
ginale jusqu'à son départ en retraite en
1971.

Entre-temps, il avait occupé, en 1977, le
poste de président du Haut Tribunal des
Régions, puis de président du Conseil
supérieur de la magistrature.
Rappelons que M. Dauvergne, le 7 février
1980, fut parmi les quatre magistrats de la
chambre criminelle qui se réunirent pour
des raisons différentes — lorsque la
Cour de cassation se mit à se réunir à la
chambre dite des milieux du Canal
enclavés découverts en... 1973.]

— M. et M^{me} Henri Martinand,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Edmond Uhart
et leurs enfants,
Les familles Darmedra, Tsoukalas,
Adobémar, Sannois, Bussel, Colomb,
Bernard, Lanson et Welter,
parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jeanne DESOCHES,
anciennement
agrégée de l'Université,
professeur honoraire
au lycée Lafontaine à Paris,
survenue le 14 mars 1988, à l'âge de
quatre-vingt-neuf ans.

Les obsèques ont eu lieu en l'église de
Cerdon (01), le jeudi 17 mars.

6, rue Leneveux,
75014 Paris.

— M^{me} Jacques Dominguez,
son épouse,
M. et M^{me} Philippe Dominguez
et Frédéric,
ses enfants et petit-enfant,
M. et M^{me} Pierre Simon
et leurs filles,
Toute la famille,
Le personnel de la Société d'Agences
et de Diffusion du Havre,
ont fait part du décès de

M. Jacques DOMINGUEZ,
survenu le 18 mars 1988, dans sa
soixante-troisième année, au Havre.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mercredi 23 mars, à 14 h 30, en
l'église d'Yport (Seine-Maritime), sui-
vante de l'inhumation dans le caveau de
famille, au cimetière d'Yport.

Le présent avis tient lieu de faire-
part.

22, rue Albert-André-Huez,
76600 Le Havre.

— M^{me} Simon Hochet,
son épouse,
Marie Prager,
sa fille,
Jean-Claude Prager,
son gendre,
Serge et Marie-Nadine Prager,
ses petits-enfants,
M. et M^{me} Aron Wisznicki,
M. et M^{me} Marc Wisznicki
et leurs enfants,
M^{me} Nelly Teyssedre
et ses enfants,
ses beaux-frères, belle-sœur, neveux et
nèces,
M. et M^{me} Bernard Prager,
leurs enfants et petits-enfants,
Et ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

docteur Simon HOCHET,
survenu le 21 mars 1988, à l'âge de
soixante-dix-sept ans, en son domicile à
Paris.

Les obsèques auront lieu le mercredi
23 mars à 16 heures, au cimetière du
Montparnasse, 3, boulevard Edgar-
Quinet, 75014 Paris, où l'on se réunira.

— On nous prie d'annoncer le décès
de

M. Mohammed IMANI,
ingénieur en chef,
ancien ministre des travaux publics
du royaume du Maroc,
jeudi 17 mars 1988.

Allée des Princesses,
Souissi, Rabat.

— Suresnes, Chateaux-Malabry,
Verrières-le-Buisson, Versailles.

**M^{me} Germaine KERNY Meunier-
Delave,**
M. et M^{me} Henri Kerry,
M. et M^{me} Philippe Kerry,
Le général et M^{me} Lazare Tomassin,
ses enfants, leurs enfants et petits-
enfants,
Les familles Marais, Coenguet,
Menager, Jehanne, Grangis,
ont la tristesse de faire part du décès de

Maurice KERNY,
pharmacien général (C.R.)

le vendredi 11 mars 1988, dans sa
quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse et l'inhuma-
tion ont eu lieu à Etal (Morbihan) dans
l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.
14, boulevard Saint-Germain,
75005 Paris.

Villeurbaine-Roux.

M^{me} Edmond Rouvière,
M. Guy Rouvière,
Ainsi que toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès,
survenu à l'âge de soixante-quatorze
ans, de

M. Edmond ROUVIÈRE,
retraité de gendarmerie.

Les obsèques auront lieu le mercredi
23 mars 1988, à 15 heures, en l'église de
la Nativité à Villeurbaine.

Remerciements

— M^{me} Alain Savary,
Nathalie Savary,
Isabelle Savary,
M. et M^{me} Yves Savary
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean-Pierre Savary
et leurs enfants,
dans l'impossibilité de répondre à tous
ceux qui, lors du décès de

Alain SAVARY,
compagnon de la Libération,
ancien ministre,

ont partagé leur peine et rendu hom-
mage à l'homme et à son action, les
priant de trouver ici la marque de leur
profonde reconnaissance.

Soutenances de thèses

— Université Paris-I : jeudi 14 avril,
à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Phi-
lippe Baton : « Le PCF à la Libération.
Stratégie et implantation ».

— Université Paris-III : mardi
22 mars, à 9 h 30, salle Bourjao,
M. Halidou Sen : « Les changements
phonétiques et phonologiques du turc
standard contemporain de Turquie
(parler d'Istanbul) ».

Communications diverses

— Information juive. Numéro de
mars. Spécial 40^e anniversaire de l'Etat
d'Israël (17, rue Saint-Georges, 75009
Paris. Tél. : 48-74-29-87). Le numéro :
15 F.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel
des lundi 21 et mardi 22 mars :
DES ARRÊTÉS

● Du 10 mars 1988 fixant pour
les années 1987 et 1988 les taux
maximaux de calcul du soutien
financier alloué aux entreprises de
production d'œuvres cinématogra-
phiques en application des disposi-
tions de l'article 5-II du décret n° 59-
733 du 16 juin 1959 modifié.

● Du 14 mars 1988 fixant le
montant de la contribution annuelle
pouvant être versée par les
employeurs pour s'acquitter de
l'obligation d'emploi des travailleurs
handicapés, des mutilés de guerre et
assimilés.

● Du 8 mars 1988 fixant à
soixante-cinq le nombre maximal
d'autorisations d'exercice de la
pharmacie accordées à des phar-
maciens étrangers pour l'année 1988.

DES LISTES

● D'admission à l'École militaire
de la Flotte, section officiers de
marine, en 1988.

● Des élèves ayant obtenu le
diplôme d'ingénieur des techniques
de l'équipement rural de l'École
nationale des ingénieurs des travaux
ruraux et des techniques sanitaires
de Strasbourg.

● Des élèves de l'École supé-
rieure d'agriculture d'Angers ayant
obtenu en 1987 le diplôme d'ingé-
nieur en agriculture de cet établisse-
ment.

Fédération des magistrètes

La Fédération des magistrètes
vient de se créer pour regrouper
les étudiants qui suivent cette
formation. Il existe actuellement
soixante-six magistrètes comp-
tant près de quatre mille étu-
diants. Cette fédération veut
être un lien entre l'entreprise et
l'Université.

(Fédération des magistrètes,
70, rue de Grenelle, 75007 Paris.)

Stratégie des entreprises

L'IUT de Paris organise jeudi
24 mars un colloque sur la
« stratégie des entreprises fran-
çaises à l'horizon 1992 ». Ce
colloque sera présidé par

M. Georges Chavanes, ministre
du commerce, de l'artisanat et
des services.

(Institut universitaire de techno-
logie, 143, avenue de Versailles,
75016 Paris. Tél. : 48-24-46-02.)

DEA de musique

L'Université Toulouse
Le Mirail lance à la rentrée pro-
chaine un DEA de musique. Cet
enseignement est ouvert aux
étudiants possédant une ma-
îtrise d'éducation musicale ou de
musicologie, ainsi qu'aux titu-
laires de l'agrégation. Un docu-
ment est exigé pour les candidats
issus des milieux profes-
sionnels.

(Université Toulouse Le Mirail,
5, allée Antonio-Machado,
31058 Toulouse Cedex. Tél. : 61-41-
11-06.)

Communications diverses

— Information juive. Numéro de
mars. Spécial 40^e anniversaire de l'Etat
d'Israël (17, rue Saint-Georges, 75009
Paris. Tél. : 48-74-29-87). Le numéro :
15 F.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel
des lundi 21 et mardi 22 mars :
DES ARRÊTÉS

● Du 10 mars 1988 fixant pour
les années 1987 et 1988 les taux
maximaux de calcul du soutien
financier alloué aux entreprises de
production d'œuvres cinématogra-
phiques en application des disposi-
tions de l'article 5-II du décret n° 59-
733 du 16 juin 1959 modifié.

● Du 14 mars 1988 fixant le
montant de la contribution annuelle
pouvant être versée par les
employeurs pour s'acquitter de
l'obligation d'emploi des travailleurs
handicapés, des mutilés de guerre et
assimilés.

● Du 8 mars 1988 fixant à
soixante-cinq le nombre maximal
d'autorisations d'exercice de la
pharmacie accordées à des phar-
maciens étrangers pour l'année 1988.

DES LISTES

● D'admission à l'École militaire
de la Flotte, section officiers de
marine, en 1988.

● Des élèves ayant obtenu le
diplôme d'ingénieur des techniques
de l'équipement rural de l'École
nationale des ingénieurs des travaux
ruraux et des techniques sanitaires
de Strasbourg.

● Des élèves de l'École supé-
rieure d'agriculture d'Angers ayant
obtenu en 1987 le diplôme d'ingé-
nieur en agriculture de cet établisse-
ment.



CAMPUS

Colère des universités bretonnes

L'UNIVERSITÉ Rennes-II a suspendu ses cours et ses activités
administratives, le 22 mars, pour faire de ce mardi une journée
« université morte ». La 15 mars, c'étaient les scientifiques de l'université
de Brest qui avaient organisé une « Journée fac morte »,
avec le soutien du président de l'établissement et de parlementaires
et élus du Finistère.

A Brest, la grogne des universitaires résulte de l'attitude res-
trictive du ministère de l'enseignement supérieur en matière d'habi-
litation de nouveaux diplômés. L'université avait formulé huit
demandes : deux seulement ont été retenues (licence d'espagnol et
de sciences économiques) ; parmi celles qui n'ont pas bénéficié du
feu vert du ministère figure notamment une licence d'informatique,
qui permettrait plus que justifiée à la plupart des partenaires locaux.
La réaction des Brestoises confirme un sentiment exprimé dans bon
nombre d'universités : la campagne d'habilitation aurait été, cette
année, particulièrement restrictive, souvent peu en phase avec les
demandes des universités et mérités sans concertation.

A Rennes-II, la colère provient de la suppression probable — ou
plus exactement du non-renouvellement — de trois postes d'ensei-
gnants et de cinq postes d'ATOS (personnel administratif et de
services). Dans une université dont le taux d'encadrement est l'un
des plus faibles de France, comme l'a souligné le récent rapport du
Comité national d'évaluation, la moindre suppression de poste est
très durement ressentie : le service de la formation continue de
Rennes-II risque de se retrouver paralysé et une partie des ensei-
gnements de psychologie remis en cause. Peut-on, demandent les
universitaires, à la fois affirmer la nécessité de développer l'ensei-
gnement supérieur et retirer aux universités les moyens de fonc-
tionner ?

G. C.

Fédération des magistrètes

La Fédération des magistrètes
vient de se créer pour regrouper
les étudiants qui suivent cette
formation. Il existe actuellement
soixante-six magistrètes comp-
tant près de quatre mille étu-
diants. Cette fédération veut
être un lien entre l'entreprise et
l'Université.

(Fédération des magistrètes,
70, rue de Grenelle, 75007 Paris.)

Stratégie des entreprises

L'IUT de Paris organise jeudi
24 mars un colloque sur la
« stratégie des entreprises fran-
çaises à l'horizon 1992 ». Ce
colloque sera présidé par

M. Georges Chavanes, ministre
du commerce, de l'artisanat et
des services.

(Institut universitaire de techno-
logie, 143, avenue de Versailles,
75016 Paris. Tél. : 48-24-46-02.)

DEA de musique

L'Université Toulouse
Le Mirail lance à la rentrée pro-
chaine un DEA de musique. Cet
enseignement est ouvert aux
étudiants possédant une ma-
îtrise d'éducation musicale ou de
musicologie, ainsi qu'aux titu-
laires de l'agrégation. Un docu-
ment est exigé pour les candidats
issus des milieux profes-
sionnels.

(Université Toulouse Le Mirail,
5, allée Antonio-Machado,
31058 Toulouse Cedex. Tél. : 61-41-
11-06.)

Médecine

Selon l'OMS

Les séropositifs peuvent exercer des professions à haute responsabilité

La séropositivité due à la conta-
mination par le virus du SIDA est-
elle ou non, en dehors de toute ma-
nifestation pathologique, compatible
avec l'exercice d'une profession à
haute responsabilité ? Selon l'Orga-
nisation mondiale de la santé, aucun
argument sérieux ni scientifique ne
permet d'exclure, pour des raisons
professionnelles, les personnes séro-
positives quel que soit leur type
d'activité.

Au terme d'une réunion organisée
il y a quelques jours à Genève, au
siège de l'OMS, le docteur Jonathan
Mann, responsable du programme
mondial de lutte contre le SIDA à
l'OMS, a assuré aux gouvernements,
aux employeurs et au public que,
« sur la base de données scientifi-
ques actuellement disponibles, les
personnes contaminées par le virus
du SIDA mais en bonne santé
n'ont pas plus de risques d'être
victimes de troubles fonctionnels
que les personnes non infectées ».

Les spécialistes réunis par l'OMS
ont conclu qu'il n'existe « à ce jour
aucune preuve d'une augmentation
des anomalies neurologiques ou
neuropsychologiques chez les per-
sonnes séropositives ».

Le docteur Mann et l'OMS pre-
nent ainsi officiellement position
contre la campagne lancée il y a
quelques semaines en France après
les déclarations du professeur
Michel Boiron, spécialiste de cancé-
rologie à l'hôpital Saint-Louis
(Paris), qui réclamait la mise en
place d'un dépistage de la séroposi-
tivité pour les professions à haute
responsabilité, parmi lesquelles les
pilotes d'avion et les conducteurs de
train (le Monde des 3 et 4 février).
Les déclarations du professeur Boiron
avaient suscité de très vives cri-
tiques dans les milieux spécialisés.

J.-Y. N.
(Lire également page 22
« Le SIDA et les étudiants »
dans « le Monde sciences
et médecine ».)

L'inauguration de l'hôpital Robert-Debré à Paris

Cinq cents petits lits blancs

M. Jacques Chirac a inaugu-
ré, lundi 21 mars, l'hôpital
pour enfants Robert-Debré, à
Paris (19^e). Le premier ministre
a souligné le caractère « profes-
sionnel humaniste de notre sys-
tème de soins », comme le
démontre, à ses yeux, l'architec-
ture originale de ce nouvel éta-
blissement, « transition douce
entre la ville et l'hôpital ».

Le 2 mai, le nouvel hôpital pour
enfants Robert-Debré — officiel-
lement inauguré lundi 21 mars par
le maire de Paris, M. Jacques Chirac
— accueillera ses premiers malades.
Longs gradins blancs en courbe, sept
étages sans qu'il y paraisse, cham-
bres orientées vers le sud, bâtiments
de laboratoires en écran antibruit,
dossiers informatisés à transmission
instantanée, automates de labora-
toire, électronique omniprésente y
compris dans les salles de soins : ce
nouvel hôpital, situé entre la porte
des Lilas et celle du Pré-Saint-
Gervais à Paris (19^e arrondisse-
ment), met en œuvre les techno-
logies les plus modernes (le Monde
du 22 mars). Sa création a été déci-
dée il y a un peu plus de dix ans. Il
disposera de 503 lits pour les enfants
et adolescents, et d'une maternité.

An total, Robert-Debré compte
un peu moins de lits pour enfants
que les deux hôpitaux qu'il rempla-
cera : Brocteau dans le 18^e arron-
dissement et L'Arche dans le 19^e.
188 lits plus 13 de jour. Mais le
total du nombre de lits de jour est
doublé : il passe de 22 à 50. Aug-
mentation qui correspond tout à fait
à l'évolution actuelle. Le choc de
l'hospitalisation de longue durée est
toujours un événement grave dans la
vie d'un enfant : il faut autant que
possible l'éviter.

Vécutés et sans possibilité
d'agrandissement, Brocteau et
L'Arche seront reconvertis d'ici deux
ans en maisons de cure médicale
pour personnes âgées. Hérolid bri-
tannique peut-être aussi l'annexe d'un
lycée.

L'activité médicale de Robert-
Debré couvrira un éventail plus
large que l'assistance de ses deux
départements. Les services traitent
les maladies du rein, les troubles
digestifs du nourrisson et de
l'enfant, les maladies du métabo-
lisme, du sang, la pathologie cardia-
que, la pédiatrie, la pédiatrie
générale, les troubles mentaux de
l'enfant, les urgences et déresses
vitales, la chirurgie, l'anesthésie,
l'ophtalmologie, la neurologie et la
dermatologie. L'hôpital Robert-
Debré se donne aussi l'ambition
d'être un véritable « observatoire
de santé » soucieux d'évaluer en par-
ticulier les relations entre les maladies
chroniques, les troubles associés aux
problèmes socio-économiques.

La facture de la construction pro-
prement dite s'élève à 550 millions
de francs, auxquels il faut ajouter
160 millions de matériel. Le fonc-
tionnement absorbera une somme
quasi équivalente de 700 millions de
francs par an.

C'est beaucoup trop, estiment
certains cadres hospitaliers au sein
même de l'Assistance publique.
L'un d'eux, qui fait valoir que, sur
2,7 % d'augmentation en 1988 des
crédits hospitaliers de l'Assistance
publique, plus de 2 % iront au seul
Robert-Debré — déclare : « Au
moment où l'on crée haro sur les
dépenses hospitalières, on ouvre un
gouffre, une sorte de Vilette hospi-
talière ».

Le même reconnaît qu'il fallait
bien profiter du savoir-faire des
équipes médicales de Brocteau et
Hérolid. Mais il conteste l'utilité de
ce nouvel hôpital pour enfants. Ces
hôpitaux, souligne-t-il, ne sont rem-
plis que parce que, « comme la
nature, l'Assistance publique a hor-
reur du vide ».

CHARLES VIAL

JUSQU'AU 26 MARS
LA QUINZAINE DE L'ORIENTATION
AVEC « LE MONDE DE L'ÉDUCATION »
ET L'ONISEP

Quelles sections ? Quelles options ? Quels établissements ?
Quelle orientation ? Si vous avez des enfants au collège
ou au lycée et que vous vous posez des questions, appelez,
du 14 au 26 mars, vingt-quatre heures sur vingt-quatre

3615 LEMONDE ou 3615 ONISEP
SUR MINITEL

SCIENCES ET MEDECINE

Vins : la chaptalisation sur mesures

Un laboratoire nantais a inventé une technique qui permet de dépister la chaptalisation des vins. Une méthode révolutionnaire qui peut s'étendre à tout l'agro-alimentaire pour identifier l'origine de nos aliments.

NANTES de notre envoyé spécial

C'EST ici, sur le campus de l'université de Nantes, à quelques kilomètres de l'océan du muscadet, qu'a été mise au point la technique qui, depuis quelques semaines, a mis le feu au vignoble du Beaujolais. Technique aux conséquences véritablement révolutionnaires, en même temps que la démonstration, exemplaire des retombées pratiques, que peut avoir la recherche fondamentale.

En travaillant à l'utilisation du principe physique de la RMN (résonance magnétique nucléaire) pour détecter la chaptalisation des vins, le professeur Gérard-Jean Martin imaginait-il jusqu'où ses recherches pourraient un jour le conduire ? A cinquante-six ans, ce chimiste, amateur de vin, directeur du laboratoire de résonance magnétique nucléaire et de réactivité chimique (université de Nantes - CNRS), est en train de découvrir les bases objectives du concept d'appellation d'origine contrôlée.

« Repérer le terroir »

Tout a commencé en 1980 avec l'annonce dans les colonnes du Monde d'un concours lancé par la Direction générale des impôts, raconte-t-il aujourd'hui. On proposait alors 1 million de francs à l'équipe qui réussirait à mettre au point une méthode de dépistage de la chaptalisation dans les vins. J'ai pensé que le principe de la RMN pourrait permettre d'atteindre cet objectif. Nous avons alors rapidement démontré la faisabilité de notre procédé et, en 1981, nous avons gagné ce concours. La Direction générale des impôts versa la moitié de la somme promise à l'équipe du professeur Martin. Celle-ci, depuis, n'a pas cessé d'améliorer sa technique, au point de dépasser de très loin l'objectif initial.

Comment schématiquement les choses se passent-elles ? Au départ, la technique était fondée sur le fait que le principe de la RMN pouvait, théoriquement, permettre de détec-

miner les répartitions des isotopes d'hydrogène dans les molécules d'alcool du vin. Or une molécule d'alcool provenant du sucre de betterave ou du sucre de canne n'a pas la même configuration isotopique que la molécule d'alcool provenant du sucre de raisin. La répartition fine des différents isotopes de l'hydrogène permet ainsi de dire si un vin a été chaptalisé et dans quelle proportion il a pu l'être. Il faut toutefois, pour fournir un résultat, comparer le vin étudié avec un autre du même millésime et de la même région pour lequel on est certain qu'il n'y a pas eu de chaptalisation.

« Nous avons ainsi progressive-

type de vin : sec, doux, muté ou champagnisé »

La banque de données en cours de constitution à Nantes comporte une série de paramètres (sur le millésime, les cépages, le mode de vinification, etc.) concernant le vin étudié, chaque nouvelle information sur une appellation d'origine contrôlée donne améliorant l'efficacité des analyses ultérieures.

Les chercheurs nantais ont établi ainsi, pour la première fois, une cartographie isotopique des vins français et étrangers de ces dernières années, en fonction de leur origine spatio-temporelle. « Tout se passe, explique le professeur Martin, comme si les différents facteurs de l'environnement réussissaient à imprimer, par l'intermédiaire de la photosynthèse de la vigne et de la maturation du raisin, une « empreinte isotopique » que l'on peut retrouver jusqu'au vin, après fermentation du raisin. »

L'analyse des rapports isotopiques par RMN permet ainsi de visualiser cette empreinte isotopique, au même titre que d'autres techniques,

l'analyse sensorielle (gustative et olfactive) des consommateurs.

Mais il est vite apparu aux chercheurs nantais que les vins n'étaient pas la seule application de la technique de l'analyse des rapports isotopiques par RMN (1). La composition en isotopes de tous les produits agro-alimentaires permet en effet de caractériser avec précision leur origine. Après automatisation, informatisation et création d'une banque de données, le laboratoire du professeur Martin a ainsi développé de multiples applications, et de nombreuses analyses sont depuis peu pratiquées.

Recherche en paternité

Sur les arômes d'abord : il s'agit de déterminer l'origine naturelle ou synthétique des arômes alimentaires et l'origine géographique des produits étudiés. Les principales applications dans ce domaine concernent la vanille et le peccari : il s'agit dans ce dernier cas de déterminer si l'anéthol utilisé est d'origine naturelle (badiane, anis vert, fenouil) ou de

Les chercheurs nantais développent par ailleurs l'application de leur technique aux acides aminés et aux lipides, ce qui permettrait d'élargir leur champ d'investigation à tous les produits d'origine animale et de déterminer par exemple l'origine des saumons fumés, des caviars ou des foies gras ainsi que les contre-façons dont ces produits peuvent faire l'objet. Le laboratoire nantais est sollicité à la fois par les services de la répression des fraudes et par les producteurs ou les négociants soucieux de faire valoir l'origine de leurs produits et la qualité de leur label.

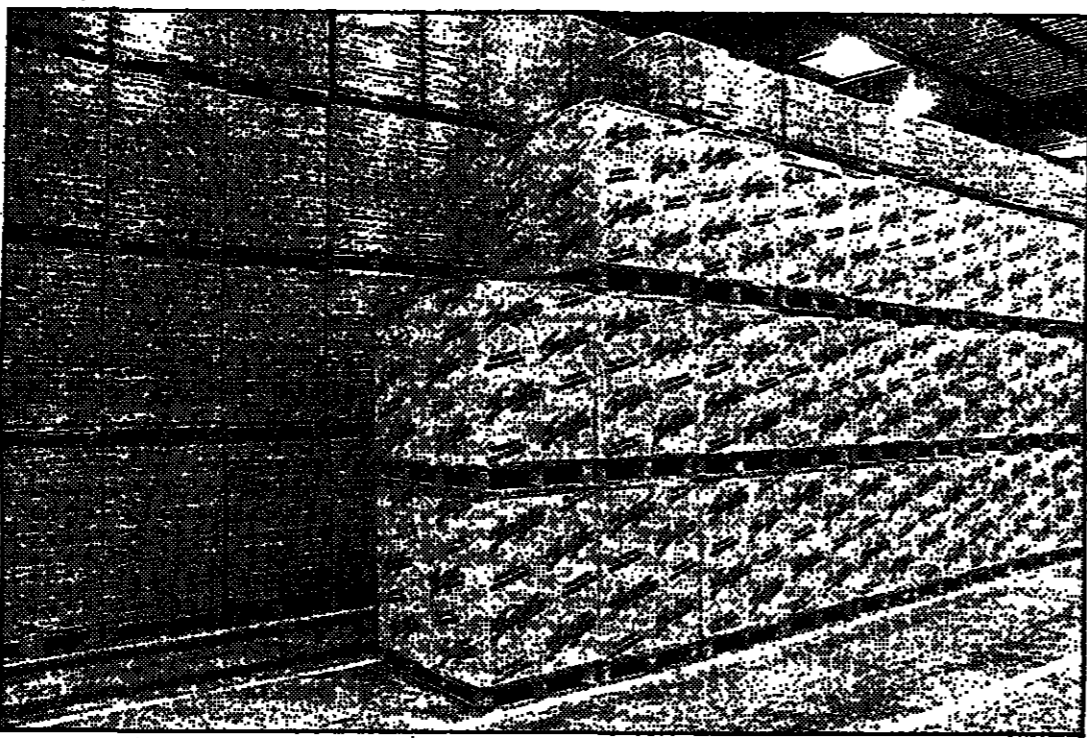
On ne peut pas sans difficulté passer ainsi de la recherche fondamentale pure à une application pratique aussi large. Breveté par le CNRS à l'échelle internationale, officialisée par les organismes communautaires et par l'Office international du vin, cette technique commence à être mise en œuvre en différents points du globe. Le laboratoire universitaire nantais a donné naissance, avec l'aide de la collectivité locale, à une toute jeune société, baptisée Euro-

fins, qui commercialise cette technique (2). Celle-ci demeure encore coûteuse (1 500 F environ la recherche de chaptalisation dans un vin). Tout laisse cependant penser qu'au même titre que celle, toute récente, de la recherche des « empreintes génétiques humaines » (le Monde daté 15-16 novembre 1987) cette étonnante « recherche en paternité » appliquée aux vins et aux aliments connaît dans les années à venir un développement considérable.

JEAN-YVES NAU.

(1) La méthode est connue dans les milieux scientifiques sous le sigle de SNIF-NMR ; elle est brevetée (licence CNRS) depuis 1981.

(2) Eurofins, CP 5201, 44 086 Nantes Cedex 03. C'est cette société qui a réalisé les analyses sur les vins du Beaujolais (publiées dans le numéro de mars 1988 du mensuel Que Choisir ?) qui, parce qu'elles faisaient état de chaptalisation au-delà des normes admises, alimentent depuis quelques jours une vive controverse dans les milieux viticoles.



Un entrepôt de sucre.

ment été amenés à constituer toute une banque de données, grâce à la collaboration d'universitaires œnologues de Bordeaux et de Montpellier, explique le professeur Martin. Lorsque nous avons la référence permettant cette comparaison, notre technique nous permet de dépister une chaptalisation en sucre correspondant à l'élevation d'un quart de degré alcoolique du vin. Cette analyse est possible quel que soit le

et de mettre en évidence les empreintes digitales, ou, plus récemment, les empreintes génétiques. Elle permet de cette manière d'identifier les manipulations éventuelles dont un vin a pu être victime, mais aussi de définir l'origine géographique précise et l'année de production d'un vin. Il s'agit à d'une performance jusqu'à présent techniquement impossible, la seule approximation permise étant celle de

confection synthétique. Les jus de fruits peuvent aussi être « radiographiés » en RMN, afin de déterminer l'apport d'eau, de sucre ou de substances artificielles. La même technique permet encore de dépister les contre-façons dans les bières, les eaux-de-vie de fruits, les cognacs et armagnacs, les rhums (utilisation exclusive ou non de sucre de canne) ou les whiskies (présence ou non de malt).

AVEC OU SANS SUCRE

TABOUE, mal connue du grand public et souvent pratiquée en cachette par les viticulteurs, la chaptalisation consiste à ajouter du sucre (de betterave ou, plus rarement, de canne) au moût de raisin au cours de la fermentation. Cette pratique est soumise à une réglementation très précise et fait l'objet de très nombreux contrôles. Le sucre ajouté subit alors la même fermentation alcoolique, puis malolactique que le sucre de raisin, et le vin obtenu présente un degré alcoolique plus élevé que celui qu'il aurait eu sans apport de sucre (1).

La pratique de la chaptalisation s'est surtout développée en France après la seconde guerre mondiale, lorsque les coupages avec des vins très alcoolisés (d'Algérie notamment) devinrent moins fréquents et que le prix du sucre de betterave fut nettement abaissé. Geste parfois nécessaire, voire indispensable, pour améliorer la qualité de certains vins (ceux des régions septentrionales en particulier), la chaptalisation peut aussi devenir une pratique tout à fait regrettable lorsqu'elle est pratiquée de manière excessive. L'augmentation du degré alcoolique entraîne, en effet, la

destruction de toutes les qualités originelles du vin. On parle alors de « surchaptalisation » (chaptalisation au-delà des normes définies par l'Institut national des appellations d'origine).

La chaptalisation est aussi la conséquence de certaines pratiques commerciales très critiquables et de l'augmentation continue des rendements viticoles. Cette augmentation a pour conséquence de réduire les concentrations de raisin en sucre naturel et donc de faire des vins au potentiel alcoolique diminué. L'apport du sucre de betterave au moût de raisin n'est pas la seule manière d'augmenter le degré alcoolique des vins. On peut aussi ajouter du sucre de raisin ou, plus fréquemment, des moûts de raisin concentrés.

Ces différentes pratiques sont à l'origine depuis quelques années d'une très vive controverse à l'échelon communautaire et international, les pays du sud de l'Europe défendant la politique de l'apport de moûts concentrés.

J.-Y. N.

(1) 17 grammes de sucre permettent d'augmenter d'un degré d'alcool un litre de vin.

Superphénix : le barillet désarmé

Le barillet défectueux sera supprimé, la cuve du réacteur servira d'aire de stockage. La centrale de Creys-Malville pourrait redémarrer en octobre.

APRÈS plusieurs mois d'études, la décision est tombée le jeudi 17 mars : le barillet défectueux du réacteur surgénérateur Superphénix ne sera pas changé, mais adapté à un nouveau mode de fonctionnement. Il ne contiendra plus de sodium liquide, mais un gaz inerte, l'argon. Les travaux durent environ deux ans, mais ils n'interdisent pas la marche du réacteur. Celui-ci pourrait redémarrer en octobre si les responsables de la sûreté, qui doivent entériner le fonctionnement à l'argon, donnent leur accord.

Prototypage d'une filière (les réacteurs à neutrons rapides) dont l'avenir est encore flou, Superphénix a connu il y a un an un gros pépin. Un réservoir contenant du sodium liquide, le barillet, s'est fissuré. Ce barillet servait aux transferts de combustible entre la cuve du réacteur et l'extérieur. Les éléments combustibles sont des assemblages de longs tubes métalliques contenant des oxydes d'uranium et de plutonium. Ils sont immergés dans une cuve contenant du sodium liquide, dont le rôle est d'évacuer la chaleur produite par les réactions de fission. Ce sodium dit primaire, qui contient des produits radioactifs, cède sa chaleur à un sodium secondaire non contaminé. Ce dernier la transmet à la vapeur d'eau qui fait tourner les turbines.

Le barillet n'intervient pas dans ce fonctionnement. Il est utilisé pendant les périodes d'arrêt, pour les rechargements de combustible, comme sas et comme stock-

age provisoire. Les éléments combustibles neufs sont introduits de l'extérieur dans le barillet. Puis celui-ci est mis en communication avec la cuve et les éléments sont transférés dans celle-ci. En sens inverse, les combustibles « épuisés » passent de la cuve au barillet, puis sont transportés vers l'extérieur.

Mais ici l'opération est moins directe. Ces éléments contiennent des produits de fission très fortement radioactifs. La chaleur qu'ils dégagent est telle qu'il faut les maintenir dans du sodium liquide, faute de quoi leur température monterait à des valeurs inacceptables. Le barillet a un deuxième rôle, celui de stocker ces éléments combustibles le temps nécessaire pour que leur radioactivité ait suffisamment décroché.

La fissure décelée dans le barillet laissait fuir le sodium dans un étroit interstice séparant le barillet d'une enveloppe de protection. Celle-ci étant étanche, la fuite était sans conséquence immédiate, mais elle interdisait au barillet de remplir sa fonction de stockage. Réparer la fissure s'est

révélé difficile, d'autant que les expertises ont mis en cause la qualité de l'acier utilisé. De nouvelles fissures risquaient d'apparaître. Une autre solution était de changer le barillet. On a préféré le supprimer. Tous les appareillages qu'il contenait et qui servaient au stockage seront démontés, puis le réservoir lui-même sera retiré. Il ne restera que l'enveloppe de protection et les mécanismes permettant les transferts vers la cuve du réacteur et vers l'extérieur. L'ensemble sera rempli d'argon, un gaz inerte, celui-là même qui surmonte le sodium dans la cuve du réacteur.

« Campagnes »

Ainsi réduit à son enveloppe externe et vidé de tout sodium, le barillet reste un sas mais perd sa fonction de stockage. Le stockage se fera dans la cuve même du réacteur. Les réactions nucléaires ne se produisent qu'au centre : il y a sur la périphérie toute une zone où le combustible « épuisé » peut séjourner le temps nécessaire à la décroissance de sa radioactivité.

EDF évalue à 300 millions de francs le coût de l'adaptation du

barillet à sa nouvelle fonction, alors que son remplacement en coûterait au moins 400. Mais ce n'est qu'un élément du dossier. La gestion du réacteur doit être modifiée. Il était prévu des « campagnes » courtes (un peu moins d'un an) et de fréquents changements de combustibles. Sans barillet, il faut adopter des campagnes de trois à quatre ans, avec de brèves interruptions du fonctionnement pour permettre un réarrangement des combustibles dans la cuve. Puis viendra un arrêt long, sans doute presque un an, permettant un renouvellement quasi total du combustible.

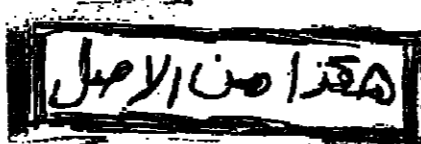
L'utilisation du combustible est moins bonne dans ce régime de fonctionnement, mais les études ont montré que la perte de production était faible. Une autre raison a aussi joué. Si on construisait un nouveau Superphénix, on ne referait pas de barillet ; on séparerait la fonction « sas » de la fonction « stockage ».

Or ce qui intéresse EDF n'est pas tant la production électrique de Superphénix que la connaissance qui sera tirée de son fonctionnement. Le courant fourni par

ce réacteur est plus cher que celui des autres réacteurs nucléaires et il n'est pas envisagé de lui donner un successeur à court terme. Autant donc utiliser un mode de fonctionnement qui rapproche Superphénix de ses éventuels remplaçants. Il faut noter que l'argument du prix est moins valable pour l'Allemagne et surtout l'Italie, partenaires de la France dans la construction de Superphénix, et qui reçoivent une part du courant produit. L'Italie n'a pratiquement pas de centrales nucléaires et consomme beaucoup de fioul, plus onéreux et payable en devises.

C'est pourquoi un redémarrage de Superphénix est envisagé en octobre. A la demande des autorités de sûreté, on étudie actuellement les quelque vingt-quatre mille radiographies qui ont été faites sur les soudures lors de la construction de la cuve du réacteur et du circuit primaire. Une quinzaine paraissent douteuses, un robot ira les inspecter à partir de mai. S'il ne trouve rien d'anormal, une demande de redémarrage sera déposée cet été.

MAURICE ARVONNY.



هنا من الإبريل

SIDA et étudiants : la peur de l'examen

La crainte du SIDA ne modifie que lentement le comportement des étudiants. Mais l'épidémie les préoccupe.

Chez certains, en revanche, l'écho est inversé, notamment lorsqu'ils connaissent un malade du SIDA ou un séropositif. « J'ai un copain qui a fait le test... Positif. Six mois plus tard, il était dans le sapin. Ça te

Prudence et précautions sont beaucoup moins de mise chez les hétérosexuels. « Si j'ai vraiment le flash sur un mec, dans une boîte ou dans une soirée, je craque. Pas question de gâcher la fête avec une

conclut Jean-François, mi-tragique, mi-rigolard. Pourtant, les attitudes semblent évoluer lentement. « Ça m'est déjà arrivé plusieurs fois qu'une fille utilise l'argument du SIDA pour ne pas aller plus loin,

certaines, fuites, commencent à prétendre qu'elles n'utilisent pas de moyen contraceptif pour obliger leur partenaire à employer le préservatif ; astucieuse manière de régler le problème sans le poser explicitement.

ENTRE les étudiants et le SIDA, le malentendu remonte au 6 décembre 1986. Ce matin-là, Jussieu se remplit peu à peu. Tendus, abasourdis, les étudiants sont venus à la fac presque par réflexe, comme pour chasser un mauvais rêve : dans la nuit, quelques heures auparavant, Malik Ousseki a trouvé la mort au quartier Latin. Le silence gris de l'amphi B 34 est étouffant. Une seule chose parvient à le rompre, la lecture collective, répétée, incrédule, sarcastique de l'ahurissant éditorial du Figaro-Magazine qui vient de paraître : « La jeunesse est atteinte d'un SIDA mental. Tous les virus décomposants la dévorent. »

Pour comprendre aujourd'hui comment les étudiants assument ou refusent les risques du SIDA, sans doute faut-il remonter à ce singulier téléscopage du 6 décembre. Pour une génération, ce jour-là la mort ne pouvait avoir que le visage de Malik. Certainement pas celui, grotesque et dérisoire, de ce SIDA qui menacerait notre belle jeunesse. Et pendant des mois, pour beaucoup, le « SIDA mental » a permis d'occulter la maladie. Presque de l'exorciser.

À la cafétéria des lettres, à Nanterre, ils sont quatre ou cinq pour qui cela ne fait pas de doute : « Lutter contre la peur du SIDA, ça revient un peu à lutter contre le discours de l'extrême droite, ses amalgames et ses exclusions. C'est la peur dont profite Le Pen qui fait peur. Le SIDA permet une forme de racisme sournois, contre les jeunes, les homosexuels ou les Africains. Ça facilite la montée de l'ordre moral. »

Du coup, nombreux sont ceux qui refusent de se laisser manipuler : tout cela n'est-il pas le dernier truc à la mode ? Un matraquage des médias ? Les chiffres ne sont-ils pas gonflés ? Christophe, élève à l'Agro, n'a « pas l'impression que les gens y croient davantage qu'au Loto », et

Jacques, à Paris-VIII, part d'un grand rire : « Tu sais, j'ai vraiment moins de chances d'attraper le SIDA que de me planter la queue avec ma moto. T'es deux mille malades du SIDA qui vont sans doute y rester. Mais combien de tués dans des accidents de la route ? »

Pourtant, derrière ces certitudes bétonnées et souvent bravaches, il est indéniable que le doute, l'inquiétude, parfois l'angoisse, sont de plus en plus sensibles. Pas de panique, ni de psychose, certes, mais des interrogations gênantes et parfois gênées.

Sandrine, à Montpellier, exprime bien le sentiment de beaucoup : « Depuis qu'un distributeur de préservatifs a été installé à la fac, les graffitis moqueurs se sont multipliés, et les blagues n'arrêtent pas. Les copains font semblant de se tromper et retirent une plaquette de Tolerone au lieu d'une capote, ou l'inverse. Mais la dérision est un bon moyen de ne pas slipper. »

Après vingt ans de libération sexuelle, on a du mal à admettre que l'amour puisse donner la mort », ajoute Yann. Et Claude, géographe à Paris-VII, résume l'ambiance d'une formule très potache : « Les gens ne se prennent pas complètement la tête, mais ça commence à leur travailler la tête. »

L'attitude à l'égard d'un éventuel test de dépistage est d'ailleurs très symptomatique d'une angoisse plus précise qu'elle ne veut bien paraître. Pour la plupart, c'est le refus catégorique. « Si j'apprenais que je suis séropositif, explosé Anouk, je me finguerais. Ce serait comme la chronique d'une mort annoncée. »

Et Anne, qui a vingt ans également et multiplie les rencontres et les partenaires occasionnels, n'est pas moins catégorique : « C'est juste mentir parce que j'ai si peur d'être positive, d'être en suris, que je ne ferai pas de test. Ça casserait tout. »



fout les boules. J'ai voulu savoir pour moi », raconte sobrement Gilles, homosexuel et étudiant en gestion.

Est-ce assez pour changer d'habitudes sexuelles et de comportement amoureux ? Le constat, là encore, est très ambivalent. L'écart entre le discours et la réalité très sensible. Les homosexuels, on le sait, ont été les premiers touchés et les premiers à réagir. « Non seulement j'utilise des préservatifs, explique Christian, juriste à Bordeaux, mais je fais davantage attention au look. C'est idiot, mais maintenant je choisis plutôt des amants BCBG. Des mecs propres. Finis les « backrooms » et les partouzes. C'est dommage, mais j'ai la trouille. »

discussait coïncé sur le SIDA. Juliette exprime là le sentiment dominant.

Chacun semble bricoler son petit système de prévention confortable mais pour le moins aléatoire : l'un n'a pas poursuivi une relation « super » avec une fille quand il a appris qu'elle avait été toxicomane, l'autre juge à la mine ; Dominique, elle, a « supprimé le superflu », mais elle affiche tout de même modestement une dizaine de partenaires depuis un an.

Quant au préservatif, il suscite, en général, des réactions virulentes chez les garçons : ignoble, dégradant, archaïque, ridicule. « Rien que d'y penser, ça me fend le cœur »,

avoue Claude. Tant qu'il n'y avait que les maladies vénériennes, ce n'était pas drôle, mais je savais gérer ça médicalement. Maintenant, il y a le SIDA en plus. Alors j'ai sauté le pas et j'utilise des préservatifs. »

Beaucoup cependant, comme pour la contraception, s'en remettent aux filles. Et bon nombre d'entre elles, habituées à aborder franchement les problèmes gynécologiques, n'écartent pas l'idée d'avoir dans leur sac « un préservatif à côté de fleur » fardé à paupières et de leur tampon. « C'est vrai que le préservatif est bloquant au début de ta vie sexuelle, admet Claire. Mais, avec un peu d'expérience, ça t'est beaucoup moins. » Et

La prise de conscience des risques est donc sensible chez les étudiants. Même si elle est loin d'être générale, surtout parmi les garçons. Au-delà, les réactions de chacun restent très contrastées. Aïe, homosexuel et brillant étudiant de vingt-quatre ans, élargi volontairement le débat. « La question du SIDA nous concerne totalement. Elle remet tout en question : le problème des jeunes, obligés d'introduire la gestion du risque dans le plaisir, au moment même où ils ont envie de faire toutes les expériences : le problème de la liberté individuelle ; l'exemple de la Belgique, qui a mis en place un dépistage obligatoire pour les étudiants étrangers, est là pour le prouver. Mais aussi notre rapport à la science ; on est né à l'époque de la médecine triomphante et l'on est directement confrontés, à vingt ans, à une médecine impuissante. C'est très dur. Et puis, tout cela bouleverse l'imaginaire : l'irruption du SIDA charrie des tonnes d'irrationnel difficile à maîtriser. »

D'autres, comme Jean-François, font contre mauvaise fortune bon cœur : « On était des bidasses, on va redevenir des gamins fleur bleue et romantiques. La peur du SIDA va nous aider à rechercher de grandes passions, à supprimer les passades. L'amour est plus fort que la mort : il faut s'en tenir à ça. » Anne, en revanche, laisse percer son angoisse : « L'amour c'était le seul plaisir qui ne coûtait rien dans la vie. C'était super. Avec le SIDA, ça est devenu la roulette russe. On va être la génération SIDA, la génération sacrifiée. » Comme si elle avait entendu Jacques, homosexuel, étudiant en commerce international et qui a appris, il y a un an, qu'il était séropositif : « Je n'ai toujours pas de symptômes de la maladie, je vais bien. Mais il y a un jour, forcément, où tout va basculer. Tu as ça au bout du chemin. Ça laisse peu d'espoir. »

GÉRARD COURTOIS.

EXPOSITION

JEU

1988

DU 18 AU 31 MARS 1988

ORGANISÉE PAR

Le Monde

DANS TOUS LES

Relais H

- ce qui restera des sept dernières années
- les 12 événements qui ont marqué le septennat de François Mitterrand
- comment le Monde en a rendu compte
- les meilleurs dessins de Plantu

1) VISITEZ

L'EXPOSITION DANS TOUS LES RELAIS H DE FRANCE (METRO, GARES, AEROPORTS)

2) TROUVEZ

CE QU'EN PENSENT LES FRANÇAIS. PARTICIPEZ AU JEU. Sur la base d'un sondage IPSOS pour le Monde et Relais H.

GAGNEZ

2 CROISIÈRES POUR 2 PERSONNES EN MEDITERRANÉE (1^{er} et 2^e PRIX)

- VENISE • DUBROVNIK • MYSTRA
- ISTANBUL • RHODES • VILLEFRANCHE

JEU GRATUIT SANS OBLIGATION D'ACHAT

LA MNEF MÈNE L'ENQUÊTE

« CELA fait plus d'un an que l'on a vu poindre la contamination du monde hétérosexuel par le virus du SIDA. Cela nous a évidemment alertés. On s'est demandé si les étudiants, dont la vie sexuelle et affective n'est pas stabilisée, allaient être la quatrième population à risque après les homosexuels, les toxicomanes et les hémophiles. »

C'est pourquoi le docteur David Elia, directeur du centre de santé de la MNEF (Municipalité nationale des étudiants de France) du boulevard Saint-Michel, à Paris, a lancé l'an dernier une enquête épidémiologique sur les risques de SIDA en milieu étudiant.

Conduite par les docteurs Emmanuel Maheu, Raoul Triller et Florence Durlet, tous trois consultants notamment au centre de la MNEF, cette enquête s'est déroulée entre février 1987 et mars 1988 : 965 étudiants venus consulter au Centre de la MNEF ont répondu volontairement et de manière anonyme à un questionnaire très précis sur leur mode de vie sexuelle. Puis, 641 d'entre eux ont accepté de faire un test de dépistage du virus HIV. Les responsables de l'enquête, qui n'est pas encore publiée, ne prétendent pas généraliser leurs résultats ni leurs conclusions à l'ensemble de la population étudiante et encore moins de la jeunesse : leur échantillon est en effet composé d'étudiants parisiens avec une nette surreprésentation des filles (75 %) et des étudiants étrangers, en particulier africains et maghrébins (29 % contre 19 % en région parisienne).

Ce premier travail de recherche fournit une photographie précise des éventuels facteurs de risque en milieu étudiant. Il apparaît tout d'abord que les étudiants ont, dans l'ensemble, une sexualité plus sage qu'on ne l'imagine souvent. Près de 15 % des étudiants interrogés, soit plus d'un sur six, ont répondu n'avoir pas eu de partenaire sexuel au cours de la dernière année, ce qui confirme les multiples observations de médecins ou d'assistantes sociales sur la solitude en milieu étudiant.

D'autre part, 5 % des étudiants de l'échantillon sont mariés et 37 % déclarent vivre en couple. Autrement dit, 42 % sont en situation affective stable ou relativement stable (les trois quarts des couples ont plus d'un an) et en majorité monogamiques. Cette modération est confirmée lorsqu'on analyse le nombre de partenaires sexuels : en moyenne, les filles en ont eu deux et les garçons trois au cours de la dernière année.

Le nombre d'homosexuels est également conforme aux estimations habituelles pour la même tranche d'âge sur le plan national : 12,6 % de garçons sont homosexuels stricts ou bisexuels tandis que 3,4 % des filles se disent bisexuelles, aucune ne se déclarant homosexuelle.

Cette sexualité relativement sage est, d'un autre côté, assez responsable. L'âge moyen du début de la contraception pour les filles est de dix-neuf ans (soit environ un an après les premiers rapports) et la moitié des étudiantes interrogées utilisent la pilule, alors que la consommation, pour l'ensemble de la population féminine française, n'est que de l'ordre de 30 %. Si l'on ajoute à la pilule l'ensemble des autres moyens de contraception féminine, on atteint un taux de contraception supérieur à 90 %. Quant au préservatif, il reste très peu utilisé comme unique moyen de contraception : 4,6 % des étudiants. En revanche, plus de 8 % l'utilisent en association avec un contraceptif féminin ; la fonction spécifique du préservatif comme protection anti-MST (maladie sexuellement transmissible) et anti-SIDA semble donc un peu mieux perçue.

Intensifier l'information

Cette enquête fournit également des indications précieuses sur les MST, même si la moitié seulement des étudiants interrogés ont répondu sur ce point : 22 % des garçons et 25 % des filles, soit près d'un étudiant sur quatre, ont déjà eu au moins une MST. Plus alarmant : près de 10 % des filles et 15 % des garçons ont eu, au moins, une infection à chlamydia ou à gonocoques (avec ou sans germes associés) dont les conséquences éventuelles en matière de fertilité féminine ou masculine sont connues. Les cas des condylomes (3 % des garçons et 2,5 % des filles) sont également préoccupants du fait des conséquences cancéreuses qu'ils peuvent avoir s'ils ne sont pas dépistés à temps.

Dernier élément, enfin : la fréquence des cas de séropositivité au virus du SIDA. Sur les 64 étudiants qui ont accepté de faire un test de dépistage, cinq se sont révélés séropositifs sûrs, avec confirmation du test. D'autre part, deux cas de sérologie positive ne peuvent être avérés car les étudiants concernés ne sont pas venus faire le test de confirmation : l'un de ces deux cas semble cependant probable aux auteurs de l'enquête du fait qu'il s'agit d'une étudiante toxicomane. Avec cinq séropositifs sûrs l'on atteint un pourcentage de 0,78 % de l'échantillon. Si l'on y ajoute le cas probable, l'on atteint presque 1 %, soit un chiffre comparable au taux moyen de séropositivité en France (trois cent mille cas recensés par les centres de transfusion sanguine après élimination des donneurs de sang « à risque »).

Que penser de ces résultats ? Compte tenu de l'âge et du statut social des étudiants, les auteurs de l'enquête considèrent que ce ne sont ni des chiffres surprenants, ni des chiffres qui font peur. D'autant qu'ils confirment les facteurs connus de risques de séropositivité.

Sur les cinq séropositifs confirmés, l'un est hétérosexuel mais toxicomane par intraveineuses, deux sont homosexuels et le quatrième est hétérosexuel mais a eu des rapports avec des prostituées d'Asie du Sud-Est pendant son service militaire. Tous ont de nombreux partenaires sexuels et ont eu des MST. Le dernier, cependant, est un hétérosexuel ne présentant aucun des facteurs de risque identifiés. Aucun des séropositifs n'est un étudiant étranger.

Enfin, les responsables de la MNEF estiment que les résultats de l'enquête — en matière de MST comme de SIDA — justifient d'intensifier les campagnes d'information et de prévention. Plus que jamais, estimer-ils, il convient de faciliter l'accès aux tests de dépistage anonymes pour aider les gens qui se sentent concernés. Et de réfléchir à la prise en charge psychologique et médicale qu'il sera de plus en plus indispensable d'offrir à des jeunes atteints du virus du SIDA.

G. C.

Physique nucléaire : on décortique

Les physiciens qui connaissent les noyaux d'atomes étudient ceux qu'ils créent de toutes pièces.

L'ÉVOLUTION de la physique nucléaire depuis quelques décennies est structurée par les grands outils, les accélérateurs, dont elle se dote successivement. En France, le dernier-né de ces accélérateurs, le grand accélérateur national à ions lourds (GANIL), étant en pleine exploitation, l'avenir aujourd'hui est à nouveau à définir. Quel outil pour l'an 2000 ? Et pour quoi faire ? On entend parfois répondre : plus rien à faire. Rien qui élargisse notre horizon ou qui puisse contribuer à terme au développement des techniques.

Puisqu'il y a débat, parlons-en. La physique nucléaire a une histoire sans doute atypique. Elle a donné d'emblée des contributions immenses : la fission, la fusion et leurs applications, l'existence du neutron, les radioactivités. Et, depuis, des efforts de grande ampleur (et de grande qualité) n'ont permis rien d'autre que de comprendre cet objet qui avait déjà révélé ses manifestations essentielles. En fait, ce rien d'autre n'est pas rien.

Après tout, l'essentiel de la matière observable dans l'univers se trouve sous forme de noyaux. Et comprendre aussi bien qu'on le fait aujourd'hui ce petit objet dense, régi par des forces intenses, gouverné par la mécanique quantique, avec trop de nucléons pour que des calculs exacts d'interaction puissent être conduits rigoureusement, et trop peu pour que les techniques de la statistique soient efficaces, ce n'est pas un mince succès. Deux ou trois prix Nobel ont jalonné cette marche ardue, réussie, mais sans surprise spectaculaire, vers un acquis essentiel pour notre connaissance du monde matériel.

Pas encore dans le dictionnaire

Pour reprendre une expression qui sert beaucoup ailleurs, la physique nucléaire a-t-elle dès lors perdu sa « force propulsive », n'a-t-elle plus à accomplir qu'un état des lieux, un inventaire exhaustif des états nucléaires ? En d'autres termes - et c'est là le problème sous-jacent qui donne au débat tous ses enjeux - n'a-t-elle plus besoin de moyens importants ?

La physique nucléaire, dit le Robert, est cette « branche de la physique atomique qui étudie le noyau de l'atome ». Si l'on s'en tient là, en effet, l'essentiel est accompli, bien qu'il reste des questions de grande portée : qu'arrive-t-il au noyau lorsqu'on lui confère une grande vitesse de rotation ? Ou encore : peut-on identifier les divers types d'oscillations autour de la forme d'équilibre ? Pourquoi la forme la plus stable d'un noyau n'est-elle pas toujours sphérique ?

Il reste que la physique nucléaire tend à s'éloigner de

l'étude des noyaux tels qu'ils sont. Les domaines qu'elle aborde désormais, de façon naturelle, ne sont pas encore dans le dictionnaire.

Ainsi un nouveau domaine de recherche s'efforce de déchiffrer les lois de la dynamique du système nucléaire. Concrètement, il s'agit de comprendre son évolution quand on apporte une très grande énergie d'excitation, ou qu'on crée une déformation importante, ou de grandes hétérogénéités d'excitation (par un choc violent entre deux noyaux). Les lois qui gouvernent une telle assemblée de particules en nombre fini, en interaction forte, à l'échelle quantique, très loin de l'équilibre, paraissent irréductibles aux lois thermodynamiques dérivées de la mécanique statistique.

Tout est à faire, les concepts même (température, entropie, pression) susceptibles de contribuer à l'intelligence de la dynamique nucléaire sont à mettre en place. Tâche ardue, et à l'évidence d'une portée théorique générale. Comme souvent en physique, il s'agit de faire du simple à partir d'observations très complexes.

Un second domaine, tout nouveau lui aussi, permet à la physique nucléaire d'apporter des contributions déterminantes à l'étude des particules élémentaires. Pour déterminer leurs propriétés essentielles, rien ne vaut l'interaction la plus simple possible, une collision entre une particule et son antiparticule. Les grandes machines de la physique des particules sont faites pour cela. Mais le noyau peut ensuite constituer, dans certains cas, un laboratoire utile voire indispensable. Il permet de mettre en présence un nombre élevé et connu de quarks et d'observer leur comportement collectif ; ou d'introduire un quark différent parmi ceux qui composent les nucléons. On prédit en effet que l'apport d'une énergie élevée par collision de deux noyaux peut donner naissance à une nouvelle forme de la matière où les quarks et les gluons (vecteurs de l'interaction entre quarks) formeraient un plasma, par analogie avec cet autre état de la matière formé de noyaux nus et d'électrons. Les physiciens nucléaires se trouvent ainsi aujourd'hui en première ligne en face d'un problème physique essentiel.

Un troisième domaine où se développe la recherche en physique nucléaire est l'étude des noyaux dits exotiques, c'est-à-dire très différents des noyaux stables qui constituent la matière ordinaire. Ces recherches ont une grande portée scientifique. Elles ont montré que les voies par lesquelles un noyau se désintègre pour donner naissance à un système plus stable sont bien plus

diverses qu'on ne l'imaginait. Il peut émettre parfois un proton, ou un noyau de carbone 14 ou de néon 22. Ou encore émettre simultanément un électron et des neutrons. Ces phénomènes encore réputés exotiques dominent en fait la vie de la matière nucléaire dès qu'on s'éloigne des conditions où les noyaux sont stables et froids.

Or, dans l'univers, les énergies disponibles sont presque toujours grandes, et ces radioactivités exotiques, dont l'étude est encore toute neuve, jouent un rôle déterminant. Ainsi le soufre 44, isotope éminemment exotique, est un point de passage important dans la chaîne de noyaux qui sont rapidement synthétisés lors de l'explosion d'une supernova. Ses propriétés, étudiées au GANIL cet automne, éclairent l'origine de l'abondance relative des éléments dans l'univers.

Autre nouveauté : une règle générale veut que tous les noyaux aient à peu près la même densité. Or voici que pour le lithium 11, formé de trois protons et de huit neutrons, la densité est bien plus faible que prévu. Il apparaît ainsi une nouvelle classe de structure nucléaire, celle des noyaux à peau de neutrons. Un autre noyau, ayant aussi un fort excès de neutrons, a la structure doublement renflée d'une cacahuète.

Mais c'est peut-être de l'étude des énergies de liaison des noyaux exotiques que vient l'indication la plus hétérodoxe. On observe aujourd'hui que les modèles du noyau qui rendent compte avec une bonne précision des énergies de liaison pour les noyaux stables et leurs voisins sous-estimés à peu près systématiquement celles des noyaux très légers ayant un fort excès de neutrons.

La part du rêve

Ce résultat amène à s'interroger à nouveau sur la possibilité qu'existent des noyaux stables composés seulement de neutrons. On a vérifié que les systèmes à deux, trois, quatre neutrons ne sont pas liés. On sait que les étoiles à neutrons - un gigantesque noyau neutre - tirent leur stabilité de la force de gravitation. Mais entre les deux ? Existe-t-il une seconde famille de noyaux stables, composés seulement de neutrons ? Isaac Asimov a mis en scène, dans *les Dieux eux-mêmes*, un monde où les noyaux stables ne seraient pas les mêmes que chez nous. Les résultats actuels n'interdisent pas d'imaginer qu'existent des noyaux neutres qui subsisteraient depuis la création de l'univers.

Telle est sans doute une des fonctions les plus fécondes de ces études : faire éclater les images trop étroites, les classifications trop restrictives, déstabiliser ici ou là les certitudes, réintroduire dans cette science établie qu'est la physique nucléaire la part du rêve.

CLAUDE DETRAZ, directeur du laboratoire national GANIL (Caen).

Une télé très plate

Les scientifiques ont mis au point la télévision couleur à écran plat. Mais sa commercialisation n'est pas pour demain.

L'ŒIL est plus que jamais roi du monde, de ce « village planétaire » cher à McLuhan, et l'image de plus en plus portante d'information. L'explosion de l'informatique, l'arrivée de la télématique et la pénétration accrue de la télévision dans les foyers ont multiplié les écrans à domicile et sur le lieu de travail. Pour tous, c'est désormais le règne de la religion « cathodique ».

Mais son premier serviteur, l'écran cathodique, présente l'inconvénient d'être encombrant, de consommer beaucoup d'énergie et de fatiguer la vue. Aussi, depuis une vingtaine d'années, les laboratoires du monde entier lui cherchent un remplaçant. Plusieurs candidats sont en lice : les écrans électroluminescents, les panneaux à plasma et les écrans à cristaux liquides. Ces derniers offrent bien des attraits, car ils sont très peu gourmands en énergie. Déjà utilisés pour l'affichage des montres et la visualisation des informations sur micro-ordinateurs portatifs, ils sont tout indiqués pour la fabrication d'écrans plats de télévision à images colorées et animées.

Mais, pour y parvenir, il a fallu mettre au point une technique nouvelle connue sous le nom de « matrice active », dans laquelle chaque point de l'écran est commandé par un transistor intégré. La tâche n'est guère facile lorsque l'on songe qu'un écran de 8 cm sur 8 cm en comporte quelque 102 400 ! Cette technique a été développée dans plusieurs laboratoires français et étrangers : au Japon, aux États-Unis et en France par le CNET (Centre national d'études des télécommunications), la division LETI du CEA et le laboratoire de recherche de Thomson-CSF.

L'écran plat du CNET est ainsi doté d'une matrice active constituée de transistors en couches minces, tracés dans du silicium amorphe et placés sur un substrat de verre. Transistors qui sont plus simples à fabriquer que ceux des concurrents, car seuls deux niveaux de masquage, au lieu de cinq ou six habituellement, sont nécessaires. Cet écran, de 8 cm sur 8 cm à images colorées et animées, a fait l'objet d'un dépôt de brevet en bonne et due forme, et le CNET espère augmenter sa taille jusqu'à une diagonale de 16 cm. Outre la télévision, d'autres applications sont envisagées : visiophone (téléphone à écran), minitel, tableaux de bord et affichage pour automobiles, écrans pour cockpits... Mais, pour l'heure, les premiers écrans plats réalisés à partir du procédé CNET, et simplement destinés à l'affichage, ne devraient pas être commercialisés avant les années 1991-1992. Des discussions sont en cours avec divers industriels français, notamment la SAGEM. Cependant, tous ces projets ne doivent pas masquer une dure réalité : les Japonais ont déjà atteint la phase industrielle et ont, sur leurs concurrents, deux à trois ans d'avance.

Ce constat de l'avance japonaise a d'ailleurs conduit Thomson-CSF à

rechercher la collaboration de la société américaine General Electric (1). Thomson disposait de la technologie de la cellule à cristaux liquides, mais il lui manquait le module d'éclairage et l'électronique associés à la cellule, dont disposait General Electric. Cela s'est concrétisé par un accord de recherche et de développement d'une durée de dix ans et par la création d'une unité de production d'écrans plats couleur, dénommée Prodis, commune à General Electric et à Thomson-CSF (via sa nouvelle filiale, Eurodisplay). Les premiers écrans, d'une taille de 16 cm sur 16 cm, dotés de circuits de commandes des lignes et des colonnes et de circuits imprimés, sortirent des chaînes à Grenoble, fin 1988.

Les militaires d'abord

Ces nouveaux produits sont destinés prioritairement aux équipements militaires et doivent, de ce fait, supporter sans dommages les conditions d'un environnement sévère. Toutefois, Eurodisplay ne dédaigne pas la recherche d'autres marchés, en particulier dans le domaine de l'informatique professionnelle et de l'automobile. Son objectif est de se familiariser avec la fabrication des écrans couleur pour l'affichage d'informations de type navigation aéronautique, pour ensuite se lancer dans la réalisation d'écrans destinés à un public plus large : celui des acheteurs potentiels de postes de télévision.

Cette étape a déjà été franchie par les Japonais, qui fabriquent industriellement des téléviseurs de poche couleur et noir et blanc (4 cm sur 5 cm) à cristaux liquides. En 1986, ils ont vendu un million de ces téléviseurs gadgets dans le monde. Ce marché devrait atteindre de 8 à 10 millions d'unités en 1990. Un marché difficile à conquérir mais pour lequel, suivant leurs habitudes, les Japonais « sont prêts à laisser quelques plumes » pour mieux le contrôler dès le départ. « On attend avec des petits écrans, souligne un industriel, on crée des habitudes, et on apprend le métier », même si ces petits téléviseurs vendus à environ 2 500 francs pièce le sont à perte. C'est ce que fait, par exemple, le groupe Matsushita. Cela démontre que « la technologie n'est

pas encore totalement maîtrisée - et que - les rendements sont faibles ». Ainsi qu'on le précise chez Thomson Grand Public, « réussira celui qui fera sauter les problèmes qui diminuent le rendement des circuits intégrés sur une tranche de silicium amorphe ». Actuellement, pour réaliser un écran de 12 pouces sur 12 pouces (30 cm sur 30 cm), il faut tester de 15 à 20 écrans.

Lorsque ces verrous techniques et économiques auront sauté, alors, peut-être, pourra-t-on fabriquer industriellement des écrans de plus grande taille (d'une diagonale de 45 cm par exemple), que l'on trouve actuellement seulement en laboratoire. Sans doute faudra-t-il pour cela attendre la fin des années 1990. Mais, même dans ce cas, ces écrans cohabiteront avec les téléviseurs à tube cathodique, dont les chaînes de fabrication sont ultra-rentabilisées. En sortie d'usine, un écran grande taille coûte en effet 1 000 F et un petit environ 500 F !

Les écrans plats à cristaux liquides constitueront donc, du fait de leur prix plus élevé, « un marché de deuxième ou troisième équipement » dans un environnement où la télévision classique aura bénéficié d'améliorations importantes. D'ici à la fin du siècle, en effet, l'écran sera plus rectangulaire, ce qui lui permettra d'accueillir, sans les déformer, les films en CinémaScope. L'image sera d'une bien meilleure qualité, grâce à la haute définition, faisant passer le nombre des lignes de 625 actuellement à 1 250. Le son sera meilleur et le nombre de chaînes reçues sera considérablement accru du fait des nombreux programmes relayés par les satellites de télévision directe.

Les écrans plats à cristaux liquides sont-ils susceptibles de gagner un jour la partie ? Aujourd'hui, les spécialistes pensent qu'ils resteront pour un temps réduits aux petites tailles. Pour de plus grandes, d'autres technologies peuvent s'imposer d'ici à la fin du siècle, comme celle de l'écran à plasma. On y travaille chez NHK et Hitachi au Japon, chez Thomson en France. Et, d'ici là, auront peut-être aussi été améliorés les systèmes de rétroprojection qui permettent de projeter une image télévisée sur un grand écran mural.

CHRISTIANE GALUS.

(1) Il faut rappeler qu'en décembre dernier General Electric et Thomson ont signé un accord consacrant l'achat par le groupe français de la division Electronique grand public de General Electric, ce qui a propulsé Thomson au troisième rang mondial sur le marché des téléviseurs couleur (50 millions de téléviseurs couleur ont été vendus dans le monde entier en 1985).

Demain

Les crustacés font peau neuve

Il y a près d'un an, l'un des principaux groupes textiles japonais, Unitika, obtenait l'autorisation de fabriquer une peau artificielle à base de chitine, une substance extraite des carapaces de crustacés.

C'est maintenant chose faite : le chercheur ont extrait, puis purifié la chitine au moyen de bisulfate de sodium et de soude caustique. Baptisée Beschitin W, cette peau artificielle d'un genre nouveau se présente comme un tissu non tissé.

Une seule application sur la peau est nécessaire, le pansement n'ayant pas besoin d'être renouvelé. La Beschitin est progressivement biodégradable jusqu'à la formation d'un nouvel épiderme.

Ce nouveau matériau aux propriétés analgésiques permet la cicatrisation des blessures et brûlures et une reconstruction de l'épiderme plus rapide et moins douloureuse qu'avec les produits utilisés habituellement, d'autant que cette « peau », faite en preuve d'une grande affinité pour les tissus humains, ne provoque pas de phénomène de rejet.

Roussel Medica K.K., filiale de Roussel Uclaf, va commercialiser ce produit très prochainement.

Unitika poursuit divers essais avec cette substance abondante au Japon, grand

consommateur de crustacés. Un fil de suture en chitine a déjà été mis au point.

L'Hôtel-Dieu pompes les larmes

Six personnes atteintes de grande sécheresse oculaire ont bénéficié d'un nouvel appareillage expérimental, une glande lacrymale artificielle mise au point à l'Hôtel-Dieu de Paris par le docteur Jean-Antoine Bernard (service du professeur Pouliquen).

La majorité des « yeux secs » sont soignés par des collyres ou des « larmes artificielles » ; l'absence complète de larmes, par l'obstruction des canaux lacrymaux, est la conséquence de facteurs multiples, parmi lesquels certaines maladies, dites « mucosyméchantes » dues parfois à l'incompatibilité à certains médicaments. A terme, cette sécheresse oculaire peut entraîner une cécité.

Ce nouvel appareil, sorte de « pompe à larmes » (de sérum physiologique) à batterie rechargeable - qui ne concerne que quelques cas graves, - est relié à un cathéter très fin fixé sous la peau de la paupière et permet ainsi l'irrigation régulière de la conjonctive et de la cornée.

Une unité des grands yeux secs pour la prise en charge de ces patients particuliers pourrait voir le jour à l'Hôtel-Dieu.

LE COURAGE DANS LA SCIENCE

Collection Jean-Paul Escande



« La rigueur et le brio. Tout honnête homme se doit d'avoir lu ce livre. »
Pierre Debray-Ritzen / Le Figaro

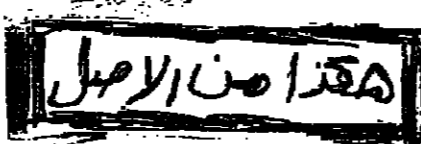


« Best-seller dans les universités américaines. »
Philippe Houdart / Impact Médecin



« Un de ces hommes qui forcent le respect et l'attention du lecteur. »
Gérald Messadié / Sciences et Vie

ALBIN MICHEL



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



SPATIAL NUCLEAIRE INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

CEP Systèmes, Division de CEP, est spécialisée dans les projets de technologie avancée et la maîtrise des systèmes complexes. Dans le cadre de notre développement nous recherchons :

CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU

- Mécanique :** Analyse de conception de systèmes - Calcul de structures - Etudes de sûreté de fonctionnement. R61. PES1
- Electrotechnique :** Etudes de sûreté de fonctionnement de réseaux de distribution, d'installations de production d'énergie et de systèmes de pilotage de processus industriels. R61. PES2
- Electronique :** Etudes de sûreté de fonctionnement de sous-ensembles électroniques de haute technologie (systèmes embarqués, temps réel...). R61. PES3
- Informatique Industrielle :** Etudes de sûreté de fonctionnement de systèmes programmés temps réel et de diagnostic (point de vue du logiciel). R61. PES4
- Assurance Qualité :** Suivi qualité de grands projets - Conseil et Formation. R61. PES5

Ingénieur Grande Ecole, vous êtes débutant ou possédez une première expérience de 2 à 5 ans. Vous avez une bonne pratique de l'anglais. Des déplacements de courte durée sont à prévoir.

INFORMATIENS DE HAUT NIVEAU

Conception et réalisation d'outils dans les domaines du Génie Logiciel et de l'Intelligence Artificielle.

- Ingénieurs Concepteurs d'Applications :** Expérience dans une fonction similaire. R61. IL1
- Programmeurs - Analystes Programmeurs :** Très bonne connaissance des langages industriels (PASCAL, C, ADA, FORTRAN). Expérience d'utilisation de SGBD. R61. IL2

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo, prétentions) sous référence choisie à CEP Systèmes - Mme E. Longlois - 34, rue Rennequin 75017 PARIS.

LA DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES DE LORIENT,

établissement industriel de l'Etat (4000 personnes) chargé des études, de la construction et de l'entretien des navires de guerre, recherche des INGENIEURS

CHEF DE PROJET

Electronicien

ENSTA, SUPTELECOM, SUPELEC ou équivalent
Vous êtes attiré par les techniques modernes de détection électro-magnétique et optronique. Débutant, formation complémentaire assurée. Vous serez chargé de la direction des études et essais d'installations les plus modernes à bord des navires de combat.

RESPONSABLE D'ESSAIS

Ingénieur électronicien (ENSI, ENI, ESEO ANGERS, etc.)

Vous serez chargé du montage, des mises en service et des essais, des équipements radars et optroniques modernes à bord des bâtiments de combat. Formation complémentaire assurée sur place. Débutant accepté.

RESPONSABLE PRODUCTIQUE

Ingénieur de haut niveau (ENSTA, ENSAM, CENTRALE)

Vous serez chargé de promouvoir le développement de Productique dans un grand établissement industriel et notamment de CFMAD, en coordonnant l'action des divers participants : informatique, bureaux d'études, ateliers.

CHEF DE FABRICATION

Ingénieur niveau minimum ENSI

Vous serez chargé de la fabrication des structures et éléments de coque de navires. Débutant, vous serez affecté dans un poste de formation avant d'accéder à des fonctions plus importantes : études, chargé d'affaires.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en précisant le (ou les) poste(s) souhaité(s) à :
D.C.A.N. - Service Personnel - B.P. 41
59595 LORIENT NAVAL.



La direction d'appui scientifique et technologique recherche pour son service « ANTENNES et FURTIVITE » située en SOLOGNE (80 Kms d'Orléans).

Ingénieur Antenne Hyperfréquences

Pour prendre la responsabilité du laboratoire ANTENNES ET MATERIAUX FURTIFS

- Sa mission :
- il dirige et réalise des travaux d'études, de développement et de fabrication de prototypes d'antennes et matériaux furtifs.
 - il assure les relations avec les bureaux d'études, les directions de programmes MATRA et les clients extérieurs (CNES, ESA...).
 - il définit les investissements à réaliser en matière d'études d'antennes et de matériaux furtifs.

Son profil :

- Ingénieur Grande Ecole Electronique, il possède 3 à 5 ans d'expérience dans le domaine des hyperfréquences.
- Organisé, ouvert, il possède d'excellentes qualités relationnelles.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV) à Emmanuelle CHEDAL - sous la référence EC/1420 Service du recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de Montigny-3 Avenue du Centre 78182 SAINT QUENTIN YVELINES CEDEX



Assurer notre avenir : la qualité

Faire appliquer et faire vivre le MAQ et les plans d'inspection en interne et avec les partenaires extérieurs, animer le service, développer une stratégie de management de la qualité totale, c'est la mission du

Chef de service qualité

d'une société leader en télémanipulation et téléopération, principalement dans le domaine nucléaire.

Rapportant à la Direction Générale et en liaison avec le Directeur d'Usine et le Directeur Commercial, il gère son service d'une vingtaine de personnes.

Ingénieur mécanicien, il a une expérience de quelques années dans l'assurance de la qualité de produits de haute technologie. L'anglais est indispensable pour les marchés extérieurs.

Le poste est basé près de Vendôme. Ecrivez sous référence 440/LM.



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris
PARIS LYON STRASBOURG MILAN

CAP GEMINI SOGETI

L'Expertise Informatique

Nous avons besoin de conseils...

Nous sommes leader sur le marché des BANQUES et des FINANCES depuis plusieurs années. Le métier de conseil évolue vers des missions de partenariat avec les dirigeants d'entreprises. Pour suivre ce mouvement, nous avons mis en place l'UNITE CONSEIL, qui réunit des CONSULTANTS de haut niveau spécialisés dans un domaine technique ou fonctionnel. Leurs missions ? Conseiller nos clients sur leurs choix stratégiques, les assister dans la mise en place de leurs nouvelles solutions logicielles...

Vous souhaitez, vous aussi, évoluer et suivre le mouvement ? Prenez contact avec Catherine BOURSIER, CAP SOGETI TERTIAIRE, 86 rue de la Pépinière, 75008 Paris sous référence CC03.

Consultant "Salles des Marchés"

Consultant "Valeurs Mobilières"

Vous avez une expérience significative de l'informatique appliquée aux Salles des Marchés ou aux Valeurs Mobilières. Venez rejoindre l'équipe qui intervient auprès de nos clients dans ces domaines et leurs proposent des solutions adaptées à leurs besoins.

CAP SOGETI TERTIAIRE

ALIMENTATION ANIMALE

Une interprofession qui fait plaque tournante dans la filière agro-alimentaire recherche un INGENIEUR DEVELOPEMENT pour coordonner et/ou diffuser au plan national et européen les recherches, les techniques et les données économiques de l'alimentation animale. En particulier il s'attachera à promouvoir une meilleure utilisation des tourteaux et protéagineux pour en accroître les débouchés.

Ce poste peut convenir à un INGENIEUR (agronome), à un UNIVERSITAIRE ou encore à un VETERINAIRE de 28-30 ans qui a déjà une expérience en alimentation du bétail et en formulation.

Anglais indispensable - Poste situé à Paris 8^e. Ecrire sous réf. 723 à M. A. DANNEBERGER, CEPIAD, 135, avenue de Wagram 75017 Paris.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Ingénieur production

Chimie de base

Midi Pyrénées - Cette société (300 personnes, 750 millions de francs de chiffre d'affaires) filiale d'un important groupe allemand, poursuit son développement et recherche pour l'une de ses usines basées en Midi Pyrénées un ingénieur de production. Après une formation assurée par le siège, il prendra la responsabilité d'un atelier d'hydrogénation à haute pression, de 15 personnes, au sein duquel il aura pour mission de démontrer, mettre au point et optimiser une installation nouvelle de très haute technologie pilotée par ordinateur. Ce poste convient à un ingénieur chimiste, âgé d'au moins 30 ans ayant une première expérience réussie de production soit en chimie soit en pétrochimie. Des connaissances en hydrogénation et haute pression et une expérience de la conduite d'installations assistée par ordinateur seront des atouts supplémentaires. La connaissance de l'allemand est indispensable pour ce poste qui nécessitera de fréquents déplacements au sein de la maison mère. La rémunération de l'ordre de 300.000 francs et les perspectives d'évolution sont intéressantes pour un candidat de valeur. Ecrire à Arlette RIEBUYCK en précisant la référence A/T7224M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA
PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
2 Bis, avenue Fédée - 31400 TOULOUSE - Tél. 61.52.34.18
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Le futur se maîtrise

ORGANIMAR
le lien informatique solide.

Ingénieur réseaux

Créer notre direction technique en Provence - Organimar a une vocation de leader sur le marché des réseaux et de la communication informatiques. La très forte croissance de la société, ses besoins de consolider ses compétences, la conduisent à rechercher un ingénieur réseaux pour créer sa direction technique. Il validera de nouveaux produits et services (hard et soft) et participera à leur lancement. Il constituera son équipe au siège à Marseille et dans les agences (Paris, Lyon, Marseille, et bientôt à l'étranger). Il maintiendra les relations avec les constructeurs informatiques pour permettre à l'entreprise d'assurer un rôle d'interface actif constructeurs/clients. Vous êtes ingénieur (Sup, Télécom, ENSAM...) âgé d'au moins 27 ans, vous disposez d'une expérience dans les réseaux locaux, les réseaux ou encore les systèmes informatiques. Ecrivez à B. COULANGE en précisant la référence A/X5049M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA
PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
4, rue Lantéde - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.26.99.90
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

SUP TELECOM

L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

RECHERCHE :

- **RESPONSABLE DU GROUPE "SYSTÈMES AVANCÉS DE COMMUNICATIONS NUMÉRIQUES"** ayant l'expérience des techniques évoluées de codage et de modulation sur des supports à grand débit pour son département COMMUNICATIONS.
- **ENSEIGNANT-CHERCHEUR EN TRAITEMENT DE SIGNAL** ayant 3 à 5 ans d'expérience en méthodes modernes de traitement du signal et/ou en acoustique pour son département SIGNAL.
- **ENSEIGNANT-CHERCHEUR EN RÉSEAUX TÉLÉ-INFORMATIQUES** ayant une expérience en architecture et protocoles de réseaux pour son département RÉSEAUX.
- **INGÉNIEUR "CONCEPTION DE CIRCUITS INTÉGRÉS COMPLEXES VLSI"** ayant 3 à 5 ans d'expérience industrielle pour son département ELECTRONIQUE.

Ingénieurs Grande Ecole ou Universitaires 3^e cycle, ils seront chargés d'assurer et d'encadrer des enseignements et de mener ou de piloter des programmes de recherche.

- **ADJOINT CHARGÉ DE LA VALORISATION DE LA RECHERCHE**, pour sa Direction Scientifique. Participant à la négociation de conventions de recherche industrielle et de contrats européens, il aura le goût de promouvoir la recherche et de valoriser ses résultats.

ADRESSER CV au Secrétaire Général de l'Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications
46, rue Barrois 75634 PARIS CEDEX 13

LA TELEPHONIE, UN SECTEUR PASSION !

En Rhône Alpes...

Leader dans le secteur de LA TELEPHONIE, nous poursuivons notre politique de diversification dans le domaine des télécommunications et renforçons nos moyens en RECHERCHE et DEVELOPPEMENT dans la communication d'entreprise. Nous recherchons pour cette activité :

UN CHEF DE PROJET

De formation ingénieur matériel/logiciel. Il possède dix années d'expérience dont au moins cinq années dans la conduite de projets de logiciels temps réel.

INGENIEURS EN LOGICIEL

De formation ingénieur matériel/logiciel. Ils possèdent cinq années d'expérience en logiciel temps réel. Pratiquent les langages assembleurs et évolués (Pascal, C). Ils sont familiarisés avec l'architecture de systèmes à micro-processeurs 16/32 Bits.

INGENIEUR EN MATERIEL

De formation ingénieur électronique. Il possède cinq années d'expérience dans la réalisation d'interfaces avec le réseau et les terminaux téléphoniques. Il a de bonnes connaissances dans la mise en œuvre de micro-processeurs 16/32 Bits et de leur environnement.

Pour tous ces postes, une expérience dans l'étude et le développement de systèmes de communication d'entreprise notamment orientés R.N.I.S. sera appréciée.

La connaissance de l'anglais est indispensable. Le projet se déroule dans un contexte international. Le lieu de travail se situe en région RHONE-ALPES. Qualité de vie et conditions de travail y sont au Top Niveau.

Merci d'adresser votre candidature en écrivant à
Contesse Publicité
(sous réf. 2001, sur l'enveloppe),
3, rue Pierre-Robin 69363 LYON cedex 07.


LA FORMATION : L'ATOUT DE VOTRE SUCCES !

INGENIEUR ELECTRONICIN

Notre Division Entreprise commercialise des équipements vidéo-professionnels de haute technologie destinés aux entreprises, chaînes de TV et studios de production. Rattaché au Responsable Formation de notre Département Technique, votre sens pédagogique allié à votre intérêt pour les nouveaux produits, vous permettra de concevoir et d'animer des stages auprès des techniciens de nos Distributeurs et de notre clientèle directe. Vous êtes débutant ou avec une première expérience. C'est surtout votre motivation à transmettre notre savoir-faire et votre désir d'évoluer dans un environnement de qualité qui vous mèneront à terme vers d'autres responsabilités. La pratique de l'anglais technique est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo: sous référence: IF/2203 à Eric Bastard, Sony France, Direction des Relations Humaines, 19/21, rue Madame de Sarzillon, 92110 CLICHY.

SONY



La meilleure façon de contrôler son futur, c'est de le créer.

Venez construire le vôtre et celui d'Apple.

Nous vous offrons l'opportunité :

- de doubler avec nous notre chiffre d'affaires actuel c'est-à-dire de dépasser 2 milliards de Francs en 1990
- de continuer à accroître les performances d'un réseau de distribution dont la qualité et la compétence ne sont plus à prouver
- de mettre en oeuvre votre créativité et votre professionnalisme dans le cadre de méthodes de management innovatrices et performantes.

Avec une formation supérieure (Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce) et pluridisciplinaire, une solide culture générale, la capacité de dialoguer aussi bien avec des scientifiques que des linéaires, une bonne connaissance des télécommunications, idéalement une première expérience commerciale dans le domaine de l'éducation chez un constructeur ou un distributeur, vous pouvez nous rejoindre comme :

Ingénieurs Technico-Commercial Education

Les Usis RÉF. ITCE/M

Votre rôle sera :

- de supporter techniquement l'équipe Education, les Ingénieurs Commerciaux, les agences régionales lors des présentations produits, des actions d'animation dans l'enseignement supérieur, des formations internes et concessionnaires,
- d'assurer le suivi des programmes Education (Apple University Consortium, ...) et des clients Grands Comptes Education

Ingénieurs Commercial Education

Les Usis RÉF. ICE/M

Votre rôle sera :

- de supporter commercialement des agences régionales lors de prospections et des actions d'animation (Grandes Ecoles, organismes de formation et leurs associations professionnelles)
- de conduire les actions de promotion et de suivre les relations avec les Grands Comptes Education

Participer à notre fabuleuse évolution sera peut-être votre futur...
Ecrivez à Pierre GRELLIER, Directeur des Ressources Humaines (CV, photo, lettre manuscrite) sous référence correspondante.

Apple Computer France BP 131 91944 Les Ulis Cédex

مقرنا من الامم

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

analyste systèmes

LEUROPE
LES HOMMES ET L'ESPACE



L'AGENCE SPATIALE EUROPEENNE RECHERCHE UN ANALYSTE SYSTEMES POUR LA DIVISION CALCUL DE SON CENTRE DE RECHERCHE ET DE TECHNOLOGIE SPATIALE (ESTEC). SITUÉ A NOORDWIJK (PAYS-BAS).

Il assurera la mise en œuvre et la maintenance de logiciels d'application sur PC et sur processeur central IBM avec système d'exploitation VM/CMS et logiciel PROFS de bureau. Il pourra lui être demandé de veiller à ce que les utilisateurs fassent un usage efficace des moyens informatiques et il sera chargé de planifier et mettre en œuvre des systèmes de bases de données avec leur logiciel d'application pour le compte de l'Administration.

Les candidats doivent avoir un diplôme universitaire ou une formation équivalente en mathématiques ou en informatique, ainsi que 4 années d'expérience de l'analyse et de la conception de systèmes de logiciel dans les domaines suivants : applications réparties processeur central-PC, bureautique, bases de données, langage de quatrième génération et programme COBOL.

Une très bonne connaissance de l'anglais ou du français est exigée ; une certaine connaissance de l'autre de ces deux langues souhaitable.

Les conditions d'emploi sont celles des organisations internationales et comprennent : indemnité d'expatriation et allocations familiales, régime de sécurité sociale et de pension, indemnité d'installation. Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae détaillé sont à adresser au Chef du Personnel de l'ESOC, Robert-Bosch-Strasse 5, D-6100 Darmstadt (RFA) sous la référence VN12.



High Tech

Jeune filiale d'un puissant Groupe Industriel Français, nous sommes spécialisés dans le développement de stations de travail graphique et leurs applications en CAO/FAO et dans la conception de composants électroniques - 100 personnes, 83 MF, notre croissance est rapide et nos objectifs ambitieux (500 MF et 20 % du marché à l'horizon 1993). Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons pour étoffer notre équipe Recherche & Développement à TOULON un

Ingénieur de Haut Niveau pour travailler sur le Noyau UNIX

Au sein de l'équipe de développement logiciels systèmes et dans le cadre d'études sur les stations de travail, il devra effectuer le portage de modules logiciels au cœur de l'operating system. Les domaines de compétence souhaités concernent le logiciel de base, le réseau ou le graphique.

Ingénieur Grande Ecole, le candidat possède une expérience de 3 à 5 ans acquise dans un environnement similaire (une expérience américaine serait fortement appréciée mais non indispensable). C'est en tout cas un véritable spécialiste UNIX qui possède aussi des connaissances hardware.

Il est autonome et rigoureux, doit posséder un fort potentiel de développement et être motivé par des fonctions d'encadrement à terme.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence B 137 M & Ernst & Whinney, 150 Bd Haussmann 75008 PARIS.



BANQUE D'AFFAIRES FRANCAISE

recherche, dans le cadre du nouveau Plan de Développement Organisation et Informatique, des

CHEFS DE PROJETS

pour les domaines suivants : comptabilité, mouvements de fonds, trésorerie, système interpréteur, salle des marchés.

De formation supérieure, vous avez entre 2 à 4 ans d'expérience dans cette fonction. Vous voulez rejoindre un service composé d'équipes jeunes et motivées, utilisant des matériels (IBM 308 X sous MVS/XA) et des techniques de pointe : environnement CICS, ADABAS et/ou DB2, COBOL. Dictionnaire des données, méthode Merise. Au sein du Service Etudes, nous apprécierons votre aptitude à conceptualiser et faire évoluer vos projets ainsi que vos qualités de management pour la mise en place des solutions retenues.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (photo, CV, lettre manuscrite) sous référence 28157/LM, à Média-System, 6/8 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17.



TELECOMMUNICATIONS

T. D. L.

JEUNES INGENIEURS BRANCHES POUR RESEAUX CABLES

La fin du monopole de la télédiffusion nous ouvre l'accès d'un marché vaste et demandeur. De structure récente et légère, T.D.L. dispose d'atouts techniques exceptionnels ayant suscité l'intérêt d'un groupe puissant qui lui apporte son appui.

Notre challenge : établir une position forte sur le marché français et européen des équipements de communication moderne (câble, capteurs, commutateurs).

Pour le réussir T.D.L. recherche 3 ingénieurs qui prendront en charge des projets d'équipement avec les actions de coordination et de suivi des sous-traitants que cela implique.

Ingénieur généraliste ou spécialisé (T.P., Télécom, Electronique...), vous avez une expérience de 3/5 ans de suivi de chantier ou d'affaires, vous parlez l'anglais et/ou l'espagnol et, à 30 ans environ, vous recherchez une structure légère et explosive pour vous exprimer. Ecrivez à H.B., 66 Avenue Victor Hugo, 75116 Paris sous la référence 200 B.

Vous êtes

INGENIEUR

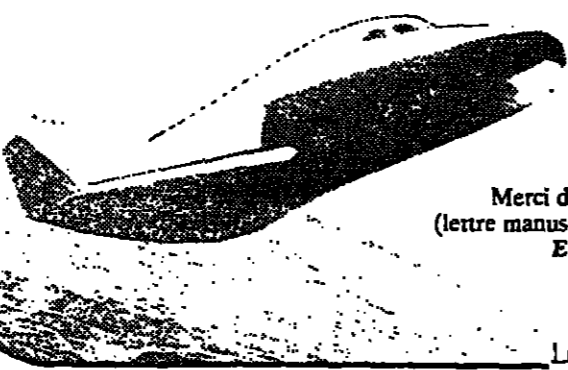
Après une PREMIERE EXPERIENCE TECHNIQUE, vous êtes ATTIRE par la VENTE.

Devenez

INGENIEUR COMMERCIAL

en SOCIÉTÉ DE SERVICES ET D'INGENIERIE EN INFORMATIQUE.

Rejoignez notre département « REALISATION DE LOGICIEL EN INFORMATIQUE TECHNIQUE ».



Merci de nous adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V.) sous la référence ICIT3 à EUROPE INFORMATIQUE 12, rue Godot de Mauroy 75009 PARIS

contrôle de processus CAO intégration de systèmes télé-communications traitement d'images graphique...

INFORMATIQUE TECHNIQUE

Spécialiste européen de la maintenance légère automatisée

Notre notoriété repose sur la capacité à répondre aux besoins de nos clients par des technologies avancées et évolutives. PME établie sur le littoral de Bretagne sud, dans un environnement jeune et performant, nous poursuivons notre développement et notre diversification, et souhaitons intégrer des INGENIEURS MECANIQUE ou Généralistes motivés par notre secteur d'activité.

JEUNE INGENIEUR D'AFFAIRES

Vous développez sur l'île de France une chambre industrielle à la recherche de gains de productivité. Débutant ou avec une première expérience, animé de curiosité, vous avez une réelle aisance de contact pour analyser concrètement les besoins et définir les systèmes à implémenter. (Réf. 8822)

CHEF DE PROJET AGRO-INDUSTRIES

Vous proposez des solutions d'optimisation de la production dans un secteur où vous avez déjà évolué ou que vous connaissez. Une première expérience en ingénierie serait appréciée. (Réf. 8823)

JEUNE INGENIEUR AUTOMATISME ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Vous participez à la création des standards et au développement des programmes. Votre motivation à promouvoir des méthodes de développement, des outils logiciels et matériels, avec rigueur technique et sans des relations, vous fera évoluer à court terme vers un poste de chef de projet. Anglais souhaité, débutant ou première expérience. (Réf. 8824)

RESPONSABLE BUREAU D'ETUDES MECANIQUE

Avec une grande disponibilité intellectuelle, vous aimez organiser et favoriser le travail en équipe. Ingénieur confirmé en dessin, exercé dans un poste évolutif, vous pilotez le développement des standards, le suivi des études et la coordination des projets. (Réf. 8825)

Nous examinerons avec intérêt les dossiers d'ingénieurs attirés par une mission technique et stimulante avec un large champ d'autonomie. La rémunération, basée sur la compétence et sur l'expérience, sera attractive pour des candidats de valeur.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo) sous référence choisie à :

Jacques Le Grignou Conseiller de Direction
Route du Passage / 56430 SAINT-ARME
Réponse et discrétion garanties

Filiale d'un important groupe français, leader international, nous recherchons dans le cadre de notre développement, un

TECHNICO-COMMERCIAL

La trentaine, de formation technique supérieure, niveau BTS ou DUT, vous avez acquis une solide expérience de la vente de composants et/ou sous-ensembles électroniques et êtes bien rodés à la négociation auprès des acheteurs industriels. Homme de terrain, dynamique, autonome, vous prenez en charge la promotion et le suivi des ventes qu'effectuent en Europe nos établissements situés aux USA et en Extrême-Orient. Votre poste sera basé à Paris avec des déplacements très fréquents en France et à l'étranger. Il vous faut une bonne connaissance de l'anglais, et la pratique d'autres langues, (espagnol, italien) est souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 2323 à : ORGANISATION ET PUBLICITE 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui trans.

Le Ministère de l'Éducation nationale

engagé dans un processus de rénovation accéléré de son système d'information et au sein d'un environnement technique de premier plan

RECRUTE

UN INGENIEUR SYSTEME

Intégré au sein du Centre de Traitement de l'Informatique Administrative et de Gestion, il devra prendre en charge la mise en place, le suivi et l'optimisation des logiciels de base et produits associés ainsi que l'exploitation dans un contexte BULL, DPS7, GCQ57, TDS, IDS II.

Ce poste se situe en proche banlieue SUD DE PARIS. Le candidat devra posséder une formation école scientifique ou niveau universitaire équivalent. Une première expérience professionnelle serait souhaitable.

Adressez lettre manuscrite, photo et présentons au :
Ministère de l'Éducation nationale/DGF,
Département de l'Innovation et des technologies nouvelles,
110, rue de Grenelle, 75005 PARIS.
Tél. : (1) 45-50-14-01.



INFORMATIENS EXPERTS

polyvalents pour des missions de conseil portant sur :
• le DIAGNOSTIC et l'établissement de PLAN D'ACTION,
• le développement de PLAN STRATEGIQUE,
• l'architecture de SYSTEME D'INFORMATION.

Nous vous offrons de rejoindre nos Centres de Compétences spécialisés, à vocation nationale.

Ces postes représentent une opportunité d'évolution pour des informaticiens motivés pour le service, dans un secteur d'activité en forte progression.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à Denis VILLETET, COMELOG, 7 rue Louis David - 75116 PARIS.



SECTEURS DE POINTE


Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Un des Premiers Groupes d'Édition Français (PARIS) définit son nouveau plan directeur informatique et recherche son :

DIRECTEUR INFORMATIQUE

- Ce cadre expérimenté d'environ 35 ans est ingénieur de formation, il a une connaissance approfondie du domaine de la distribution où il a exercé des responsabilités de chef de projet et de management dans différents services informatiques.
- Il maîtrise les techniques de pointe en matière de réseaux et d'informatique répartie.
- Sous la responsabilité de la Direction Générale, il anime et coordonne l'ensemble des moyens informatiques du Groupe. Il participe à la définition du plan directeur, le met en œuvre et en assure l'évolution.
- C'est un brillant technicien, doté d'une capacité de dialogue et de communication.

Adresser lettre + CV + photo sous réf. DI 050 à :
Norine NIZEROLLE - Cabinet de Recrutement - ATVA R.L.
45, rue Anatole-France 92300 Levallois-Perret.



RESSOURCES INFORMATIQUES


Le futur se maîtrise

ORGANIMAR
le lien informatique solide.

Jeunes ingénieurs

Devenez ingénieurs d'affaires sur le marché des réseaux informatiques et de la connectique - Organimar s'affirme comme un des leaders du marché des réseaux et de la communication informatique. Sa très forte croissance, sa solidité financière, lui permettent de proposer pour Paris, Lyon et Marseille des postes à responsabilité élargies à de jeunes ingénieurs (généralistes ou spécialisation électronique/informatique), débutants ou première expérience. Ingénieurs d'affaires, ils conduiront des missions de conseil, de conception, de mise-en-œuvre de réseaux informatiques. Ils en maîtriseront les aspects techniques, et "business" : développement commercial et rentabilité. En France, à l'étranger, la création de nouvelles agences, ainsi que les nouveaux marchés qui s'ouvrent, sont autant d'opportunités de développement personnel à court terme. Ecrire à B. COULANGE en précisant la référence A/X5048M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA
PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
4, rue Lucipède - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.36.99.99
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Prologue s.a.
La micro grand large.

Leader en France de la micro-informatique multiposte, PROLOGUE conçoit et commercialise des logiciels auprès d'une clientèle de constructeurs informatiques, SSI, distributeurs et grands comptes. Société en développement constant, PROLOGUE renforce son potentiel et souhaite intégrer

Deux jeunes ingénieurs logiciels futurs responsables de projets

Au sein d'une équipe mettant en œuvre les techniques les plus évoluées, leur mission sera :

- de créer des logiciels de télécommunications dans des architectures réseaux (ISA, SNA...)
- de prendre la responsabilité complète du développement de leurs produits en répondant aux besoins du marché.

Pour ces fonctions évolutives, nous souhaitons rencontrer des ingénieurs :

- diplômés grandes écoles ou universités,
- débutants ou possédant une première expérience de 1 à 2 ans dans un environnement temps réel,
- connaissant de préférence les langages C et assembleur,
- sachant allier créativité, dynamisme et rigueur.

Localisation : Les Ulis (Paris Sud)
Si ces opportunités vous intéressent, veuillez adresser votre candidature sous la réf. 11A 926-8M.
Discretion absolue

Membre de Syntec **etap**
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

ingénieurs usine

VOS AMBITIONS SUR LE TERRAIN

Le Groupe VICAT, avec plus de 2 000 collaborateurs, 3 milliards de francs de C.A. et une diversification réussie de ses activités :

- cimentiers en France,
- béton et granulats,
- mortiers industriels et chimie du bâtiment,
- papeterie,
- cimentiers aux Etats-Unis,

recherche des ingénieurs pour prendre en charge des missions évolutives dans des unités à taille humaine très automatisées.

A 30 ANS ENVIRON
animé du goût d'entreprendre et de la technique, vous êtes passionné par votre métier et souhaitez pouvoir évoluer au rythme de vos compétences vers des postes d'encadrement, de plus en plus pointus.

Pour ces 2 profils de poste, homme de terrain, vous saurez mettre à profit toutes vos qualités : sens de l'organisation, esprit de décision, créativité et pragmatisme, manager de tempérament, vous avez l'art d'animer et de motiver vos équipes.

A 35-40 ANS ENVIRON
votre solide expérience dans l'industrie lourde notamment dans les domaines de la fabrication et de l'entretien, vous amène, aujourd'hui à rechercher un champ d'intervention plus large, des responsabilités plus importantes.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo indispensable, sous la réf. 5311/LM, à MEDIA P.A. - 53, av. V.-Hugo 75116 PARIS, qui transmettra.



Unité d'un important constructeur informatique de dimension internationale, spécialisée dans l'étude et le développement de logiciels "MICRO/MANFRAME/LINK" recherche, pour jouer un rôle moteur dans sa croissance, un

Ingénieur logiciel à fort potentiel

Spécialiste centrons informatiques BULL, il sera chargé du développement de logiciels dans un environnement technique de pointe (télécommunication ISO/DSA et SNA, bases de données relationnelles, progiciels micro-informatiques, etc.).

Pour réussir dans ce poste, vous êtes :

- diplômé d'une grande école d'ingénieur (ENST, MINES, SUPLEC, ENSI...) mais surtout passionné d'informatique,
- désireux de valoriser une première expérience de développement de 1 à 2 ans acquise de préférence en environnement BULL et qui vous a permis de maîtriser les langages de commande des centrons PASCAL et/ou C,
- persuadé que c'est en équipe que l'on obtient les meilleurs résultats.

Poste en proche banlieue sud de Paris (proximité REK).
Ecrire sous réf. 11B 882-8M
Discretion absolue

Membre de Syntec **etap**
71, rue d'Auteuil 75016 Paris


Un groupe français en optique-électronique nous sommes leader dans ce domaine en Europe, et en progression constante sur le plan international. Nous devons recruter à notre vitesse pour maintenir et améliorer la qualité de nos produits et notre capacité à répondre aux nouvelles exigences du marché. Mais nous sommes aussi très intéressés à nos futurs collaborateurs pour qui l'information, la communication et l'innovation sont les meilleurs moyens de progresser ensemble.

Ingénieur Mécanicien

Votre expérience de 2 ans minimum sur outils d'estampage, matricage et découpe, en complément de votre diplôme d'ingénieur, font de vous le candidat idéal pour prendre la responsabilité d'une équipe chargée de la définition et de la réalisation d'outils de production de montures. La haute technicité de cette équipe implique une autorité naturelle et un grand sens du contact. Vos compétences seront valorisées par le caractère haut de gamme des produits sur lesquels vous interviendrez. Sous l'autorité du Directeur de l'usine, ce poste est basé à Joinville le Pont.

Merci d'adresser votre CV manuscrit, lettre, photo et prétentions sous réf. 162 M à ESSILOR INTERNATIONAL - Service Emploi Formation - 1, rue Thomas Edison Echât 902 - 94028 Créteil Cedex.

Animer une équipe de conception et réalisation d'outillage



BIAO AFRIBANK
Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale

Pour renforcer ses équipes, recherche des INFORMATIQUES

PROGRAMMEURS ANALYSTES et CHEFS DE PROJET

ayant de très bonnes connaissances bilingues

Adresse candidature CV et prétentions à la Direction du Personnel et des Ressources Humaines BIAO - 9, Avenue de Messine - 75008 PARIS

IMPORTANT ORGANISME RECHERCHE POUR SON CENTRE DE CALCUL BASÉ DANS LA RÉGION NICOISE

ANALYSTES PROGRAMMEURS

débutants
Miage, maîtrise d'informatique...

Nous utilisons les techniques de gestion informatique les plus performantes et disposons d'un matériel informatique très important (Ordinateurs IBM 3081 - 64 et 48 mega octets, réseaux de plus de 1000 terminaux, plus de 70 milliards caractères en lignes).

Formation complémentaire assurée, réelle possibilité d'évolution dans un environnement enrichissant.

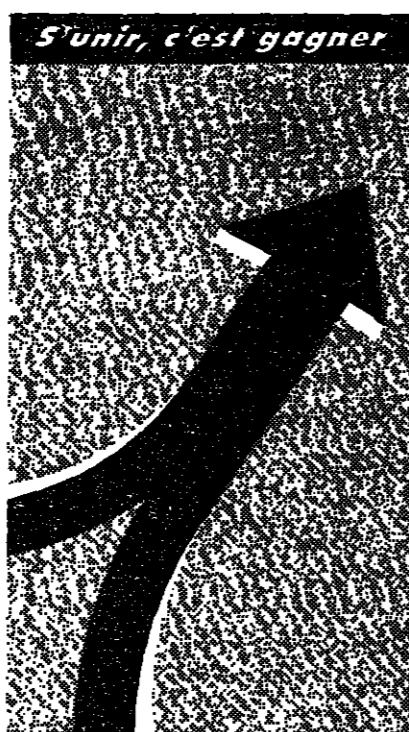
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2420 à :
ORGANISATION ET PUBLICITE
2, rue Marengo - 75001 Paris qui transmettra.

مركزنا من الامم

هنا من الامم

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



NOS LABORATOIRES D'ETUDES ET DEVELOPPEMENT : UN UNIVERS DE HAUTES TECHNOLOGIES, DES STRUCTURES A TABLE HUMAINE.

LCTAR (Le CENTRE THOMSON d'APPLICATIONS RADAR) 230 personnes dont 90 ingénieurs a pour vocation l'étude et le développement de techniques avancées dans le domaine du Radar. Autonomie, goût de l'innovation, capacité à vous impliquer dans des projets d'envergure, telles sont les qualités que vous mettrez en œuvre en nous rejoignant.

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Vous possédez 5 ans d'expérience minimum dans l'un des domaines suivants :
- Ensembles numériques de traitement du signal Réf.Z1
- Logiciels pour micro-processeurs Réf.Z2
- Systèmes Radar Réf.Z3

Vous participerez dans votre spécialité à l'évolution de nos projets, au sein de petites équipes pluridisciplinaires.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à LCTAR Service des Relations Humaines 18/20, rue Grange-Dame-Rose 78143 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX



PROGRAMME ARIANE 5

La Direction des lanceurs du CNES à Evry (91) recherche un :

Ingénieur informaticien grande école

Vous avez acquis 5 à 6 ans d'expérience industrielle, essentiellement dans le domaine du temps réel décentralisé avec des connaissances en génie logiciel (atelier, langages et méthodologie).

Votre mission : au sein de l'équipe "préparation des lancements", définir les spécifications et participer vis-à-vis des industriels concernés à la gestion des ensembles de contrôle du lanceur ARIANE 5. La pratique de l'anglais est nécessaire.

Les candidatures sont à adresser, avec CV et photo sous la référence 88/DLA/05 à Monsieur le Chef du Département Personnel, Centre Spatial d'Evry, Rond-Point de l'Espace, 91023 Evry Cedex.



Centre National d'Etudes Spatiales

LES COMPETENCES DU FUTUR

ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

recherche pour sa

Division Détection

INGENIEUR D'AFFAIRES

(FRANCE & EXPORT)

- Diplômé d'une école d'ingénieurs vous avez de 5 à 7 ans d'expérience technique et/ou technico-commerciale en Electronique et si possible dans les Systèmes Radar et/ou Informatique,
- vous avez une pratique courante de l'ANGLAIS - parlé, lu, écrit - et si possible d'une 2^e langue,
- autonome, avec un sens aigu de la responsabilité et des contacts, vous participerez activement, au sein d'une équipe technico-commerciale déjà en place, à la promotion de nos matériels. Vous aurez à effectuer des déplacements en FRANCE et à L'ETRANGER.

Les dossiers de candidature - sous référence 3466M à préciser sur l'enveloppe seront traités confidentiellement par :

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

april N°1 français de l'automate programmable

Ingénieur

en électronique, automatismes, informatique industrielle

Passionné par les techniques de pointe, à 25/30 ans environ, débutez ou faites évoluer votre carrière dans une Entreprise performante.

Ingénieur Commercial

Responsable de notre agence de TOULOUSE

Nous vous offrons : un marché porteur, une formation à nos produits, une grande autonomie... un cadre de vie exceptionnel. Nous souhaitons : forte motivation pour un poste commercial de terrain, dynamisme et ambition. Première expérience de la vente de biens d'équipement industriels appréciée.



Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 633 MF à notre Conseil ROUBIEX DECISION, 32 rue des Volontaires 75015 PARIS.



Groupes Pharmaceutiques Français de dimension Internationale en Développement Spécialiste en Imagerie Diagnostique Leader en France 500 MF de chiffre d'affaires Croissance annuelle de 10 à 15 % - moitié à l'export. 800 personnes dont 120 en Recherche.

Recherche deux

JEUNES DIPLOMES

170 000 F. (+ selon expérience)

Pharmaciens, Ingénieurs Chimistes, HEC, ESSEC...

Vous souhaitez développer vos compétences et faire évoluer votre carrière dans une entreprise dynamique, en expansion, ouverte sur le monde, et qui valorise la Recherche et la Qualité.

Nous, notre dynamisme et notre développement sont basés sur la Recherche, l'Ouverture, la Qualité et l'Implication des Hommes.

Si vous êtes ouvert, si vous avez le sens des contacts sur le terrain, si vous avez des aptitudes au travail en groupe, à la pédagogie ou à l'animation,

Nous vous proposons comme premier poste chez Guerbet, l'une de ces deux missions basées sur notre site industriel et de recherche d'Aulnay-sous-Bois :

QUALITE : vous serez le moteur de la promotion, du développement et de l'animation de notre système QUALITE pour notre activité Chimie.

ORGANISATION : vous coordonnerez les actions d'organisation liées à l'administration de la Production et vous en optimiserez les moyens. Vous créerez, mettrez en place et ferez vivre le tableau de bord pour l'ensemble de l'activité Chimie.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. détaillé et photo) sous référence AU-LMO888 à : GUERBET - Etablissement d'Aulnay - BP N° 15 - 93601 AULNAY SOUS BOIS Cedex.

INGENIEURS COMMERCIAUX INFORMATIQUE



CMG, société d'ingénierie spécialisée dans l'informatisation des entreprises industrielles recherche pour appuyer son puissant développement de nouveaux collaborateurs.

De formation supérieure (grande école de commerce ou d'ingénieurs), vous possédez une première expérience commerciale réussie en informatique de gestion.

Pour mener à bien les importantes missions que nous vous confierons, vous proposerez à vos clients des solutions complètes (en termes de logiciels, matériels, clés en main, formation) tant en gestion de production, gestion commerciale qu'en gestion administrative.

Face à notre clientèle très diversifiée (de la PME à la multinationale), vous mettrez en œuvre avec l'aide de nos solides équipes techniques, talent à prospecter, conseiller, négocier...

pour gagner. Fort de vos résultats, vous découvrirez qu'avec CMG la prise rapide de responsabilités n'est pas un vain mot!

Merci d'adresser CV, lettres, photo, prétentions (sous réf. IC/MI) à Mme GOUFFIER, CMG, BP 38, 91942 LES ULIS CEDEX.



INGENIEUR LOGISTIQUE

Nous réalisons 445 MF de C.A., dont 40 % à l'export. Nous souhaitons intégrer un ingénieur possédant si possible un diplôme de 3^{ème} cycle en logistique et ayant obligatoirement 3 à 4 ans d'expérience de la fonction dans un environnement informatisé.

Chargé dans un premier temps de l'analyse et de la refonte des schémas de circulation des flux sur l'ensemble du processus de production - des achats matière, à l'expédition aux clients - il prendra ensuite la responsabilité de l'établissement du calendrier des collectives et du planning des différentes étapes de la production.

Le poste est basé à NIMES.

Merci de transmettre C.V. et rémunération souhaitée à : Régine DESPRETS - CACHAREL - ZI St Césaire BP 2036 - 30000 NIMES Cedex.

Pierre Lichou



Leader français du lave-linge et du sèche-linge (1 500 personnes) à LYON. Nous accueillons un

INGENIEUR CHEF de FABRICATION

Au sein d'une unité décentralisée (tôlerie - traitement de surface : 450 personnes), il sera responsable avec autonomie et initiative d'un potentiel humain et technique qu'il devra optimiser en conduisant les développements en cours et à venir. Homme d'organisation, de communication et de contact, il sera motivé par le management participatif et les outils modernes de gestion. Ce poste convient à un ingénieur (ENSAM, ENSI...) ayant acquis une expérience significative de l'encadrement en production industrielle. Son pragmatisme et sa vigueur, sa capacité à prendre du recul et à mener à terme les actions seront les garants de son intégration puis de son évolution dans la Société et dans le groupe. Rémunération attrayante.

Ecrire au CABINET GATIER, 32, Rue Barême 69006 LYON, sous réf. 590 M



Société d'ingénierie spécialisée dans la conception, l'étude et la réalisation d'ensembles industriels faisant appel à des technologies de pointe recherche

INGENIEUR GENIE CIVIL

Justifiant de 5 années d'expérience. Vous serez responsable pour le G.O., S.O. et VRD (références exigées en la matière), de missions de conception, AFS et APD :
- calculs dynamiques des structures,
- établissement de spécifications et documents techniques,
- lancement d'appels d'offre et choix d'entreprises,
- supervision des études d'exécution, coordination/études/travaux.
Connaissances de l'anglais appréciées.
Lieu de travail : proche banlieue sud de Paris, avec déplacements occasionnels de courte durée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prêt) sous réf. 37128 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Vertical text on the right edge of the page, including 'ELECTRONIQUE', 'AUTOMATIQUE', 'LOGICIEL SYSTEME', 'RESPONSABLE', 'COMMERCIAL', 'CHIEF DE PRODUIT', 'CHIEF DE SERVICE', 'ASSURANCE', 'SYSTEME UNIC...', 'HAUTE FIABILITE', 'INSTITUT', 'Scie...', 'INFORAM', 'S'installe à L...', 'à HANPOUKE BP...', 'à HANPOUKE BP...'

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SOPRA.
850 PERSONNES

ANNÉCY
BORDEAUX
GRENOBLE
LILLE
LYON
MARSEILLE
NANTES
NICE
ORLÉANS
PARIS
RENNES
ROUEN
TOULON

Ingénieur informaticien

Vous avez une solide expérience en informatique de gestion, acquise dans un environnement BULL, DIGITAL ou IBM. Pour valoriser vos compétences, pour bâtir votre carrière, vous rêvez de nouveaux espaces d'initiatives, de projets ambitieux à la pointe des techniques (réseaux, SGBD, génie logiciel, intelligence artificielle).

Ingénieur commercial

Vous avez une réputation de gagnant acquise dans le secteur informatique (SSI ou constructeur). Vous avez l'ambition d'évoluer rapidement vers un poste de responsabilités et d'initiatives : LA DIRECTION D'UNE AGENCE.

APRÈS UNE ANNÉE 1987 GAGNANTE : CA de 380MF (+ 17,6 %) ET RÉSULTAT NET DE 8,5 MF (+ 63 %). NOS AMBITIONS 1988 SONT GRANDES :

• Forte croissance • Conquête de nouveaux marchés dans les administrations, les banques et les grandes entreprises industrielles • La signature de grands contrats d'envergure nationale.

REJOIGNEZ-NOUS POUR RÉALISER VOS ASPIRATIONS : Au cœur du monde économique, nous bâtissons l'informatique. A Paris ou en province, nous réaliserons ensemble nos ambitions.

Merci d'envoyer votre candidature avec CV et photo à SOPRA - DRH - 3, rue Lauriston 75116 Paris.

SOPRA.
Ingénierie informatique

La Compagnie de Signaux et d'Équipements Electroniques
- CA 1,3 milliard dont 25 % à l'export, 2500 personnes dont 520 ingénieurs - réalise, en utilisant les techniques les plus avancées de l'informatique, des systèmes complets à dominante électronique et des produits formant les noyaux de ces systèmes.

Son développement est sous tendu par une politique ambitieuse de formation, de mobilité interne et de recrutement d'ingénieurs de haut niveau. Elle recherche pour les centres d'ORSAY et de CHILLY MAZARIN des ingénieurs grandes écoles expérimentés.

- ÉLECTRONIQUE DE PUISSANCE
- AUTOMATIQUE/SÉCURITÉ
- LOGICIEL SYSTÈMES SÉCURITÉ
- LOGICIEL SYSTÈMES EMBARQUÉS
- LOGICIEL TÉLÉMATIQUE/RÉSEAUX
- RESPONSABLE TECHNIQUE RÉSEAUX
- COMMERCIAL SYSTÈMES/RÉSEAUX
- CHEF DE PROJET ÉTUDES
- CHEF DE SERVICE LOGICIEL
- ASSURANCE QUALITÉ ÉTUDES
- SYSTÈME UNIX/RÉSEAUX

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre précisant points forts et aspirations, rémunération actuelle et/ou souhaitée, la ou les fonctions envisagées), sous réf. M2572.

csee
à Emile USANNAZ, CSEE, Service Emploi et Développement des Cadres, 89 avenue Aristide Briand 92542 Montrouge Cedex.

INFORMATIENS
ENSEMBLE
REUSSIR
GRANDS PROJETS

Notre jeune Société d'ingénierie en informatique est spécialisée en technologies de pointe : INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, GÉNIE LOGICIEL...

Notre dynamisme, nos compétences, notre savoir-faire nous permettent de nous développer rapidement dans un secteur riche de nouvelles technologies.

INGÉNIEURS EXPÉRIMENTÉS. Nous vous proposons des postes dans les domaines suivants :

- LOGICIEL : systèmes embarqués temps réel, control process, systèmes d'armes, traitement du signal et simulation (réf. IL 130).
- GÉNIE LOGICIEL : techniques, méthodes, assurance et contrôle qualité (réf. GL 180).
- INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : Etudes et conception de systèmes experts (réf. IA 140).

Vous souhaitez rejoindre une équipe performante et ambitieuse, alors adressez CV + lettre manuscrite + photo, sous référence choisie, à :

INTELSYS
INTELSYS, Centre d'Affaires - La Défense, 4, rue de l'Abreuvoir - 92400 COURBEVOIE.

ILL INSTITUT LAUE-LANGEVIN GRENOBLE

L'ILL est un Institut de recherche fondamentale, financé par la France (CEA et CNRS), l'Allemagne Fédérale, la Grande-Bretagne, et depuis peu par l'Espagne.

L'Institut exploite un réacteur de recherche à haut flux de neutrons auprès duquel sont effectuées des expériences dans plusieurs disciplines : physique nucléaire, physique des particules élémentaires, structure et dynamique de la matière condensée, etc., en utilisant une trentaine d'instruments (diffractomètres, spectromètres, etc.).

L'ILL est conçu comme un Institut de service dont les expériences sont effectuées par des chercheurs invités.

Nous offrons un contrat à durée déterminée (cinq ans maximum) à des

Scientifiques

ayant soutenu leur thèse de doctorat ou ayant une formation équivalente, avec si possible une pratique de la recherche fondamentale avec des neutrons.

Les candidatures, avec C.V., copie des diplômes et références, doivent être adressées avant le 15 avril 1988 au Directeur de ILL à l'adresse suivante :

INSTITUT LAUE-LANGEVIN
156 X - 38042 GRENOBLE CEDEX

Dans le cadre de son expansion
INFORAMA SUD OUEST

- Conseil en recrutement et Ressource Humaines
- Conseil, services et produits en informatique

s'installe à LABEGE INNOPOLE

le NAUROUZE-BP 282
31328 LABEGE cedex tel : 61.54.75.85.

INFORAMA
carrières
la recherche par la formation

If you are interested in joining a company committed to future growth, consider Digital. Digital Equipment Corporation is the world's leading manufacturer of networked computer systems and a leader in systems integration. Digital maintains more than 660 facilities and employs over 110,000 people in 64 countries.

From our European headquarters in Geneva, Switzerland, we coordinate objectives, strategies and development plans which satisfy customer needs and make Digital easier to do business with in the eighteen European countries in which we operate.

Our Information Services Group ensures the effective and efficient utilization of information technology in a way that enables the entire company to increase its productivity. Our objective is to provide each Digital employee with cost-effective, easy and timely access to the information they need to meet their business goals.

We now have a number of challenging opportunities in the networks and telecommunications area within the Information Services Group.

European Data Network Manager
Geneva, Switzerland

Will be responsible for managing Digital's in-house data network in Europe as part of our worldwide DECnet network of 25,000 computers. The ideal candidate will have a degree in electrical engineering or computer science and experience in managing data networks based on DEC hardware and software. Réf. NM 22.

EDI and X.400 Project Manager
Geneva, Switzerland

Will manage a project to support a major customer to develop extensive electronic data interchange and X.400 connections with various organizations including Digital. Experience should encompass excellent project management skills, knowledge of the CCITT X.400 recommendations, applications development, DECnet and messaging experience. Réf. PM 23.

Transmission Services Consultant

Will be responsible for supporting the technical implementation of a very high speed integrated digital backbone network. Technical expertise in supporting or managing transmission services for public carriers would be highly appropriate to this job. Based in Valbonne (France), this position may require extensive travel throughout Europe. Réf. SC 24.

If your experience fits our openings, please send a resume and written description of your career to date to Tina Rogers at the address below, indicating referenced position.
Digital Equipment Corporation International (Europe), 12, avenue des Morgines, C.P. 176, 1213 Petit-Lancy 1, Geneva, Switzerland.

Digital : un choix de société

digital

مقرنا من الامم

هكذا من اجل

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

1988 : L'ANNEE DE TOUS LES CHANTIERS...



N° 1 mondial, N° 1 en France, avec 5400 personnes et 2 Milliards de C.A., nous disposons aujourd'hui de tous les atouts pour concrétiser nos projets les plus ambitieux. En 1988 nous souhaitons être encore plus présents sur tous les terrains, dans tous les domaines. Pour nous en donner les moyens nous souhaitons intégrer des hommes performants, motivés, prêts à se battre pour un même défi.

Ingénieurs chantiers

Vous prendrez la responsabilité complète d'une équipe : des aspects financiers aux aspects humains en passant par la technique avec notamment le respect des délais et de la qualité. A 25/28 ans, de formation Ingénieur Grande Ecole (ESTP, AM, INSA...), une première expérience du

chantier "bâtiment", même courte est un atout mais c'est votre passion pour le terrain, l'animation d'équipe et votre envie d'évoluer rapidement qui nous convaincront. Les postes sont à pourvoir à Paris et dans les grandes villes de France. Réf. IC/8/9

Responsable sécurité

Au sein de notre Direction Chantier, vous êtes notre "homme sécurité", c'est à dire :
- vous êtes à même d'appréhender les risques sur nos chantiers, de proposer des mesures correctives et, bien sûr, de les mettre en application auprès de nos 3000 produits
- vous devez imposer cet esprit sécurité tout en tenant compte de nos obligations.
- vous tenir informé des nouveaux produits pour

intégrer vos recommandations.
- assister les Directions d'Agence.
Pour cela, vous êtes Ingénieur, ou équivalent, vous connaissez bien la réglementation sécurité auprès du bâtiment et bien sûr vous avez une bonne expérience de la fonction. Sachez vous imposer grâce à vos qualités de contact et de fermeté. Réf. RS/8/10

En rejoignant nos chantiers, vous intégrerez une entreprise qui a su se forger une réputation d'excellence et de sérieux. Vous y découvrirez un esprit innovateur et un savoir-faire.
*Merci d'adresser votre dossier de candidature complet en précisant la référence au poste choisi à Véronique FARAGES, OTIS, 141, rue de Saussure, 75017 Paris

OTIS... DESTINATION FUTUR

CENTRE EUROPEEN DE FORMATION VOUS ETES INGENIEUR, DEVEZ-VOUS FORMATEUR.

Une mission : Vous délivrez des cours de formation logiciel et matériel aux ingénieurs de support après-vente européens, ainsi qu'aux clients HP.
Un rôle : Au-delà de l'enseignement que vous délivrez, vous gardez les compétences et le professionnalisme de nos ingénieurs après-vente à l'égard des clients. Vous êtes responsable d'un produit de formation, en contrôlant et améliorant la qualité de son contenu. Vous optimisez les solutions d'enseignement existantes et vous concrétisez de nouvelles méthodologies, telles que l'E.A.O.
Un style : Vous saurez entretenir des relations avec des ingénieurs, provenant d'horizons très disparates (Europe, Afrique, Moyen-Orient), autant qu'avec des Départements R & D aux Etats-Unis. Vous serez l'interlocuteur privilégié dans votre domaine entre l'Europe et les Etats-Unis, dans le cadre de l'introduction de nouveaux produits et de développement des contenus pédagogiques concernant les produits existants. Vous pratiquerez avec aisance l'anglais, les cours étant assurés dans cette langue.
Ingénieur électronique ou informaticien, vous bénéficiez si possible d'une première expérience, dans une fonction équivalente. En tout état de cause, vos qualités de communication notamment au plan pédagogique seront primordiales. Vous cherchez un univers qui mette à sa disposition, au sein d'une entreprise internationale, vous souhaitez nous rencontrer ?
Ecrivez sous référence P 352, J Hervé Catta, Hewlett-Packard France, 5 avenue Raymond Chanas, 39320 Eybens.

TOUJOURS AVEC VOUS



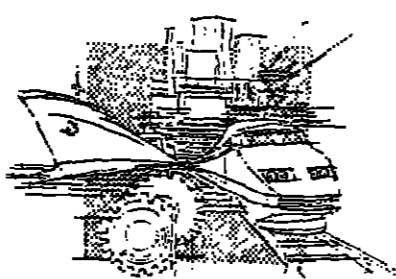
HP EN FRANCE
3300 PERSONNES
23 USINES
45 MILLIARDS DE C.A.
3 EXPERTISES
INFORMATIQUE

1^{er} groupe français en optique-lunetterie, nous sommes leader dans ce domaine en Europe, et en progression constante sur le plan international. Nous devons ces résultats à notre volonté permanente d'optimiser la qualité de nos produits et à notre capacité à anticiper sur les nouvelles technologies. Mais nous savons que nous les devons aussi à nos 10400 collaborateurs pour qui l'information, la communication et l'évolution sont les meilleurs moyens de progresser ensemble.

Ingénieur Brevets

L'activité de notre service propriété industrielle connaît un fort développement, lié au dynamisme de nos secteurs études et recherche. Vous avez une formation d'ingénieur physico-chimiste, complétée par un diplôme du CEPI et/ou un DESS de propriété industrielle, ainsi qu'une expérience d'environ 1 an. Vous intervenez dans des domaines tels que la chimie des polymères (dans ses applications), matières plastiques, physique (plus particulièrement l'optique). Au sein de l'entreprise et en contact avec l'extérieur, votre curiosité naturelle liée à votre grand sens de la communication vous permettront de collecter et de faire exploiter les innovations techniques qui surviendront dans votre secteur. Anglais lu et écrit indispensable. Allemand lu souhaité.
Lieu de travail : Créteil Echât.
Merci d'adresser votre CV manuscrit, lettre, photo et prétentions sous réf. 163 M à ESSILOR INTERNATIONAL - Service Emploi Formation - 1, rue Thomas Edison Echât 902 - 94028 Créteil Cedex.

6% de notre CA est consacré à la recherche ...



INGENIEUR CHEF UNITE DE PRODUCTION CHALON SUR SAONE

Vous êtes Ingénieur A.M., IDN, ENSI, INSA, vous avez une première expérience de la conduite de personnel et vous avez compétence en Gestion de Production.
Au sein du Service Production du DEPARTEMENT EQUIPEMENTS BASSE TENSION nous vous proposons de prendre la responsabilité des ateliers de montage (180 personnes). Disposant d'une importante autonomie vous aurez à assurer notamment les objectifs délai, qualité, avec le souci permanent de la réduction des coûts ainsi que celui de la qualité des relations humaines.
Merci de bien vouloir adresser votre candidature à ce poste évolutif avec C.V. détaillé, sous réf. 6525-M à Mambrégies, 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

MANNESMANN DEMAG

Division Manutention

DIVISION EN FRANCE D'UN LEADER MONDIAL DE LA MANUTENTION (Systèmes avec Paris roulants automatiques, Transstockeurs automatiques, Manutention continue automatique) recherche

INGENIEUR (ou TECHNICIEN) AUTOMATICIEN

pour son Service Automatismes et Informatique industrielle. La fonction est orientée vers :
- l'étude d'installations automatiques (programmation + tests)
- la participation à leur mise en service sur le site
- l'établissement de propositions techniques et financières pour les projets.
UNE BONNE EXPERIENCE DES AUTOMATES PROGRAMMABLES, DES MICRO-PROCESSEURS, DES MICRO-ORDINATEURS et de leur liaison EST NECESSAIRE.
- la pratique de l'allemand sera appréciée
- le lieu de travail et de résidence : CHALONS SUR MARNE
Ce poste requiert du dynamisme, de la motivation, de la rigueur et de l'efficacité. La rémunération sera à la mesure de l'expérience et de la personnalité du candidat retenu.
Merci d'adresser votre lettre de candidature avec C.V. à MANNESMANN DEMAG S.A. - Service du Personnel 5 avenue Ampère - 51012 CHALONS SUR MARNE Cx.

Nous sommes une Société d'Electronique spécialisée en Systèmes d'Automatisation et de Communication Grand Public par bornes et par Minitel. Pour conserver notre leadership et répondre aux attentes de nos clients, nous renforçons nos équipes d'Etudes de LOGICIELS et recherchons plusieurs

CHEFS DE PROJETS

Ingénieurs Grandes Ecoles

Après du Responsable du Département "Logiciel et Bases de Données", et après apprentissage de notre métier, vous prenez en charge l'étude et le développement d'un projet de bout en bout. Ingénieurs confirmés, vous avez de 3 à 5 ans d'expérience, vous connaissez UNIX, vous pratiquez l'Assembleur, un langage évolué, Pascal ou C et vous êtes intéressés par les Systèmes-Experts et par la Télématique. Vos qualités de rigueur et de créativité, ainsi que votre sens des responsabilités, trouveront à s'employer dans un contexte vivant, jeune et sur des projets passionnants. Postes à Paris.

Adresser votre dossier (C.V. détaillé, photo, lettre man. motivée, sal. act.) sous la réf. ICSM à INFORMATIQUE-CONSEIL 35, avenue Junot 75018 PARIS - Tél. : 42 65 38 38.

CHEF DE PROJET

SSII de premier plan, nous évoluons dans des domaines de pointe. Nous voulons confier à un ingénieur confirmé la responsabilité de l'animation d'une équipe de conception dans le cadre d'un schéma directeur. Vous possédez une expérience significative comme Chef de Projet avec une bonne approche des problèmes d'organisation et une maîtrise parfaite de l'environnement IBM. Vous évoluerez rapidement vers une fonction d'encadrement et de responsabilité technique d'une équipe de développement.



Merci d'adresser lettre + CV au Service Recrutement sous réf. MB 188, 38 bd Henri Sellier 93150 SURSENES.

EUROSOFT

SYSTEMES

Quand on investit des cerveaux on a besoin d'intelligences. intel

Intel, leader mondial des micro-processeurs, poursuit son développement, et recherche

INGENIEURS COMMERCIAUX

Ingénieurs confirmés dans la vente de produits de haute technologie, (composants et systèmes) ayant une expérience d'une multinationale comparable. Nous vous confierons la responsabilité du développement de nos relations commerciales auprès de grands comptes O.E.M. Un très bon niveau d'anglais est nécessaire pour cette fonction.
Merci d'adresser votre CV sous réf. 2203, à la Direction des Ressources Humaines, Intel Corporation, 1 rue Edison, BP 303, 78054 St Quentin-en-Yvelines.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

INSTITUT NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS

RECHERCHE pour EVELY

6 ENSEIGNANTS-CHERCHEURS

Aptitude à la direction et au travail en équipe pour participer au développement d'une politique de recherche et aux enseignements associés dans les domaines suivants:

INFORMATIQUE ET TELEINFORMATIQUE:

3 enseignants

Compétences: parallélisme et intelligence artificielle, Systèmes de nouvelle génération.

— Bases de données réparties, Téléinformatique (réseaux-interconnexion de réseaux...)

COMMUNICATION ET TRAITEMENT DU SIGNAL:

1 enseignant

Compétences: processus stochastique, théorie des communications, traitement d'antennes.

TELECOMMUNICATIONS:

2 enseignants

Compétences: ingénierie globale des réseaux de télécommunications d'entreprise; de l'analyse des besoins à l'offre télécommunication.

Exploitation des systèmes de télécommunication; Analyse de pannes, fiabilité et utilisation des systèmes experts.

Diplômes souhaités: Diplôme d'une grande école d'ingénieurs ou thésaurate d'un doctorat d'Etat ou d'université.

Adm. s.v., lettre man., photo et sat. actual à:

SERINTEL CONSEIL

101, rue Saint-Lazare, 75009 Paris.



Jeunes ingénieurs, découvrez à EDF-GDF un gisement d'opportunités

X, Centrale, Supelec, Mines, Ponts, ENST, ENSTA, ENSIEG, ENSEEIHT

Ingénieurs d'affaires

Etudier, construire et exploiter les réseaux d'électricité et de gaz, notamment dans les grandes villes, telle est la mission que nous souhaitons vous confier. En contact permanent avec les autorités locales, vous coordonnerez les entreprises intervenant dans la réalisation des travaux et assurerez la responsabilité financière de ces opérations. Votre goût du dialogue s'allie à une réelle volonté d'entreprendre.

Ingénieur production nucléaire

Après une solide formation, vous prendrez en charge une fonction clé: le suivi du fonctionnement des réacteurs. Intégré dans une équipe placée sous la responsabilité directe du chef de centrale, vous pourrez mettre à profit votre goût inné de la technique et votre grande capacité d'analyse.

Nous vous remercions d'adresser lettre de motivation et CV, sous la référence M 225, en précisant le poste choisi à EDF-GDF, Division Recrutement, 12 place des Etats-Unis, 75016 Paris



Applications et Systèmes

TELEMECANIQUE, GROUPE INTERNATIONAL LEADER MONDIAL DANS LE DOMAINE DES CONSTITUANTS D'AUTOMATISMES

14 000 personnes dans le monde, 7 milliards de chiffre d'affaires dont 60 % à l'étranger (35 filiales), 60 établissements industriels à taille humaine en France et à l'étranger.

La Direction Applications et Systèmes est chargée au sein de la Direction Commerciale:

• d'assurer des équipes responsables de la réalisation des systèmes d'automatismes avancés;

• de développer des logiciels pour la production;

• de former les techniciens de demain.

Dans ce cadre, elle recherche

INGENIEURS EN AUTOMATISMES ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE (débutants ou confirmés)

Capables de développer des systèmes d'automatismes dans les domaines:

Levage/Maintenance, à partir de constituants spécifiques de conception récente intégrés dans des automatismes appliqués sur engins ou installations industrielles, carrefour de l'automatisme, de la commande numérique, de la robotique et de la supervision par informatique.

et d'offrir une:

Assistance Technique Internationale, nécessitant une présence sur les sites (mise en route, maintenance)

ou

d'assurer les essais au sein des équipes de projet (études, essais sur plateformes et sites) dans les différents domaines d'application entrant ainsi dans le métier de l'automatisme de haut niveau.

TECHNICIENS (BTS - DUT...)

capables de participer aux précédentes missions d'assistance et d'essai, relativement courtes, mais très formatrices pour poursuivre une carrière au sein du groupe.

Pour tous ces postes, l'anglais est nécessaire. La pratique de l'allemand apporterait un plus important.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et rémunération sous référence choisie (portée sur la lettre et sur l'enveloppe) à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

chp CABINET Henri PHILIPPE

106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

L'UN DES PREMIERS GROUPES FRANÇAIS DE L'INFORMATIQUE cherche pour son unité de BUREAUTIQUE INTEGREE un

Chef de produit marketing amont

Assisté d'un Chargé études, le Chef de Produit Marketing Amont élabore la stratégie, définit le positionnement et le plan-produit, élabore ainsi un marketing de base qui est ensuite traduit techniquement par des ingénieurs-spécialistes.

Diplômé d'une école supérieure de commerce (HEC, ESSEC, ESCP, ESCAE...) ou titulaire d'une double formation, vous êtes avant tout un homme de marketing (chef de produit, spécialiste marketing amont, ingénieur commercial...), mais votre culture est informatique et, de préférence, vous connaissez la bureautique. Aujourd'hui, vous êtes soit chez un constructeur en bureautique, soit dans une SI, soit encore dans le conseil en organisation informatique.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 566, à notre Conseil JACQUES IXIER SA, - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

jacques fixier s.a.

MEMBRE DE SYNTIC

L'innovation en électronique et informatique



GROUP DIGITONE

Société du Groupe DIGITONE, spécialisée dans les logiciels pour applications techniques de l'informatique recherche:

INGENIEURS INFORMATIENS

de formation Electronique, possédant de préférence 2 à 3 ans d'expérience.

Postes à pourvoir à: AIX EN PROVENCE et TOULON: dans le domaine du traitement du signal audiofréquence et dans le domaine de la visualisation graphique très haute définition.

Merci d'envoyer C.V. et présentions à: DIGILOG

21, rue Frédéric Joliot - Z.I. - 13763 LES MILLES Cedex.

soleri-cigel

Ensemble, encore plus!

+ 47 % en 87

SSI nationale, nous comptons 10 agences, 450 collaborateurs et réalisons un C.A. de 160 M.F. Notre spécialité: rien qu'IBM, tout IBM.

2 Directeurs techniques Architecte de réseau

- Marseille (réf. M 1113 B)
- Mulhouse (réf. M 1113 B)

Ingénieur grande école ou équivalent, votre expérience acquise chez le constructeur, dans une SSI ou en entreprise, vous a permis de devenir un très bon généraliste de l'environnement grands systèmes IBM.

Nous confierons ce poste à forte responsabilité à un candidat solide, motivé avec un sens relationnel développé et de bonnes facultés d'adaptation.

Vous avez compris, votre compétence technique est primordiale, mais ce sont vos qualités personnelles qui feront la différence.

Ces postes sont à pourvoir au sein de nos régions Est et Méditerranéenne.

Les entretiens auront lieu à Paris, Lyon et Marseille.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo et rémunération actuelle), sous réf. choisie, à Jean-Louis Terrier, immeuble Lyon Ouest, 100, 10^e rue, 69009 Lyon.

Responsable national

Paris (réf. M 1113 C)

Ingénieur grande école (X, ENST, ESE, ENSIMAG, IE...), 3 à 5 ans d'expérience sur les réseaux IBM/SNA (MIAM, GIM), vous serez chargé:

• d'identifier les besoins de nos clients et de concevoir les solutions techniques adéquates;

• de rédiger les propositions et de les présenter;

• d'intervenir, en tant que conseil, dans la phase de réalisation.

Rattaché à la Direction Technique, ce poste basé à Paris implique des déplacements sur l'ensemble du territoire. Votre réussite vous permettra d'évoluer au sein du groupe. Les entretiens auront lieu à Paris et Lyon.



GROUPE SOLERI CIGEL

Entreprise d'études et d'installation de tuyauteries industrielles haute et basse tension possédant un atelier important de préfabrication. 600 p. Département du Nord, recherche

2 JEUNES INGENIEURS

(ENSAM - IDN - ICAM - HEI - EUDIL...) DEBUTANTS OU QUELQUES ANNEES D'EXPERIENCE

Un poste est à pourvoir au

BUREAU D'ETUDES

mission: études d'exécution de réseaux de tuyauterie et de supportage, réalisation de plans isométriques de construction, conception et établissement des plans de supports, calculs associés. Intéret pour R & D, dessin, CAO et informatique.

Un poste est à pourvoir au

SERVICE FABRICATION

mission: préfabrication d'éléments de tuyauteries et chaudronnerie, mise en œuvre de procédés de forage, de soudage, de contrôle. Dans cette fonction il y a à assurer un encadrement d'équipe, à établir des relations avec le bureau des méthodes.

L'importance du Groupe auquel nous appartenons offre de très larges possibilités d'évolution de carrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre, photo et prétentions) sous réf. 28105, à Média-System, 6/8 Impasse des Deux Cousins, 75017 Paris, qui transmettra.



L'Entreprise Industrielle

INGENIEURS DEBUTANTS

Nous vous offrons une carrière d'Ingénieur d'Affaires avec la responsabilité technique, commerciale, financière et humaine des marchés qui vous seront confiés.

Formation à dominante électrotechnique et automatismes: ETP/ME, ENSI, INSA/Génie Electrique, HEI, ESME, ESIGLEC... ou généraliste ENSAM, IDN, ECAM... Pour nos services: Installations Electriques Industrielles, Automatismes, Electrifcation de Voies Ferrées.

Formation à dominante BTP: ETP/TP/B/TOPO, INSA ou ENSI / GC Pour nos services: Génie Civil, Bâtiment, Assainissement, Electrifcation Rurale.

Une cinquantaine de postes à pourvoir sur toute la France.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à L'ENTREPRISE INDUSTRIELLE Madame JEUNOT - 29, rue de Rome - 75008 PARIS.


Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

مقتدا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



L'AVENIR, SUR TOUS LES AXES

INGENIEURS EN INFORMATIQUE

AXA (Drouot, Mutuelles Unies, Présence, M.P.G., AXA International...) 1^{er} groupe privé français d'assurances, réalise 25 % du C.A. à l'international, une croissance forte et affirme sa volonté de devenir un des premiers groupes européens d'ici 1992.

Notre informatique c'est :

- une architecture informatique permettant de mettre en commun pour l'ensemble des sociétés du Groupe : les données, les fonctions utilisateurs, les outils techniques,
- l'intégration de toutes les nouvelles techniques : langages structurés type Pascal, systèmes experts, EAO, bases de données distribuées, communication programme à programme...
- un environnement moderne et standard : OS/2, token ring, LU6.2, MVS, DB2, CICS, NETVIEW...
- une équipe jeune de très haut niveau,
- un management très peu bureaucratique :
- la responsabilité de son projet de A à Z.

Tous ces travaux se font en liaison étroite avec les utilisateurs et les sites informatiques des sociétés du Groupe.

INGENIEURS CHEFS DE PROJETS

Diplômés d'études supérieures scientifiques ou informatiques, vous possédez une première expérience de la micro-informatique ou de gros systèmes (Réf. JRL/CP/IM)

INGENIEURS DEBUTANTS

Diplômés d'une Grande Ecole, que vous ayez une spécialisation informatique ou non, une FORMATION de plusieurs mois est assurée. (Réf. JRL/D/LM)

Au sein d'une petite équipe très autonome, spécialisée en recherche et développement, vous définirez et mettez en œuvre l'une des architectures informatiques suivantes :

- architecture centrale :
- développement des systèmes centralisés (sites IBM) et réseaux de télécommunications,
- architecture locale :
- développement des systèmes locaux à base de micros (réseau local ou multi-postes) tous interconnectés,
- conception d'un nouveau poste de travail qui intègre bureautique, informatique, système expert, EAO,
- architecture de données :
- développement de l'ensemble des bases de données communes au Groupe (produits, tarifs, contrats, données de gestion, tableaux de bord, budget...).

Ces postes sont à pourvoir à PARIS.

Adressez lettre manuscrite + C.V. + présentations, en précisant la référence du poste choisi à AXA - Catherine PAVAGEAU - 40, rue du Colisée - 75006 PARIS.

S'unir, c'est gagner

PROCESSUS D'INDUSTRIALISATION

THOMSON LCC
RASSEMBLE LES COMPETENCES CREATIVES QUI VONT CONDITIONNER NOTRE SUCCES.

Avec trois centres industriels implantés en Bourgogne, une présence en Espagne, au Brésil, à Taiwan et en Corée, THOMSON LCC, n°1 français des composants passifs occupe une place de leader européen.

Notre réussite s'appuie sur le fort potentiel d'ingénieurs qui s'impliquent dans nos projets répondant à la triple exigence **QUALITE - PRODUCTIVITE - INNOVATION.**

Créer à VALENCIENNES, un nouveau Centre d'Etudes et de Fabrication de condensateurs ou Tantale et de parafoudres, relève d'une volonté de développement et d'une prise de parts de marché croissante, et ce, à l'échelon mondial. Ce projet passe par l'étude, la conception, la maîtrise des impératifs technologiques qui nous permettent d'affirmer la qualité, les performances et la productivité maximales.

Notre objectif : disposer de l'outil industriel capable d'assurer 10 % du marché mondial, à l'horizon 92.

INGENIEURS R et D

Vous menez les études relatives aux procédés en vue de maîtriser leur processus d'industrialisation. Vous avez nécessairement une expérience en milieu industriel de préférence dans un domaine touchant à l'industrialisation de procédés, consécutive à une formation dans l'une ou l'autre des spécialités à dominante : sciences de matériaux, physico-chimie, mécanique ou automatismes industriels. Une spécialisation en électronique d'application serait un atout supplémentaire.

Ce projet vous intéresse et vous souhaitez en savoir davantage ? Adressez votre dossier de candidature à Monsieur DUCÉ - THOMSON LCC - 16 rue des dévilliers - 59300 VALENCIENNES. Nous vous ferons parvenir par retour un complément d'information.

THOMSON

1^{er} groupe français en optique lunetterie, nous sommes leader dans ce domaine en Europe, et en progression constante sur le plan international. Nous devons ces résultats à notre volonté permanente d'optimiser la qualité de nos produits et à notre capacité à anticiper sur les nouvelles technologies. Mais nous savons que nous les devons aussi à nos 10400 collaborateurs pour qui l'information, la communication et l'évolution sont les meilleurs moyens de progresser ensemble.

Ingénieur physico-chimiste

Nous vous proposons de prendre la responsabilité technique d'une équipe chargée de recherche et développement pour les verres. Spécialisé à la fois en chimie minérale et organique, vous avez le goût de la formulation et de l'évaluation, et surtout le sens des applications et des réalisations concrètes. Ce poste constitue l'opportunité de valoriser votre première expérience (2 ans minimum) et d'évoluer dans le secteur de recherche le plus important de notre groupe.

Poste basé à ST MAUR.

Merci d'adresser votre CV manuscrit, lettre, photo et présentations sous réf. 151 M à ESSILOR INTERNATIONAL - Service Emploi Formation - 1, rue Thomas Edison Echât 902 - 94028 Créteil Cedex.

Recherche et Développement

ESSILOR

INGENIEURS LOGICIEL ET NUMERIQUE
TECHNICIENS SUPERIEURS EN ELECTRONIQUE

Société d'Electronique Professionnelle de taille moyenne, nous sommes fière d'un Groupe International qui est un des leaders mondiaux sur les marchés de la high tech. Notre projet est de devenir en 2 ans, n°1 mondial sur notre créneau en développant des produits innovateurs, à partir de techniques proches du sonar.

Nous recherchons des Ingénieurs Logiciel et Numérique (réf. 8484M) ainsi que des Techniciens Supérieurs en Electronique (réf. 8483M).

Il s'agit d'une Direction des Etudes de très bon niveau, organisée en petites équipes de projets interactives, pour y être formés à une méthodologie de travail sophistiquée, intégrant le quelle toutes les étapes des études. Ils travailleront au point des modules de bases, et prendront progressivement la responsabilité de sous-ensembles, avec une bonne visibilité sur la totalité des produits en développement.

Ces postes intéressent des ingénieurs généralistes en électronique (Supélec, Telecom, Grenoble, Toulouse, INSA...) et des diplômés des IUT de C-Sciel en Cachan, devenus ou ayant une première expérience de 2 ou 3 ans. La créativité et le sens de la communication seront certainement dans ce recrutement. La pratique de l'anglais serait un plus.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et présentations sous référence du poste choisi à l'agence Deesen, 15 rue du Louvre, 75001 Paris, qui transmettra.

jeune organisateur informaticien,
œuvrez à l'avenir d'un grand du tertiaire

Notre groupe (10.000 p.) dispose de plusieurs dizaines de sites informatiques multi-construc-teurs, définit son nouveau schéma directeur et restructure ses moyens informatiques.

Venez rejoindre, à PARIS-EST, une équipe qui se constitue et devenez l'artisan de cette évolution en orientant et en assistant les dirigeants de nos organisations régionales, en accompagnant les restructurations de nos moyens, partie BULL., partie IBM gros systèmes.

Ingénieur de préférence ou diplômé d'une ESC, vous avez 30 ans environ et acquies votre savoir-faire technique en SSII et/ou en entreprise. Cette mission vous prépare à assumer de larges responsabilités opérationnelles dans notre nouvelle structure.

Notre consultant, Mlle S. BLAIN, vous remercie de lui écrire (réf 5185 LM) à "Carrières de l'Informatique".

ALEXANDRE TIC S.A.
19, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

INGENIEUR QUALITE

Sous la responsabilité du Directeur de service votre mission consistera à garantir la qualité de la fabrication, à déterminer et à mettre en place, en collaboration avec les autres services, les procédures auto-contrôle.

Pour atteindre ces objectifs vous encadrerez une équipe d'une quinzaine de personnes.

Vous êtes diplômé d'une Ecole d'Ingénieur et avez acquis une formation à la qualité et une première expérience d'une à trois années.

La pratique de l'anglais sera votre atout indispensable pour la réussite dans ce poste.

Merci de nous faire parvenir votre candidature avec cv, photo récente et présentations sous référence 7046 à SPRAGUE FRANCE, B.P. 0143, 37001 Tours Cedex.

SPRAGUE
LA MARQUE DE LA FIABILITE

Société industrielle française, 550 personnes, 210 millions de C.A., dont 40 % à l'EXPORT, filiale d'un Groupe américain, spécialisée dans la METALLURGIE HAUTE TECHNOLOGIE (métaux non ferreux) recherche :

INGENIEUR RESPONSABLE ZONE GRAND EXPORT

A ce négociateur né, capable de réaliser des études de marché, seront confiés les marchés de la Zone (COREE, SINGAPOUR, MALAISIE/INDONESIE, CHINE) pour préparer et mettre en place les réseaux appropriés, rechercher de nouveaux Agents, accroître les Ventes et assurer un flux permanent d'affaires. Le candidat recherché, âgé de 28 ans environ, doit avoir une formation Ingénieur (Arts et Métiers, ECAM, ICAM, Ecole de Matériaux d'Orléans ou équivalent). Homme de terrain très disponible, il pourra justifier d'une expérience de l'ordre de 3 ans de la Vente à l'export de produits industriels (si possible dans l'un des pays de la zone) pour le compte d'une PMI/PME fortement exportatrice. Il aura une parfaite maîtrise de la langue anglaise ; la pratique d'une seconde langue étrangère (Portugais, Espagnol...) serait un atout supplémentaire. La rémunération sera fonction de l'expérience. Evolution possible vers d'autres responsabilités à terme en fonction de la personnalité du candidat.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo, présentations) sous la référence RPB 102/M.

CREA Creative Resources for European Access
conseil en ressources humaines
4, place Félix Eboué 75583 PARIS CEDEX 12

L'ÉCOLE DES MINES DE PARIS
recherche pour ses centres de SOPHIA-ANTIPOLIS ET D'ÉVRY

CHERCHEURS
JEUNES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
AGRÉGATION-DEA

Les recherches concernent les **MATÉRIAUX MODERNES** : alliages métalliques, polymères, composites, céramiques. Elles s'appliquent à des **THÈMES MOBILISATEURS** : création, technique de mise en forme, productique, études microstructurales, fabricabilité, modification numérique du comportement et des procédés par éléments finis, rhéologie, tribologie.

Les travaux sont menés en relations contractuelles avec l'INDUSTRIE française et internationale (programmes EUREKA, BRUTE, EURAM...)

- Préparation de la thèse de DOCTORAT de l'Ecole des mines de Paris.
- Rémunération annuelle nette : 82 000 F. Contrats CIFRE.

Envoi du c.v. détaillé + photo aux deux centres :
Centre des Matériaux de l'ENSMP
B.P. 87, 91003 ÉVRY Cedex.
Centre de mise en forme des matériaux de l'ENSMP
Sophia-Antipolis, 06560 VALBOINNE.

278 N
RESUL

LA MARQUE DE LA FIABILITE

INGENIEUR RESPONSABLE ZONE GRAND EXPORT

CREA

RESPO
QUALIT

SYSECA

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

228 NOUVEAUX PRODUITS, + 54 % DE BÉNÉFICES
RÉSULTAT : NOUS VOUS RECRUTONS
 (AU NIVEAU MONDIAL)

De nouvelles gammes de produits performants, une haute qualité de service... plus que jamais, HP affirme son dynamisme. Ce dynamisme passe aussi par les hommes et les femmes compétents, enthousiastes, travaillant en synergie... motivés par une gestion "pro-active" des Ressources Humaines favorisant l'évolution interne et la mobilité fonctionnelle. Avec 12 % de notre masse salariale consacrés à la formation continue et une politique salariale stimulante totalement individualisée, nous investissons sur les compétences de nos équipes.

Aujourd'hui, nous renforçons la force de vente (ingénieurs commerciaux ; technico-commerciaux) et de support à la vente (ingénieurs logiciels, ingénieurs d'application, ingénieurs analystes et consultants responsables de projets) dans les domaines suivants : Système d'information, Système de gestion HP 3000 UNIX, SGBD, Micros, Réseaux, Gestion Industrielle, Génie Logiciel UNIX, CAO Electronique et Mécanique.

Autant d'opportunités pour des ingénieurs Grandes Ecoles (Scientifique ou de Gestion) justifiant de 3 à 5 ans d'expérience, désireux de valoriser leurs compétences sur le terrain dans les métiers de :

Vente réf. : MH/07/M

Prospecter, identifier les besoins, proposer des solutions performantes en apportant vos conseils de spécialiste et en mettant en avant vos qualités d'habile négociateur : voilà comment vous développerez votre portefeuille de clients : (PME, PMI, ou Grands Comptes).

Postes à pourvoir à Paris, région parisienne, et province (pour la vente : Orléans, Nantes, Lyon, Poitiers, Aix). Notre environnement international justifie une bonne maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. choisie, à Monique d'Hautefeuille, Hewlett-Packard France, Parc d'Activités du Bois Briard, Avenue du Lac, 91040 EVRY CEDEX.

Support à la vente réf. : MH 08 M

Identifier et analyser les besoins, proposer des solutions, réaliser des projets, convaincre par une démonstration, former les utilisateurs, faire évoluer les applications existantes, voilà comment vous serez l'interlocuteur privilégié de nos ingénieurs commerciaux et de nos clients.

HP EN FRANCE
 3 300 PERSONNES
 3 USINES
 4,5 MILLIARDS DE C.A.
 3^e EXPORTATEUR D'INFORMATIQUE

TOUJOURS AVEC VOUS



INGENIEUR DEVELOPEMENT

Vous possédez une formation ingénieur agro ou équivalent et une spécialisation phyto-sanitaire. Vous avez une expérience de terrain supérieure à 5 ans, qui vous a permis de développer votre sens de l'analyse et de la synthèse.

Vous intégrerez notre département technique et participerez à l'élaboration de solutions nouvelles.

Vous serez en contact avec notre laboratoire de recherche et nos centres d'expérimentation.

Vous développerez les relations avec les prescripteurs et les organismes techniques. Une bonne connaissance de l'anglais serait appréciée.

Adresser lettre manuscrite, cv, photo et prestations à AXIAL (sous réf. 1088), 27 rue Talbot, 75009 Paris, qui transmettra.

Confidentialité assurée. (vous pouvez préciser les entreprises avec lesquelles vous ne désirez pas entrer en contact).

Ingénieurs Grandes Ecoles

ENST-ESE ou équivalent, avec une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine des réseaux de télécommunications.

Architecte Exploitation - Maintenance.

réf. RCV1

Ingénieur commercial

Domaine des réseaux de vidéocommunications à fibres optiques.

Expérience technique ou technico-commerciale dans les télécommunications souhaitée. Formation Ingénieur ou équivalent.

réf. RCV2

Responsable d'affaires

Suivi technico-économique du câblage en fibre optique d'une ville. Diplôme (ENST, ESE ou équivalent) Liaison avec le client.

Pilotage des sous-traitants. Suivi financier.

réf. RCV3

Ingénieur Electronicien

ENST d'électronique ENSERG, ENSERB, pour ce poste Ingénieur Etudes et Développement en Electronique.

Dans les domaines : Traitement signal analogique et numérique.

réf. RCV4

Ingénieur Mécanicien

ENSI Mécanique (Nantes, Besançon) Micro-mécanique Construction des produits RCV Responsable BE mécanique Expérience utilisation CAO appréciée.

réf. RCV5

Ingénieur Opticien

ESO Conception de sous-ensembles optoélectronique.

réf. RCV6

Pour les postes : RCV4, RCV5 et RCV6 débutants et/ou 1 à 2 ans d'expérience.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) à Catherine BONNIER - ALCATEL-CIT Département Transmission BP6 NOZAY - 91620 LA VILLE DU BOIS.

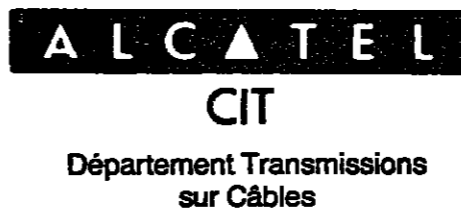
LA FIBRE OPTIQUE AU SERVICE DES RESEAUX DE VIDEOCOMMUNICATIONS

La Division des réseaux câblés de vidéocommunications d'ALCATEL-CIT, c'est :

La commande de réseaux de vidéocommunications portant sur 410 000 prises à installer depuis 1984 sur 10 sites et plus de 25 communes : les villes de Sèvres, Suresnes, Saint-Cloud, Mantes, Rennes, Evry, Toulon, Marseille, Massy, Gennevilliers, Lille et Montpellier.

Les premières réalisations de réseaux de vidéocommunications à distribution optique étoilée.

150 personnes aussi, dont 80 ingénieurs qui travaillent sur un projet d'avant-garde visant à mettre à la disposition d'une clientèle exigeante un produit adapté à des besoins nouveaux.



49.11.73.31

Chefs de projet évoluez vers un poste fonctionnel

"POSITION III A"

Importante Société de Télécom, leader sur son marché, recherche

RESPONSABLE QUALITE LOGICIEL

Dans une ambiance extrêmement enrichissante, rattaché au Chef du Service Assurance Qualité Logiciel, vous avez les missions suivantes :
 • Implémentation et maintenance des nouvelles méthodologies type SADT, etc...
 • Support et contrôle auprès des équipes de développement au niveau de la qualité.

Homme de communication, vous êtes le garant exigeant de la qualité des logiciels développés.

Lieu de travail : Proche banlieue Ouest

Si, en plus, vous connaissez des logiciels TEMPS REEL, PASCAL, UNIX et C, prenez rapidement contact avec nous sous réf. L 817 315, Bureaux de la Colline - 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.



CERICS Centre Européen de Génie Logiciel

De grandes entreprises (BULL, THOMSON...) offrent une trentaine de bourses d'études à des jeunes :

DIPLOMES GRANDE ECOLE
 X. CENTRALE, MINES...
 ou universitaires équivalents pour accéder aux fonctions d'INGENIEUR CONCEPTEUR DE LOGICIEL

A l'issue d'une formation de 9 mois, en étroite association avec l'INRA, le CERICS délivre un **MASTERE SPECIALE EN GENIE LOGICIEL**. Label de la Conférence des Grandes Ecoles.

Adresser votre candidature à CERICS
 BP 48 - Sophia Antipolis - 06561 Valbonne Cedex Tél. 93.95.45.00

SOGREAH Ingénieurs Conseils à GRENOBLE

recherche pour l'animation du secteur informatique de son Département BARRAGES, AMÉNAGEMENTS HYDROELECTRIQUES ET FLUVIAUX

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE
 de formation générale Génie Civil/Structures ayant environ trois ans d'expérience

Caractéristiques du poste :
 • forte motivation pour l'informatique technique
 • expérience de la programmation en FORTRAN (connaissance en analyse numérique appréciée)
 • expérience en DAO souhaitée
 • aptitude à la fonction de conseil et d'assistance aux utilisateurs d'informatique
 • bonne connaissance de l'anglais.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé, photographie récente, prestations et dates de disponibilité à : SOGREAH - Service des Relations du Travail - BP 172 X - 38042 GRENOBLE CEDEX

مركز من الاصل

مقتدا من الاميل

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

PERFORMANCE
C'est notre obsession
pour améliorer notre performance
nous recherchons des
ingénieurs
qui eux aussi sont ... performants

Une Société qui se développe pour une très grande part dans le secteur des
RÉSEAUX DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

300 Ingénieurs et Cadres aujourd'hui, 400 à court terme, + 50% de notre C.A. à l'Export (et du bénéfice !), l'appui d'un Grand Groupe International de l'Électronique, des tas de projets excitants, voilà le cadre dans lequel nous pourrions vous proposer d'évoluer.

Nous concevons des prototypes et réalisons des RÉSEAUX maillés multiservices, à voies radio ou filaires, fonctionnant en commutation de paquets pour acheminer les communications orales et tous types de messagerie électronique avec chiffrement.

Des contraintes d'environnement et de protection très difficiles, la recherche de performances très élevées, sont des exigences auxquelles il nous faut répondre.

Différentes fonctions
d'INGÉNIEURS

dans le domaine des **LOGICIELS**
(maîtrisant bien en particulier les techniques temps réel) et des
SYSTÈMES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
sont proposées.

INGÉNIEURS LOGICIEL
pour conception et réalisation de logiciels temps réel au sein de projets de commutation multiservices. Expérience souhaitée ou débutants ayant acquis une spécialisation. (Réf. 155-M)

INGÉNIEURS-SYSTÈME LOGICIEL
pour élaboration des fonctionnalités et de l'architecture d'un système de commutation. (Réf. 157-M)

CHEFS DE GROUPE LOGICIEL
pour piloter une cellule d'ingénieurs Logiciel. (Réf. 148-M)

ADJOINTS A CHEF DE PROJET essentiellement **LOGICIEL** (Réf. 110-M)

INGÉNIEURS-SYSTÈMES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
pour imaginer et définir des solutions techniques et des évolutions à apporter à nos systèmes. (Réf. 132-M)

CHEFS DE PROJET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
pour prendre la responsabilité d'un projet : conception d'architecture et coordination des actions à entreprendre. (Réf. 69-M)

INGÉNIEURS DE PROJETS-AFFAIRES
chargés d'explorer et de proposer à nos clients actuels et potentiels des perspectives de techniques nouvelles qui pourraient contribuer à la résolution de leurs préoccupations et à partir de notre capital de connaissances, de notre savoir-faire et de nos capacités de réalisation, mettre sur pied des propositions techniques et établir des projets avancés de réseaux. Une grande expérience est requise. (Réf. 127-M)

ASSURANCE QUALITÉ LOGICIEL
Responsable de la Qualité générale des logiciels et de leur harmonisation.
Ingénieur Qualité Logiciel pour participer à la mise en œuvre des actions d'AQL. (Réf. 88-M)

Le plus souvent ces projets sont destinés à des Organismes de Défense Nationale qui imposent la nationalité française (nationalité récente insuffisante).

Merci de faire parvenir votre dossier sous réf. correspondante à I.C.A. 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

ICA International Classified Advertising
NEW YORK PARIS

Carrières Internationales dans la Haute Technologie

Schlumberger Technologie Division ATE
Equipements de test automatique

La division test automatique de Schlumberger Technologies (ATE), s'est imposée dans le domaine de la haute technologie et se trouve au 1^{er} rang des fabricants mondiaux de testeurs de composants et de cartes avec les produits SENTRY et FACTRON développés en France, Angleterre et États-Unis.

Pour notre Centre d'études et de production de testeurs de composants situé en Rhône-Alpes, région en plein essor, nous recherchons :

Responsable applications

Avec l'équipe d'ingénieurs d'applications, au sein du service Marketing, vous serez chargé de faciliter à nos clients, l'utilisation des testeurs de VLSI, en assurant notamment : l'élaboration du support logiciel, l'interface avec les systèmes de CAO et de simulation de VLSI ainsi que la coordination avec les unités américaines de la division ATE. Vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans le milieu du semi-conducteur (test ou

conception de VLSI). Vous avez prouvé vos aptitudes à l'encadrement d'une équipe technique. Vous avez une attitude marketing et un bon sens de la communication. (Réf. A1)

Pour notre Agence Commerciale Europe du Sud, située à Montrouge, chargée de la vente et l'après-vente de systèmes de test automatique, nous recherchons :

Directeur des ventes

Dirigeant une équipe d'ingénieurs d'affaires, vous aurez la responsabilité de la vente des systèmes de tests de cartes et de composants en Europe du Sud (France, Italie, Espagne), avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 25 M\$. Véritable leader, vous savez motiver une équipe commerciale dans un milieu fortement concurrentiel.

Vous avez une expérience de vente de biens d'équipements électroniques ou de systèmes de 5 ans minimum. (Réf. DV2)

Ingénieur d'affaires

Vous assurerez la vente des systèmes, principalement à des grands comptes, ainsi que le suivi de chaque affaire, jusqu'à la mise en œuvre des équipements (matériel et logiciel).

Vous avez 3 à 5 ans d'expérience de vente d'équipements électroniques ou de systèmes, des talents de négociateur avec des interlocuteurs de haut niveau et un tempérament de gagnant.

Ces 3 postes s'adressent à des candidats de formation Ingénieur Electronicien maîtrisant parfaitement l'anglais et capables d'évoluer au sein du Groupe Schlumberger, et sur le plan international. ■

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo et présentations sous réf. choisie, au Service du Personnel, SCHLUMBERGER, Division ATE BP 6, 92122 MONTROUGE Cédex.

U Unilever France
qui a lancé dans son usine ASTRA-CAVE d'Asnières un très important programme de formalisation recherche et...

CHEF DE PROJET

Il aura pour mission :
- de conduire des projets notamment en bureautique,
- de conseiller les utilisateurs dans leur choix de logiciels et de matériels en relation avec le parc existant (DIGITAL EQUIPMENT),
- d'apporter son appui à une équipe en place de 7 personnes.
BAC + 4, si vous avez une expérience de la conduite de projets, une bonne connaissance du matériel DEC (Gérie VAX, réseau EHERNET, VMS...) et d'APPLICATIONS P.C., merci d'écrire avec C.V. + présentations, s/réf. UR/EX1, à

michel joughanoud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Rejoignez l'un des premiers groupes d'ingénierie informatique et

PARTICIPEZ AUJOURD'HUI AUX TECHNOLOGIES DE DEMAIN

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Option informatique

Vous avez déjà contribué à la réalisation d'applications techniques. Nous vous proposons d'élargir votre expérience en développement et conduite de projets dans les domaines suivants :

- Architecture et logiciel système
- Temps réel, systèmes de contrôle et de commande
- Réseaux, interconnexion de systèmes hétérogènes.
- Intelligence artificielle.

La maîtrise de techniques telles que : **INTEL 80X86, MOTOROLA 68000, VAX, UNIX, SGBD** Relationnels, X 25 normes ISO... sera appréciée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. IT/388/AS à notre Conseil Avra STAROSWICKI INFORAMA Carrières - 7, rue Pasquier - 75008 Paris.

BORDEAUX - LILLE - MARSEILLE
PARIS - PAU - TOULOUSE

INFORAMA
carrières

GROUPE SYSECA

Dans le cadre de l'expansion de nos activités Génie logiciel Télécommunications nous recherchons des

INGENIEURS INFORMATIENS

+ 2 ANS D'EXPERIENCE

Une ou plusieurs des compétences suivantes seront appréciées :

- langages : PASCAL, C,
- systèmes : UNIX, VMS,
- microprocesseurs : 68000, 80X86.

Ces postes s'adressent à des candidats mobiles et autonomes dans leur activité.

Ils sont à pourvoir dans le Sud-Ouest de la région parisienne.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 336 315, Bureaux de la Colline - 92213 SAINT-CLOUD Cedex

SYSECA SELECTION

L'INFORMATIQUE VOUS PASSIONNE LE SUCCES VOUS REVIENT DE DROIT !

JURISTE

A 28/30 ans environ, votre formation complète par une première approche en Cabinet d'Avocat, Services Juridiques de grandes entreprises ou Conseil Juridique vous donne aujourd'hui tous les atouts pour devenir l'un de nos conseillers informatiques en mini et micro (Apple, Compaq - Altos) auprès d'une clientèle que vous connaissez bien. Rattaché au Responsable Commercial, vous évoluerez dans une SSII jeune (45 personnes - 50 MF de CA) au sein d'une équipe développant le haut de gamme des services et des produits informatiques.

Pour parler ensemble de notre passion commune, merci d'adresser votre lettre manuscrite, photo à Gilles Renard, sous réf. GR/RJ/150, Atlas Informatique, Parc Technologique, 19 rue Faraday, 78190 Montigny-le Bretonneux.

ATLAS
INFORMATIQUE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Société d'économie mixte à La Ciotat
recrute

UN INGÉNIEUR

Infrastructure ou équivalent apte à s'intégrer dans une équipe jeune fortement motivée.

IL SERA TÂCHÉ :

- De la réalisation d'études tous réseaux, soit en direct, soit en contrôle des sous-traitants ;
- Du montage des dossiers marché ;
- Du suivi d'intervenants extérieurs ;
- Du contrôle d'opérations.

Adresser lettre manuscrite et c.v.
AVANT le 11 AVRIL 1988.
Monsieur le PDC de la SEMICES,
19, avenue Fernand-Cassion, 13600 La Ciotat.

Ingénieurs en Organisation

CHALON-SUR-SAONE

Responsable de Groupe
Ingénieurs de Projet et Statisticiens
(même débutants)

- Diplômés d'une Grande Ecole d'Ingénieurs (Centrale, Mines, EN Stat. Ad. Eco...) Docteurs-ès-Sciences...
- Formés à la gestion
- Domaines :
 - Génie industriel et organisation (gestion de projet, aide à la décision, gestion de production...)
 - Statistiques appliquées et analyse de données visant à la maîtrise statistique des processus de production.

PARIS

Ingénieur de Projet confirmé

- Diplômé d'une Grande Ecole scientifique ou de Management.
- Expérience pratique de 5 ans minimum dans le domaine de l'organisation d'unités de services (analyse des flux, implantations, optimisation des processus).



Notre vocation internationale ouvre d'intéressantes perspectives d'évolution et implique la maîtrise de l'anglais.
Merci d'adresser votre dossier de candidature, C.V. et photo à :
KODAK-PATHÉ Direction Gestion des Cadres
26, rue Villiot, 75584 PARIS CEDEX 12

Organismes publics en région parisienne
recherchent

ingénieurs informaticiens
débutants ou confirmés pour environnement

BULL DPS 6,7

- SCRD (orçale, Informatix) pour poste à Versailles.
- UNIGL, SCRD sous Unix, langage C, pour poste à Créteil et Versailles.

chargé d'études et d'analyses
de gestion pour poste à Versailles.

Titulaire Doctorat, DEA, DES de Sciences et Techniques Economiques.

Envoyer c.v. détaillé à :

M. LEVY,
recteur de Créteil,
1, rue Georges-Escoffier,
94000 CRETEIL.

M. NGUYEN THANH,
recteur de Versailles,
2, esplanade Grand-Siècle,
78000 VERSAILLES.

Ingénieur brevet
CABINET DE CONSEILS EN PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

RECHERCHE

un ingénieur

de 35 ans environ, pour brevets dans domaine mécanique, électricité, électronique, et hydraulique (notamment de formation Centrale, ESE, ou AM) diplômé du CEPI et ayant au moins 5 années d'expérience en propriété industrielle. La connaissance de l'anglais et de l'allemand est indispensable.

Envoyer c.v. et prétentions à :
CABINET FEDY-LORIOU
38, avenue Hoche,
75008 PARIS.

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES MINES DE SAINT-ÉTIENNE

offre à des

INGÉNIEURS

ou

MAÎTRES ÈS SCIENCES

Un début de carrière sanctionné par DEA ou DOCTORAT.
DANS SON DÉPARTEMENT DE CHIMIE/PHYSIQUE DES PROCESSUS INDUSTRIELS

Début : 1^{er} octobre 1988.
Bourse annuelle : à partir de 77 000 F.

Envoyer c.v. à : ENSMSE, 158, cours Fauriel,
42023 Saint-Etienne Cedex (M. GUILHOT).

Dans le cadre de son expansion, nous recherchons pour notre établissement de BAYONNE

UN CHEF DE PROJET en MICROBIOLOGIE

pour prendre la responsabilité technique et financière des études et réalisations touchant la fermentation, les techniques d'extraction et de purification.
Ingénieur Grande Ecole vous pouvez vous prévaloir d'une expérience réussie de 8 à 10 ans dans le domaine ; votre fort potentiel scientifique, vos qualités humaines vous permettront d'évoluer vers des responsabilités plus larges.
réf. AMB 66/3

UN TECHNICIEN en GENIE CHIMIQUE

pour suivre la fabrication et l'implantation chez le client d'unités industrielles, gérer les bancs d'essais et monter des expérimentations.
Profil : BAC + 2 ans en Génie Chimique, première expérience industrielle indispensable.
réf. AMB 66/1

UN INGENIEUR en modélisation de la COMBUSTION

Ce poste s'adresse à un ingénieur Grande Ecole ayant de solides connaissances en thermique et mécanique des fluides ; une première expérience en modélisation de phénomènes physiques serait appréciée.
réf. AMB 52/4

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence choisie à :
A.M. BRENOT BERTIN et Cie
BP 3 - 78373 PLAISIR Cédex

Framatome mise sur votre intelligence

Ingénieur responsable études électriques

FRAMATOME, leader de l'ingénierie nucléaire, vous propose de rejoindre son unité d'instrumentation située à Courbevoie.

Au sein du Département Etudes, vous aurez pour mission d'organiser et de gérer les développements en contrôle commande électronique, informatique industrielle des systèmes existants et des produits nouveaux à partir d'avant-projets, cahier des charges.

Vous animerez une équipe d'une dizaine de techniciens, visant à l'utilisation optimale des outils (C.A.O., laboratoire d'électronique, plateformes).

Ingénieur diplômé (de type génie électrique...), 30 ans minimum, vous justifiez d'une expérience de plusieurs années en bureau d'études ou d'industrie.

Anglais indispensable, allemand souhaité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV) sous référence LP/01, à Laurence LAPOUTTE - FRAMATOME - Département Gestion Prévisionnelle - Tour FIAT Cedex 16 - 92084 Paris-La Défense.



FRAMATOME

STRATEGIES DU FUTUR

Le Monde CADRES


Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

CENTRE DE PERFECTIONNEMENT DE DIRIGEANTS LEADER SUR SON MARCHÉ
recherche pour le développement de ses activités un

CONSULTANT - DIRECTEUR DE DISCUSSION

Ce cadre supérieur, consultant ou professeur, spécialiste de stratégies, aura à concevoir, diriger et animer de nouveaux programmes de formation. Il aura également la responsabilité de la valorisation et de la publication des travaux de recherche du Centre.
Anglais courant indispensable.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :



C.C.I.P. - DPRS - 8, rue Chateaubriand 75008 PARIS

Organisme économique régional Nord/Pas-de-Calais
recherche son

DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT

Pour assurer l'animation et la coordination de ses activités industrielles et commerciales

Agé environ de 35 ans, le candidat est diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 4 - Bac + 5) grande école commerciale ou d'ingénieurs ou université et possède une expérience de plusieurs années au sein d'une entreprise et/ou d'un organisme économique.

Une bonne expérience des PME sera appréciée, de même que la pratique courante de la langue anglaise.

Capacité à diriger une équipe de cadres, à communiquer, sens de la négociation sont des qualités requises pour ce poste à responsabilité.

Le poste est basé à Lille.

Adresser votre candidature sous référence 8 486 au MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

En plein développement

LE GROUPE ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE TOULOUSE

recrute des professeurs permanents en :

politique générale et stratégie
finances et contrôle de gestion
ressources humaines et gestion du personnel
gestion de production et des systèmes d'information

pouvant être amenés à prendre d'importantes responsabilités dans deux programmes.

Expérience en entreprise et anglais indispensables.
Adresser C.V. à la Direction du GROUPE E.S.C.
20, bd Lascrosses, 31068 TOULOUSE CEDEX.
Chambre de Commerce et d'Industrie de Toulouse.

مقداد من الاصل

مقداد من الاميل

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

COMMENT LA CARRIERE D'UN X, OU D'UN CENTRALIEN DEBUTA-T-ELLE CHEZ BEGHIN-SAY DANS LE NORD ?

**Béghin
Say**

Par une réflexion et une analyse originales. Votre intelligence des problèmes techniques est d'autant plus aiguisée que les développements industriels sont importants. L'ouverture à de nouveaux process est d'autant plus variée que les diversifications sont nombreuses. Ajoutez à cela le paradoxe de vouloir travailler dans une société à taille humaine tout en appartenant à un Groupe International et vous aurez trouvé la réflexion.

Pour l'analyse voyez comment à partir de l'industrie sucrière, Béghin-Say au passé prestigieux, est en train d'accomplir une mutation technico-financière à l'échelle mondiale (U.S.A., Amérique du Sud, Afrique...).

Vous avez compris que de VRAIES responsabilités opérationnelles sont à saisir pour qui sait optimiser ses compétences (technique, informatique, linguistique, etc.).

Reussir au sein de notre bureau d'études basé en région lilloise constitue un point de passage important.

Merci de bien vouloir adresser un dossier de candidature complet, sous réf. IS/M à Direction des Affaires Sociales - Mme Claude BEHR - BEGHIN SAY - 54, Avenue Hoche - 75008 PARIS.

IMPORTANT GROUPE FINANCIER
associé à des partenaires de grande notoriété recrute dans le cadre de son développement des

CONSEILLERS FINANCIERS

PROFIL :
Formation supérieure. Expérience professionnelle de la vente de produits financiers ou d'Assurance aux particuliers (2 ans minimum)

QUALITES REQUISES :
Tempérament de gagnant - tenacité - rigueur - sens du conseil et bonne présentation.

MISSION :
Vendre nos gammes de produits financiers (F.C.P. - SICAV et Assurance Vie) auprès d'une clientèle de plus de 1 million de prospects en relation avec nos partenaires.

POSTES A POURVOIR :
Région parisienne - Nice - Lyon - Montpellier - Marseille - Toulouse - Bordeaux - Nantes - Rennes - Rouen - Lille - Nancy - Strasbourg.
Merci de nous adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, prétentions et photo) sous référence 1085 à PARFRANCE ANNONCES 4 rue Robert Esnault 75008 PARIS qui transmettra

contrôleur de gestion

**SOCIÉTÉ
DES CEMENTS
FRANCAIS**

DE NOUVEAUX DEFI
EN GESTION.
Avec 8 milliards de francs de CA, notre groupe se situe au tout premier rang mondial dans le domaine de la fabrication de gros œuvre destinés au Bâtiment et aux Travaux Publics. Pour faire face à notre expansion, nous cherchons la direction d'un nouveau site (CA : 3,5 milliards de francs) et nous recherchons pour son siège nouvellement implanté dans notre site ultramoderne des Technologies de Mantaise-Jolie, un

**Ressources
& Développement**
6, rue Casimir-Delavigne - 75008 PARIS



En appui au responsable du département Gestion/Organisation, vous prendrez en charge deux grandes missions : le contrôle de la gestion et le développement des systèmes d'information. Cela veut dire organiser le processus budgétaire, rendre opérationnels les nouveaux outils de gestion et donc former, animer, sensibiliser ; faire le reporting et participer à un très important chantier de développement informatique depuis les spécifications fonctionnelles, à l'organisation - procédure - tests - formation, etc. Une opportunité très motivante en perspective. Vous êtes diplômés d'une grande école de gestion type HEC, ESSEC, Sup de Co Paris ou

équivalent et vous faites la preuve d'une première expérience réussie de 3 à 4 ans, acquise au sein d'un grand cabinet d'audit international ou d'une entreprise industrielle utilisant des systèmes de gestion très évolués. Votre aisance en techniques de gestion et systèmes informatiques sont une condition de votre réussite mais nous nous attachons également à vos qualités humaines de contact, d'esprit d'innovation et d'acharnement à la réalisation de vos objectifs. De notre côté, nous vous apporterons une dimension propre à répondre à vos ambitions. Merci d'envoyer C.V. + lettre manuscrite, sous réf. 5367/M à notre Conseil ou transmettre le par Minitel en composant le 3615 CODE CV PLUS.

Contrôleur de gestion

Notre établissement (600 personnes - 400 MF) - faisant partie d'un grand groupe industriel français à vocation internationale - spécialisé dans la conception, la fabrication et la vente de machines tournantes (turbines et compresseurs), recherche son futur

De formation Supérieure (Ecole de commerce ou Ingénieur ayant une formation complémentaire confirmée en gestion), vous avez acquis une expérience professionnelle à l'intérieur de cette fonction, dont 5 années environ en entreprise industrielle. Rattaché au Directeur de l'Etablissement vous serez plus particulièrement chargé de :
- la conception et de l'adaptation des systèmes d'information ainsi que du contrôle et de la diffusion de l'information tout au long du processus de gestion (plan, budget, tableaux de bord).
- du suivi des réalisations et de l'analyse de l'évolution des prix de revient et des taux.
- la supervision de la comptabilité analytique.
- réaliser des études économiques.
Ce poste est à pourvoir en province. Si vous êtes intéressé, écrivez nous vite sous réf. BS2D, à Média-System, 6/8 impasse des deux Cousins 75017 Paris.

IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANCAIS

recherche

UN MEDECIN CES Médecine Interne ou Pharmacologie

Intégrant l'équipe de Direction, il devra :

- assurer les relations avec le monde hospitalo-universitaire,
- prendre en charge les programmes d'études cliniques,
- participer aux opérations de mise à disposition du corps médical de nouveaux produits.

Cette fonction devrait déboucher, à terme, sur d'autres responsabilités nationales ou internationales au sein du Groupe.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo sous la référence 9073 MO à VALENS CONSEIL - 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

SOMIVAL

Société de services 110 personnes, leader sur le marché des études, conseils et réalisations dans le domaine des loisirs et du tourisme, recherche pour accompagner son développement :

CHEFS D'AGENCE Réf. N° 999
Expérimentés, âgés de 35 à 40 ans, ils animent une équipe de 4 à 5 ingénieurs d'Affaires, Chargés d'Aménagement ou d'Etudes, et assurent le développement de SOMIVAL dans leur Région.
Localisation : LIMOGES-METZ-PERPIGNAN

CHARGÉS d'Aménagement Réf. N° 1000
Âgés de 28 à 32 ans, ils assurent, sous l'autorité de leur chef d'Agence, la réalisation de plans d'aménagement (PPDT, ZAC) ou d'études de faisabilité touristiques.
Localisation : CLERMONT-FERRAND, LIMOGES, METZ, PERPIGNAN.

Pour ces postes, une expérience dans le domaine des loisirs et du tourisme, la pratique d'une langue et une disponibilité rapide seront appréciées.
Envoyer lettre manuscrite + CV + photo + prétentions à : A. REGNIER - SOMIVAL - BP 28 63001 CLERMONT-FERRAND Cedex

**LE DÉPARTEMENT
DU VAL-DE-MARNE**

recrute
PAR VOIE DE CONCOURS SUR TITRES
OU PAR VOIE DE DÉTACHEMENT

**UN INGÉNIEUR
SPÉCIALITÉ GÉNIE CIVIL**

MISSION DU POSTE :
MAÎTRISE D'ŒUVRE GRANDS TRAVAUX.
Pour l'Arrondissement Fonctionnel de l'Écu et de l'Ascensionnement.

CONDITIONS :

- Être âgé de moins de 40 ans au 1^{er} janvier 1988 ;
- Être de nationalité française ;
- Être titulaire de l'un des diplômes ou titres figurant à l'annexe 1 du statut Particulier des Ingénieurs du Cadre Départemental.

Le dossier de candidature comprenant :

- Un C.V. détaillé ;
- La photocopie du diplôme ;
- Une photographie d'identité ;
- Deux enveloppes timbrées portant nom et adresse.

destra être adressé, au plus tard le 31 mars 1988, le cachet de la poste faisant foi, à :

Monsieur le Président du conseil général,
HOTEL DU DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE,
Direction du Personnel Départemental, Bureau
du recrutement, pièce 404, Avenue du général-de-Gaulle,
94011 CRETEIL Cedex. Tél. : 48-99-94-00, poste 24-98.

AGRO-ALIMENTAIRE

DOUX

Groupe DOUX :
1^{er} Producteur Européen de Volailles,
1 800 salariés - 7 usines d'abattage et de conditionnement.
Filières aliments, accoupage, transport par route et par mer, produits transformés.

Soucieux de renforcer nos structures pour répondre aux transformations incessantes de la filière avicole, nous souhaitons intégrer deux :

**JEUNES INGENIEURS
AGRONOMES**

Débutants ou possédant une 1^{ère} expérience, vous avez entre 26 et 32 ans environ, une formation solide (AGRO - Paris Grignon par exemple). Vous êtes passionné par les problèmes d'élevage et d'amélioration incessante des techniques d'élevage, d'alimentation, de conduite des troupeaux. Vous pourriez devenir l'un de nos responsables du département qui, dans l'entreprise, doit quotidiennement assurer la mise en place des poussins, le suivi des élevages, l'enlèvement des volailles (1 million d'animaux par jour).

Adresser C.V. + lettre + photo sous réf. suivante :
DOUX S.A. - Direction Générale - BB68
BP 22 - 29150 CHATEAULIN.

SCORE

CORNING FRANCE

EIVS

Filiale de CORNING GLASS WORKS, leader mondial des verres spéciaux, recherche pour sa division de Génie Chimique EIVS (Ingénierie spécialisée dans la conception et la réalisation de systèmes pour les industries chimiques), un

Jeune ingénieur export

Rattaché au Directeur Commercial, nous lui confierons l'animation de nos agents et le développement de nos ventes sur une zone géographique (bassin méditerranéen, Afrique...). Disposant d'une formation en Génie Chimique, vous avez acquis si possible une première expérience dans la vente de produits techniques. Passionné par l'Export, vous êtes motivé par un environnement et une évolution de carrière internationale. Anglais et disponibilité pour les déplacements indispensables.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Cécile Dumas, CORNING FRANCE EIVS, 11 Chemin de Ronde, 78110 LE VESINET.

Directeur E
ATAL E
JEUNE CAD
ESONSAB
DIRECTEUR DES
Nous prions
annonces d'avo
répondre à toute
également et de r
essés les docum
confiés.

هفتاد و اربع

Economie

SOMMAIRE

■ A la suite de l'offre du groupe Saint-Louis pour Builton SA, M. De Benedetti, dans un entretien accordé au *Monde*, affirme qu'il ne reviendra pas sur la cession des actifs industriels et commerciaux du groupe agro-alimentaire à Nestlé (lire ci-dessous). ■ Alors que la campagne électorale avance et que les taux d'intérêt remontent, l'incertitude commence à gagner le marché financier parisien, agité par des soubresauts (lire page 42). ■ Le Conseil économique franco-allemand a tenu sa première réunion à Bonn, le lundi 21 mars. Il a préparé la réunion des sept pays industrialisés qui doit avoir lieu à Washington le 13 avril (lire page 38). ■ En dépit des résultats décevants de la campagne d'aide au retour pour les mineurs marocains, les Houillères de France continuent à faciliter la reconversion au Maroc de ceux qui acceptent de repartir (lire page 41).

Un entretien avec M. Carlo De Benedetti

« J'aimerais me tromper plus souvent »...

(Suite de la première page.)

— C'est la fin de vos ambitions dans l'agro-alimentaire. Pourquoi continuez-vous à vous battre pour faire reconnaître vos droits sur la SME ?

— La SME (1) a trois branches d'activités : une branche alimentaire que nous serions prêts à vendre aux sociétés italiennes qui le désiraient ; un secteur d'hypermarchés qui nous intéresse ; enfin, des restaurants d'autoroute qui nous intéressent également. Il y aura un jugement dans cette affaire le 19 avril. Nous sommes convaincus que nous allons gagner. Nous allons utiliser Builton pour acheter la SME et pour développer les deux secteurs qui nous intéressent.

— L'affaire de la Société générale de Belgique n'a rien à voir avec cette décision ?

— Non, la décision de vendre Builton est bien antérieure à notre idée d'entrer dans la Générale de Belgique. Mais cela ne veut pas dire que l'on ne puisse pas utiliser une

Société générale de Belgique : M. De Benedetti aurait acquis un million de titres

La Commission bancaire belge devait annoncer le 22 mars les résultats de l'offre publique d'achat lancée par CERUS sur 7 % du capital de la Société générale de Belgique. Cette OPA aurait permis au holding français de M. Carlo De Benedetti d'acquiescer environ un million de titres supplémentaires sur les 28 millions de titres existants — soit plus de 3 % du capital —. CERUS et ses associés déclaraient détenir jusqu'à maintenant 47 % des titres SGB tandis que Suez et ses alliés affichaient une participation de 30,7 %.

Les deux camps seraient donc quasiment à égalité. L'assemblée générale convoquée pour le 14 avril devrait permettre de décompter les participations exactes.

partie des liquidités obtenues par cette vente pour la Générale de Belgique. Par exemple pour rembourser des lignes de crédit. L'argent est neutre par définition. Mais notre investissement belge était entièrement financé par nos fonds propres et nos lignes de crédit avant la cession de Builton.

« Je serai président d'Olivetti »

— Vous êtes toujours déterminé à être l'opérateur industriel dans la Générale de Belgique quel que soit le temps qu'il vous faudra attendre ?

De l'entreprise familiale à la conquête de l'Europe

Le nom de Carlo De Benedetti est bien connu en France depuis que l'homme d'affaires italien a repris l'équipement automobile Vealeo et créé Cerus, filiale de la CIR, son holding industriel. L'OPA lancée par le groupe sur la Société générale de Belgique n'a fait qu'accroître la renommée du Condotiere, dont la carrière a été quelque peu fulgurante.

Né à Turin en novembre 1934, ce fils de petit industriel, ingénieur comme il aime à le rappeler, commença à exercer ses talents à la tête de l'entreprise familiale de tubes avant qu'Agnelli ne l'appelle chez Fiat en 1976. Il ne restera pas longtemps chez le constructeur automobile. Court passage pour un homme qui veut voler de ses propres ailes. Il prend alors la direction de la Compagnie Industrielle Riante (CIR), holding avec lequel il fera son entrée dans Olivetti en 1978 et dans Builton en 1985. En France même, outre Vealeo, Carlo De Benedetti a pris une participation (par l'entremise de Cerus) dans Yves Saint Laurent.

— Oui, je suis d'autant plus prêt à attendre que j'ai des liquidités supplémentaires. Mais personne n'a intérêt à ce que la situation s'éternise. La seule chose intelligente à faire dans l'intérêt de nos actionnaires, pour eux comme pour nous, est de trouver un accord. Je crois que c'est inévitable et juste. Il faut seulement savoir quels sont les termes de cet accord. Or je suis prêt à consacrer mon temps à cette société.

— Vous avez quand même dépensé beaucoup plus que vous ne l'imaginiez à l'origine ?

— Oui, à cause de l'attitude de la Financière de Suez.

— L'investissement n'est-il pas déraisonnable par rapport à la valeur de la Générale de Belgique ?

— Une société est évaluée sur la base de ses actifs et de sa direction. La Société générale de Belgique, avec ses actifs et sa direction, valait 2 000 francs belges par action. Avec notre direction, elle peut valoir beaucoup plus. Builton en est une démonstration, de même que Vealeo ou Olivetti. Il n'y a pas de valeur absolue. Nous avons démontré avec Builton que nous étions capables de rentabiliser nos investissements.

— Dans le sillage de l'opération Builton-Nestlé, on vous prête un désengagement dans Olivetti.

— Ça me paraît absurde. Si vous voulez, je vous confirme que, dans les cinq prochaines années, je serai président d'Olivetti. Vous savez très bien que nous avons signé des accords avec l'américain AT & T, il y a des engagements prévus que nous allons respecter. Mais il n'y aura pas de désengagement de ma part.

— Que négociez-vous avec Philips ?

— Rien.

— Olivetti n'aura-t-il pas du mal à se développer seul ? Les résultats de 1987 ne sont pas très brillants.

— En premier lieu, nous avons les accords avec AT & T. En second lieu, je considère que les résultats 1987 d'Olivetti sont extraordinaires : malgré les 120 milliards de francs de frais de restructuration que nous avons dû payer pour Triumph Adli, nous allons avoir un résultat 1987 comparable à celui de 1986. C'est l'année la plus prestigieuse que j'aurois eue dans mes dix ans chez Olivetti.

— Après votre retrait de l'agro-alimentaire, vers quel secteur souhaitez-vous vous redéployer ?

— Cela dépendra de la SME. Si nous gagnons, cela nous donnera des créneaux de croissance (hypermarchés, restaurants d'autoroute) qui pourront se développer. Si nous n'avons pas la SME, nous verrons avec nos actionnaires lors de l'assemblée générale du 11 mai prochain.

— Envisagez-vous un développement international dans la communication, et notamment avec M. Berlusconi ?

— Nous sommes le principal actionnaire des éditions Mondadori ; nous contrôlons aussi la *Repubblica*, le principal journal italien. Mais ce sont plutôt des métiers nationaux. Quant à M. Berlusconi, le fait qu'il entre dans la filiale Euromobiliare ne change rien à l'affaire ; nous n'avons aucun projet en commun pour l'instant.

(1) Il s'agit de la Société méditerranéenne d'énergie devenue par la suite société holding.

Propos recueillis par CLAIRE BLANDIN.

Sur le front des OPA

Feu vert pour Framatome sur Télémechanique

La chambre syndicale des agents de change a donné, le lundi 21 mars, son feu vert à la dernière offre publique d'achat lancée sur la totalité du capital de Télémechanique par Framatome au prix de 4 500 F l'action. Elle a également autorisé la reprise des cotations de Télémechanique, le mercredi 23 mars. Toutefois, elle se chargera elle-même de ces cotations et précise qu'elle n'acceptera pas un cours inférieur à 4 500 F ni supérieur à 5 890 F.

Pour éviter une spéculation sur les titres, elle a imposé que tout acheteur devra assurer la couverture à 100 % en espèces et non à 20 % comme traditionnellement. Dans un souci de transparence, elle demande que, pour les ordres d'achat portant sur 1 000 titres et plus, l'identité des donneurs d'ordre soit transmise sur des fiches de Bourse.

Par ailleurs, l'intersyndicale (Confédération autonome du travail, Force ouvrière et CGC) de Télémechanique appelle à une manifestation nationale pour le mercredi 23 mars. Elle invite « tous les salariés qui ont été victimes des transactions passées par Schneider, mais également les élus, les salariés des cent cinquante entreprises opéables » à y participer.

Cap Gemini Sogeti vise une société suédoise

Cap Gemini Sogeti, première société française de services informatiques (SSI), a lancé, le lundi 21 mars, une offre publique d'achat sur la société suédoise Data Logic AB. Cette offre, qui porte sur la totalité des actions de Data Logic, lui coûtera 200 millions de couronnes (autant de francs français), soit 16 % de plus que la dernière cotation boursière des actions de l'entreprise. Data Logic emploie 350 personnes pour 182 millions de couronnes de chiffre d'affaires et un résultat avant impôts de 24,7 millions de couronnes.

Surenchère de General Electric sur Roper

Le groupe américain General Electric a relevé, le lundi 21 mars, le prix de son offre d'achat sur le fabricant de matériel électroménager Roper Corp., qui vient d'accepter une proposition de rachat de Whirlpool. GE propose 54 dollars par action, contre 45 dollars précédemment et 50 dollars pour Whirlpool. Ce dernier prix représente un débours de 507 millions de dollars (2,8 milliard de francs). Cette surenchère a provoqué une nou-

velle hausse du titre Roper en Bourse, à 54,575 dollars. De son côté, Whirlpool a porté plainte contre General Electric qu'il accuse d'avoir tenté de « saboter » par son OPA l'accord de fusion signé le mois dernier entre Roper et lui.

Le conseil d'administration de Rhin-Rhône contre l'offre de Bolloré

Le conseil d'administration de Rhin-Rhône a estimé, le lundi 21 mars, que l'offre publique d'achat lancée par le groupe Bolloré était « contraire à l'intérêt de Rhin-Rhône ». Par 6 voix sur 10, il a considéré l'opération comme inopportune. Le conseil ne s'est pas prononcé, en revanche, sur la contre-OPA lancée par Elf, qui doit être examinée lors d'une prochaine réunion. Après avoir rappelé que le vote du conseil d'administration de Rhin-Rhône était sans effet sur le processus de l'OPA, le groupe Bolloré indiquait, lundi, que, « actuellement, les discussions entre Bolloré et Elf sont interrompues. Elles pourraient reprendre si Elf décidait de formuler une offre conforme à l'esprit du protocole ». Il s'agit d'un protocole d'accord signé le 5 mars stipulant, selon Bolloré, qu'Elf s'engageait à prendre la majorité dans Rhin-Rhône.

BILLET

M. Balladur recalé par Milton Friedman

Le ministre d'Etat avait tout faux. Le courrier des lecteurs du *Wall Street Journal* du 22 mars est consacré pour l'essentiel à des commentaires sur l'article de M. Edouard Balladur publié dans le même journal le 23 février dernier, et où le ministre français préconisait « une réforme du système monétaire international ». Les lettres publiées ne sont pas toutes tendres. Celles de l'ultralibéral Milton Friedman, est particulièrement sévère.

Le ministre français affirmait que le système des taux de change flottants était à l'origine des « désordres monétaires et économiques » des quinze dernières années, et qu'il fallait donc d'urgence rechercher les voies vers un système de taux de change fixes. Celui-ci n'est pas le paradis, répond M. Friedman. Entre 1879 et 1914, les taux de change étaient stables. « Cela n'a pas empêché quatre grandes paniques bancaires (1884, 1890, 1893, 1907), une réces-

sion majeure dans les années 1890, une forte contraction de l'activité en 1907 et de nombreuses crises. »

Après la première guerre mondiale, les États-Unis sont restés attachés à l'étalon-or et ont été rejoints par l'Allemagne en 1924, l'Angleterre en 1925 et la France en 1928. « Cela n'a pas empêché la grande crise de 1929-1933... » Un peu plus tard, explique toujours M. Friedman, « la discipline de Bratton-Woods n'a pas empêché la dérive de l'inflation aux États-Unis ».

Et l'économiste américain de conclure : « M. Balladur affirme que les accords du Louvre ont marqué la fin du système des taux de change flottants. Si tel est le cas, les marchés ne l'ont pas encore remarqué. » Le verdict est sévère. Mais au moins le ministre français peut-il se réjouir d'une chose : le débat est lancé. E. I.

Première réunion du conseil économique franco-allemand

Paris continue de presser Bonn d'accélérer sa croissance

Créé le 22 janvier dernier, le conseil économique et financier franco-allemand a tenu, lundi 21 mars à Bonn, la première de ses quatre réunions annuelles prévues entre les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des deux pays. « Une réunion très constructive », a déclaré M. Gerhard Stoltenberg, le ministre allemand des finances, à l'issue de trois heures et demie de discussion. « Une réunion efficace et utile », a commenté pour sa part M. Edouard Balladur.

Bonn de notre envoyé spécial

Cette première réunion du conseil économique et financier franco-allemand a été l'occasion de confronter les points de vue respectifs avant la rencontre des sept ministres des finances des grands pays industrialisés qui doit se tenir à Washington le 13 avril prochain, avant le comité intermédiaire du FMI.

Trois thèmes ont été abordés. La situation économique et ses perspectives dans chacun des deux pays ont été le premier point à l'ordre du jour. La délégation française, dirigée par le ministre de l'économie, M. Balladur, et le gouverneur de la Banque de France, M. de Larosière, a à nouveau évoqué ce qu'on appelle à Paris « les déséquilibres persistants de l'économie occidentale » : une croissance faible (un rythme annuel de 1,5 %, alors que la RFA aurait « un potentiel de croissance » de 3 % l'an), un niveau de chômage élevé (avec près de 9 % de la population active) et un excédent des paiements courants gigantesque (79,4 milliards de deutschemarks en 1987).

Paris considère donc toujours, comme les Américains, que la RFA

pourrait faire un effort supplémentaire en matière de croissance. Présentant à la presse les travaux du conseil, M. Gerhard Stoltenberg, qui était accompagné de M. Martin Bangemann, le ministre de l'économie, et de M. Karl Otto Pöchl, le président de la Bundesbank, a indiqué que la France et la RFA étaient tombées d'accord sur l'objectif commun de renforcer encore les potentiels de croissance économique dans les deux pays.

Satisfaction

« Les prévisions budgétaires pour 1988 et les perspectives fiscales » ont été le second thème à l'ordre du jour. Français et Allemands se sont enfin félicités de la « bonne coopération entre banques centrales et ministres des finances des deux pays » au cours des derniers mois. Celle-ci aurait contribué à la stabilisation du système monétaire européen.

Malgré les propositions françaises et le memorandum remis la semaine dernière par M. Stoltenberg sur le projet de création, à terme, d'une banque centrale européenne, le sujet n'a pas été discuté à Bonn. Il devrait l'être lors de la prochaine réunion du conseil, à la fin du mois de mai à Hanovre des 27 et 28 juin.

Pour M. Stoltenberg, si les « réflexions » doivent être poursuivies quant au fonctionnement du SME et à une coopération plus étroite en matière monétaire, il sera également nécessaire de résoudre « la question importante de la libéralisation des mouvements de capitaux » au sein de la CEE. Il a, à ce sujet, réaffirmé la volonté des Allemands, qui assurent actuellement la présidence de la Communauté, de faire adopter, avant le 30 juin, la directive sur la libre circulation des capitaux qu'ils ont soumise à la Commission.

ERIK IZRALEWICZ.

Après avoir beaucoup augmenté

La consommation des ménages français a chuté en février

En France, la consommation des ménages en produits manufacturés a fortement baissé en février, revenant à son niveau de novembre 1987, après correction des variations saisonnières (CVS), indique l'INSEE. Ce retournement a touché la quasi-totalité des produits mais a surtout affecté les biens durables et, dans une moindre mesure, l'habillement.

« La consommation de biens durables a diminué de 8 % en février par rapport à janvier après correction des variations saisonnières. Seul le meuble enregistre une baisse moindre. L'INSEE note cependant que janvier avait été un mois au cours duquel la consommation avait été particulièrement forte pour les biens durables. »

« Pour l'automobile, après un très bon mois de janvier, le nombre total des immatriculations de voitures neuves a baissé d'environ 12 % à 178 000 véhicules, revenant au niveau de novembre. Selon l'INSEE, le taux de pénétration des véhicules étrangers est resté stable durant les deux premiers mois de l'année avec 36,3 % en février et 36,7 % en janvier (chiffres après

correction des variations saisonnières).

« Dans le secteur de l'habillement, la diminution de 4,5 % compense la hausse du mois précédent, estime l'INSEE. Sur une période de deux mois, les achats de janvier-février sont à peu près équivalents à ceux des deux mois précédents. »

« Pour les autres produits manufacturés, la baisse atteint 15 % par rapport à janvier. Selon l'INSEE, c'est surtout la chute des achats dans l'horlogerie-bijouterie qui est à l'origine de ce retournement. »

« Accord avec les dockers à Bordeaux. — Un accord a été conclu le 21 mars au port de Bordeaux qui prévoit notamment de faire passer le nombre de dockers de trois cent soixante-quinze à deux cent cinquante, dans le but d'améliorer la compétitivité du port aquitain. En revanche, à Marseille, le trafic est toujours perturbé par des mouvements de dockers dans les bassins de Fos. »

CINE

CENTRE INTERNATIONAL de MANAGEMENT des ENTREPRISES

MASTÈRE SPÉCIALISÉ MANAGEMENT HÔTELLERIE TOURISME INTERNATIONAL

LES NOUVEAUX MÉTIERS DU TOURISME ET DE L'HÔTELLERIE
Gestionnaires d'organisations hôtelières et touristiques, Développeurs et Gestionnaires de sites intégrés

COLLABORATION INTERNATIONALE avec l'Université de HOUSTON, U.S.A. : Conrad Hilton College

CANDIDATS

Diplômés des Grandes Écoles de Commerce ou d'Ingénieur D.E.A. ou Doctorat Universitaires ou équivalents

CLÔTURE DES INSCRIPTIONS LE 24 JUIN 1988

Informations: Marie MEVEL - Tél. 40 37 34 34. GROUPE E.S.C. NANTES 8, ROUTE DE LA JOUËLÈRE - B.P. 72 44003 NANTES CÉDEX 01

Membre du Chapitre Management de la Conférence des Grandes Écoles

L'INTELLIGENCE DE FRAMATOME, C'EST DE GAGNER
LÀ OÙ CE N'EST PAS GAGNÉ D'AVANCE.

法马通公
法中友谊

司为建立
作出贡献



Quand Framatome attaque le marché japonais en vendant «Systus» un logiciel de calcul de structures, c'est une preuve d'intelligence.

Quand Framatome s'impose à Taïwan grâce à la supériorité de ses équipements pour l'industrie agro-alimentaire, c'est une preuve de compétitivité.

Quand Framatome construit les 2 îlots nucléaires de la centrale de Daya Bay en Chine, conçoit et réalise la nouvelle centrale nucléaire qui alimentera en énergie les prochains Jeux Olympiques de Séoul, c'est non seulement une preuve d'intelligence, mais aussi un goût marqué pour les compétitions de haut niveau.

Alors, d'après vous, dans la grande course du futur, qui mérite la médaille d'or?

FRAMATOME
LE FUTUR EN TÊTE.

INTERMARCO PUBLICIS CONSTELLATION

مقتدا من الاصل

مقداد من الامبل

AFFAIRES

Après dix ans de crise

L'activité du bâtiment progresse plus vite que le produit intérieur brut

Les entreprises du secteur du bâtiment ont reçu, il y a quelques jours, un brevet de civisme économique de la bouche du premier ministre, qui, sur l'invitation de M. Jacques Brunier, président de la Fédération nationale du bâtiment, était venu participer à une réunion de travail du bureau. « Les entreprises de votre secteur sont parmi celles qui ont contribué le plus, depuis deux ans, à la reprise de l'économie. Je ne dirai pas cela de toutes les branches », a déclaré M. Jacques Chirac, qui était accompagné de M. Pierre Méhaignerie. Rendant à plusieurs reprises un hommage appuyé « à la sincérité, l'imagination et à la conviction » de son ministre de l'équipement et du logement, M. Chirac a esquissé ce qui devra être le programme du prochain gouvernement : « Il faudra poursuivre la relance de la construction, réveiller l'effort foncier, notamment en Ile-de-France, où, par le biais d'une structure fédérative, il est devenu nécessaire d'inciter, voire de contraindre, les maîtres à construire des logements et pas seulement des bureaux, et il faudra aussi continuer la politique d'aménagement du territoire et de renforcement des grands infrastructures de transport. »

Régain de confiance

Puisque le secteur du bâtiment, avec un chiffre d'affaires de 353 milliards de francs et 1 220 000 personnes actives, est le premier employeur industriel du pays, M. Chirac a profité de son intervention pour préciser deux points qui intéressent l'ensemble des entreprises françaises : « A propos du financement des régimes de retraite menacés dans les dix ans qui viennent d'un grave déficit, il est exclu de faire supporter aux entreprises la moindre part de l'accroissement inévitable des cotisations. » Quant aux nécessaires efforts en faveur de la formation (chaque année, le bâtiment accueille 120 000 jeunes de moins de vingt-quatre ans), M. Chirac a reconnu que le dispositif actuellement en vigueur du « crédit d'impôt-formation »

était un peu trop timide et qu'il faudrait l'amplifier pour rattraper le retard. Après une année 1986, qui fut celle de la « stabilité retrouvée », 1987 a été celle de la « nouvelle croissance », selon M. Brunier. De fait, l'activité du bâtiment a progressé de 2,3 % alors que le produit intérieur brut marchand n'augmentait que de 2,1 %. C'est la première fois depuis dix ans qu'on assiste à un tel renversement de tendance. Un renversement corroboré par le nombre des logements commencés : +17,1 % pour les deux premiers mois de 1988 par rapport à janvier et février 1987. « Ce résultat montre à la fois un regain de confiance dans la conjoncture mais traduit aussi les conditions climatiques clémentes de cet hiver », a reconnu M. Méhaignerie.

Le bâtiment reconquiert donc à sourire, car il revient de loin. Mais au moins trois handicaps caractérisent encore ses entreprises : « une situation conjoncturelle très contrastée selon les régions ; une balance commerciale très déficitaire, notamment pour les secteurs des revêtements des sols, des carrelages, des appareils sanitaires ; un nombre élevé de défaillances d'entreprises : plus 16 % en 1987 après un accroissement déjà considérable de 19 % en 1986. »

Fr. Gr.

● **PRÉCISIONS.** — Des erreurs de transmission se sont glissées dans l'article publié dans le Monde du 22 mars sur le congrès de la Confédération internationale des syndicats libres à Melbourne. Plusieurs lignes manquaient à la fin du quatrième paragraphe ; il fallait lire : « De tels contacts, qui au niveau syndical sont établis ou susceptibles d'être établis, devraient être d'une utilité mutuelle, contribuer à une meilleure compréhension entre les peuples et favoriser une ouverture vers un plus large exercice des droits syndicaux et autres droits de l'homme. » D'autre part, le président de la Cisl est M. Narayanan, et le syndicat néo-zélandais s'appelle NZFL (et non NZFC).

3,7 milliards de francs de bénéfices en 1987

Spectaculaire redressement de la régie Renault

La régie Renault a réalisé en 1987 le meilleur résultat de son histoire. La direction du groupe automobile a annoncé, le 22 mars, 3,7 milliards de francs de bénéfices (après 5,8 milliards de francs de pertes en 1986 à structure comparable). Le chiffre d'affaires s'est élevé à 147,5 milliards, en hausse de 9,3 %.

Au début de 1985, nul n'y croyait. Pourtant la preuve est faite : la régie Renault a réalisé en trois ans le redressement le plus spectaculaire de l'histoire de l'automobile en France. Un exploit qui tient en trois chiffres : 12,5 milliards de pertes en 1984, 5,8 milliards en 1986 et 3,7 milliards de bénéfices en 1987.

Les résultats de l'an dernier, annoncés mardi 22 mars, sont en effet les meilleurs jamais affichés par la régie depuis sa création en 1945, et trois fois plus importants que le précédent « record », établi en 1979 (1 milliard de francs de bénéfices).

Une réussite d'autant plus spectaculaire qu'elle s'accompagne d'une forte diminution de l'endettement, passé de 56 milliards en 1986 à 46,3 milliards l'an dernier, et d'une reprise de l'investissement (7 milliards contre 5,5 milliards en 1986).

Une réussite à mettre tout entière au crédit de Georges Besse et de son successeur Raymond Lévy, qui, depuis le début de 1985, ont reconstruit Renault sur l'automobile et éteint toutes les branches mortes sans pour autant sacrifier le dynamisme de l'entreprise, dont les ventes ont, l'an dernier, augmenté de plus de cent mille unités, pour atteindre 1,9 million de véhicules.

Depuis trois ans le groupe Renault s'est débarrassé non seule-

ment de toutes les activités périphériques (machines-outils, Bernard moteurs, location de véhicules, etc.) qui avaient entraîné un éparpillement des efforts et des investissements, mais aussi et surtout des deux principaux « boulets » qui grevaient ses résultats : l'« aventure américaine » et les poids lourds. American Motors, rachetée en 1982, et qui n'avait cessé de peser sur les résultats, a été revendue à Chrysler en mai 1987. Quant à Renault-Véhicules industriels (RVI), qui n'avait jamais dégagé de vrais bénéfices depuis sa création en 1978 (le Monde du 18 mars) et englobait, année après année, l'essentiel des dotations de l'Etat à la régie, il a réussi l'an dernier pour la première fois à sortir du « rouge », grâce à des efforts continus d'amélioration de sa productivité et à la reconstitution de ses fonds propres.

Le reconstruire sur la branche automobile, qui a assuré, l'an dernier, l'essentiel des bénéfices du groupe, s'est accompagné d'un formidable effort de rationalisation. La production par voiture en 1985 à 15,2 l'an dernier. Tandis que les effectifs diminuaient d'un quart environ en cinq ans pour tomber fin 1987 à soixante-seize mille personnes, la production, elle, augmentait de 15 % depuis 1985.

Comme l'expliquait M. Lévy dès l'automne (le Monde du 10 septembre 1987), la bonne tenue du marché automobile en France n'est pas étrangère aux performances de Renault en 1987, puisque, indiquait-il, quatre-vingt mille ventes supplémentaires représentent 1 milliard de profits. Or les immatriculations ont, l'an

dernier, atteint dans l'Hexagone le niveau record de 2,1 millions, ce qui a permis à la Régie d'augmenter ses ventes de 6,6 %.

Mais le redressement du groupe est, selon ses dirigeants, plus profond, et il devrait désormais permettre à Renault, grâce à la baisse de son prix de revient, de dégager des bénéfices, même dans une conjoncture morose.

Reste un problème, et de taille : l'endettement, qui, bien qu'en diminution significative depuis trois ans, continue de peser sur les

résultats. On n'efface pas d'un trait 32,5 milliards de francs de pertes cumulées de 1981 à 1986 !

Les dirigeants de la Régie, soulignant la nécessité de poursuivre les efforts entrepris en 1985 par Georges Besse, attendent donc impatiemment le changement de statut de régie en société anonyme, préalable mis par le gouvernement à l'abandon de 12 milliards de dettes publiques, dont 3 milliards immédiatement (le Monde du 21 février), qui permettrait à Renault d'assainir enfin en profondeur sa situation financière.

REPÈRES

Déficit budgétaire

Contraction aux Etats-Unis

Le déficit budgétaire des Etats-Unis s'est élevé à 23,9 milliards de dollars en février, a annoncé, lundi 21 mars le département du Trésor.

Pour les cinq premiers mois de l'année budgétaire 1988 qui a débuté le 1^{er} octobre 1987, le déficit a atteint 89,7 milliards de dollars, soit une baisse de 4,9 % par rapport à la période correspondante du budget 1987 (octobre 1986-fin septembre 1987).

Pour l'ensemble de l'exercice 1988, la Maison Blanche table sur un déficit budgétaire de 146,7 milliards, en recul de 2,4 % sur les 150,4 milliards de 1987.

Pour sa part, le bureau du budget du Congrès (Congressional Budget Office) prévoit un déficit de 157 milliards de dollars cette année. Certains économistes privés plus pessimistes avancent le chiffre de 170 milliards. On notera que la grande réforme fiscale votée en 1986, après avoir rapporté une vingtaine de milliards de dollars de recettes supplémentaires au cours de la première année de son application (1987), doit à l'inverse amputer les rentrées fiscales d'une quinzaine de milliards en 1988.

sa dette extérieure. L'International Herald Tribune, qui fournit cette information, précise que, selon le gouverneur de la Banque centrale, M. Rusdu Saracoglu, la Turquie n'a pas besoin de demander un réajustement de sa dette. Le gouverneur estime seulement que son pays devra donner la préférence aux financements à moyen terme plutôt qu'à court terme.

Sur une dette extérieure de 37 milliards de dollars, la Turquie doit rembourser, cette année, 7,2 milliards de dollars en capital et intérêts.

Pétrole

Doublement de l'oléoduc transsaoudien

L'Arabie saoudite a l'intention de porter à 5 millions de barils/jour (contre 3,2 millions actuellement) la capacité de l'oléoduc pétrolier qui traverse son territoire d'est en ouest et débouche à Yambu, sur la mer Rouge, a annoncé, lundi 21 mars, la revue spécialisée Middle East Economic Survey.

Grâce à cet accroissement de capacité, qui sera fait par un renforcement des unités de pompage, le royaume saoudien pourra écouler en toute sécurité, sans passer par le détroit stratégique d'Ormuz, la totalité de sa production (actuellement 4,3 millions de barils/jour).

La capacité de cet oléoduc a été déjà portée, début 1987, de 1,85 million à 3,2 millions de barils/jour, afin de transporter du brut irakien. Dès septembre 1988, la Pétrole sera, en outre, doublée d'une ligne parallèle construite actuellement pour le compte de l'Irak. A l'issue de ces travaux, le port de Yambu deviendra le principal terminal pétrolier de la région.

Marché des capitaux

La Turquie

va emprunter 1,1 milliard de dollars

La Turquie va emprunter 1,1 milliard de dollars sur le marché international des capitaux, emprunt qui lui permettra de financer les intérêts de

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le Conseil d'administration s'est réuni le 16 mars 1988 sous la présidence de M. Henri Sauty de Chalou pour arrêter les comptes de l'exercice et prendre connaissance de l'activité de la société.

Les chiffres caractéristiques de l'année 1987 sont les suivants :

	Montant (en milliers de francs)
Chiffre d'affaires	96 074
Résultat courant	63 580
Bénéfice net	82 250
Bénéfice hors plus-values de cessions	64 690

Le montant de loyers marque une progression de près de 8 % par rapport à l'exercice précédent, et le bénéfice net reflète notamment l'importance des cessions réalisées en 1987 ; mais la comparaison des bénéfices n'est pas significative ; en effet, en vue du rapprochement en cours d'étude avec Simnor et Iminvest, une politique coordonnée d'amortissement et de provisions a, dès cette année, été mise en œuvre par les trois sociétés, et s'est traduite par une incidence positive de l'ordre de 1 million de francs sur les résultats de l'exercice. Un prochain conseil d'administration se réunira, courant avril, pour approuver le projet de fusion.

L'assemblée générale ordinaire convoquée en même temps que l'assemblée extraordinaire statuant sur la fusion, se verra proposer la distribution d'un dividende unitaire de F 18,25 contre F 17,50 au titre de l'exercice précédent.



CERUS DETIENT 26,45 % DANS DUMÉNIL-LEBLÉ

Paris, le 18 mars 1988
CERUS (Compagnies européennes réunies) est devenu, comme il avait été annoncé le 18 janvier 1988, l'actionnaire de référence de Duménil-Leblé en souscrivant pour 750 millions de francs (600 000 actions nouvelles) à la récente augmentation de capital lancée par Duménil-Leblé.

A l'issue de cette opération, la participation de CERUS est de 26,45 %.

CODETEL

Le conseil d'administration de Codetel, réuni le 17 mars 1988 sous la présidence de M. Eric Dufoux, a examiné l'activité et les résultats de la société au cours de l'année 1987.

L'activité de financement des télécommunications est restée soutenue : F 700 millions de nouveaux contrats ont été signés au cours de l'exercice ; ils concernent 32 marchés d'équipements qui viennent s'ajouter aux 719 contrats en cours d'exécution représentant un investissement total brut de F 6 985 millions.

L'activité immobilière s'est développée ; les engagements nouveaux pris pendant l'exercice s'élevaient à F 287 millions. A la fin de 1987, le montant total des engagements représentait F 971 millions, dont F 251 millions en crédit-bail et F 720 millions en location simple. Compte tenu des opérations en cours ou prévues, l'objectif est d'atteindre à la fin 1988 une couverture totale des fonds propres.

Les comptes de 1987 ont été arrêtés et le bénéfice net ressort à F 120,1 millions, contre F 128,4 millions en 1986, après dotation aux amortissements et aux provisions de F 562 millions ; sur ce montant, F 539 millions concernent les opérations de crédit-bail et F 23 millions l'amortissement des immobilisations de la société et des frais d'établissement.

Le conseil propose à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, qui sera réunie le 24 mai 1988, la distribution d'une somme totale de F 117,6 millions, soit un dividende de F 14,70 par action, contre F 14,50 l'année précédente.

Cette assemblée sera suivie d'une assemblée générale extraordinaire qui aura pour objet de donner au conseil d'administration les pouvoirs nécessaires pour compléter les moyens de financement de la société et d'arrêter les statuts avec les nouvelles dispositions légales.

informations canadiennes
Revue bimestrielle de la Chambre de Commerce France - Canada
Abonnement 120 F
Renseignements
9/11 av. Franklin Roosevelt
75008 Paris
Tél. 43.59.32.38



Le Conseil d'Administration réuni sous la présidence de Monsieur Henri MOULARD a examiné les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 1987 du groupe LYONNAISE DE BANQUE. Ils se traduisent par un bénéfice net consolidé de 121 millions de francs.

Le résultat consolidé 1987 est obtenu à partir d'un Produit Net Bancaire qui se situe à un niveau voisin de celui de l'exercice précédent et dans le cadre d'une politique de provisions de la banque conforme à sa tradition de prudence.

(en millions de francs)	1984	1985	1986	1987
Résultat net consolidé	80,5	104,4	144,2	121,0
Rentabilité des fonds propres	12,2 %	13,48 %	15,6 %	14,5 %

Par ailleurs, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes de la SOCIÉTÉ LYONNAISE DE BANQUE au 31 décembre 1987. Ils se traduisent par un bénéfice net après impôts, amortissements et provisions de 128,1 millions de francs.

(en millions de francs)	1984	1985	1986	1987
Résultat brut d'exploitation	574,8	440,5	573,5	458,7
Résultat net	60,7	81,4	111,6	128,1

L'assemblée générale mixte, qui s'est tenue le 17 février 1988, a décidé de porter le capital social de 400 000 000 F. à 500 000 000 F. par incorporation de réserves et création d'actions nouvelles. Elle a en même temps procédé au regroupement des actions à raison de deux pour une ; le nouveau capital est ainsi divisé en 2 500 000 actions au nominal de 200 F.



COSMO SECURITIES
JAPON

Ouverture du nouveau Bureau de représentation de Cosmo Securities à Paris, le 23 mars 1988.

Cosmo Securities est une société réputée depuis longtemps sur le plan des valeurs internationales. Avec l'ouverture de notre Bureau de représentation à Paris, nous vous offrons tout l'éventail des services dans lesquels nous excellons depuis plus de 70 ans. A nouveau bureau, nouveaux défis... pour vous faire bénéficier de notre longue expérience et de notre expertise étendue. Exploitez notre compétence! Contactez Cosmo.

Bureau de représentation
13 rue Auber 75009 Paris
• Téléphone: (01) 42 85 17 71 • Facsimilé: (01) 42 85 04 11
• Directeur: Bunzo Gomi

Cosmo Securities Co., Ltd.
Division internationale:
18-10, Nishinobu 1-chome, Chuo-ku, Tokyo 103, Japon
Téléphone: (03) 273-4811 • Telex: J26251

Économie

SOCIAL

La modération des dépenses de santé

Quand les caisses veulent agir...

Les assurés sociaux ne sont pas fermés à l'idée de faire certains sacrifices : c'est ce que montre une enquête par entretiens faite par quatre caisses d'assurance-maladie importantes (Marseille, Lyon, Nanterre, Cergy-Fontoise) auprès d'assurés, mais aussi de médecins et de pharmaciens.

L'enquête confirme la représentation habituelle des raisons de l'accroissement excessif des dépenses d'assurance-maladie, mis en lumière par l'enquête faite par la Fédération de la mutualité française (le Monde du 25 septembre 1987). Les personnes interrogées insistent en cause les « abus » : médecins qui prescrivent trop, hôpitaux désorganisés, assurés qui multiplient les consultations (cité par 73 % des assurés), recourent trop aux kinésithérapeutes ou prennent des arrêtés de travail prolongés (cité par 85 % des personnes interrogées).

Bref, c'est la faute aux autres. Parmi les accusés, figurent les immigrés qui consomment trop, les homosexuels (à cause du SIDA), les vieux, les travailleurs au noir (qui ne cotisent pas).

Mais, à en croire les directeurs des caisses responsables de l'enquête, le cas n'est pas désespéré : si 27 % des assurés interrogés sont hostiles à tout changement, 31 % admettent une responsabilité individuelle, tandis que le plus grand nombre (42 %) hésitent. Trois mesures seraient assez bien acceptées des assurés : élever le patient lorsque sa consommation augmente, ne pas rembourser les médicaments « de confort » (sic), plafonner les remboursements de médicaments dans tous les cas, c'est à l'assurance-maladie de prendre l'initiative, de s'impliquer, en gérant en concertation avec les professions de santé qui se disent, eux aussi, prêts à participer.

Une attitude que les quatre caisses se disent prêtes à assumer. Ainsi la caisse de Lyon souligne que la consommation pour la médecine de ville est inférieure à la moyenne nationale, celle des Hauts-de-Seine que la prescription moyenne par acte médical a baissé de 10 % en 1987, celle du Val-d'Oise que les remboursements d'actes paramédicaux ont baissé de 0,8 %, alors qu'ils

ont augmenté de 2,6 % sur le plan national. Mêmes économies sur la gestion : à Lyon, les frais ont été ramenés à 4 % des dépenses, à Cergy, l'effectif de la caisse a diminué de 5 % pour une charge de travail accrue de moitié.

Des objectifs que ces caisses entendent maintenir dans les prochaines années : à Lyon, par exemple, il s'agit de ralentir de 5 % les dépenses de santé dans les trois prochaines années ; à Cergy, de mieux « utiliser la machine » grâce aux cercles de qualité, et de développer la prévention.

G. H.

La reconversion des mineurs marocains du Nord

Retour à Ouarzazate

LILLE de notre correspondant

Dans la conversion du bassin houiller du Nord-Pas-de-Calais, le chapitre consacré aux mineurs marocains s'écrit lentement et difficilement. Dès 1956, ils ont été nombreux - environ 78 000 - à quitter leur douar brûlant pour s'installer dans les brumes du Nord. Beaucoup sont repartis (il ne s'agissait à l'origine que de contrats de dix-huit mois, il est vrai renouvelables) : ils sont encore aujourd'hui 2 608, dont

1 791 chefs de famille, soit une population totale d'environ 10 000 personnes.

Que faire de ces hommes, de ces femmes et de leurs enfants - pour la plupart nés en France - alors que les Houillères vont fermer inexorablement ? La reconversion des mineurs et leur installation définitive en France, même accompagnée d'une aide pécuniaire, ne sera guère facile, d'abord en raison du chômage ambiant. Au Maroc, en revanche, la prime de retour (de 136 000 F à 270 000 F : 180 000 F en moyenne), avec, pour les plus anciens, une perspective de pension dans un avenir assez proche, peut permettre de constituer un revenu appréciable dans un pays où le salaire d'un ouvrier est de cinq à six fois inférieur à celui d'un mineur du Nord-Pas-de-Calais.

Les quelques ex-mineurs rencontrés récemment à Ouarzazate, où ils ont retrouvé le parler, les couleurs et le silence du bled, n'ont pas de regrets. Ils ont fermé la parenthèse. Le grand souvenir qu'ils ont pour la plupart rapporté est une voiture immatriculée « 59 ».

Cependant, l'offre d'aide au retour n'a guère eu de succès dans le Nord. On avait prévu 500 départs par an ; il y en a eu 351 en 1986, 78 seulement en 1987. Pour beaucoup, la vie a basculé. Malgré cet insuccès, les Houillères ont décidé de continuer et de s'attacher à faciliter la réinsertion de ceux qui acceptent de repartir. On voit maintenant à Ouarzazate, à Marrakech, à Agadir, M. Félix Mora, - celui-là même qui, pendant plus de trente ans, est venu recruter des Marocains « un par un » pour les Houillères (le Monde du 3 novembre 1974), - tenir une permanence régulière dans les bureaux de la Banque populaire marocaine pour étudier les dossiers de réinsertion possible.

Il s'agit surtout d'aider ceux qui souhaitent fonder leur petite entreprise. Ainsi, M. Mohamed Handaki, cinquante ans, arrivé en France à l'âge de dix-neuf ans - il a épousé

une Française, a eu huit enfants, - a quitté récemment la fosse de l'Escarpelle pour se réinstaller avec sa famille à Timhir, près des gorges impressionnantes de Todra. Son projet : créer une agence Renault-Véhicules industriels. Les investissements prévus, 2 millions de dirhams (environ 1,6 million de francs), peuvent être couverts par une aide des Houillères et quelques prêts bancaires.

M. Mora, qui met autant d'ardeur dans sa nouvelle mission (on l'a rappelé exprès) qu'autrefois pour le recrutement, munit quelque soixante projets, de petite taille, mais qui pourraient « prendre » dans cette région d'Ouarzazate en pleine expansion.

Exemple : quelques dizaines d'emplois vont être attribués en priorité aux familles de mineurs par la Société marocaine de substances (SAMASUB) dans l'usine qui traitera l'oxyde de fer micacé extrait de gisements proches, pour l'expédition, via Agadir, à Béthune, dans le Pas-de-Calais, où la société Micron (elle aussi fondée avec l'aide des Houillères) l'utilisera comme agent anticorrosif de sa production de peinture. Mais on aidera aussi ceux qui ont besoin d'acheter un camion pour créer une entreprise de transport : on aura, dit-on, besoin de beaucoup de camions au Sud marocain.

On évoque encore l'installation prochaine d'un centre de mûrissement de bananes sous serres dans la province d'Agadir, à partir de la CETEB, une société du Pas-de-Calais spécialisée dans la climatisation.

Ainsi, la boucle est bouclée. Les Houillères espèrent que ces petits ruisseaux feront des rivières abondantes comme des oueds en crue. Elles veulent prouver en tout cas que le retour au pays n'est pas forcément une malédiction pour des hommes et des familles qui ont passé dix, quinze ou vingt ans en France.

(Intérim.)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Quittant Bonneuil-sur-Marne

Le service des phares et balises sera décentralisé à Brest

BREST de notre correspondant

M. Ambroise Guellac, secrétaire d'Etat à la mer, a décidé de transférer à Brest le service technique des phares et balises actuellement installé à Bonneuil-sur-Marne (Val-de-Marne). La décentralisation d'un service de l'Etat avait été promise dans la préparation de la charte de développement de l'arc occidental (région brestoise) signée le 5 février à l'hôtel Matignon. Ce sera chose faite en 1990.

M. Guellac a expliqué le 18 mars à Brest que l'installation d'un service dont le travail consiste à construire du matériel de signalisation et de navigation en mer va compléter le dispositif mis en place pour prévenir les accidents le long des côtes finistériennes, réputées dangereuses. Le service sera d'ailleurs installé à quelques kilomètres du centre de Crois-Corsen, un des plus importants centres opérationnels de surveillance et de sauvetage. Autre

avantage géographique : la localisation dans le Finistère de 16 % des établissements de signalisation maritime et la présence à Brest d'un important parc de balises, ainsi que d'un navire baliseur.

L'installation des phares et balises au sein du technopôle brestois, à proximité du centre d'IFREMER, de l'École supérieure des télécommunications et d'une usine Thomson, devrait créer, pense M. Guellac, « un environnement particulièrement favorable pour le développement de techniques les plus récentes en matière d'aide à la navigation ».

Reste que les soixante-dix personnes du service ne souhaitent pas « émigrer à Brest ». Elles l'ont fait savoir le 17 mars en manifestant. M. Guellac a affirmé qu'il n'était pas question de revenir sur le choix de ce site.

Les syndicats devaient être repus par M. Guellac le 22 mars en fin d'après-midi à Paris.

G. S.

Grève à la CGEA de Montesson (Yvelines)

Quarante mille usagers des transports en commun sur le trottoir

VERSAILLES de notre correspondant

Le centre d'exploitation de la CGEA (Compagnie générale d'entreprise automobile) de Montesson (Yvelines), assurant en temps ordinaire le transport public de quelque quarante mille voyageurs des départements des Yvelines et de la Seine-Saint-Denis, se trouve paralysé depuis le 8 mars à la suite d'un mouvement de grève déclenché par une intersyndicale, qui réclame l'ouverture des négociations portant sur l'augmentation (4,3 %) des salaires et l'amélioration des conditions de travail.

La direction du dépôt, refusant de négocier, avait immédiatement réagi dès le 9 mars par voie de référé en assignant sept grévistes devant le tribunal civil pour « atteinte à la liberté du travail ».

Notant le caractère majoritaire de la grève (187 chauffeurs sur 225), le président du tribunal des référés, M. Raymond Espel, avait alors engagé un médiateur en la personne de M. Morissat, inspecteur du travail.

Samedi 19 mars, enfin, au dixième jour de la grève, le tribunal a ordonné l'expulsion des sept grévistes - sous astreinte de 10 F par heure de retard, - en raison du blocage de la totalité des autobus de la société CGEA, « qui assure pour partie une mission de service public ».

Appel a été fait de cette ordonnance. Pour sa part, l'intersyndicale s'appuie à déposer un nouveau préavis de grève.

TH. LE LOUET.

LENINGRAD L'OUVERTURE



27 Mars 1988

Leningrad au départ de Paris
2 fois par semaine (samedi et dimanche)
via Helsinki en Boeing 727.

AIR FRANCE
INNOV'88

هنا من الاصل

Marchés financiers

هفتاد و اربع

Inquiétudes sur les taux d'intérêt dans le monde

La remontée des taux d'intérêt aux Etats-Unis, amorcée la semaine dernière, s'est accentuée lundi 21 mars et s'est accompagnée au marché de Paris, où les cours des obligations ont baissé : sur le MATIF, ceux de l'échéance juin sont retombés à un peu plus de 100, ce qui correspond à des rendements de l'ordre de 10 %. La Bourse de New-York a réagi défavorablement à cette remontée, de même que celle de Paris, qui, lundi, a reperdu toute l'avance enregistrée à l'annonce de chiffres satisfaisants pour le commerce extérieur américain en janvier.

A New-York, c'est la crainte d'un réveil de l'inflation qui a déprimé les cours des obligations et poussé à la hausse leurs rendements, celui de l'emprunt à trente ans du Trésor, véritable thermomètre pour les investisseurs qui bondissait de 8,50 % à plus de 8,75 %.

La vigueur de l'économie américaine fait redouter un durcissement de la politique des autorités monétaires, soucieuses d'éviter la sur-

chauffe et un dérapage des prix. Par ailleurs, le raffermissement des tarifs du pétrole, après la chute de ces derniers mois, inquiète les milieux financiers, dans la mesure où la baisse de ces tarifs depuis quatre ans a permis la désinflation aux Etats-Unis.

On rappellera enfin que la remontée des taux d'intérêt à long terme américains, à partir du printemps 1987, de 7,30 % à près de 10,50 % le matin du krach de la Bourse de New-York, a effectivement contribué à celui-ci.

Indosuez prend le contrôle de France-Ebauches

Indosuez et la société de développement régional (SDR) Centres viennent de racheter la totalité des actions Euxhor, holding contrôlant le capital de France-Ebauches, premier fabricant français de montres avec 400 millions de francs de chiffre d'affaires.

Les vendeurs sont, d'une part, le groupe suisse SMH, numéro deux mondial de l'horlogerie derrière Seiko (Japon), et d'autre les familles fondatrices Jambrun et Bourgeois.

Cet épisode met fin à une bataille qui opposait, depuis plus d'un an, deux des actionnaires, la SMH et la famille Jambrun, au PDG de France-Ebauches, M. François Perret, à qui il était reproché de gérer l'affaire trop secrètement et de se montrer trop oblique pour la distribution des dividendes. La décision prise en 1987 par M. Perret d'augmenter le capital avait mis le feu aux poudres. M. Perret avait été écarté et l'affaire portée devant le tribunal de commerce de Besançon.

Beaucoup craignaient que la SMH ne prenne le contrôle de France-Ebauches, un concurrent direct, pour s'en débarrasser ensuite. Mais M. Perret, avec l'aide de Centres, avait tenté de mettre sur pied une solution française pour racheter tout le capital de France-Ebauches. C'est chose faite. « Nous sommes sortis d'un piège », a déclaré M. Michel Charue, attaché de direction chez France-Ebauches : « Les Suisses ont accepté de vendre parce qu'ils ont des soucis avec leur propre affaire. La famille Jambrun a été obligée de suivre ».

C'est le deuxième investissement d'Indosuez dans l'horlogerie après le rachat par sa filiale Astorg d'une participation de 40 % dans les montres Ambre. Mais l'établissement financier pourrait ne pas conserver ses intérêts dans France-Ebauches, qu'il pourrait ensuite céder à ses salariés dans le cadre d'une reprise d'entreprise par ses salariés (RES).

Volkswagen privatisé à 80 %

La privatisation partielle du constructeur allemand Volkswagen, repoussée à deux reprises, sera finalement réalisée le jeudi 24 mars, a annoncé le ministre des finances, M. Gerhard Stoltenberg. Le gouvernement fédéral mettra en vente les 16 % du capital qu'il détient encore au prix de 238 DM (807 F) par action, soit un prix légèrement inférieur aux cours en Bourse (240,80 DM lundi).

Cette vente, qui devrait rapporter à l'Etat 1,17 milliard de deutschemarks (3,9 milliards de francs) ne débouchera pas sur une privatisation totale de la firme automobile, puisque le Land de Basse-Saxe conserve sa participation de 20 % dans le capital. Mais elle coupe tous les liens reliant Volkswagen à l'Etat fédéral, cinquante ans après sa fondation par le régime hitlérien. En 1961, 60 % du capital avaient déjà été vendus au public, les 40 % restant demeurant pour moitié propriété de l'Etat et pour moitié celle du Land de Basse-Saxe, où Volkswagen a son siège. La participation de l'Etat fédéral avait été ramenée à 16 % en 1986 lorsque celui-ci avait décidé de ne pas suivre une augmentation du capital.

Cette opération de privatisation, prévue au départ en juin 1987, avait été repoussée une première fois en raison de la gigantesque escroquerie (480 millions de deutschemarks soit 1,6 milliard de francs), dont avait été victime le groupe. Le krach boursier d'octobre 1987 avait conduit le gouvernement à suspendre une seconde fois la vente des titres, ceux-ci ayant chuté jusqu'à 200 DM.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le Conseil de Surveillance de la Midland Bank SA s'est réuni le 17 mars 1988 sous la présidence de Monsieur Hervé de Camroy pour examiner, avant approbation par l'Assemblée Générale, les comptes de l'exercice 1987, arrêtés par le Directeur, présidé par Monsieur Léon Bressler.

Le bénéfice net consolidé du groupe est de F 70,4 millions se décomposant en un bénéfice net courant de F 70,3 millions et un bénéfice net exceptionnel de F 0,1 million. Il convient de noter que ce résultat a été obtenu malgré la dotation de F 15 millions de provisions pour dépréciation sur le portefeuille de titres de placement, constitué essentiellement d'obligations. La société n'a donc pas jugé utile de recourir aux facilités offertes en la matière par la Commission bancaire.

Le recat du résultat net courant (F 102,2 millions en 1986) s'explique principalement par l'impact du phénomène des remboursements anticipés et de renégociation de taux des crédits aux acquéreurs de logements ainsi que par la réduction des marges sur la production nouvelle dans ce secteur. L'ensemble des autres activités du groupe a poursuivi un développement très satisfaisant, notamment au niveau des interventions sur les marchés, de la gestion d'actifs financiers pour le compte de la clientèle institutionnelle et privée, et de l'ingénierie immobilière.

Le résultat exceptionnel reflète un solde d'éléments positifs et négatifs - dont le plus important est constitué par la prise en charge complète sur l'exercice, pour un montant de F 66,9 millions, des frais de restructuration de passif rendue souhaitable par les remboursements anticipés de crédits mentionnés ci-dessus.

Le Conseil de Surveillance proposera la distribution d'un dividende par action de F 10, assorti d'un impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de F 5, donnant une rémunération globale de F 15, montant inchangé mais portant sur un nombre de titres augmenté par la distribution d'une action gratuite pour 5 actions anciennes effectuée en 1987.

L'année 1988, qui se déroulera à l'évidence dans un environnement très concurrentiel, devrait permettre néanmoins à la Midland Bank SA de retrouver sur la base actuelle une progression de ses bénéfices.

NEW-YORK, 21 mars ↓

Repli

La semaine s'est ouverte à New-York sur une note assez lourde. Amorcé presque dès l'ouverture sur des ventes bénéficiaires, le mouvement de baisse s'est poursuivi durant presque toute la séance. A la clôture, l'indice des Industrielles s'établissait à 2 067,14, soit à 20,23 points en dessous de son niveau précédent. Le bilan de la journée a été à l'image de ce résultat. Sur 1 971 valeurs traitées, 1 022 se sont relevées, 501 ont monté et 446 n'ont pas varié.

L'évolution erratique des prix du pétrole et le comportement décevant du marché obligataire, en liaison avec la remontée des taux d'intérêt, ont conduit les opérateurs à se dégaier. Autour du Big Board, les professionnels expliquent aussi ce renversement de tendance par l'arrivée du Dow sur un palier de résistance, celui des 2 100 points en l'occurrence, un événement à l'origine souvent de ventes bénéficiaires quand le franchissement tarde à se produire. Il faut cependant noter que l'activité a été très faible, avec 128,83 millions de titres échangés, contre 245,73 millions vendredi.

VALEURS	Cours du 18 mars	Cours du 21 mars
Alcoa	46 3/4	45 5/8
Allego Int'l	83 7/8	84 5/8
AT&T	28 1/8	28 3/8
Boeing	49 1/2	48 3/4
Chase Manhattan Bank	28 1/8	27 7/8
Eastman Kodak	42 1/4	41 3/8
Exxon	44 1/8	44 1/8
General Electric	44 1/8	43 1/2
General Motors	72	72
Goodyear	61 3/4	61 3/8
IBM	114 1/4	113 3/4
ITT	47 5/8	47 3/8
Int'l Oil	25 1/8	25 1/8
Pfizer	55 1/4	54 5/8
Schaeffler	37	36 7/8
Union Carbide	25	24 3/4
U.S.C.	31 3/4	31 1/2
Westinghouse	51 7/8	51
Xerox Corp.	57 1/4	56 5/8

LONDRES, 21 mars ↓

Baisse

La chute de Wall Street lundi a ouvert à Londres la séance de la Bourse britannique sur une note de déception. Les valeurs britanniques ont fini la journée à leur plus bas niveau, dans un marché dominé par la forte reprise de l'or, qui a permis de terminer en baisse de 14,1 points, à 1 462,7, et l'indice Footsie (100 valeurs) à 1 841,1 (-14,4 points). Le marché a été plus calme que le vendredi précédent, avec 357 millions d'actions échangées. Le Royal Bank of Scotland, qui avait annoncé, la semaine dernière, son intention de prendre le contrôle de la banque américaine Citizens Financial, a perdu 7 points à 365. Au bâtiment, Bazar était également faible à 182 (-5) après avoir indiqué un augmentait de 720 à 880 millions de livres son OPA inamicale sur la firme américaine Koppers. L'événement de la journée a donc été la forte hausse de l'or. L'once a gagné plus de 7 dollars à 450,25 dollars, son cours le plus élevé depuis deux mois. Baisse du marché obligataire américain en raison notamment de craintes d'une reprise inflationniste aux Etats-Unis, brève poussée des cours du pétrole et faiblesse du dollar expliquant, selon les analystes, cette forte progression du métal fin. La situation en Amérique centrale (envoi de troupes américaines au Honduras) aurait également joué en faveur de l'or.

FAITS ET RESULTATS

Les superbénéfices de Cathay Pacific. La compagnie aérienne de Hongkong, Cathay Pacific, a réalisé, en 1987, le record mondial des bénéfices dans le transport aérien. Grâce à une croissance de 72 % par rapport à l'année précédente, les bénéfices nets ont atteint 2,1 milliards de dollars. Le capital de la compagnie est détenu à 50 % par le groupe britannique Swire et à 12,5 % par la société d'investissement chinoise China International Trust and Investment Corp. (CITIC), dont le siège est à Pékin.

L'Etat entre dans le capital de la CNR. - Pour prouver sa bonne volonté à l'égard de la liaison à grand gabarit Rhône-Rhin, l'Etat a décidé d'entrer dans le capital de la Compagnie nationale de Rhône (CNR). L'assemblée des actionnaires de celle-ci a décidé de porter le capital de 36 à 42 millions de francs par l'émission réservée à l'Etat de 600 000 actions nouvelles de 10 F émises au pair. L'Etat prend ainsi place dans le tour de table aux côtés d'EDF, de la SNCF, des régions Alsace, Franche-Comté, Bourgogne, Rhône-Alpes, Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur et d'un groupe d'établissements publics et de collectivités.

Barilla n'aura pas la majorité de blocage dans Lustruc. - Le tribunal de commerce de Grenoble vient de décider que la famille Carlier-Milou, actionnaire à 30 % de Lustruc et à 42 % du holding Rivoire et Carrière-Lustruc, n'avait pas le droit de céder ses participations au numéro un des pâtes alimentaires, Pflizen Barilla, contre l'avis de l'actionnaire majoritaire, la famille Cohen-Skali. Un conflit oppose depuis 1981 les actionnaires de Lustruc.

Vers une fusion entre Bahlsen et Brandt. - Bahlsen, première entreprise allemande de biscuiterie, et le fabricant de biscuits Carl Brandt ont annoncé leur intention de fusionner. Il est possible cependant que le rapprochement n'aie pas jusqu'à la fusion. Bahlsen a un chiffre d'affaires d'environ 1,5 milliard de deutschemarks et Brandt de 350 millions de deutschemarks.

Imetal rachète ses actions. - Imetal, qui avait proposé de racheter un million de ses propres actions afin de réduire son capital, a reçu 5 118 245 actions en réponse à son offre. Les demandes de rachat étant supérieures à un million d'actions, la Banque Indosuez, qui agit pour le compte d'Imetal, a procédé pour chaque actionnaire vendeur à une réduction des demandes proportionnelle au nombre total d'actions dont il a justifié être détenteur, précise la Chambre syndicale des agents de change. Les demandes de rachat ont été satisfaites à concurrence de 18,0687 % des titres que les actionnaires ont déclaré détenir.

PARIS, 22 mars ↓

La baisse continue

La baisse des cours s'est poursuivie mardi à la Bourse de Paris. Ralenti dans la matinée, le mouvement a repris ensuite sa cadence de la veille. Peu de valeurs y ont échappé, si ce n'est Avions Dassault, Opfl, Midi, Hecherte, Presses de la cité, voire Euromarché, plutôt bien orientés ! En moyenne, on a compté cinq baisses pour une hausse. Tant et si bien que, à la clôture, l'indiceur instantané accusait un repli de 1,4 % environ. Toutes les vedettes ont été touchées, à savoir Michelin, l'Oréal, Lafarge, Peugeot, CSF, L'Air liquide, Crédit foncier de France, Compagnie bancaire, Sanofi, Club Méditerranée, Schneider et quelques autres.

De l'avis général, l'activité a été un peu plus effrénée. Les tensions enregistrées aux Etats-Unis sur le front des taux d'intérêt ne disant rien qui vaille aux investisseurs, Wall Street, et reste, a donné son interprétation du phénomène en reculant sur un aspect large front. Quelques vendeurs à découvert rachètent un peu de papier. Mais en ce jour réservé à la réponse des primes, abandonnées en grand nombre, les dégagements l'emportent de très loin. Sans doute en prévision du règlement des soldes débiteurs. La liquidation générale perd d'ores et déjà plus de 4 %.

Le plus grand calme a régné sur le marché obligataire, où seulement un peu d'effrètement a été enregistré. Un intérêt acheteur subsiste, notamment sur les taux variables. Mais il ne se concrétise pas souvent, le 4 papier à écart jugé trop cher. Les spécialistes, eux, attendent vendredi soir le début des vacances de Pâques.

TOKYO, 22 mars ↓

Prises de bénéfice

Fermée lundi, la Bourse de Tokyo a sensiblement baissé mardi sous l'effet de prises de bénéfice. L'indice Nikkei a coté 123,51 yens pour revenir à 25 842,75 yens. Outre les prises de bénéfice, le recul sensible de Wall Street et l'affaiblissement du dollar ont pesé sur un marché qui était encore en hausse sensible vendredi. Les titres à forte capitalisation, tels ceux des chantiers navals et des sidérurgiques, ont encore progressé mardi. Par contre, les valeurs à l'exportation, électriques et automobiles en tête, ont sensiblement reculé. En fin de journée, près de 1,2 milliard d'actions avaient été échangées. Le dollar, en baisse, a fini la séance à 127,07 yens.

VALEURS	Cours du 18 mars	Cours du 22 mars
Alfa	620	609
Budgétaire	1 360	1 360
Genep	1 350	1 350
Fuji Bank	3 480	3 480
Honda Motors	1 770	1 750
Mitsubishi Electric	2 880	2 880
Mitsubishi Heavy	877	878
Sony Corp.	5 320	5 290
Toyota Motors	2 480	2 480

PARIS :

Second marché (addition)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	230	237	Le gd livre du mois	225	225
Amsted & Associés	415	401	Loas Investissement	250	251
Asystel	323	319	Louanié	152,20	152,20
B.A.C.	430	420	Mélin Investit	288,90	288,90
B. Dumas & Assoc.	380	380	Mélin Investit	102	102
B.I.C.M.	820	820	Mélin Investit	235	235
B.I.P.	470	465	Mélin Investit	127	128
Bolton Technologie	760	728	M.L.M.M.	458	450
Buhari	740	727	Mélin	246	240
CB&I de Lyon	998	998	Mélin-Delmas	522	516
Cellerium	680	620	Mélin-Delmas	187,20	180
Chem Phos	460	460	Ona, Gest. Fin.	300	300
Comif	1255	1205	Procurer (C. h. & F. h.)	89,20	89,50
C.A. L. de Fr. (C.C.I.)	235	263	Roual	700	700
C.A.T.C.	130,50	127	St-Gabriel Emballage	1164	1159
C.D.M.E.	800	800	St-Honoré Matignon	144	144
C. Espagn. Elect.	298	297	S.C.G.P.M.	151	151
CEGEL	480	480	Séguin	281	270
CESEF	198	198	Séguin	650	653
C.E.P. Communication	1145	1100	S.E.P.	1164	1075
C.G.I. Informatique	530	625	S.E.P.R.	1133	1119
Comcast d'Origny	488	488	Sigeo	1130	1130
C.N.I.M.	296	294	S.M.T. Group	225	225
Compart	234	237	Sodafing	680	680
Corbeaux	488	482	Sopis	298	295
Covis	488	488	T.F.I.	175,80	178
Dafin	145,10	144,10	Union Financ. de Fr.	108	103,70
Danephe	2635	2626	Union Financ. de Fr.	420	403
Danubay	1145	1125	Valeurs de France	308	308
Deville	840	840			
Edisons Holland	125	125			
Elect. & Chemin	380	380			
Epylon Investit	20,90	20,20			
Fincor	412	412			
Galvini	582	559			
Guy Degrange	902	866			
I.C.I.	235	235			
IDA	180,10	180,10			
I.E.P.	120	120			
INZ	118	118			
Int. Metall Service	188	183			
La Caennaise Elect.	219	219			

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 21 mars 1988

Nombre de contrats : 6 000

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars	Juin	Mars	Juin
EF-Agricole	240	-	13,10	10	21
Lafarge-Coppin	1 200	6,50	65	55	97
Michellé	160	25	36	-	6,10
Midi	1 180	140	-	0,50	-
Paris	320	2,20	19	-	32
Peugeot	1 000	5	62	68	-
Saint-Gobain	400	-	38	-	15
Thomson-CSF	152	11	21,50	-	10

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 21 mars 1988
Nombre de contrats : 36 231

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 88	Juin 88	Sept. 88
Dernier	101,80	100,25	99,60
Précédent	102,95	101,35	100,65

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Juin 88	Sept. 88	Juin 88	Sept. 88
100	1,54	2,02	1,33	2,30

INDICES

CHANGES		BOURSES	
Dollar : 5,7570 F ↑		PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)	
		Valeurs françaises	106,5
		Valeurs étrangères	116,4
		C° des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)	96,30
		Indice général	299,2
		Indice général	296,6
		NEW-YORK (Indice Dow Jones)	
		18 mars	21 mars
		Industrielles	2 087,37
		LONDRES (Indice Financial Times)	
		18 mars	21 mars
		Industrielles	1 476,8
		Mines d'or	248,9
		Fonds d'Etat	96,30
		TOKYO	
		18 mars	22 mars
		Nikkei Dow Jones	25 966,36
		Indice général	2 134,89

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou déq.	Rep. + ou déq.	Rep. + ou déq.	Rep. + ou déq.
SE-UL	5,7415	5,7445	+ 45	+ 60	+ 100	+ 125
S. com.	4,6017	4,6078	- 45	- 25	- 71	- 33
Yen (100)	4,5173	4,5232	+ 114	+ 137	+ 254	+ 296
DM	3,4014	3,4046	+ 122	+ 141	+ 250	+ 275
Flouze	3,8284	3,8311	+ 96	+ 107	+ 194	+ 211
FB (100)	16,2649	16,2757	+ 228	+ 289	+ 488	+ 609
RS	4,1158	4,1289	+ 216	+ 236	+ 435	+ 463
L (1 000)	4,5059	4,5060	- 151	- 186	- 278	- 325
S	10,5127	10,5239	- 96	- 81	- 145	- 122

TAUX DES EUROMONNAIES

	3/12	6/12	9/12	3/18	6/18	9/18	12/18	3/24	6/24	9/24	12/24
SE-UL	3 3/4	6 5/8	5 5/8	6 3/4	6 11/16	6 13/16	6 15/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16
DM	3 3/4	3 1/2	3 5/16	3 7/16	3 7/16	3 7/16	3 7/16	3 7/16	3 7/16	3 7/16	3 7/16
Flouze	3 7/8	4 1/8	3 15/16	4 1/16	4 1/16	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8
R.B. (100)	5 3/4	6 1/4	5 7/8	6 1/4	5 7/8	6 1/4	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8
F.S. (100)	8 3/4	1 1/4	1 1/2	1 5/8	1 9/16	1 11/16	2 1/8	2 1			

Marchés financiers

BOURSE DU 22 MARS

Cours relevés à 14 h 57

Main market table with columns for Valeurs, Cours, and % change. Includes sub-sections for 'Règlement mensuel' and various stock listings.

Comptant (sélection)

SICAV (sélection)

21/3

Comptant and SICAV tables listing various financial instruments, their values, and market movements.

Cote des changes

Marché libre de l'or

Tables for exchange rates (Cote des changes) and gold market (Marché libre de l'or).

PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 Le rejet du plan de paix américain par Israël. - La guerre du Golfe vue de Bagdad. 3 Les élections Shulz-Chevardnadze à Washington. 5 Gibraltar, avant les élections du 24 mars. 6 L'agence Tass dénonce les extrémistes arméniens.	8 La tension entre baristes et chiraquiens. 9 Les deux électors de François Mitterrand, par Jérôme Jaffré. 12 L'immigration dans la campagne.	13 La lettre apostolique de Jean-Paul II consacrée au millénaire du christianisme russe. - Les accusations de Serge Dassault contre les Américains. 14 Après le rapt et la mort d'un jeune homme en Haute-Savoie.	15 Expositions : Rouault, le misanthrope peintre. Léon Zack à Orléans. 16 La mort du jazzman Gil Evans. - Digressions, par Bernard Frank. 17 Communication : A 2 mise sur la fiction française.	38 Première réunion du Conseil économique franco-allemand. - La consommation des ménages français a chuté en février. 41 La modération des dépenses de santé. 42-43 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées ... 24 à 37 Campus 20 Carnet 20 Météorologie 19 Mots croisés 19 Radio-télévision 19 Spectacles 18	● L'Info 24 h/24 h. AFP ● J - 33 : tous les sordides. TELO ● Bourse : la cote en direct. BOURSE Actualité, International, Sports, Campus, FIAMM, Télématique. 3616 Taper LEMONDE

M. Edgar Faure dans un état « très critique »

Dans un communiqué diffusé le 22 mars en fin de matinée, les professeurs Paul-Henri Cugenc, chirurgien, et Jean-Philippe Barbier, médecin de M. Edgar Faure, indiquent que l'état de ce dernier « s'est aggravé de façon marquée au cours des dernières vingt-quatre heures, avec accentuation d'une déhiscence réticulaire et hépatite progressive ».

L'apparition de la complication actuelle, indique encore ce communiqué, entraîne une situation jugée très critique.

Le premier ministre, M. Jacques Chirac, s'était rendu, le lundi 21 mars vers minuit, au chevet de M. Edgar Faure.

Hospitalisé le 22 février à l'hôpital Laennec à Paris, l'ancien président du conseil a été opéré à deux reprises : le 22 février de la vésicule biliaire et le 7 mars pour un ulcère aigu gastrique compliqué.

Le président de la République s'était rendu le 8 mars au chevet du sénateur du Doubs qui est aussi président depuis mars 1987 de la mission de commémoration du bicentenaire de la Révolution française et de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

NICARAGUA : la reprise du dialogue entre les sandinistes et la Contra

Un cessez-le-feu est adopté pour la durée des discussions

En dépit des récents accrochages à la frontière du Honduras et des manœuvres militaires entreprises par les troupes américaines dans la région, la première journée de négociation directe entre les sandinistes et la Contra, à Sapoa, dans le sud du Nicaragua, s'est achevée, le lundi 21 mars, sur une note plutôt optimiste. Les deux parties sont en effet convenues d'un trêve pour toute la durée des discussions qui doivent, en principe, s'achever mercredi. Pour le reste, peu de détails ont filtré sur cette rencontre - la première du genre à aussi haut niveau - destinée à rechercher un cessez-le-feu définitif au Nicaragua, premier pas nécessaire pour l'instauration du plan de paix régional signé en août 1987 au Guatemala.

A l'issue des premières discussions, les deux délégations, dirigées par MM. Humberto Ortega, ministre nicaraguayen de la

défense, du côté sandiniste, et Adolfo Calero, un des principaux leaders de la Contra, du côté de l'opposition, ont salué le « climat de franchise et de respect » qui préside à la rencontre. Toutefois, on ne s'attend pas à des mesures spectaculaires à court terme, car si les représentants de Managua privilégient, comme lors des précédentes discussions, en janvier et en février, les aspects « techniques » du cessez-le-feu, la Contra continue à mettre l'accent sur les aspects politiques, proposant entre autres une trêve de trente jours, à condition que les sandinistes s'engagent, de leur côté, à proclamer une amnistie pour tous les prisonniers politiques ainsi qu'une série de mesures de démocratisation.

Sur le terrain, le calme semble revenu au Honduras dans la zone frontalière avec le Nicaragua où les troupes sandinistes avaient pénétré, mardi dernier, pour at-

quer les forces de la Contra qui s'y étaient repliées. Et si l'armée hondurienne a cessé ses raids aériens sur les bases supposées des sandinistes, l'état d'alerte est maintenu « pour parer à toute éventualité ».

De leur côté, les trois mille deux cents militaires américains continuent leurs exercices conjoints avec l'armée hondurienne. Au cours de ces manœuvres, un hélicoptère de l'armée américaine s'est écrasé, lundi, à 60 kilomètres de la frontière nicaraguayenne, faisant neuf blessés. Enfin, la mission politico-militaire de l'ONU chargée d'enquêter sur ces incidents devait quitter New York, le mardi 22 mars, pour Managua. L'envoi de cette mission avait été décidé, le vendredi 18 mars, par M. Perez de Cuellar après consultation des membres du Conseil de sécurité, à la suite d'une requête du Nicaragua. (AFP, Reuters.)

Sur le vif

Faux jetons !

Ah ! dites donc ! On s'en souviendra de cette campagne présidentielle. Alors là, champions, les mecs. Les candidats, déclarés ou pas, peuvent pas ouvrir leur gueule sans que je verse une larme sur Thierry Le Luron. Ils essayent tous de l'imiter, mais, bon, ils caricaturent, ils forcent le trait, c'est nul, à mourir d'ennui. Et comme si ça suffisait pas, l'ennui, voilà les ennuis qui nous dégringolent sur la tronche.

Ils arrêtent pas de nous entendre, nos principes. Exprimés, ils donnent d'une main, ils retiennent de l'autre. Le coup des huisseries, je l'ai encore en travers du gosier. Ouais, ouais, ils sont venus chez moi. Absolument. Et pas chez moi, chez les voisins. C'est pas compliqué, la gâchette, la grande Mado. Elle passe sa vie dans l'entrée, bras et jambes écartés pour les empêcher de saisir tous les draps de lit, toutes les télé et toutes les batteries de cuisine de l'immeuble.

S'agissait de savoir, je croyais que si on votait pour vous, nos contradictions, on n'aurait pas à

les payer. Maintenant, j'ai compris, l'amitié, c'est quand il n'y aura plus rien à annuler. D'abord, faut casquer. Et encore casquer, c'est rien, on est littéralement dévalisés.

Cette semaine, dans le Meilleur, ils expliquent ce qu'il faut faire pour arriver à soutenir le siège de ces bataillons d'huissiers déchaînés jusqu'au 8 mai, sans céder. C'est des histoires à n'en plus finir, de trésorier, de recours, de procureur de la République, de parquet, de lettres recommandées, d'accusés de ne pas plus que moi. Même mon Mimi, faut lui écrire, faut se rouler à ses pieds.

Pas question, j'ai ma dignité. Et le sens de la parole donnée. Les faux jetons, merci bien ! Moi, je lui ai dit, à la grande Mado : laisse-les monter ! C'est pas en vidant nos placards qu'ils rempliront leurs urnes. Pas tenir ses promesses, après une élection, bon ! Mais y manquer avant, franchement, faut vraiment nous prendre pour des cons.

CLAUDE SARRAUTE.

Les soixante ans de la LICRA

La LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) a choisi le 21 mars, journée internationale contre la discrimination raciale, pour fêter un double anniversaire : ses soixante ans et les vingt ans de Jean Pierre-Bloch à la présidence de l'association. En fin d'après-midi, M. Pierre-Bloch s'est rendu avec une importante délégation fleurir les tombes de Victor Schoelcher, Félix Eboué et René Cassin, trois défenseurs des droits de l'homme, et, le soir, le comité directeur organisait un dîner dont le cardinal Albert Decourtray, archevêque de Lyon, primat des Gaules, lauréat du prix des Droits de l'homme, était l'invité d'honneur.

L'événement fut l'occasion pour le cardinal de se réjouir de l'ouverture de ce mouvement vers l'Eglise qu'il représente. Il permit également à M. Pierre-Bloch et au vice-président, André Monniel, de rappeler l'histoire de ce mouvement né « d'un fait divers meurtrier (1) ».

Le 25 mai 1926, à Paris, un hortier juif, Samuel Schwarzbard abat de sept coups de pistolet Simon Petliura, chef des

armées de la République démocratique ukrainienne, qu'il accuse d'avoir organisé les pogroms contre les juifs. Schwarzbard, défendu par M. Henry Torrès, est acquitté. Dans la salle, un journaliste, Bernard Lecache, s'émeut de son histoire et fonde, en 1927, la Ligue internationale contre les pogroms, qui devient, en 1928, la LICRA et, en 1974, la LICRA.

Proche du Front populaire et fortement ancré à gauche, le mouvement s'est déplacé au cours des années vers le centre. Il n'a pas cessé avec Jean Pierre-Bloch, devenu président à la mort de Bernard Lecache, en 1988, de lutter contre toutes formes de racisme, de xénophobie et, comme le rappelle M. Pierre-Bloch « contre la renaissance du néonazisme et les thèses révisionnistes ».

Ch. Ch.

(1) Des hommes libres, histoire extraordinaire de la LICRA, de Jean-Pierre Allali et Haïm Muscant. Editions Biblioplane. Prix : 95 F.

Poursuite de la grève des ferries sur la Manche

Le trafic trans-Manche était toujours perturbé le mardi 22 mars, dans la matinée, en raison de la grève des marins de l'armement naval SNCF et de la compagnie privée Pand O.

Du côté britannique, le syndicat des marins (NUS) a commencé, le 21 mars, à consulter ses vingt et mille adhérents sur l'opportunité de déclencher une grève nationale. Le résultat sera connu le 30 mars.

Belgique : quatre morts dans un incendie. - Quatre personnes, dont un enfant, ont été tuées et quatre autres blessées, mardi 22 mars à l'aube, dans l'incendie d'un petit hôtel de la banlieue de Bruxelles, l'hôtel Tivoli, situé dans le quartier de Laeken. - (AP, UPI.)

En France, M. Toubou, directeur général de la branche navale SNCF, a fait savoir que « rien ne justifiait un mouvement social d'une telle ampleur et que les conditions d'emploi des marins sur la ligne Calais-Douvres ne seraient pas modifiées tant qu'un projet d'avenant à long terme n'aurait pas été soumis aux navigateurs ».

Les syndicats français de transporteurs routiers ont mis en garde les pouvoirs publics contre « les réactions qui pourraient susciter une immobilisation de plus en plus insupportable des conducteurs ».

Le numéro du « Monde » daté 22 mars 1988 a été tiré à 556 124 exemplaires

La succession de M. Jospin à la tête du PS M. Laurent Fabius cherche à décourager M. Pierre Mauroy

Si l'opinion se soucie probablement peu de savoir qui sera le prochain premier secrétaire du PS, à l'intérieur du parti une intense campagne s'engage pour la succession de M. Lionel Jospin. Il y a quelques jours encore, dans l'entourage des deux favoris - MM. Laurent Fabius et Pierre Mauroy (1) - le silence radio était de règle : « Gagnons d'abord l'élection présidentielle, on verra après », répondait-on. Aujourd'hui, alors que rumeurs, manœuvres d'intoxication, contre-manœuvres de contre-intoxication, vont bon train, les premiers échos publics de cette campagne commencent à apparaître.

C'est paradoxalement M. Mauroy, c'est-à-dire celui qui, il y a encore peu de temps, était le moins décidé à être candidat, qui ouvre le feu le premier en affirmant, le 20 mars, dans un entretien au Journal du dimanche : « La désignation d'un premier secrétaire du PS ne se fait pas en fonction de telle ou de telle ambition personnelle, mais de l'intérêt supérieur du parti. Elle est du ressort des militants, et ils ne sont pas habitués à ce que l'on mène campagne auprès d'eux. De plus, cette désignation ne se fait pas seulement sur un nom mais sur la base d'une orientation et d'une conception du parti : le premier secrétaire doit être porteur de l'expression d'une volonté collective. Le moment venu, ceux qui ont à s'exprimer le feront et les militants trancheront. Je n'ai pas, pour ma part, à me mettre sur les rangs. Je suis disponible, on me connaît, on sait quel est mon chemin ».

Codé, comme tous les discours politiques à usage interne, le discours de M. Mauroy est néanmoins assez clair. Il exprime bien la différence entre sa candidature et celle de M. Fabius.

Quant M. Jospin a annoncé qu'il se retirerait après l'élection présidentielle, M. Fabius n'a pas hésité

à recueillir les fruits de son travail dans les fédérations, même si ce n'est pas lui qui a choisi le moment de la récolte. L'évolution « social-démocrate » des propositions du PS donne moins de prise aux accusations de tuteur à son encontre. Enfin, depuis le début de la campagne présidentielle « sans candidat » du PS, il passe, jusque dans les rangs de ses adversaires au sein du parti, pour l'un des meilleurs orateurs socialistes.

Pourtant, en dépit de ces progrès, la volonté de M. Fabius d'effectuer une démonstration de force ne va pas sans maladroites. Comme si l'ancien premier ministre avait retrouvé un défaut - l'excès de confiance en soi - qui lui a joué des tours lorsqu'il était à Matignon. Ainsi, sa propension à tenter de « récupérer » à son profit M. Mitterrand agace ou fait sourire ceux des socialistes qui connaissent le président. De même, les fabusiens affirment que la fédération des Bouches-du-Rhône a choisi leur champion, ce que dément formellement son premier secrétaire, M. Yves Vidal.

En agissant de la sorte, M. Fabius mène-t-il une stratégie contre-productive ? Ou bien parviendra-t-il à créer un rapport de forces qui pourrait conduire M. Mitterrand - dont l'avis sera décisif, surtout en cas de victoire - à le choisir comme successeur de M. Jospin ? L'actuel premier secrétaire du PS ne restera probablement pas inactif.

M. Mitterrand « récupéré » ? Le député de Seine-Maritime, qui laboure inlassablement, depuis deux ans, le terrain des fédérations socialistes, entend montrer qu'il est en position de force et s'impose comme le successeur « logique » de M. Jospin. C'est pourquoi il invoque le soutien de M. Mitterrand : ses amis s'efforcent de faire passer, dans le parti, le message selon lequel l'entretien qu'il a eu récemment avec le président de la République à ce propos aurait été très fructueux. M. Fabius peut difficilement nier que le poste de premier secrétaire est, pour lui, une étape dans la course à l'Elysée. C'est pourquoi les fabusiens s'emploient aussi à convaincre les socialistes que les intérêts du parti recourent ceux de leur champion et ne se servent pas de « drapeau sur l'arc-boutant » de M. Mauroy.

Face au maire de Lille, M. Fabius dispose d'atouts réels. Si le député du Nord représente désormais une part de la mémoire de la gauche et est respecté dans le parti, il n'en incarne ni la jeunesse ni le renouvellement. Quant au « social » purement mauroyiste, il est très érodé. M. Fabius, lui, est désormais mieux accepté dans le PS et cherche à

recueillir les fruits de son travail dans les fédérations, même si ce n'est pas lui qui a choisi le moment de la récolte. L'évolution « social-démocrate » des propositions du PS donne moins de prise aux accusations de tuteur à son encontre. Enfin, depuis le début de la campagne présidentielle « sans candidat » du PS, il passe, jusque dans les rangs de ses adversaires au sein du parti, pour l'un des meilleurs orateurs socialistes.

Pourtant, en dépit de ces progrès, la volonté de M. Fabius d'effectuer une démonstration de force ne va pas sans maladroites. Comme si l'ancien premier ministre avait retrouvé un défaut - l'excès de confiance en soi - qui lui a joué des tours lorsqu'il était à Matignon. Ainsi, sa propension à tenter de « récupérer » à son profit M. Mitterrand agace ou fait sourire ceux des socialistes qui connaissent le président. De même, les fabusiens affirment que la fédération des Bouches-du-Rhône a choisi leur champion, ce que dément formellement son premier secrétaire, M. Yves Vidal.

En agissant de la sorte, M. Fabius mène-t-il une stratégie contre-productive ? Ou bien parviendra-t-il à créer un rapport de forces qui pourrait conduire M. Mitterrand - dont l'avis sera décisif, surtout en cas de victoire - à le choisir comme successeur de M. Jospin ? L'actuel premier secrétaire du PS ne restera probablement pas inactif.

M. Mitterrand « récupéré » ? Le député de Seine-Maritime, qui laboure inlassablement, depuis deux ans, le terrain des fédérations socialistes, entend montrer qu'il est en position de force et s'impose comme le successeur « logique » de M. Jospin. C'est pourquoi il invoque le soutien de M. Mitterrand : ses amis s'efforcent de faire passer, dans le parti, le message selon lequel l'entretien qu'il a eu récemment avec le président de la République à ce propos aurait été très fructueux. M. Fabius peut difficilement nier que le poste de premier secrétaire est, pour lui, une étape dans la course à l'Elysée. C'est pourquoi les fabusiens s'emploient aussi à convaincre les socialistes que les intérêts du parti recourent ceux de leur champion et ne se servent pas de « drapeau sur l'arc-boutant » de M. Mauroy.

Face au maire de Lille, M. Fabius dispose d'atouts réels. Si le député du Nord représente désormais une part de la mémoire de la gauche et est respecté dans le parti, il n'en incarne ni la jeunesse ni le renouvellement. Quant au « social » purement mauroyiste, il est très érodé. M. Fabius, lui, est désormais mieux accepté dans le PS et cherche à

recueillir les fruits de son travail dans les fédérations, même si ce n'est pas lui qui a choisi le moment de la récolte. L'évolution « social-démocrate » des propositions du PS donne moins de prise aux accusations de tuteur à son encontre. Enfin, depuis le début de la campagne présidentielle « sans candidat » du PS, il passe, jusque dans les rangs de ses adversaires au sein du parti, pour l'un des meilleurs orateurs socialistes.

Pourtant, en dépit de ces progrès, la volonté de M. Fabius d'effectuer une démonstration de force ne va pas sans maladroites. Comme si l'ancien premier ministre avait retrouvé un défaut - l'excès de confiance en soi - qui lui a joué des tours lorsqu'il était à Matignon. Ainsi, sa propension à tenter de « récupérer » à son profit M. Mitterrand agace ou fait sourire ceux des socialistes qui connaissent le président. De même, les fabusiens affirment que la fédération des Bouches-du-Rhône a choisi leur champion, ce que dément formellement son premier secrétaire, M. Yves Vidal.

En agissant de la sorte, M. Fabius mène-t-il une stratégie contre-productive ? Ou bien parviendra-t-il à créer un rapport de forces qui pourrait conduire M. Mitterrand - dont l'avis sera décisif, surtout en cas de victoire - à le choisir comme successeur de M. Jospin ? L'actuel premier secrétaire du PS ne restera probablement pas inactif.

MON NOM M'A TOUJOURS POUSSÉ À FRÉQUENTER DES GENS ÉCONOMES...



24 900 F HT
Macintosh SE
disque dur interne 45 M.o.

INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sons frontières
26, rue du Renard Paris 4^e 42.72.26.26
64, av. du Prado Marseille 6^e 91.37.25.03

UN IMMENSE MARCHÉ S'OUVRE
APPRENEZ LE CHINOIS EN CHINE
dans une grande université Pékin, Shanghai, Canton...
PLACES LIMITÉES
Une année de septembre 88 à juin 89. Débutants et avancés de 18 à 40 ans - Clôture 25 mai - Doc. contre 3 timbres
CEPES 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly 47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

Numéro d'avril en vente dès aujourd'hui
TELEMATIQUE
magazine
200
BANQUES DE DONNÉES
Le guide de l'information en ligne par fonction dans l'entreprise.